

JEAN · PIERRE HOUSSEL

LA RÉGION DE ROANNE
ET LE BEAUJOLAIS TEXTILE
FACE A L'ÉCONOMIE MODERNE

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE LYON II

— LE 22 JUIN 1976 —

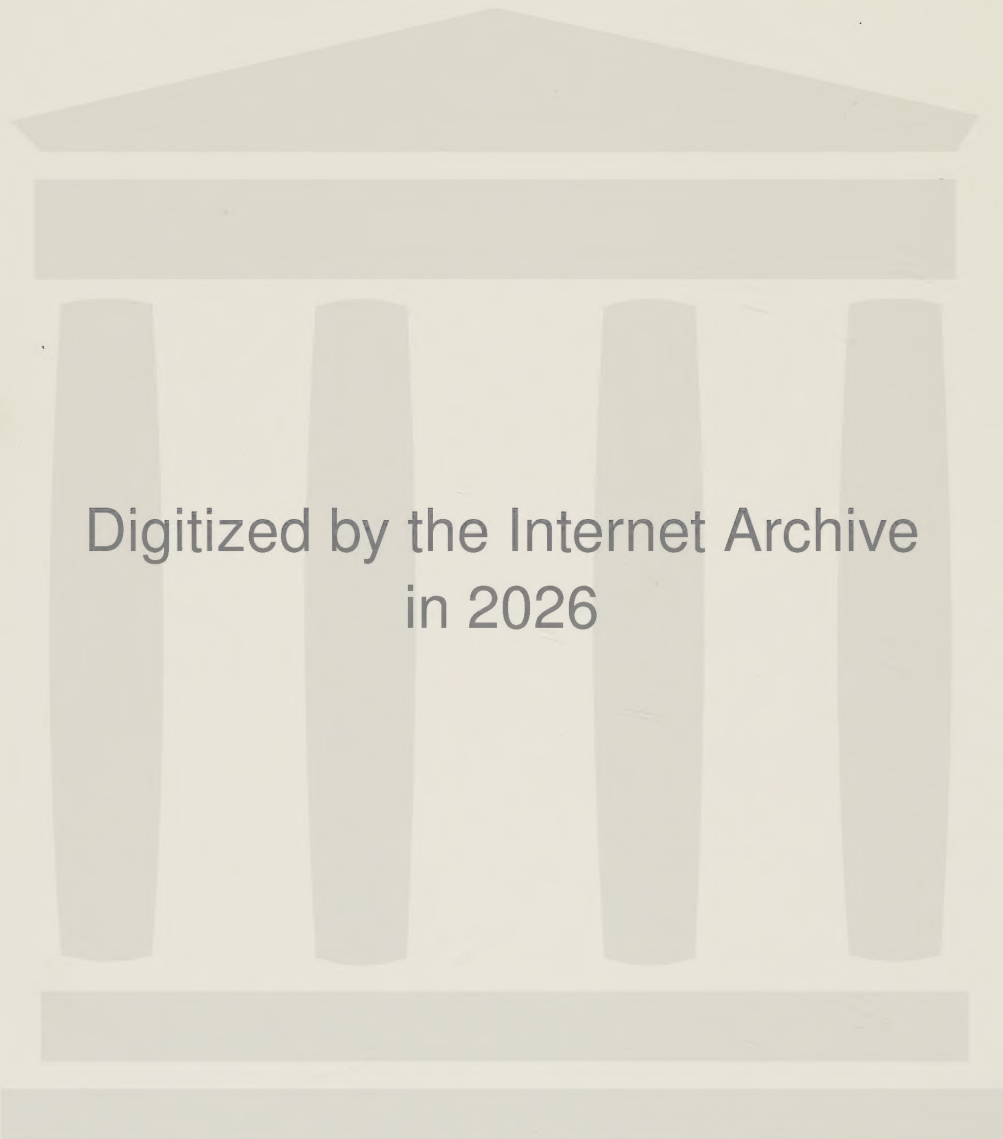
SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES

UNIVERSITE DE LILLE III

- 1979 -

COMPOSITION DU JURY

Mme Jacqueline BEAUJEU - GARNIER, *Présidente, Professeur à l'Université de Paris I,*
Melle Renée ROCHEFORT, *Rapporteur, Professeur à l'Université de Lyon II,*
M. Maurice BERNADET, *Président de l'Université de Lyon II, Professeur à l'Université de Lyon II,*
M. André FEL, *Professeur à l'Université de Clermont - Ferrand,*
M. FLATRES, *Professeur à l'Université de Rennes,*
M. René LEBEAU, *Professeur à l'Université de Lyon II,*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553410_0005

LA RÉGION DE ROANNE
ET LE BEAUJOLAIS TEXTILE
FACE A L'ÉCONOMIE MODERNE

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE LYON II
— LE 22 JUIN 1976 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1979 -



INTRODUCTION

La région ne paraît pas avoir de cohésion interne : elle comprend la région urbaine de Roanne et l'est des monts du Beaujolais qui est tourné vers Lyon. Mais ces deux secteurs présentent une incontestable solidarité d'intérêts, fondée sur les genres de vie d'hier dominés par l'interpénétration de l'agriculture et de l'industrie textile, et sur les difficultés d'adaptation d'une économie traditionnelle placée à l'écart des grands foyers de développement.

La zone d'influence que Roanne s'est constituée au moment de l'essor de l'industrie du coton à la fin du XIX^e siècle, correspond au bassin-versant de la Loire au nord du seuil de Neulise, compris entre les monts de la Madeleine à l'ouest et, à l'est, la ligne de partage des eaux entre l'Atlantique et la Méditerranée qui court dans les monts du Beaujolais. C'est là que dès le XVI^e siècle, les négociants lyonnais ont substitué le système manufacturier au travail domestique des étoffes, ce qui a rendu possible la subsistance de fortes densités que l'agriculture ne pouvait assurer. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'industrie s'est mécanisée et s'est étendue de la montagne aux villes de la plaine, Roanne et secondairement Charlieu. Les tours de mains acquis de longue date, le sens des affaires de paysans ou d'artisans promus capitaines d'industrie ont maintenu jusqu'à la crise du tissage de 1965 la vitalité de *l'économie traditionnelle*. On comprend que nous entendons ce terme par opposition à *l'économie moderne*, caractérisée à la fois par l'agriculture d'entreprise, les formes les plus évoluées de la seconde révolution industrielle, la prépondérance du secteur tertiaire.

En fait l'économie traditionnelle se survivait à elle-même. La population avait diminué de plus de 20% depuis le maximum de 1896 et cessé d'augmenter à partir de 1866, année antérieure à la mécanisation. Mais les difficultés n'étaient pas perçues comme insurmontables, car le tissage du coton et de la soie, dispersé dans le moindre hameau grâce au métier à domicile, renaissait après chaque crise cyclique. En 1965, il faut bien se rendre à l'évidence que les affaires les mieux assises, celles auxquelles les habitants lient leur prospérité, ferment, que le bruit des métiers déserte la campagne, qu'on assiste à une crise structurelle, à la fin d'un âge.

Notre région est confrontée à l'économie moderne dans de mauvaises conditions. Elle est à l'écart des "*métropoles*" bien placées au carrefour des grandes voies de communications, comme la région parisienne et les bouches du

Rhin, pour ne considérer que l'Europe Occidentale. Isolée et compartimentée par le relief, elle ne peut guère profiter en dépit de la proximité de l'agglomération lyonnaise, des activités que ces grands foyers de développement essaient dans les plaines et les vallées qui les entourent. Elle fait partie de la "province".

PROBLEMATIQUE

La qualité d'espace, le type de milieu socio-économique de la "province" sont caractérisés par :

- une croissance démographique inférieure à la moyenne nationale et le vieillissement de la population,
- une population active dont le niveau de formation scolaire et professionnelle est bas, où ouvriers qualifiés, employés, techniciens et surtout cadres supérieurs et professions libérales sont en proportion beaucoup plus faible que dans les aires métropolitaines,
- un indice de richesse vive peu élevé, qui se révèle par exemple dans le manque de confort du logement ou dans les dépenses réduites pour la santé et les loisirs.

Pour tous ces critères, l'écart est plus petit entre une commune rurale et une ville petite ou grande à l'intérieur de la "province" qu'entre une ville de province et une métropole (1), si bien que l'on serait tenté de parler de "milieu rural". On comprend que cette notion diffère de la définition de l'I.N.S.E.E., qui considère comme rurales les communes dont la population agglomérée est inférieure à 2.000 habitants et qui sont situées en dehors des zones de peuplement industriel et urbain. En effet, notre région est riche en bourgs, en petites villes et l'agglomération roannaise dépasse 80.000 habitants ! Cette notion transcende même le critère quantitatif retenu par les géographes ruraux (2), qui est fondé sur la densité beaucoup plus faible des hommes, des activités et des équipements, pour prendre en compte des critères qualitatifs. Cette spécificité commence à s'imposer à l'opinion publique. En 1972, pour la première fois, le Conseil Général du Rhône a séparé dans la discussion du budget, la Communauté Urbaine de Lyon du "Rhône rural", qui englobe aussi ^{bien} le vignoble du Beaujolais et les monts du Lyonnais, que Villefranche, Tarare et Givors. Mais il est difficile cependant de parler de "milieu rural" pour les espaces situés en dehors des zones métropolitaines, à cause des risques de confusion avec les acceptions les plus couramment retenues : c'est pourquoi j'utiliserai le terme "province" (3).

La région de Roanne, comme le reste de la "province" française, en est actuellement à un stade de développement intermédiaire entre l'économie traditionnelle et l'économie moderne. L'évolution constatée va dans le sens

de l'accroissement des déséquilibres, de la concentration des hommes et des activités dans l'orbite des métropoles. Faut-il en conclure que la "province" ne trouve plus en elle-même d'éléments de dynamisme, que son sort est lié au minimum d'équipements et de services que maintient l'Etat, aux quelques décentralisations industrielles que laissent les grandes villes ? Faut-il en conclure qu'elle est destinée à n'être qu'un espace agricole, un espace vert animé seulement deux mois par an, quand se vide la France industrielle et urbaine ? Qu'elle tend à se réduire à un espace interstitiel dépersonnalisé, que ne parviennent plus à structurer des centres régionaux de moins en moins autonomes et dont les métropoles se disputent la polarisation ?

Dans le grand débat sur les chances de passage de l'économie traditionnelle à l'économie moderne, notre propos est avant tout d'apporter l'exemple concret de l'évolution de notre région, observée au jour le jour, sans idées préconçues, depuis que ses habitants ont pris conscience, à cause de la crise du tissage dans les années 65, qu'ils étaient en train de vivre une crise de structure, une crise d'adaptation. Nous avons constaté le poids des lois économiques, qui se traduit par l'emprise croissante des grands groupes nationaux et internationaux et un ^{par} "exode rural" en cascade, du village à la métropole, avec les villes petites et moyennes pour relais, qui prive la région de ses éléments les plus jeunes et les plus qualifiés. Mais nous ne pensons pas au dépérissement fatal de la province : nous constatons de nombreux exemples de "l'aptitude aux changements mentaux et sociaux qui rendent apte une population à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global", ce qui est pour François Perroux, la définition du *développement*. L'aptitude au développement dépend de facteurs humains : la densité et la jeunesse de la population, moteurs de la "démographie créatrice" dont parle Sauvy; la faculté d'adaptation et l'esprit d'initiative qui puisent leurs sources dans l'attachement au pays et l'habitude de survivre dans un milieu difficile; l'ouverture au monde extérieur et le sens de l'association, que propagent les mouvements et les organisations professionnelles quand ils savent être des instruments de culture populaire. Ces facteurs humains n'existent pas partout, c'est pourquoi notre région présente aujourd'hui une multitude de types d'évolution, entre le canton progressiste et la zone d'abandon (3).

Notre région peut paraître refléter assez mal l'ensemble de la "province". En effet, au même titre que des montagnes peuplées comme les vallées jurassiennes ou vosgiennes ou que des zones de contact entre la plaine et le massif ancien comme la région de Cholet, elle a développé, à un haut degré et jusqu'à un passé récent, toutes les potentialités de l'économie traditionnelle. Certes, certains secteurs routiniers et archaïques comme le tissage de la cotte et de la soie n'avaient pas su évoluer et ont été des poids morts, mais

la population est restée relativement dense et jeune, l'ingéniosité et l'esprit d'entreprise n'ont pas disparu. On pourrait dire que la région fait partie de la "*France du milieu*", adoptant en cela la métaphore de Calogero Muscara, qui utilise les particularités de position des différentes zones de développement en Italie, pour distinguer "*l'Italie du milieu*", hier agricole et aujourd'hui gagnée par l'industrie spontanée, du triangle industriel du nord-ouest et du sud sous-développé.^[4] Pour retrouver le contexte national, on peut s'inspirer aussi des classifications proposées par les observateurs des mutations de l'agriculture française dans les années 1960, aussi bien économistes et agronomes comme Michel Gervais (5), que géographes comme André Fel (6) et Armand Frémont (7). Ils ont mis en relief la différenciation à l'intérieur de la société paysanne d'hier, d'une agriculture *progressive* qui cherche, en dépit de structures difficiles, à se hisser au niveau de l'agriculture d'entreprise, et d'une agriculture *traditionnelle*, qui renonce à y parvenir et rassemble les "laissés pour compte" du progrès. De même en face de la France moderne des grands foyers de développement, on voit se différencier une "France progressive, une France en transition d'une France traditionnelle, d'une France en voie d'abandon. La Région de Roanne appartient à la "*province progressive*", à la "*province en transition*".

LES METHODES

Le souci d'étudier un type de développement à travers un exemple régional a commandé la méthodologie et le choix des limites.

Nous avons cherché, avant tout, à observer et à comprendre. Avec la "province en transition", nous nous trouvons devant un type de région qui subit la transgression de l'économie moderne et dont la capacité d'adaptation dépend de ce qui subsiste d'actuel dans le "stock de passé" pour reprendre l'expression d'André Fel. C'est dire que notre méthodologie dans un cadre régional "tend à utiliser les nouveaux moyens de collecte et de traitement de l'information, mais sans rejeter les moyens d'approche et les modes de réflexion traditionnels", selon l'appréciation que Pierre Flatrès applique à la méthodologie actuelle de la géographie rurale française (2).

La description de la situation présente est celle d'un milieu disparate où coexistent des activités et des attitudes appartenant à des âges différents. Cela cerne déjà, quelque goût que nous ayons pour les données statistiques et leur interprétation, les limites de l'utilisation des méthodes quantitatives. Il nous semble inutile de revenir sur l'exactitude relative des renseignements chiffrés recueillis. Les considérations techniques entraînent d'autre part, pour une même donnée, des différences de nature : comment traiter

ensemble pour calculer des moyennes et des indices d'évolution, poulets de grain et poulets d'élevage industriel ou encore les ateliers de tricotage qui sortent un fort chiffre d'affaires avec un nombre réduit de salariés, et les entreprises de bonneterie classiques intégrant tricotage et confection ? Et comment rassembler dans la même opération, sans risque de dénaturer le message, une exploitation agricole progressive, une exploitation traditionnelle et une exploitation en voie d'abandon ; un atelier en sous-traitance et l'établissement d'un grand groupe national ? On doit se méfier des généralisations hâtives sur des résultats d'enquêtes du type "rouleau-compresseur", établies à partir de questionnaires mal adaptés à la situation locale. Celle-ci est très variée : les unités territoriales homogènes demandent à être délimitées cas par cas, après de multiples tâtonnements.

Nous avons été amenés à sortir des sentiers habituels des recensements et des comptages. La traduction sur le plan financier des répercussions des transformations techniques est essentielle pour le producteur, et toute appréciation de l'évolution économique d'une circonscription territoriale passe par les modifications du volume et de la répartition des affaires. Nous avons eu largement recours à la publication des chiffres d'affaires des principaux établissements industriels de la Loire, aux comptabilités des entreprises agricoles grâce aux Centres de Gestion, enfin aux documents communiqués par la Banque de France : chiffres d'affaires et risques par branche professionnelle, montant des dépôts et des emplois... Nous avons également recherché les critères quantitatifs aptes à révéler les attitudes et les mentalités, lesquelles se manifestent par l'adoption plus ou moins précoce ou ^{par} le refus des innovations. De nombreux critères ont déjà été proposés pour étudier l'urbanisation des mentalités dans les campagnes (8). La distribution des multiples groupements agricoles est très significative du degré d'évolution des cantons ruraux. L'intégration à l'économie moderne se traduit par une perte d'influence de la Caisse d'Epargne au profit du Crédit Agricole que l'on peut suivre dans les dépôts et les prêts. Le pourcentage d'agriculteurs, de nouveaux venus, de femmes dans les conseils municipaux, de même que le nombre de centimes additionnels et l'endettement par habitant, sont révélateurs de la prise de conscience par les collectivités locales des mutations nécessaires.

A partir d'une documentation aussi variée, aussi spécifique, qui exclut les longues séries homogènes, l'utilisation des moyens modernes d'élaboration des données comme l'ordinateur, et même la simple trieuse, se trouve peu adaptée. Il faut sans cesse opérer des conversions pour tenir compte de la dépréciation du franc ou des redressements, pour suivre la modification apportée d'une année à l'autre aux bases statistiques. Nous ne nous sommes pas lancé non plus dans la recherche de corrélations. Les méthodes classiques par pourcentages, indices et ratios permettent déjà des comparaisons fort éclairantes.

Et que donnerait l'application de méthodes raffinées à des données dont on sait la relativité ? En outre, elles demandent beaucoup de temps, que nous avons préféré passer à l'élaboration de tableaux propres à chaque question, pour laquelle il nous semblait utile de recourir à l'expression quantifiée.

C'est dire que nous ne méconnaissons pas l'intérêt des données chiffrées et de leur traduction en langage mathématique. Un tableau chiffré, un graphique sont plus explicites et plus clairs qu'un long développement. Nous savons la valeur irremplaçable du chiffre, comme point de départ du raisonnement : "le chiffre est un clou auquel on accroche une idée" écrit Roger Brunet. Les données chiffrées, collationnées patiemment et critiquées avec soin s'imposent comme des faits incontestables et avec d'autant plus de force qu'ils sont cartographiés. Elle font apparaître des inégalités et des distorsions qu'on n'avait pas imaginées et dont il faut rechercher l'explication. C'est le cas pour la diminution de l'emploi, plus sensible à Roanne que dans le reste de l'arrondissement entre 1963, la dernière bonne année avant la crise, et 1972. C'est le cas pour la part du chiffre d'affaires consacrée aux investissements, plus forte pendant la crise de 1965 qu'en 1971 et 1972, où l'économie renouvelée progresse à un rythme de croisière. Enfin la consultation des recensements, même les plus classiques, éclaire et circonscrit des disparités qui avaient pu échapper ; par exemple le caractère particulièrement précaire de l'agriculture des monts de la Madeleine est témoigné par l'absence de chevaux dans la plupart des exploitations au moment du recensement de 1955 et par la prépondérance des bêtes de race indéterminée dans le troupeau bovin lors du recensement de 1970-71.

Cependant la seule documentation chiffrée est impropre à rendre compte de la situation actuelle, comme le montrent tant d'études faites presque entièrement à partir de statistiques. Le questionnaire fragmente la réalité de l'entreprise en une centaine de rubriques stéréotypées et ne peut tenir compte de la complexité des relations avec le milieu. Les recensements agricoles font bien apparaître dans les monts du Beaujolais l'existence d'un grand nombre d'exploitations de 5 à 10 hectares, mais la multiplication des tableaux croisés, quand bien même seraient-ils établis au niveau d'un canton rural homogène, ce qui n'est pas réalisé, ne rendra pas la synthèse que saisit l'enquête directe à travers un cas maintes fois répété, qui s'impose comme un type : celui par exemple de ce ménage, âgé d'une cinquantaine d'années, qui a élevé sur sept hectares, dont 5 ha 1/2 de prairies permanentes, leurs cinq enfants, mais dont les aînés travaillent à l'usine du village ou de la petite ville voisine, où l'un d'eux s'est marié et installé. Seule *l'enquête directe* permet de connaître la nature exacte de la production industrielle ou du système de culture, les

liaisons financières et techniques; elle seule permet de reconstituer les transformations successives ainsi que le cheminement d'idées qui a rendu possible l'éclosion des initiatives; elle seule révèle les effets et les conséquences de l'insertion dans le milieu.

La monographie particulière s'impose pour toute entreprise qui, en dépit de son unicité, exerce une influence marquée; mais le plus souvent, l'entreprise enquêtée est choisie comme modèle d'un type. Autant que sur des critères numériques, comme ceux que fournit l'ASSEDIC, la typologie est fondée, après une familiarisation avec la région, sur l'avis des professionnels qui ont une vue d'ensemble de la branche, par exemple le courtier en coton pour l'industrie textile, le conseiller ou le responsable syndical agricole. Dans ces conditions, il ne nous a pas semblé indispensable d'établir et de distribuer des questionnaires pour couvrir toutes les catégories, d'autant qu'ils risquent de figer une situation, alors que la réalité est mutation. D'autre part, nous possédons maintenant suffisamment de recensements et d'études d'origines diverses pour que des évaluations par recoupements soient possibles.

L'enquête s'enrichit progressivement de questions nouvelles, nées des observations recueillies précédemment à quelque source que ce soit. Elle reste ouverte, afin d'accueillir les particularités propres à chaque cas, qui mettent souvent sur la voie de perspectives nouvelles et afin de recueillir la vision que chaque responsable se fait du milieu local. Il est autant nécessaire de s'imprégner du cadre, de l'ambiance, des attitudes, que de recueillir les renseignements recherchés. Il faut sentir la tristesse des hameaux qui ne conservent plus qu'un ménage d'exploitants et quelques vieillards; la déchéance des cités textiles, hier prospères, où s'alignent devantures défraîchies et bâtiments délaissés; la chape de passé qui pèse sur tel patron jeune et dynamique, mais prisonnier des traditions partout présentes, autant dans le bureau au décor immuable, que dans l'entourage familial dont il doit tenir compte; l'inso- lite réussite de ce fils de fermier qui a développé un atelier de décolletage, avec pour tout bagage, la passion de la mécanique. Il y a des refus aussi révélateurs que de longs entretiens, refus poli derrière l'abondance des lieux communs de l'"héritier" acculé à fermer l'usine centenaire; refus rude de "celui qui n'a pas de temps à perdre" et qui, effectivement, dans des conditions plus difficiles que son voisin, a sauvé ou créé une affaire: dans cette âpreté transparaît l'atavisme du montagnard qui lutte pour sa survie, et y réussit souvent.

L'enquête directe s'élargit à tous ceux qui modèlent le milieu: responsables des collectivités locales, des administrations, des syndicats ouvriers et paysans, des services mis à la disposition des professions, des mouvements socio-culturels. Car la connaissance du présent ne se borne plus à considérer

productions et paysages comme dans le monde stable d'hier, dont on semblait pouvoir décrire l'aboutissement. Aujourd'hui la connaissance du présent "pris dans le choc du futur" implique l'information sur les équipements programmés, l'examen de la maîtrise des sols, élément nécessaire pour la réalisation d'un plan d'urbanisme comme pour la constitution d'exploitations agricoles viables, ce qui pose la question en terme de *pouvoir*. Elle implique aussi de prendre en considération la conscience des problèmes collectifs qui se posent à l'homme-producteur et à l'homme-habitant et de leur capacité à les résoudre, ce qui pose la question en terme de *culture*. Les centres d'intérêt du géographe n'ont plus d'autres limites que celles de la vie privée. Là où intervient la vie publique, l'enquête directe est relayée par une abondante documentation écrite, diffusée par la presse locale et que l'on peut consulter au siège des organismes et associations : comptes rendus de réunions, rapports d'activité, polémiques. Bref, le géographe a recours aux sources qui seront celles de l'historien de demain.

Ce que demande le géographe à l'histoire, c'est de lui fournir la clé de l'originalité de la région, façonnée par des générations dont l'oeuvre, peut-être effacée, n'en constitue pas moins un maillon irremplaçable. "La géographie est la mise en cause de toute l'expérience vécue des hommes, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier" écrivait Lucien Febvre. Pour bien "flairer la chair humaine", comme le voulait Marc Bloch, il n'est pas de témoignage du passé inutile. Il n'est pas indifférent que ce monceau de pierres dissimulé sous les ronces et les arbres, masque les ruines d'une maison, hier industrielle et peuplée. Ce n'est pas par souci d'érudition qu'on reconstitue les formes du travail et les relations sociales correspondantes, les étapes de la plus grande expansion de la vigne ou du tissage à bras. Cependant l'histoire qui nous concerne est celle qui permet de comprendre le présent, particulièrement celle qui rend compte des disparités à accueillir le progrès, des blocages comme des retournements de situation. Il s'agit souvent d'une histoire quasi actuelle pour "sociologues du présent", celle des années qui ont précédé immédiatement la crise du tissage. Mais les attitudes d'hier ont leur source dans les comportements anciens, quelle qu'ait été l'influence des pionniers et des mouvements, et celle-ci fut d'autant plus profonde qu'elle ne rompait pas avec le passé. Les témoignages les plus précieux sont des descriptions précises et totales, comme celles de l'intendant des manufactures Brisson (9) à la fin du XVIII^e siècle ou du voyageur Ardouin-Dumazet (10) à la fin du XIX^e siècle. Au hasard des chroniques locales, on trouve la notation de réactions *ataviques*, comme celles des artisans-tisseurs de Cours obligés de se transformer en ouvriers d'usine, ou de sclérose des mentalités, comme le récit de cette séance du conseil municipal de Saint-Germain-Laval en 1862, où l'on se mit d'accord pour planter des platanes sur une place, faute de se hasarder à prendre des décisions sur la construction de l'école publique des garçons et le passage du chemin de fer.

L'observation des transformations progressives avec leurs lacunes, leurs à-coups, la résistance des archaïsmes, s'est poursuivie au jour le jour depuis 1966, année qui coïncide assez bien avec la prise de conscience par les habitants d'une rupture avec le passé. Elle a été vécue comme une *chronique* des travaux et des jours (11). Cependant nous avons tenu à déborder les limites précises de notre région quand des évolutions significatives se manifestent à ses portes. Aussi avons-nous fait référence à ces "pôles de résistance" du monde rural que constituent les monts du Lyonnais, quant au dynamisme de l'exploitation agricole familiale, ou la Côte et les monts du Forez, dont les habitants prennent en charge l'aménagement. De même nous sommes attentifs aux différents types d'évolution de la "province" dans les pays développés. L'interrogation que nous posaient l'essor des villes textiles et le développement de l'industrie spontanée dans la plaine du Pô et l'Italie Centrale, nous a conduit à aller chercher sur place l'explication de ces paradoxes apparents (12).

Nous avons travaillé seul. Certes nous aurions aimé travailler en équipe avec des spécialistes d'autres disciplines, d'autant plus que la région de Roanne, comme beaucoup de régions situées sur les marges, a été négligée. C'est ainsi, pour s'en tenir à la géographie physique, qu'elle sera une des dernières couverte par la carte géologique au 1/50.000° (13), qu'elle n'a pas fait l'objet d'études pédologiques dont ont bénéficié la plaine du Forez et le val d'Allier (14), alors qu'une meilleure connaissance du "mâchefer" et des "mouillères" conditionne la mise en valeur agricole de la plaine de Roanne. Nous aurions souhaité pouvoir collaborer avec un économiste, qui aurait déterminé par branche d'industrie et type de développement des ratios tels que l'optimum de production, le taux du profit net, les coûts comparés, comme nous avons pu profiter, lors de notre séjour en Italie, des recherches de Romano Prodi sur l'industrie spontanée (15). Cependant d'heureuses coïncidences dans le temps se sont présentées, comme la levée de la carte géologique de Roanne par Bouiller ; les travaux de Robert Estier pour sa thèse d'Etat d'histoire consacrée à "Roanne et la région roannaise du début du XIX° siècle à 1914", la rédaction du Livre Blanc de l'Agglomération de Roanne. Nous avons bénéficié aussi des mémoires de maîtrise et des pré-mémoires de géographie rurale rédigés par les étudiants de l'Université Lyon II et d'autres instituts, qui sont venus s'adjoindre aux diplômes de leurs prédécesseurs.

Nous n'avons pas le sentiment d'avoir travaillé en solitaire. La compréhension des personnes consultées a dépassé les normes de la bienséance et s'est muée en dialogue après l'enquête, en communication de documents et de références. Nous avons eu l'occasion, lors de la bonne vingtaine d'exposés qui nous ont été demandés sur les structures économiques et l'avenir de l'en-semble ou de telle petite région, lors des sessions que nous avons contribué

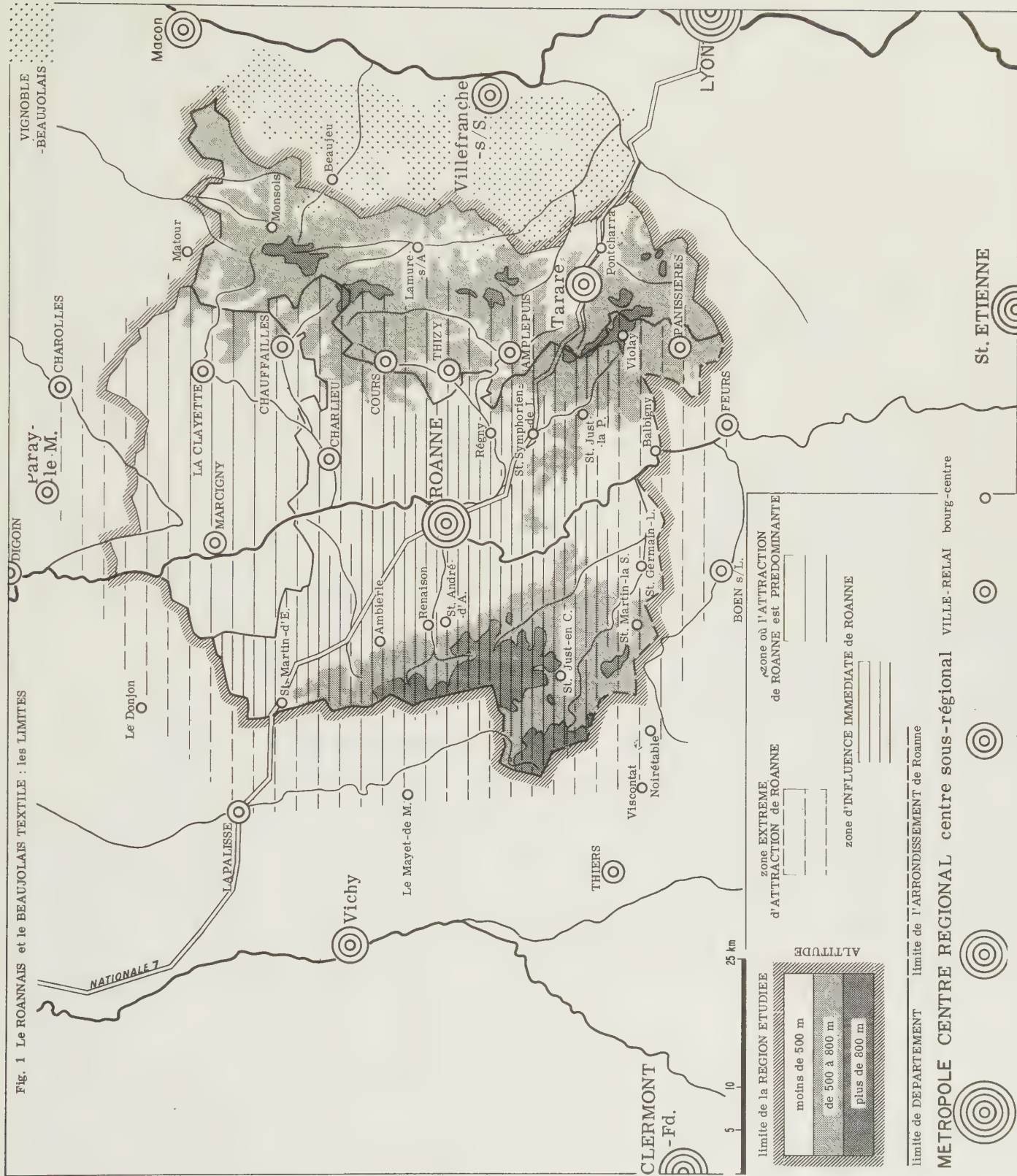
à animer, de confronter nos conclusions avec celles des hommes qui vivent dans le concret des situations. C'est pourquoi notre préoccupation première est de nous exprimer en des termes qui peuvent être compris de tous. Notre satisfaction est que le tisseur de Mardore puisse, à partir d'un ouvrage scientifique, retrouver l'évolution qu'il a vécue et s'interroger sur l'évolution qu'il pressent.

LES LIMITES DE LA REGION ETUDIEE

Nous avons fait une *étude régionale*, car nous sommes attachés à l'authenticité du concret, à la rigueur et à la globalité que requiert la synthèse régionale. Cette étude régionale n'est certes pas une monographie visant à l'intégralité : nous avons précédemment défini son but qui est de faire comprendre l'évolution "de la province en transition" face aux métropoles. Le cadre régional choisi l'a été dans cette intention. Nous avons déjà dit qu'il s'étendait sur différentes zones d'influence urbaine. Il regroupe des petites régions ayant pour l'essentiel, le même type d'économie et les mêmes solidarités d'intérêt, mais suffisamment diversifiées pour permettre d'observer la disparité des mutations. C'est pourquoi nous ne nous en sommes pas tenu aux seuls districts textiles et qu'il nous a semblé bon d'inclure l'ensemble de la région de Roanne avec les monts de la Madeleine, restés fortement agricoles, les zones de vignoble ou d'ancien vignoble, les plaines d'embouche. De même, il nous a semblé bon d'inclure les cantons de Lamure-sur-Azergues et de Monsols, au nord-est des monts du Beaujolais. Moins touchés par la diffusion du tissage, ils connaissent une dépopulation plus ancienne et plus forte, une large emprise de la forêt, qui préfigurent l'évolution de la montagne. (voir figure 1).

Nous ferons coïncider la zone d'influence de Roanne à l'intérieur du département de la Loire, avec son arrondissement. Mais au sud de la ligne de faite du plateau de Neulise cette influence se limite aux relations dues au rattachement administratif : sous-préfecture, sécurité sociale, mutuelles, chambres de commerce et de métiers. Sur la rive gauche de la Loire, l'attraction de Roanne s'arrête à Saint-Polgues, à 35 kms de la ville, et au delà, les habitants, pour les commerces et les services qui n'existent pas au bourg de Saint-Germain-Laval, s'adressent à Boën-sur-Lignon et à Saint-Etienne. Il en va de même sur la rive droite. Les attractions respectives de Feurs et de Saint-Etienne l'emportent à Balbigny, ainsi que dans le vieux secteur textile de Busières (16) prolongé dans l'arrondissement de Montbrison par celui de Panis-sières, terminaison méridionale de la montagne manufacturière. En effet le fleuve a constitué un obstacle à la diffusion du tissage dans les campagnes de

Fig. 1 Le ROANNAIS et le BEAUJOLAIS TEXTILE : les LIMITES





la rive gauche, de même qu'il a toujours constitué un obstacle aux relations humaines (17).

A l'ouest, arrondissement et zone d'influence correspondent. Le fossé de Noirétable qui sépare les monts de la Madeleine des monts du Forez fait partie de l'arrondissement de Montbrison et de la zone d'influence de Saint-Etienne. La ligne de faite des Bois Noirs, jadis frontière entre Auvergne et Forez, entre pays de langue d'oc et du franco-provençal, demeure une barrière. Plus au nord, l'influence de Roanne s'insinue dans la montagne bourbonnaise par les hautes vallées de la Besbre et du Sichon, et concerne six communes de l'Allier, situées à l'ouest du col du Beau-Louis, sur la route de Vichy à Saint-Just-en-Chevalet. L'influence de Vichy l'emporte dans le reste du canton du Mayet-de-Montagne et dans les cantons de Lapalisse et du Donjon, où l'on entre en Sologne bourbonnaise. Mais à l'est surtout, les migrations quotidiennes se font vers le centre minier de Saint-Priest-la-Prugne ou vers Saint-Martin-d'Estreaux, qui a implanté des ateliers de bonneterie, et les migrations définitives se dirigent vers l'agglomération roannaise. Le Bourbonnais, caractérisé jusqu'au recul récent du métayage par ses structures agraires particulières, commence dans la plaine même de Roanne au nord de la forêt de Lespinnasse. Elle est le témoin de massifs forestiers étendus, encore visibles sur la carte de Cassini, qui constituaient une zone-frontière.

En Saône-et-Loire, la zone d'influence de Roanne correspond assez bien aux quatre cantons de Marcigny, Semur-en-Brionnais, Chauffailles et La Clayette. Au delà, commence "l'espace inorganisé devenu marginal", partagé entre les zones d'influence de Moulins, Nevers, Mâcon et Lyon, dans lequel se situent les rayons d'action de petites villes : Digoïn, Paray-le-Monial, Charolles, pour ne citer que les plus proches (18). Les quatre cantons recouvrent des petites régions aussi diverses que la Sologne bourbonnaise sur la rive gauche de la Loire; le Brionnais, berceau de l'embouche, que sa position excentrique a individualisé du pays de Charolles, l'est des cantons de La Clayette et de Chauffailles, où l'on retrouve le socle ancien. Ici l'influence de Lyon est déjà sensible, mais c'est le début de la montagne manufacturière.

"L'industrie marque la vraie limite entre le Charollais, le pays des prairies, et le Beaujolais" écrit Gallois en 1894 (19) et André Gibert parle en 1952 des monts du Lyonnais comme "d'un hiatus textile" (20). On nous pardonnera de prendre quelques libertés avec les limites scolaires pour englober dans le Beaujolais "textile", l'ensemble de la montagne où s'est maintenu le plus longtemps le tissage disséminé à la campagne et dans les petites villes.

Gallois précise qu'il fait coïncider le nord du Beaujolais avec la vallée du Sornin, qui contourne la coulée granitique de massif de Dun. "A vrai dire, remarque-t-il, les relations de cette pointe se font avec le Charollais et on ne fait pas commencer habituellement si au nord le Beaujolais. Pourtant le vrai Charollais ne tient pas le montagnard pour un pays. Celui-ci se reconnaît par son zézaïement, se marie plus volontiers dans la montagne. On pourrait fixer la limite du plateau charollais à la voie ferrée Charlieu-La Clayette-Cluny". En effet, on réserve habituellement l'appellation de Monts du Beaujolais au voussoir entaillé par les trois vallées méridiennes de la Trambouze, du Reins et de l'Azergues et aux deux massifs qui le flanquent de part et d'autre : le mont Saint-Rigaux (1009 m.) et les monts de Tarare (1.004 m. à la montagne de Boussuivre). Au nord, le mont Saint-Rigaux couvre la plus grande partie du canton de Monsols, dont on a vu qu'il fut peu touché par l'industrie. Il se prolonge à l'est par une échine de hautes terres, qui s'avance en pointe entre les vignobles du Mâconnais et du Beaujolais. Au sud des monts de Tarare, le col de la Croix du Signy marque le début des monts du Lyonnais, constitués ici par la masse confuse du Pélerat. Alors que le tissage à bras du velours de soie n'a pas résisté au métier mécanique dans l'ensemble du massif, le travail manufacturier s'était bien conservé à la périphérie des monts de Tarare. C'est le pays complaisamment décrit par Ardouin-Dumazet, au début du siècle, où paysans-tisseurs et brodeuses exécutent les commandes des fabricants de Tarare, de Lyon et de Panissières (10). Les communes du Rhône, Villechenève, Montrottier, Chambost et Longessaigne, n'ont plus guère d'ateliers, mais envoient chaque jour leur main d'oeuvre à Tarare. L'industrie conserve plus de vitalité dans les communes de la Loire, Montchal, Rozier-en-Donzy, Cottance, Jas, Essertines-en-Donzy, groupées autour de Panissières. La petite ville forme le centre d'un petit secteur administratif autonome au sein du canton de Feurs, avec C.E.S., perception et gendarmerie, auquel sont rattachées les communes déjà uniquement agricoles de Saint-Martin et Saint-Barthélémy-Lestra.

La limite est du Beaujolais Textile est beaucoup plus facile à tracer : c'est celle du piémont et c'est celle du vignoble. Sans doute au cours de l'histoire, vignoble et travail industriel à la campagne ont pu avancer ou reculer suivant les conditions économiques, mais on sait depuis Roger Dion qu'ils s'excluent le plus souvent : la vigne par le travail qu'elle exige et les revenus qu'elle fournit, ne rend pas nécessaire le recours aux ressources de complément.

NOTES DE L'INTRODUCTION

- (1) Jean-Pierre HOUSSEL (15), Les comportements dans le passage de l'économie traditionnelle à l'économie moderne en pays développé, l'Espace Géographique, n° 3, p. 167-176, note p. 169.
- (2) Pierre FLATRES (12), La géographie rurale, p. 189-194, in COMITE NATIONAL FRANCAIS DE GEOGRAPHIE, Recherches géographiques en France, Montréal, 1972, 239 p.
- (3) Jean-Pierre HOUSSEL (15) p. 167-176.
- (4) Calogero MUSCARA (25) La geografia dello sviluppo, STUDI E RICERCHES DI SCIENZE SOCIALI, n° 34, EDIZIONI DI COMUNITA, Milan, 1967, 277 p. princ. Le tre aree dello sviluppo, p. 101-115. (14)
- (5) Michel GERVAIS, Jean WEIL, Claude SERVOLIN, Une France sans paysans, Paris, Ed. du Seuil, Coll. Société, 1966, 128 p.
- (6) André FEL (11), Les hautes terres du Massif Central, Clermont-Ferrand, Publ. de la Fac. des Lettres et Sciences Humaines, 1962, 340 p.
- (7) Armand FREMONT (13), L'élevage en Normandie, Caen, Publ. de la Fac. des Lettres et Sciences Humaines, 1967, vol. I.
- (8) Placide RAMBAUD (23), Société rurale et urbanisation, Paris, Ed. du Seuil, 1969, 317 p.
- (87)
- (9) BRISSON, Mémoire historique et économique sur le Beaujolais, 1774.
- (10) ARDOUIN-DUMAZET (84), Voyage en France, 7ème série: La région lyonnaise, BERGER-LEVRULT, 1896.
- (11) Maurice LE LANNOU, Compte-rendu de la thèse de J. BETHEMONT, in LE MONDE.
- (12) Jean-Pierre HOUSSEL (16), Essor des villes manufacturières de l'habillement et industrialisation spontanée dans "l'Italie du milieu", in R.G.L., 1972, n° 4, p. 361-383.
- Jean-Pierre HOUSSEL, Lo slancio recente delle città manifatturiere dell'abbigliamento nella "Italia di mezzo", in REVISTA GEOGRAFICA ITALIANA, sept. 1972, p.241-269.
- Jean-Pierre HOUSSEL, Une anomalie apparente dans l'industrie spontanée : la sidérurgie mineure de Brescia, in RICERCHES ECONOMICHE, n° 1-2, 1972, Laboratoria di Economia Politica, Venezia, p.3-12.
- (13) Les levées entreprises pour la carte géologique des formations superficielles au 1/25.000° commencent seulement. Les cartes de Saint-Bonnet-de-Joux au nord-ouest de Charolles, Thiers et Le Mayet-de-Montagne viennent de paraître.
- (14) Jean BORALY, Etude pédologique de la plaine du Forez, Génie Rural, Saint-Etienne, 1956.
- INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE, service d'étude des sols, Carte pédagogique du val d'Allier au 1/500.000°, Mélanges I, Montpellier 1968.
- (15) ROMANO PRODI, Modello di sviluppo di un settore in rapida crescita, l'industria della ceramica per l'edilizia, Fra Angelico editore, Collona di economica, Milan 1966, 135 p.
- (16) Daniel ROSETTA (124), La zone d'influence de Roanne, mémoire de maîtrise de géographie, I.E.R., juin 1967.
- CRESAL (60) Relations internes et externes de la Région de Roanne. Association pour le Schéma Directeur d'Aménagement Urbain de l'agglomération de Roanne, dactylographié, 1971, 255 p. princ. pp.5-87.

- (17) Marguerite GONON, La Loire, lien ou obstacle en Forez au Moyen-Âge, Bulletin de la Diana, tome XXXIX, 1966 n° 7, pp.289-301.
- (18) Claude CRETIN, De Charlieu à Bourbon-Lancy, étude à propos d'une série de petites villes, pp. 147-181, in UNIVERSITE DE SAINT-ETIENNE, Les villes du Massif Central, Paris 1971, 412 p. princ. p. 169-173.
- (19) L. GALLOIS : Beaujolais et Lyonnais, in ANNALES DE GEOGRAPHIE, 1894, p.287.
- (20) André GIBERT, Présentation géographique du Lyonnais, in " VISAGES DU LYONNAIS, 1953, p.21

PREMIERE PARTIE

L'ÉVOLUTION JUSQU'À LA CRISE DU
TISSAGE DE 1965

Chapitre I

LES DONNEES DE LA NATURE

La Région de Roanne et le Haut-Beaujolais, qui s'articulent autour d'une plaine d'effondrement et d'un vousoir de la bordure orientale du Massif-Central, ne semblaient pas promis au développement économique ni à la forte densité de population, qui furent les leurs jusqu'à un passé récent. Cet attrait exercé sur l'homme et qui a joué de façon différente selon les siècles s'explique moins par des conditions naturelles pas trop défavorables ou qu'il est possible d'aménager, que par la position géographique, à proximité du carrefour lyonnais et sur un seuil de hautes terres, à travers lequel on a toujours cherché à établir des relations entre le faisceau de circulation rhodanien et celui qui converge autour de Paris.

A - LE CADRE : UNE PLAINE D'EFFONDREMENT ENTOUREE DE MASSIFS ANCIENS

Le bassin de Roanne est un quadrilatère d'une vingtaine de kilomètres de côté, fermé au sud par le seuil de Neulise, largement ouvert au Nord. En effet, il se prolonge par le bassin de Digoin, au delà du seuil d'Iguerande, où la Loire s'encaisse dans les calcaires du bajocien de l'extrémité du bloc basculé de Fleury-la-Montagne, qui annonce les collines dissymétriques du Brionnais.

1.- LA PLAINE DE ROANNE ET SES ABORDS

a) *La plaine de Roanne.*

La plaine de Roanne est dominée à l'Est par l'abrupt NNO-SSE de la faille des Monts de la Madeleine, dite faille de la Côte, alors que le contact avec les premières hauteurs de la Montagne Beaujolaise se fait par un plateau bocager, qui monte en pente douce de 380 à 550 mètres. Ce plateau de Coutouvre recoupe à la fois les formations tertiaires et le socle ancien. Celui-ci change d'aspect de part et d'autre de Villers. Au Sud, le tertiaire peu épais laisse les terrains éruptifs et sédimentaires du plateau de Neulise affleurer en pointe vers l'Ouest, à la faveur des vallées. Au Nord, on trouve le granite, limité par des failles de faible rejet, de directions alterna-

tivement méridienne et varisque, auxquelles s'accrochent des lambeaux de la couverture secondaire. La vallée du Sornin se fraye un passage à travers un champ de failles.

La plaine de Roanne est partagée en deux par la plaine inondable de la Loire, large de trois kilomètres en aval de Roanne, qui se tient entre 276 m à la sortie des gorges et 253 m à Iguerande. La plaine proprement dite, réduite à un triangle renversé sur la rive droite, s'étend amplement sur la rive gauche. Elle présente des dos de terrain, qui se tiennent vers 350 mètres, parfois surmontés de cailloutis, qui forment malgré leur faible épaisseur (de 50 cm à 2 m.) une assise structurale boisée, et d'amples vallées Ouest-Est, creusées d'une cinquantaine de mètres par les rivières qui descendent des Monts de la Madeleine, comme l'Oudan et la Teissonne. Le plateau de Coutouvre, plus élevé, profondément entaillé par les gorges des rivières qui descendent du Haut-Beaujolais, comme le Rhodon et le Jarnossin, est localement recouvert de cailloutis de chailles (1), qui forment un niveau structural. Les terrains, argileux sur la rive droite, sont plus variés, sableux et argileux sur la rive gauche. On trouve même d'étroites coulées NNO-SSE de marnes grisâtres, comme de Saint-Romain-la-Motte à Urbise.

b) La Côte Roannaise.

La retombée des Monts de la Madeleine sur la plaine forme la COTE ROANNAISE. L'escarpement n'est bien marqué qu'au Sud, au-dessus de Ville-montais, avec une dénivellation de 400 mètres sur un kilomètre. Mais de Saint-Alban à La Pacaudière, un ensemble de croupes, de collines et de glacis raccorde sans rupture de pente la montagne à la plaine, dévalant de 800 à 350 mètres sur 3 ou 4 km. Ce véritable balcon surbaissé des Monts de la Madeleine (2) est caractérisé par un empâtement général des formes, car le granit fortement broyé est particulièrement altéré. L'imposante coupure du Renaison fait exception.

Les travaux de Bouiller pour la levée des cartes géologiques au 1/50 000e (3) ont renouvelé l'interprétation donnée par Le Verrier, pour la première édition de la carte au 1/80 000e en 1893, et largement reprise dans la seconde édition publiée en 1960. Il n'existe pas de faille unique, comme l'indique la carte géologique, mais un quadrillage d'accidents transverses NE-SO et NNO-SSE, qui dénivellent le socle ancien à partir de la grande faille méridienne, empruntée par la Haute Teissonne, la Tache et le Rouchain, qui limite à l'Est les Monts de la Madeleine. On peut supposer que ces accidents existent sous l'oligocène et descendent peu à peu le fond du bassin. Le Sud de la plaine, au contact du plateau de Neulise est vraisem-

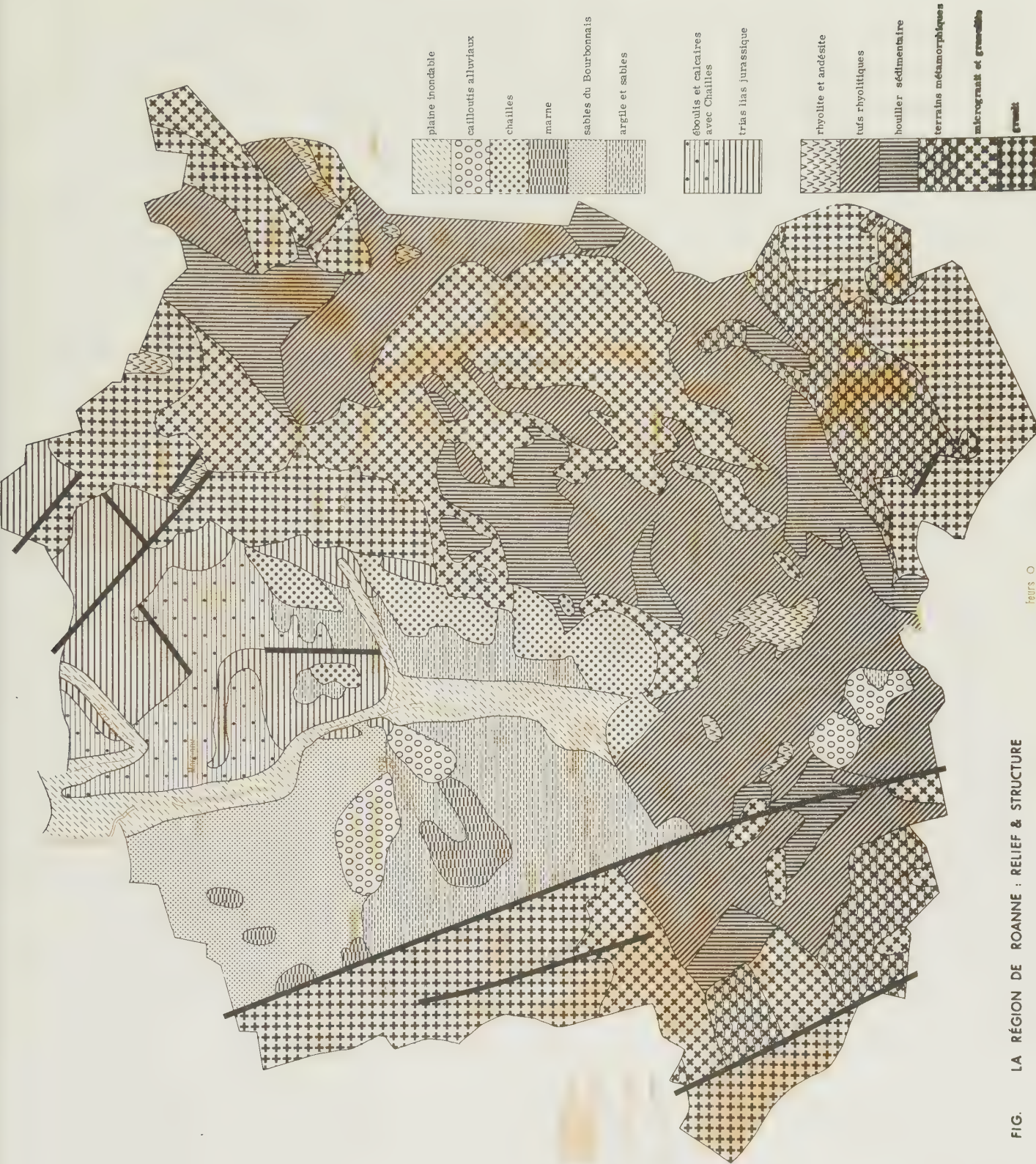


FIG. LA RÉGION DE ROANNE : RELIEF & STRUCTURE

1000 0

blement en touches de piano. "La" faille de la Côte est une zone de faiblesse importante de la croûte, car si on la prolonge au Sud, elle correspond aux buttes volcaniques d'Uzore et de Saint-Romain-le-Puy et à la terminaison occidentale de la dépression stéphanoise ; si on la prolonge au Nord, elle correspond au rebord du massif de Saint-Saulge et aux fractures au Nord de Clamecy. C'est un accident très ancien, car l'escarpement existait dès l'ère primaire. La subsidence a été contemporaine de la faille et a surtout joué à l'éocène, préparant le fossé qui se remplit de dépôts continentaux.

Il semble que tous les efforts pour reconstituer une stratigraphie précise dans l'espoir de mettre en relations les formations de la plaine de Roanne avec celles de la plaine du Forez et des Limagnes aient été assez vains. La formation de base est constituée par les sables feldspathiques, que l'on trouve en bordure de la faille de la Côte et que l'on peut dater de l'oligocène, par analogie avec la plaine du Forez et la Limagne de Clermont. Le Verrier les avait pris pour des éboulis, comme on pouvait s'y attendre au pied d'un grand escarpement, d'autant plus qu'il y trouvait des cailloutis, dus en réalité au minage de la vigne. Les sables viennent directement de la chaîne et, à Renaison, ils sont légèrement inclinés vers le N-NE, en direction de la Loire. Vers le Centre, les sables feldspathiques se changent en argile. Il s'agit sans doute plus de passages latéraux que de superposition d'étages. Dans les argiles de La Bénisson-Dieu et de Mably, on a trouvé des fossiles de mammifères, qui ont permis de les dater du début du sannoisien. Les minces couches marneuses que l'on trouve au Nord-Ouest ont été interprétées comme une formation postérieure, logée dans un synclinal ou témoignant d'un pendage vers le Nord-Ouest, à l'inverse de ce qui se passe dans le Forez, où les formations les plus récentes sont à l'Est. On peut penser simplement à des dépôts lacustres dans une zone préalablement déprimée par l'érosion. La rareté des sondages ne permet pas de donner davantage de précisions. Le sondage le plus profond, effectué à Roanne en 1845-46, fut arrêté à 201,40 m dans les argiles fines, seulement recouvertes de 4 à 5 m de sables quartzeux et de 7,50 m d'alluvions quaternaires de la Loire.

Les cailloutis de la forêt de l'Espinasse proviennent simplement d'anciennes terrasses de la Loire et les sables du Sud de la plaine, du remaniement des sables feldspathiques. Cailloutis et sables avaient localisé une ceinture forestière, autrefois à peu près continue de La Pacaudière

à Mably, qui a formé une véritable marche-frontière entre le Forez et le Bourbonnais. C'est au Nord que commence le dépôt des sables du Bourbonnais, plus fins et plus argileux que les sables feldspathiques, qui s'étalent largement dans le bassin de Digoin. Le sondage du Commissariat à l'Energie Atomique au Donjon, à 25 km au Nord de La Pacaudière, montre les sables transgressifs sur l'oligocène calcaire. Il est difficile de les dater, sans doute fin miocène, début pliocène. Les argiles à chailles, qui recouvrent la majeure partie du plateau de Coutouvre représentent ce qui reste des affleurements du lias et du jurassique : la rive droite a été un petit golfe secondaire et des chicots calcaires ont dû subsister jusqu'à la fin du tertiaire. Des apports de ruissellement, venus des massifs anciens voisins, s'y sont mêlés. Les éléments fins et les sables ont été partiellement entraînés dans la dépression. Leur formation s'est poursuivie pendant tout le tertiaire.

c) Le Brionnais.

Entre le Sornin et l'Arconce, sur la rive droite de la Loire, l'avancée des terrains secondaires, qui donne un relief de collines dissymétriques, s'interpose entre la plaine de Roanne et la plaine de Digoin : c'est le Brionnais. Il est prolongé à l'Est par la région de Charolles, qui s'enfonce en pointe dans les terrains anciens, formant une zone déprimée dans la bordure orientale du Massif-Central. Un champ de failles orthogonales SSE - NNO et ESO - ONO découpe le socle ancien et la couverture secondaire en blocs basculés vers le NO. Ces failles limitent des casiers successifs où se répète la même superposition de PLATEAUX boisés sur le granite et les arkoses du trias et de dépressions ou "VALLEES", dégagées dans les marnes et calcaires marneux du lias, qui sont la terre d'élection de riches prairies, les fameuses embouches. Le plateau, formé par le calcaire bajocien et recouvert d'argile à chailles, les domine par une cuesta. Parfois les blocs basculés donnent des plateaux inclinés et boisés, recouverts d'argiles à chailles, comme ceux de Semur-en-Brionnais et de Vauban (voir figure).

2.- LES MASSIFS ANCIENS

La plaine de Roanne est entourée au Sud par le plateau de Neulise, à l'Ouest par les Monts de la Madeleine et à l'Est par les monts du Lyonnais.

a) Le plateau de Neulise

Le plateau de Neulise, qui sépare la plaine de Roanne de la plaine

du Forez, forme une bande légèrement arquée à convexité tournée vers le Sud-Est, de vingt kilomètres de long sur quinze kilomètres de large, de la faille des Monts de la Madeleine aux Monts du Beaujolais. Il se tient vers 450 mètres d'altitude et se relève à ses extrémités. Formé de roches dures, il est hérissé au centre de pointements qui correspondent à des affleurements de rhyolite. Il est surtout accidenté de ravins profonds, affluents du Rhins et de la Loire. La Loire a creusé une gorge épigénique, profonde de plus de 200 mètres, aux versants raides, tapissée de forêts ou de buissons de buis. Le fleuve, qui dévale de 50 mètres en une trentaine de kilomètres de cours, est rapide et accidenté de "sauts".

Le plateau est formé de roches éruptives et sédimentaires du carbonifère inférieur (viséen, sous-étage du dinantien), empilées sur plusieurs milliers de mètres. Il occupe la partie centrale d'un vaste synclinal, qui dessine un arc de cercle de la Creuse au Morvan. Les formations les plus anciennes (schistes gréseux, renfermant au sommet des bancs calcaires plus ou moins continus, que l'on trouve surtout à Saint-Germain-Laval, Régnv et Bourg-de-Thizy) affleurent sur une bande étroite à l'Ouest, au pied de la faille de la Côte, plus largement au Nord-Est. Mais la plus grande partie du plateau voit affleurer les tufs et les coulées de rhyolite. Au-dessus de ces schistes gréseux à lentilles calcaires, on trouve en effet des lits superposés de grès argileux et de poudingues, entre lesquels des tufs alternent de plus en plus fréquemment vers le haut. D'origine mi-volcanique, mi-sédimentaire, car les cendres et les débris étaient emportés dans les lagunes, les tufs forment une roche inégalement dure, de couleur verte ou rouge-foncé. Tout cela est recoupé de venues rhyolithiques en filons ou larges coulées, qui forment aujourd'hui de vastes épanchements autour de Neulise et de Cordelle. Ces formations volcaniques sont contemporaines de la dernière phase du plissement hercynien. Les forêts de conifères expliquent la présence de trois à cinq couches de grès anthraciteux à la base des tufs.

b) Les Monts de la Madeleine.

Les "montagnes du Couchant" sont comprises entre la faille empruntée par les hautes vallées de la Teissoune, de la Tache et du Rouchain à l'Ouest et la grande faille du Forez, également SSE - NNO, à l'Est. Celle-ci, que l'on suit de Boën-sur-Lignon au Mayet-de-Montagne, limite au Sud le fossé tectonique de Noirétable et le horst des Bois Noirs, qui culminent à

1 287 m au Puy-de-Montoncel. Entre les vallées du Sichon et de la Besbre, qui la suit au Nord, s'ouvre la Montagne Bourbonnaise.

Le Sud des Monts de la Madeleine comprend les bassins tectoniques de Saint-Just-en-Chevalet et de Saint-Priest-Laprugne (650 m). Ils sont dominés par les plateaux de Chérier, Crémeaux, Saint-Martin-La-Sauveté, inclinés de 950-1 000 m à l'Ouest à 700 m à l'Est, où ils sont interrompus par la faille de la Côte, qui surplombe le plateau de Neulise et dénivelé les formations du synclinal. Les terrains dévoniens affleurent à l'Ouest dans les bassins ; les microgranites et les tufs à l'Est sur les plateaux. Les champs et les landes pâturées limitent la forêt aux plus hautes croupes et aux vallées en gorge.

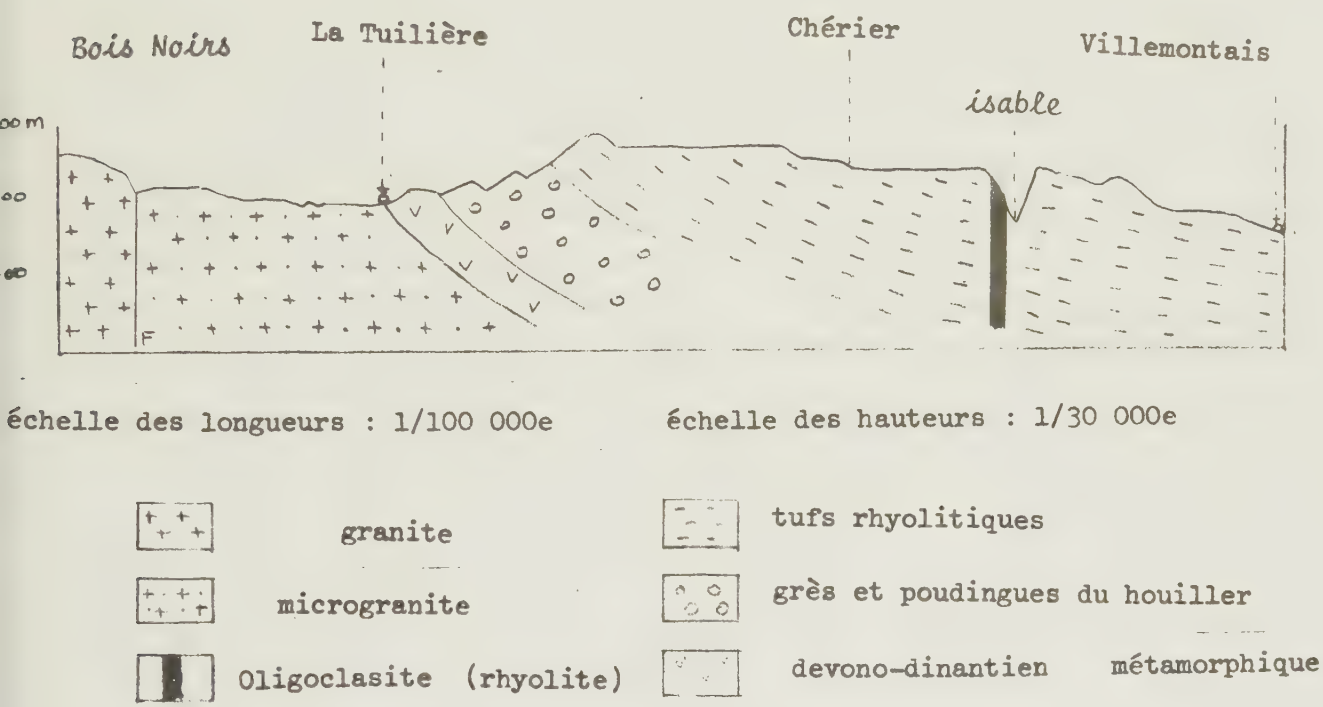


Figure 5 COUPE SSO-NNE A TRAVERS LE SUD DES MONTS DE LA MADELEINE
Bois de la Molette - égl. de Villemontais

Le Centre offre les paysages classiques des hautes surfaces cristallines (le point culminant est à 1 165 m au Bois de l'Assise), où les croupes adoucies, recouvertes de forêts de hêtres et de sapins, alternent avec les prairies tourbeuses, au fond des cuvettes colmatées. Ces hautes surfaces sont coupées par un réseau très dense de vallées en gorge, profondément encaissées (des dénivellations de 250 mètres sur un kilomètre ne sont pas rares), au cours rapide (la pente moyenne du Rouchain est de 6 % sur

10 kilomètres), suivant les deux directions déjà notées : SSE - NNO et OSO - ENE. Le granite du Mayet-de-Montagne qui les constitue, granite à grain fin qui s'arénise facilement, a été mis en place postérieurement au granite du Forez, vers la fin de l'époque des tufs, avant les dernières grandes coulées de microgranite. Les accidents SSE - NNO, les plus anciens, s'imbriquent avec les accidents OSO - ENE, plus courts et plus récents : ce sont les plus évidents sur les photographies aériennes. Les zones milonitisées sont fréquentes aux abords des accidents : c'est le cas du gisement d'uranium de Saint-Priest-Laprugne, dans la zone fortement écrasée qu'accompagne la faille du Forez. Versants et abrupts disparaissent sous les blocailles, qui témoignent de l'intensité des phénomènes péri-glaciaires. Au Nord d'une ligne Changy-Châtel-Montagne, le socle ancien s'incline en glacis régulier vers le Nord, mais à l'Est s'élève un chaînon, qui correspond au compartiment affaissé de la Côte Roannaise, situé entre la faille du Rouchain et la faille bordière.

c) Les Monts du Beaujolais.

Des Rochers de Montmelard, les premières buttes de granulite à une dizaine de kilomètres au Nord-Ouest de La Clayette, au col de La Croix du Signy, à dix kilomètres au Sud de Tarare, se suit sur une soixantaine de kilomètres de long et 25 kilomètres de large au centre, une barrière montagneuse, plus massive, plus élevée que les Monts du Lyonnais et du Mâconnais. Elle est formée de surfaces subhorizontales, qui s'élèvent entre 800 et 900 mètres au centre et à 1 000 mètres aux deux extrémités, au-dessus d'un plateau qui se tient vers 600 mètres. Elle est fortement dissymétrique : une pente adoucie mène sur 25 kilomètres de la plaine de Roanne aux sommets, alors qu'un talus de 600 mètres de dénivellation sur 9 kilomètres, mène aux plaines de la Saône.

Les Monts du Beaujolais correspondent au synclinal carbonifère SSO - NNE, où s'est déposée la puissante série sédimentaire à la base (schistes avec lentilles calcaires), éruptive au sommet (tufs et rhyolites, microgranites). La crête topographique a reculé à l'Ouest de l'anticlinal hercynien, formé de granites plus tendres, qui donnent aujourd'hui les collines du vignoble de Chiroubles à Salles. Les hautes surfaces sont liées aux phénomènes éruptifs. Les granulites affleurent en filons, qui donnent des sommets qui se détachent des roches encaissantes comme le Mont Saint-Rigaux, ou en coulées

qui donnent un relief empâté sans points saillants, comme le Bois de Pramenoux (912 m). Les rhyolites, qui couronnent les tufs, affleurent largement à l'Ouest de l'Azergues, où elles constituent souvent les sommets, comme le Montclair (878 m) et la Montagne de Crochet (804 m). Les schistes ont été déblayés par l'érosion et constituent l'escarpement de la Côte Beaujolaise, entre le granite du plateau et les roches éruptives des sommets.

C'est au Nord que le massif est le plus large et le plus élevé. Il s'ordonne autour d'une ligne de crête sinueuse que l'on suit sur une quarantaine de kilomètres, du Cergne, au Nord de Cours, au bois de Cenves. Au centre, une couronne de hauts sommets domine le plateau de Poule : Mont Pinay (883 m), Roche d'Ajoux (970 m) et Mont Saint-Rigaux (1 004 m), le point culminant dans le massif du Bois d'Ajoux. Ce massif est un véritable château d'eau, avec les rivières qui s'écoulent vers la Loire au Sud (Trambouze et Reins) et à l'Ouest (le Sornin et ses affluents) et vers la Saône (Azergues au Sud, Ardières à l'Est et au Nord, les trois cours d'eau qui vont former la Grosne). Les rivières disposées en éventail découpent le massif en glacis, dominés par des buttes de granulite, comme la Montagne de Dun, entre Chauffailles et La Clayette. A l'Est, une échine sinueuse SO - NE, que l'on suit de la Montagne d'Avenas (841 m) au bois de Cenves (729 m) sépare le Mâconnais du Beaujolais. Elle correspond à une coulée de granulite et de tufs rhyolitiques, que l'érosion a dégagée des granites plus tendres.

Le centre est entaillé par les trois vallées méridiennes de l'Azergues, du Reins jusqu'au coude d'Amplepuis (5) et de son affluent, la Trambouze. Les hautes vallées sont des alvéoles tourbeuses, comme la cuvette drainée par les deux ruisseaux qui se réunissent à Lamure pour former l'Azergues. Mais les rivières s'encaissent vite dans des sillons étroits, dominés par les replats, entaillés en serres par les ravins qui descendent des sommets. La vallée de l'Azergues est la plus profondément encaissée (de 550 à 600 m), car elle se trouve dans la partie du synclinal qui a été la plus relevée et que son niveau de base est à 100 mètres au-dessous de la vallée de la Loire. Les vallées découpent quatre chaînes, formées de chaînons articulés les uns dans les autres : ainsi pour la chaîne des Mollières, à un chaînon NNO - SSE du Bois de Belleroche au Bois de Pramenoux (912 m), succède un chaînon NNE - SSO du Bois de Promenoux au col des Sauvages. La vallée de l'Azergues sépare la chaîne de Beaujeu (888 m au Mont de la Pyramide) à l'Est, de la chaîne des Mollières, qui se prolonge plus au Sud, domine

Tarare et forme la ligne de partage des eaux entre la Loire et le Rhône. Ces deux chaînes se maintiennent constamment entre 800 et 900 mètres et les cols ne descendent guère en-dessous de 700 mètres. La chaîne de Beaujeu est cependant plus échancrée que la chaîne des Mollières, qui ne s'abaisse qu'une fois, au col de la Cambuse (720 m). La chaîne entre Reins et Trambouze est plus courte, moins élevée, disséquée par des ravins longitudinaux. A l'Ouest, on ne trouve plus qu'un bourrelet, qui domine d'une centaine de mètres le plateau de Coutouvre. A son extrémité méridionale, l'ensemble de la chaîne, large de plus de quinze kilomètres se rétrécit brusquement en un seuil de deux à trois kilomètres, entre un affluent du Reins et la Turdine, qui porte le col des Sauvages (725 m). Cet étranglement est dû à l'effondrement du versant oriental, causé par un champ de failles de forme triangulaire. Au Sud du col des Sauvages, les Monts du Beaujolais proprement dits font place aux Monts de Tarare, où les directions tectoniques, structurales et hydrographiques hercyniennes l'emportent à nouveau sur la direction méridienne.

Les Monts de Tarare forment un massif en ellipse de hautes terres entre Bussières, Tarare, Saint-Forgeux et Panissières, situées au-dessus de 750 à 800 mètres, burinées par les ravins qui se jettent dans la Turdine, le Torranchain et la Loire et d'où se dégagent mal de lourdes croupes, comme le signal de Boussuivre (999 m), appelé encore Tour Matagrín, et le Mont du Crêpier, entre Violay et Affoux. Ils dominent au Nord-Ouest le seuil de Neulise et au Sud-Est, le plateau granitique de Saint-Laurent-de-Chamousset, qui descend en pente régulière de 750 à 500 m, par le pays de Donzy, jusqu'à l'abrupt de faille qui domine la plaine du Forez. Les Monts de Tarare correspondent à deux bandes de terrains métamorphiques de direction varisque, dont J.M. Peterlongo a révélé dans sa thèse l'origine complexe (6). La bande Violay-Tarare correspond à des grès sédimentaires et volcaniques avec lentilles calcaires, analogues à ceux du seuil de Neulise, mais légèrement métamorphisés : ils font partie de la série de la Brévenne. La bande des gneiss d'Affoux, plus durs, sur lesquels reposent en discordance les grès de Violay, a une histoire plus complexe : mis en place avec la série des Monts du Lyonnais, lors d'une phase antérieure au plissement hercynien, ils ont été métamorphisés une seconde fois, sous la fosse d'où devait surgir la chaîne hercynienne. Le granite de Saint-Laurent de Chamousset, entouré d'une auréole de roches cornéennes, a été mis en place assez haut dans l'écorce au cours du plissement hercynien : il est viséen ou un peu postérieur au viséen.

Le relief va introduire une grande diversité dans les caractères locaux d'un climat continental atténué par de très fines influences océaniques et où les influences méditerranéennes sont déjà sensibles. L'étude du climat (7) sera menée avec celle des terroirs par le biais de ses conséquences sur l'économie.

B - LES PRIVILEGES RELATIFS DE LA MONTAGNE DANS L'ECONOMIE ANCIENNE

Dans le cadre de l'économie d'Ancien Régime, caractérisée par l'autarcie et la faiblesse des moyens techniques, qui s'est prolongée jusqu'au début du Second Empire, la plaine de Roanne et les montagnes qui l'encadrent n'offrent à l'homme aucun avantage décisif, sans lui opposer de facteurs répulsifs déterminants, en dehors du caractère marécageux de la plaine.

1.- *UNE MONTAGNE INGRATE, MAIS NON REPULSIVE.*

a) *Une moyenne montagne de petite céréaliculture.*

Les sols dérivés des roches anciennes sont présents partout. Leur pauvreté en matières fertilisantes, leur acidité sont bien connues. Dans ces conditions, un bon sol est un sol épais, avec une teneur suffisamment forte en argile. De la nature de la roche-mère, dépend la plus ou moins grande aptitude de la terre à assurer la subsistance de la population, dans le cadre de la céréaliculture de moyenne montagne fondée sur le seigle et l'élevage des veaux et des porcs (8). Ce point était si important qu'il a retenu l'attention des géologues au milieu du XIX^e Siècle, à l'époque du maximum de population rurale, où la terre était exploitée aux limites du possible. Ils ont dressé des tableaux, mettant en relations le pourcentage des conscrits réformés, le taux de mortalité et la densité de population avec la nature de la roche-mère (9). C'est ainsi qu'en 1851, la densité est de 49 à 55 habitants au km² pour les tufs et rhyolites de la rive gauche du plateau de Neulise, de 60 à 75 pour les terrains granito-gneissiques des Monts du Lyonnais, mais de 40 pour les formations sablo-argileuses insalubres du Nord de la plaine de Roanne.

Le granite facilement altérable, que l'on trouve entre Le Cergne et La Clayette, sur le plateau de Donzy, ainsi qu'au centre et au Nord des Monts de la Madeleine donne un gore épais mais très siliceux, qui se dessè-

che rapidement. Les granulites, qui composent en grande partie les Monts du Beaujolais se décomposent mal et donnent des terres rocheuses, pierreuses, sèches, peu profondes, les plus mauvaises des terrains anciens. Il en va de même des affleurements de rhyolite du plateau de Neulise : les pentes raides, bosselées de rochers, incultes, sont couvertes de pins et de genêts. La diversité est la règle en ce qui concerne les tufs rhyolitiques : par endroits, comme entre Machezal et Amplepuis, ils se décomposent en un gore rouge très épais. Les roches sédimentaires du houiller du plateau de Neulise ou du dévonien plus ancien des hauts plateaux du Sud des Monts de la Madeleine se débitent facilement et donnent un sol fort et profond. Les grès peu métamorphisés de la bande de Violay donnent de bonnes terres à seigle, alors qu'on trouve des terres rocailleuses moins fertiles sur les gneiss d'Affoux. Les meilleures terres proviennent des schistes et des grès du plateau de Coutouvre : ce sont les BELUZES, riches, mais lourds à travailler. Les lentilles calcaires qu'ils renferment ont alimenté, grâce à la proximité des couches d'anthracite du tuf activement exploitées, les fours à chaux (10) qui ont servi à amender les champs et facilité la révolution agricole.

Au-dessous de 800 mètres, l'altitude et la dissection du relief sont préjudiciables. Les matières végétales se décomposent mal, le rapport carbone sur azote est très fort : ce sont les sols humifères, bien connus comme "terre de bruyère". Les sommets ne sont pas suffisamment élevés pour porter des alpages et permettre la vie pastorale. Les croupes et les pentes portent d'épaisses forêts de sapins et de hêtres. Un dense réseau de vallées en gorges et de ravins, comme dans les Monts de la Madeleine et les serres du bassin de l'Azergues, renforce l'isolement des "villages", ces hameaux d'une dizaine de fermes, établis sur les replats des adrets.

Le cas particulier des vallées du Reins et de la Trambouze.

Les vallées du Reins et de la Trambouze ont atteint une densité de 150 habitants au km². Elles ont fixé les villes. Chaque replat a porté un hameau et les fermes montaient sur les pentes adoucies jusqu'à 800 mètres. Cette forte humanisation est due à des conditions naturelles favorables qui ont permis l'épanouissement de la vocation textile. Certes "la montagne tire des blés de la plaine" (11), mais la population était assez abondante au XVI^e Siècle, pour inciter les négociants lyonnais à y faire tisser les toiles.

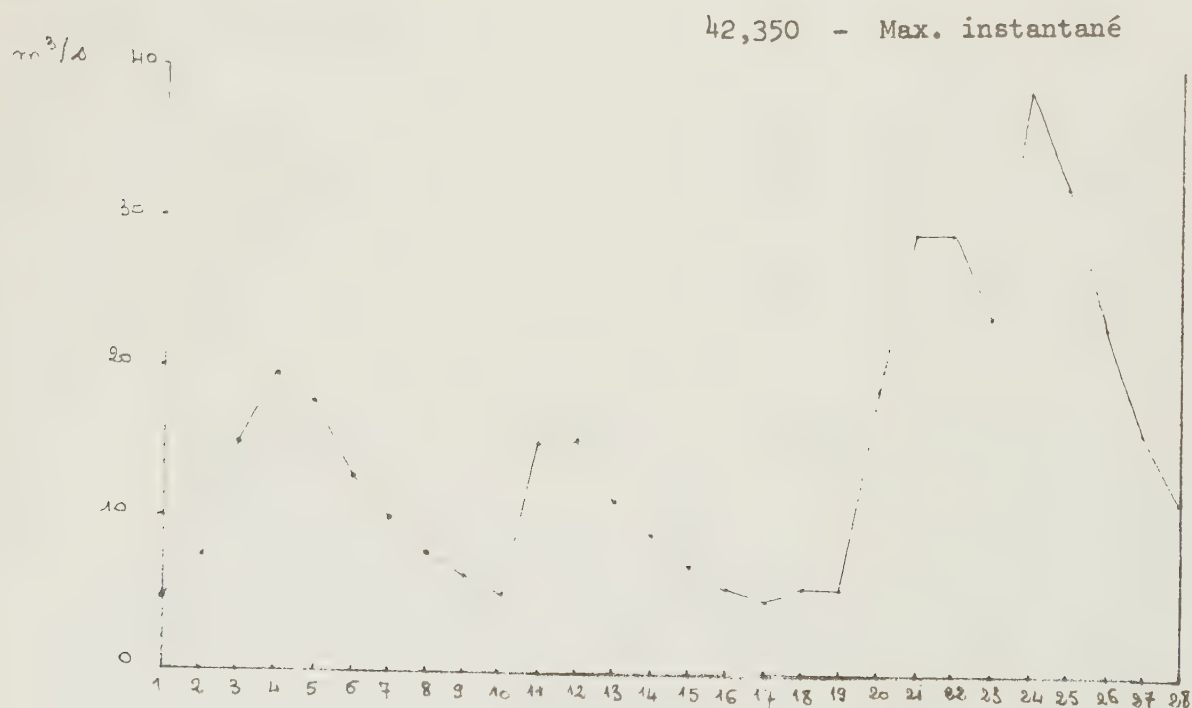
"L'abondance des replats et des plateaux, les hautes vallées en forme de cuvettes où la nivation à l'époque glaciaire a accumulé d'épais débris de décomposition des roches, expliquent la grande étendue des sols meubles, faciles à travailler, qui une fois amendés, donnent d'assez bonnes terres de culture. Il y a aussi la position méridionale. Ces sols profonds, trop pleins d'humidité dans le Morvan et dans les Vosges, pour ne porter que des prairies et des cultures maigres, localisent ici sur les replats les champs de céréales, alors que la vigne s'accroche aux pentes" (12). Replats et versants évasés ont permis le développement en amphithéâtre des villes (13), qui bénéficient de privilèges climatiques relatifs : elles échappent au brouillard des plaines et, en régime cyclonique, au plafond de brouillards et de nuages accrochés au sommet des monts ; il y pleut et il y neige moins souvent et les parois rayonnent de la tièdèur. Au contraire la vallée de l'Azergues, profonde et étroite, est humide et ne reçoit pas assez le soleil ; les brouillards traînent en hiver longtemps dans la matinée. On n'y trouve que deux agglomérations : Lamure, à la confluence des deux branches supérieures de la rivière et Allières, au débouché de la route de Villefranche.

b) Force motrice et pureté des eaux, atouts du travail manufacturier.

Les fortes densités ne sont possibles que par la complémentarité de l'agriculture et du travail manufacturier. Or plateaux et massifs établis sur le socle ancien mettent à la disposition de l'industrie l'abondance des eaux courantes. Le chevelu hydrographique est très dense et, si le débit moyen des rivières est faible, à cause de leur courte longueur (6,7 m³/s pour le Rhins, long de 55 km et 330 km² de bassin), l'abondance est forte. Pour l'Azergues à Chatillon, soit un bassin de 336 km², on a mesuré 17,6 litres par seconde et km² de bassin en 1970 pour une pluviométrie moyenne évaluée à 974 mm et 7,2 litres par seconde en 1971 pour une pluviométrie moyenne de 861 mm. Pour l'Ardières à Beaujeu, soit un bassin de 55 km², l'abondance a été de 21,8 en 1970 pour une pluviométrie moyenne de 1 068 mm et de 9,8 en 1971 pour une pluviométrie moyenne de 955 mm (14). Rappelons que pour la Seine à Paris, elle n'est que de 3. Forte densité et abondance des rivières s'expliquent par la triple influence d'un relief élevé et disséqué, de l'imperméabilité des roches et de la forte pluviométrie des sommets. La carte de l'Atlas de France, établie d'après les relevés de la période 1851-1900, fait coïncider l'isohyète 1 000 mm avec la courbe des 700



DEBIT DE L'AZERGUES A CHÂTILLON (336 km² de bassin) EN 1971



DEBIT DE L'AZERGUES A CHAMELET (161 km² de bassin)
EN FEVRIER 1970

mètres sur les versants exposés à l'ouest. Le massif du Bois d'Ajoux et le massif de Tarare, qui culminent à 1000 mètres, reçoivent entre 1200 et 1500 mm de précipitations et Saint-Priest-La-Prugne, à 756 m, sur le versant ouest des Monts de la Madeleine, 1 139 mm. Le régime est torrentiel, avec un grand écart entre les hautes eaux de saison froide de novembre à mars (le maximum de février ou de mars est en partie lié à la fonte des neiges) et l'indigence des basses eaux de juillet à septembre. Il est caractérisé aussi par la fréquence des manifestations excessives (voir figure 6). Les rivières sont souvent à sec en été et les crues très violentes surviennent brusquement en toutes saisons. Moulins et rivières qui s'aventurent au fond de la vallée sont souvent ennoyés : les usines Boussac à Régnv ont été partiellement inondées par la crue de Noël 1968.

Mais un faible débit suffisait à faire tourner roues et "artifices", car une levée permettait de retenir un plan d'eau et que la vitesse du courant est forte. Le Rhins dévale de 500 mètres en 55 kilomètres, soit une pente moyenne de 10 m au km, plus forte encore à la partie supérieure marquée par de multiples ressauts, que l'homme a su utiliser. Dans chaque commune, on trouvait au moins quatre ou cinq roues qui faisaient tourner moulins à grains, à huile, à tan, à chanvre ou des scieries. Dans les campagnes textiles, sur le Reins, la Trambouze, le Gand, l'Azergues et leurs affluents, elles étaient beaucoup plus nombreuses et animaient métiers, broches, carderies, calandres. Les dernières disparaissent entre 1920 et 1930.

La pureté des eaux, surtout leur teneur presque nulle en chaux, va fixer la vocation de la région pour le blanchiment, la teinture et l'apprêt, auxquels Villefranche, Tarare, Amplepuis, Chauffailles, Régnv et même Roanne doivent en partie leur fortune. Encore aujourd'hui, l'eau du barrage de Joux sur la Turdine est bien préférable aux eaux traitées chimiquement pour l'apprêt des voiles de Tarare. Elle leur est réservée en été, quand les réserves sont limitées et les besoins domestiques sont assurés par pompage de l'eau des nappes de la Saône.

c) Une multitude de gîtes minéraux, mais une exploitation décevante.

Autant l'utilisation des eaux courantes a contribué à assurer la vocation de région-atelier, autant les gisements minéraux ont déçu les espoirs qu'ils avaient fait naître. Pourtant, les Annuaires, tant de la Loire, du Rhône que de Saône-et-Loire, décrivent avec minutie les gîtes découverts. Mais ils se révèlent trop dispersés et sans réserves suffisantes.

tes pour que leur exploitation soit rentable et donne naissance à de grandes agglomérations comme Saint-Etienne avec le charbon et Vichy, grâce au thermalisme.

- Les minerais.

Les espoirs ont d'abord été placés dans les filons de métaux non ferreux, abondants dans la granulite. On sait que Jacques Coeur avait acheté en 1441 le château de Boisy, près de Roanne, pour surveiller l'exploitation du plomb argentifère des Monts de la Madeleine, du Beaujolais (Poule, Propières et Joux) et du Lyonnais. En 1728, les gisements de galène du Sud des Monts de la Madeleine, dans un cercle de deux lieues autour de Saint-Martin-la-Sauveté, sont concédés à la famille De Blumenstein, originaire de Salzbourg, qui jouissait en France du monopole du plomb, en même temps que ceux des Monts du Forez et des Monts du Pilat. Il y eut jusqu'à 300 ouvriers à la fin du XVIIIe Siècle, mais il n'y en avait plus qu'une trentaine vers 1815 et les gisements de Juré, Grézolles, Saint-Martin-la-Sauveté sont abandonnés en 1840. Ils n'avaient fourni que 250 tonnes de minerai, car les filons les plus riches avaient déjà été utilisés et on ne découvrit aucun filon important (15). Les dernières mines exploitées ont été celle de plomb argentifère et de cuivre du Crozet, à l'extrémité Ouest des Monts de la Madeleine, jusqu'à la fin du Second-Empire et celle de cuivre de Laprugne, à l'Est du bois de l'Assise, jusqu'en 1936. Ces gîtes filoniens viennent de connaître un renouveau d'activité, grâce à l'exploitation par le Commissariat à l'Energie Atomique du minerai d'uranium à Saint-Priest-Laprugne, dont nous étudierons le rôle dans la mutation des Monts de la Madeleine.

- Le charbon.

Au XIXe Siècle, on s'est intéressé au charbon : anthracite intercalé dans les grès du viséen, sous les tufs rhyolitiques, houille plus récente du stéphanien, conservée dans les petits bassins de Sainte-Paule, près du Bois d'Oingt, et de la Chapelle-sous-Dun, près de La Clayette. Mais là encore, il ne s'agissait que de quelques couches minces et courtes, livrant un charbon très chargé en impuretés, qui ne pouvaient donner lieu à une exploitation considérable.

L'extraction de l'anthracite a dépassé le stade artisanal, pour l'alimentation des fours à chaux, sur la rive gauche du plateau de Neulise. Elle satisfaisait les besoins locaux, à vrai dire limités, jusqu'à la construction des chemins de fer départementaux qui réduisit le coût des transports.

En 1875, l'anthracite livré par la Compagnie Houillière d'Amions, dont la création est antérieure à 1845, ne revenait à Saint-Germain-Laval que 12,50 francs la tonne, au lieu de 30 francs à la houille de Saint-Etienne (16). Seul, le filon de Fragny à Bully fut utilisé plus longtemps. La première exploitation eut lieu en 1763. De 1900 à 1911, la mine occupait 130 personnes. Pendant la guerre, l'exploitation, qui avait été arrêtée à cause des difficultés dues aux infiltrations de la Loire, fut reprise et continuée jusqu'en 1922 par la Société Générale. En 1928, un particulier trouve un filon avantageux et fit construire une centrale thermique. Mais cette tentative fut infructueuse et, en 1936, ce fut l'arrêt définitif. La mine est maintenant propriété d'E.D.F. (17).

La mine de la Chapelle-sous-Dun a eu une tout autre importance, mais il est difficile de lui attribuer un rôle dans la localisation du pôle métallurgique de la Clayette, autour de l'usine de grues Potain, comme nous le verrons par la suite. Le gisement est formé de quatre couches, orientées du nord au sud, avec un pendage de 45° vers l'ouest, épaisses successivement de 4 mètres pour la couche supérieure, 1,60m, 0,80 et 2,50m. La troisième couche, la moins épaisse, concédée en 1809, a été exploitée la première, de façon rudimentaire avec un treuil à bras, pour alimenter un four à chaux et une teinturerie. En 1826, la couche supérieure est découverte et sera bientôt la seule exploitée, bien qu'elle soit très terreuse et que le charbon contienne 50 % de matières volatiles. Des puits sont creusés sur la rive droite du Sornin, au hameau des Moquets, sur le territoire de Saint-Laurent-en-Brionnais et sur la rive gauche à La Chapelle. On utilise des techniques modernes pour l'époque : abattage à la poudre et au coin, machine à vapeur. La production passe de 3 000 tonnes en 1826 à 5 000 tonnes en 1834, 10 000 tonnes en 1836, 25 000 tonnes en 1847. La mine emploie alors près de 200 ouvriers, dont 144 au fond, et le charbon qui revient à 9,50 F la tonne est utilisé pour le chauffage domestique, les briqueteries et les fours à chaux, entre Briennon et Chauffailles. La mise en exploitation de la voie ferrée de Roanne à Châlon en 1889 permet une extension des débouchés et la production passe de 28 000 tonnes en 1883, à 42 000 tonnes en 1889 et 80 000 tonnes en 1900, grâce à la mise en exploitation en 1897 du nouveau puits de Conte-Grandchamp, qui a un diamètre utile de 3,75 mètres (18). La crise économique de 1930 sera fatale au gisement, qui commençait à s'épuiser.

- Les sources thermales.

La nature paraît plus généreuse en ce qui concerne les sources d'eau minérale, particulièrement nombreuses le long de la faille de la Côte et il semble que l'homme n'en ait pas tiré tout le parti possible (19). Ce sont des eaux alcalines, bicarbonatées et gazeuses, comme celles de Vichy, et souvent radioactives : la source de la Montagne, près de Lachaux, dans les Bois Noirs, est la plus radioactive de France (135 microcuries). Quatre sources sont actuellement exploitées : trois le long de la Côte, Sail-les-Bains et Saint-Alban, déjà connues des Romains, Saint-Priest-La-Roche, et Charrier, dans les Monts de la Madeleine. La Source de Saint-Priest-La-Roche, découverte au début du XIXe Siècle, n'est sérieusement exploitée que depuis 1941 et livre 3,5 millions de litres d'eau, de limonade et de soda. Sail-les-Bains a des sources abondantes (1 150 m³ d'eau par jour), recommandées pour l'arthrose et les dermatoses, mais l'établissement construit en 1915 n'accueille qu'une poignée de curistes. Saint-Alban-les-Bains passait sous le Second-Empire comme pouvant rivaliser avec Vichy : on y venait de Roanne bien sûr, mais aussi de Lyon et de Paris. Les sources furent acquises en 1862 par les directeurs de l'établissement de Monaco, qui y construisirent des cabines, un casino, l'Hôtel des Princes et une station d'embouteillage qui expédiait trois millions de bouteilles en 1877. Le déclin de la station commença en 1900 avec la construction d'un chemin de fer qui amène de Roanne la clientèle populaire. En 1945, les sources passent sous le contrôle de la Société Badoit de Saint-Galmier, elle-même incluse dans le groupe Evian. Elle se contente d'un fonctionnement modeste de la station d'embouteillage (5 millions de litres par an). La source Charrier, à Laprugne, découverte en 1931 en cherchant de l'eau pour les ouvriers travaillant à la mine de cuivre, a été acquise par le groupe Perrier en 1959. Chimiquement pure, elle convient aux enfants et aux vieillards et elle est recommandée pour les maladies rénales et cardiaques. Après avoir défrayé la publicité par le slogan alors d'actualité "Bébé aime Charrier", la source éloignée des grandes voies de circulation n'expédie que 10 millions de bouteilles, ce qui est cependant le chiffre le plus considérable de la région. Les sources d'eau minérale n'ont donc jamais fourni directement ou indirectement plus d'une centaine d'emplois, sauf à la belle époque de Saint-Alban.

2.- UNE PLAINE INHOSPITALIERE.

A première vue, il semble que la plaine soit favorisée : vastes étendues planes, température plus douce, sols plus riches et plus épais. Cependant, jusqu'au Second Empire, à l'ouest du plateau de Coutouvre et de la vallée du Sornin, la plaine de Roanne a été une zone répulsive, surtout au nord de la forêt de l'Espinasse, où commence la Sologne bourbonnaise.

a) Une plaine répulsive.

Bien qu'elle soit plus vallonnée et plus argileuse que la plaine du Forez, elle est comme elle insalubre. Un rapport au préfet de la Loire de 1854 estime à 25 000 hectares sur 48 500 la surface à drainer⁽²⁰⁾. Les sources sont rares et deviennent rapidement troubles, donc inutilisables par temps de pluie. Les routes évitent la plaine pour longer le pied de la Côte : elles sont difficiles à établir et il faut faire venir la pierre de loin. Une sorte de malaria sévit, occasionnant une forte mortalité et anémiant la population : "les bras sont rares et le petit nombre qu'on y trouve a généralement peu de force et d'énergie" lit-on dans l'Annuaire de 1854. Les étangs ont aggravé l'insalubrité : ils sont moins nombreux que dans la plaine du Forez, 168 au lieu de 629, mais couvrent cependant plus de 500 hectares dans l'arrondissement de Roanne, dont la moitié dans le canton de La Pacaudière.

Pour la période 1834-1843, l'Annuaire de la Loire révèle que le taux de mortalité est beaucoup plus élevé en plaine (30 ‰) qu'en montagne (25 ‰ et moins), le taux le plus fort étant atteint dans le canton de la Pacaudière : 31,7 ‰ (21). Se référant à une période plus ancienne, Gruner fait état de 40 ‰ en plaine et de 24 ‰ en montagne et d'une proportion de vieillards de plus de 70 ans de 1 pour 23 en plaine et de 1 pour 7 dans la montagne (22). Le mouvement naturel est négatif et la plaine a toujours été un foyer d'appel pour les montagnes voisines^(22 bis). Il s'y ajoute les migrations de manoeuvres, pendant l'hiver et le printemps, pour construire les digues, bêcher les chambons, miner la vigne, creuser les fossés. Malgré tout, on constate une inversion négative des densités. En 1801, la plupart des communes de la plaine du Forez^{ont} moins de 25 hab/km², alors que dans les Monts du Forez et du Lyonnais, elles comptent entre 25 et 50 ou plus. En 1841, le canton le moins peuplé du département est

celui de La Pacaudière, avec moins de 40 hab/km². La densité n'est guère plus forte dans les communes de la rive gauche du canton de Marcigny : 46 hab/km² en 1846.

b) *Chambons et varennnes* (23).

Sur la rive droite de la Loire, on ne rencontre les conditions de la plaine que dans l'étroit triangle compris entre la vallée du Sornin et le plateau de Coutouvre. Les argiles à silex du plateau de Coutouvre donnent, quand les cailloux sont rares, des *beluzes*, difficiles à travailler car très compacts, mais réputés fertiles, car la teneur en calcaire reste suffisante pour leur donner un p H proche de la neutralité. Quand les rognons silicieux sont nombreux, ce sont des *pierrés*, froids l'hiver, secs et brûlants en été, où l'on ne peut faire que de maigres cultures, mais propices au chêne et à la vigne : Gruner signale des reboisements vers 1855, avant la grande période d'extension du vignoble.

Hors les quelques "fromentaux" sur les affleurements de marne à l'est, les sols de la plaine de Roanne, sur sables, argiles et alluvions, n'ont pas une composition chimique plus favorable que ceux du plateau de Neulise et des montagnes environnantes. Les sables du Bourbonnais, qui ont été décalcifiés et ^{kaolinisés} par une longue altération superficielle, sont particulièrement pauvres.

REPARTITION DES SOLS DE LA PLAINE DE ROANNE SELON LE P H

P H	: - de 5,9	: 5,9 - 6,5	: 6,6 - 7	: + de 7
% surface totale	: 32,7	: 29,5	: 24,6	: 13,2
% par catégorie de sol	:	:	:	:
chambons	: 10,5	: 31,6	: 31,6	: 26,3
varennnes	: 55,4	: 22,7	: 14,9	: -
beluzes	: 20	: 26,7	: 33,3	: 20

Source : Archives de la Direction des Services Agricoles de la Loire, conservées au Lycée Agricole de Roanne-Chervé.

Il s'agit de la petite région agricole.

Les caractères physiques se révèlent essentiels. C'est à eux que les *chambons* doivent leur fertilité légendaire : au XVIII^e siècle, on écrivait "champs bons". Ce sont des sols jeunes, liés aux dépôts alluviaux de la plaine inondable de la Loire, large d'environ deux kilomètres, sauf dans le seuil d'Iguerande. A la sortie des gorges, les galets de microgranite et de rhyolite du plateau carbonifère dominant, alors que les galets de basalte qui apportaient aux *chambons* de la plaine du Forez une teneur satisfaisante en potasse et acide phosphorique se font rares. Les cailloux calcaires apportés par le Sornin et les affluents de rive droite permettent en aval un relèvement du p H, qui atteint ou dépasse la neutralité. La teneur en matière organique est partout satisfaisante.

En fait, la fertilité des *chambons* vient de la disposition des alluvions sous forme de lentilles bombées, les "mottes", que Roger Dion a décrites pour le Val de Loire. Le sol est bien aéré, et si la capacité de rétention est faible, ce défaut est corrigé par la présence d'une nappe phréatique constante, plus ou moins profonde suivant la saison. Au printemps et en été, elle descend suffisamment pour ne pas asphyxier les racines et, lors des inondations d'automne ou d'hiver, les eaux se renouvellent et maintiennent une bonne teneur en oxygène dissous. Au contraire, entre les mottes, les dépôts sont plus minces et les fossés coincés entre la "motte" et le pied de la "balme", le rebord de terrasse, ont un sol asphyxiant à gley, à cause de la présence permanente de la nappe d'eau. Dans le paysage rural, le contraste est frappant entre les champs ouverts ou les grandes prairies au centre du val et les bois ou les petits prés enclos des fossés.

Les *chambons* ont longtemps été menacés par les inondations de la Loire. La plaine alluviale était submergée par les crues un peu fortes, à 3 ou 4 mètres au-dessus du fleuve : elles sont atténuées par le barrage de Grangent, dans les gorges en amont de la plaine du Forez. Les crues catastrophiques, comme celles de 1846, 1856, 1866, qui correspondent à un débit de 9 000 m³/seconde au Bec d'Allier (en 1846, la Loire a dépassé de 6,90 m sa cote normale à Roanne), entraînaient des dépôts considérables, enlevant ici les *chambons*, les recouvrant là de graviers. Elles ne se sont pas reproduites depuis 1866, mais leur probabilité est de trois par siècle et c'est pour éviter leur renouvellement, pour les *écrêter*, qu'on prévoit la construction du barrage de Villerêt, à la sortie des gorges en amont de Roanne (24). Autrefois, les hommes essayaient de maintenir le lit du fleuve

par des levées de terre construites individuellement ou faisaient des plantations de bois blanc et d'osier, pour retenir le limon déposé lors des débordements.

A la fertilité des chambons, s'oppose le mauvais renom, tout aussi proverbial des *varennnes*. C'est la terre "froide", déssechée l'été, boueuse après les pluies. En fait, il conviendrait de distinguer les varennnes légères, graveleuses et perméables, sur les sables, conglomérats et nappes alluviales caillouteuses, qui portent des taillis de mauvaise venue et des prés médiocres, et les varennnes lourdes, sur argile, qui convenablement travaillées peuvent porter de belles moissons et de belles prairies. Dans tous les cas, il s'agit de sols acides (pH le plus souvent inférieur à 6), ne comportant presque aucun élément de fertilité : ni calcaire, ni potasse, ni acide phosphorique et très peu de matière organique. Cependant, la topographie n'est pas défavorable : le relief est plus marqué que dans la plaine du Forez, d'autant plus que l'on va vers le Nord. Il se dispose en croupes molles avec des surfaces subhorizontales au sommet, des versants convexes en pente douce, de 5 degrés au plus, des fonds de vallée plats, souvent larges. Les précipitations moyennes (entre 650 et 700 mm de 1851 à 1900), les fortes pluies de printemps et d'automne, la chaleur et les orages de l'été sont propices aux céréales et aux plantes sarclées. L'irrigation serait même bienfaisante, comme dans la plaine du Forez, en raison de la diminution rapide de la pluviosité estivale, en juillet surtout, et de l'irrégularité des précipitations d'une année à l'autre.

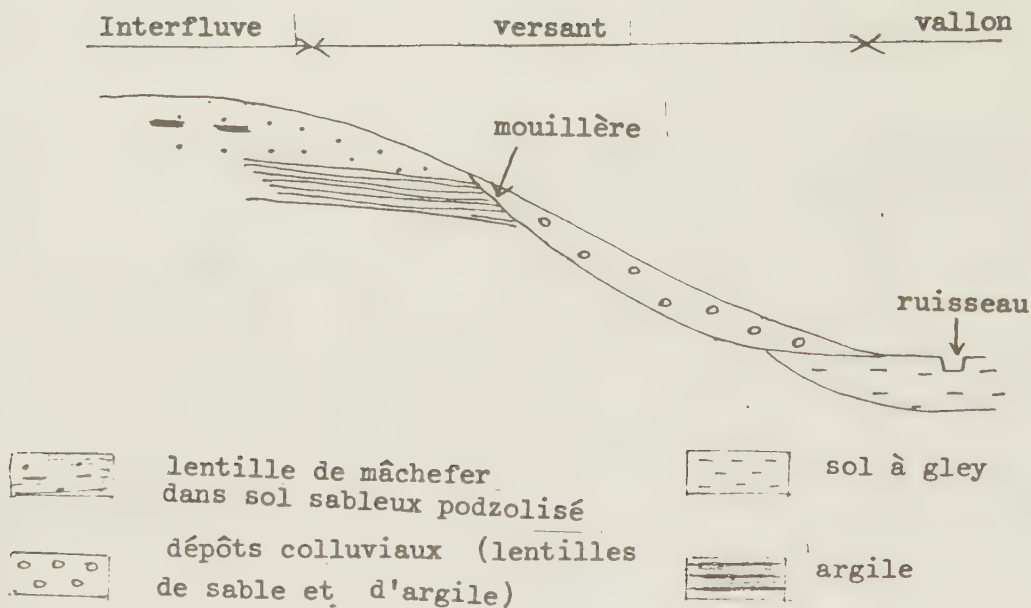
c) Les difficultés du drainage.

Le mauvais drainage est lié à la texture limoneuse des sols et à la stagnation de l'eau bloquée par un horizon imperméable du sol, le "mâchefer", ou dans les "mouillères". Beaucoup de varennnes ont une composition granulométrique déséquilibrée, avec 20 à 25 % de sables et d'éléments grossiers, 12 % d'argile, 60 à 65 % de limons, entre 2/10 et 2/1000 de millimètre. Au dégel ou quand il pleut, les limons^{se} mettent en suspension dans l'eau et forment une boue liquide, où l'attelage ou le tracteur s'embourbent. Qu'une pression s'exerce sur eux quand ils sont mouillés, ils prennent une structure stratifiée, qui gêne le passage des racines, et peuvent devenir imperméables. Quand ils sont asséchés, les façons culturales ne tiennent pas, la motte se désagrège : ce sont des sols "battants". Quand la sécheresse persiste, ils ne retiennent pas l'eau et se fissurent. Il n'est pas possible de les drainer, car ils colmatent les conduits. Le mode de culture

traditionnel est le billon, appelé localement "filleule" : l'Annuaire de 1845 nous dit qu'elles couvraient le quart du sol.

Mouillères et mâchefer s'opposent aussi à l'écoulement normal des eaux. Les *mouillères* correspondent à une cuvette dans une roche imperméable, où l'eau est emprisonnée. Sur les versants, il suffit de faire sauter la lèvre inférieure, mais il n'y a pas de solutions dans les bas-fonds. Le "*mâchefer*" correspond à un horizon imperméable de texture argileuse, de structure polyédrique, avec des concrétions rouille d'hydroxyde de fer, qui lui donnent un aspect scoriacé. Cet horizon plus ou moins épais (de quelques centimètres à vingt ou vingt-cinq) est placé sous un horizon de texture plus grossière, avec des tâches blanc-grisâtre dans les zones pauvres en fer. Cela fait penser à un sol lessivé, avec horizon d'accumulation en profondeur, mais le mâchefer n'a pas la continuité de l'altos ; il n'apparaît que par plaques, à une profondeur qui varie de 30 à 80 cm. suivant celle de la couche imperméable. C'est cette dernière, en définitive, qui apparaît comme le facteur déterminant, en provoquant le retour d'une nappe à éclipses, propice à la décomposition chimique des galets et à la formation d'hydroxyde de fer qui se concrétionne. Dans ces conditions, le fossé de drainage permet un écoulement latéral, mais non une disparition des eaux en profondeur, comme dans les Landes. La proximité de la couche argileuse explique également le manque d'eau dont souffre la plaine. Les nappes temporaires abondantes en hiver et au printemps, sont incapables d'alimenter en été une source ou un puits, en raison de la faible capacité de rétention.

En l'absence de drainage, les conditions culturales varient suivant la topographie. Sur les interfluves, on trouve des lentilles de mâchefer dans un sol limoneux ou siliceux podzolisé. Sur les versants, il y a des mouillères, là où affleure la couche imperméable. Les dépôts colluviaux, formés de lentilles de sable et d'argile que l'on trouve ~~en-dessous~~ donnent de bons sols, mais difficiles à travailler ; enfin, dans les *thalwegs*, l'existence fréquente d'une nappe d'eau pérenne explique la présence de sols à gley, asphyxiants, occupés par des prairies permanentes. Les façons culturales sont difficiles à effectuer en temps voulu. Une fin d'année pluvieuse interdit pratiquement labours et semailles dans les sols gorgés d'eau. Un début d'année humide empêche la culture des céréales de printemps : les grains pourrissent ou leur poussée est bloquée par la sécheresse ~~de mai~~.



Tiré de (1945) J.P. DIRY

Figure 7 COUPE-TYPE D'UNE CROUPE DANS LA ZONE DES SABLES DU BOURBONNAIS

En économie traditionnelle, la mise en valeur reposait sur de fortes disponibilités en main d'oeuvre et en capitaux pour le drainage et le chaulage. Dans ce milieu pauvre, anémié par les fièvres, à l'écart des voies de circulation, elle ne pouvait guère se faire qu'à partir de la pénétration des moyens de communication modernes et grâce à des initiatives et des capitaux extérieurs.

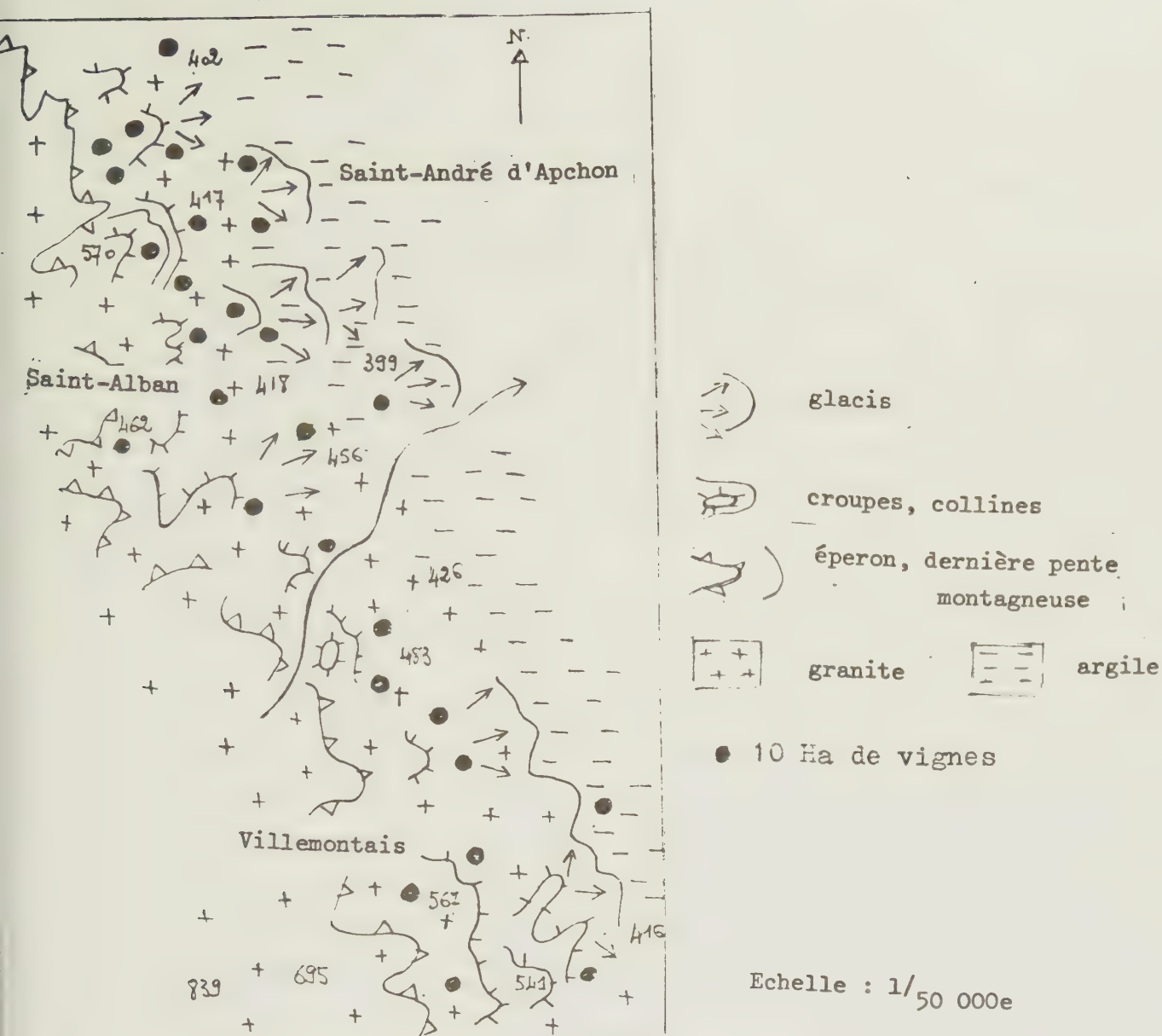
3.- DEUX TERROIRS FAVORISES.

Dans une région qui ne se prête guère qu'à la polyculture de subsistance, existent aux marges de la plaine, deux terroirs favorisés, aptes à une agriculture spécialisée, dans le cadre d'une économie de marché.

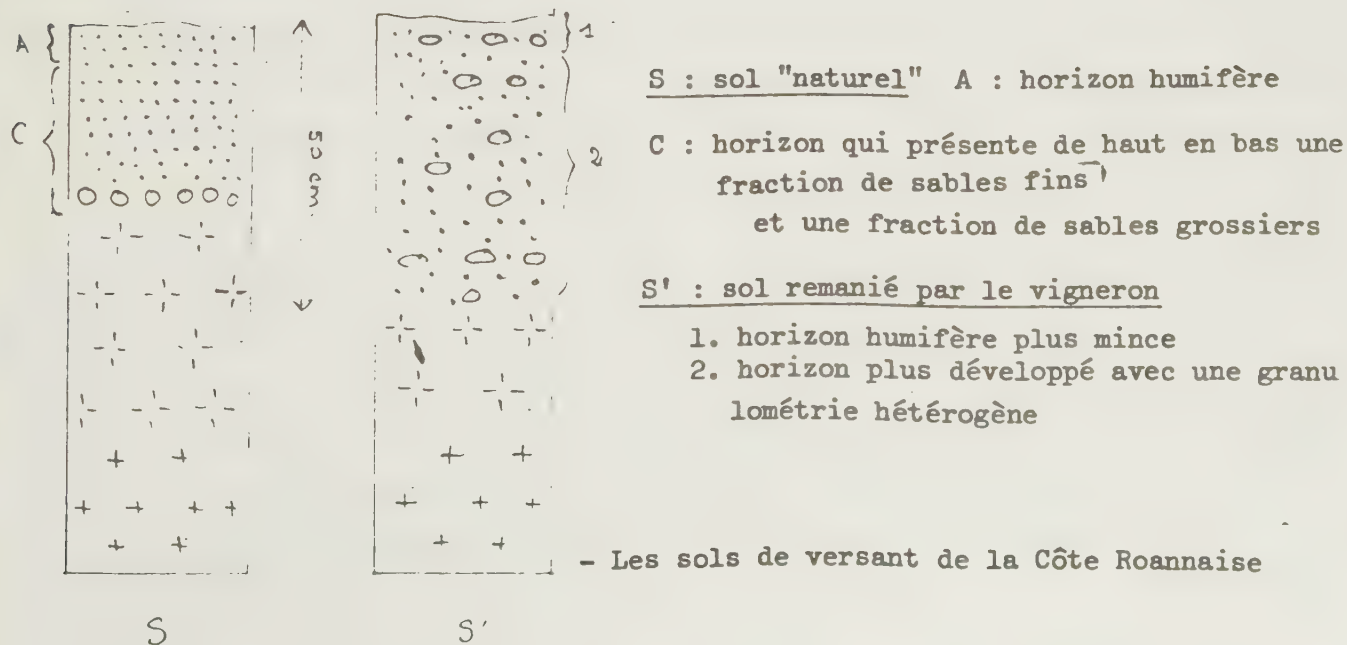
a) La Côte Roannaise, pays de vignoble.

On a vu que de Saint-Alban à La Pacaudière, l'escarpement de faille de la Côte cède la place à un ensemble de collines et de glacis, qui raccorde sans rupture de pente la montagne à la plaine, entre 800 et 350 mètres, sur 3 ou 4 kilomètres. Ce balcon surbaissé des Monts de la Madeleine, abrité des vents d'ouest et exposé à l'est, est le vignoble potentiel le plus étendu

Figure 8 LE TERROIR VITICOLE DE LA CÔTE ROANNAISE



- Les sites viticoles de la Côte Roannaise au sud de Renaison



de tout le Massif Central intérieur.

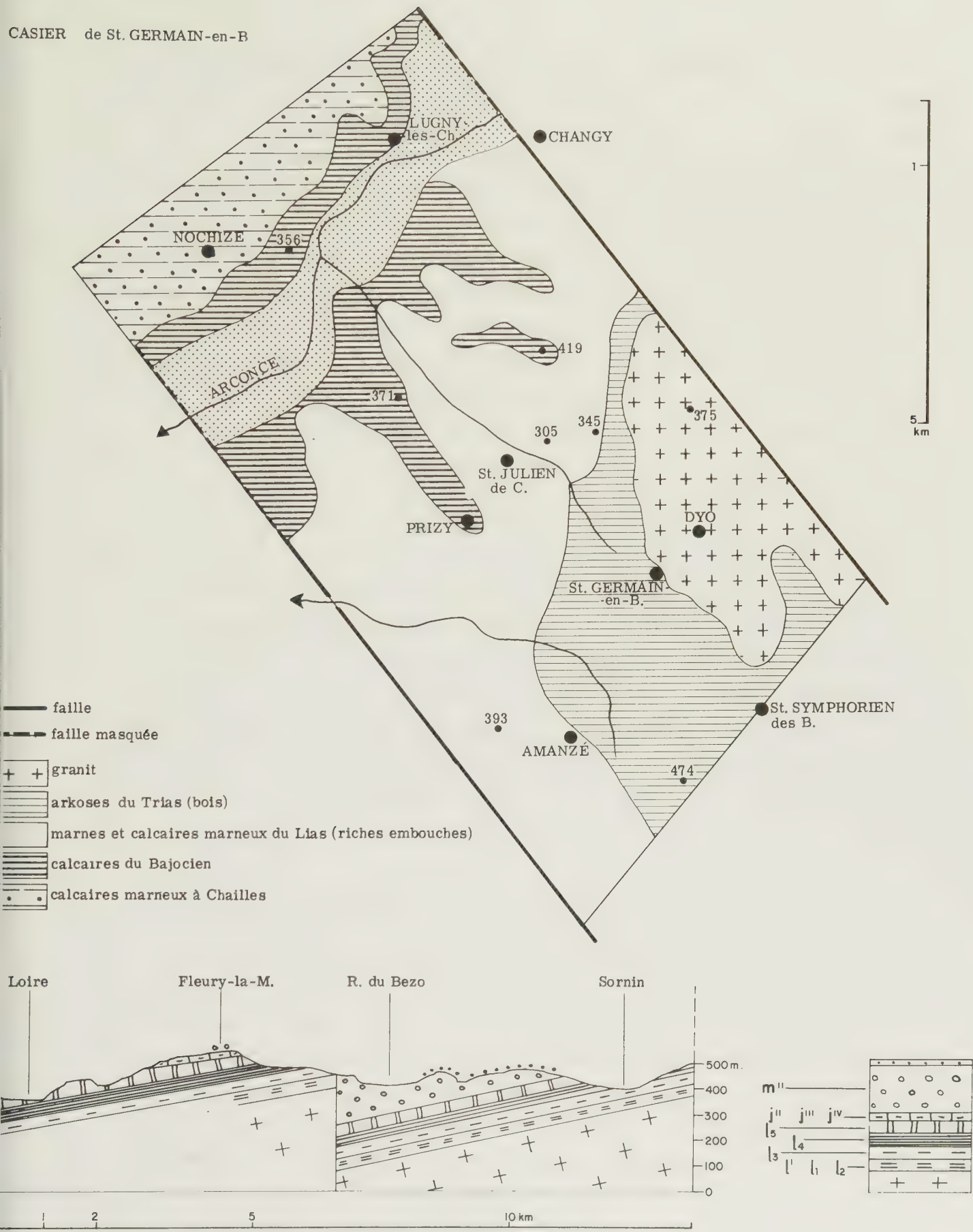
La vigne monte à plus de 500 mètres, sur les éperons, véritables dernières pentes de la montagne ; occupe les coteaux taillés en croupes et en petites bosses dans le granite, sur des pentes de l'ordre de 10 %, comme dans le cas du Bouthérand, à Saint-André-d'Apchon, le site viticole le plus célèbre. Elle avance enfin sur le glacis, dont la pente est inférieure à 5 %, taillé dans le granite puis dans l'argile. Les sols, maigres, sableux, peu profonds sur les versants, ont été approfondis par les minages qui ont fait remonter des cailloux anguleux (voir figure 8).

Le climat est proche de celui de la Bourgogne, des coteaux de la Saône et du Rhône. L'hiver est rude, mais assez supportable. La côte échappe aux brouillards de la plaine et les jours de gelée sont moins nombreux : 73 à La Pacaudière, au lieu de 87 à Riorges. Les gelées d'avril et de mai (4 à 5 jours en moyenne) sont plus dangereuses, mais l'air froid plus dense glisse le long des pentes et l'on monte les sarments sur le cep, à 30 ou 40 cm au-dessus du sol, pour éviter "la zone meurtrière". Juin, mois de la floraison, est la période critique, à cause des risques de coulure liés aux pluies abondantes et aux journées encore fraîches. Les très fortes chaleurs de l'été sont favorables au mûrissement du raisin, que complètent les belles journées d'automne. Enfin, par rapport au Beaujolais, la Côte apparaît relativement épargnée par la grêle (26).

La contagion de la vigne aux périodes de prospérité trouvera d'autres terroirs favorables : coteaux calcaires du Brionnais, pierrés du plateau de Coutouvre, escarpement de faille de la Côte de Villemontais à Saint-Germain-Laval, gorges de la Loire et ravins affluents qui forment un golfe de sécheresse relative et où le fleuve a un effet régulateur sur les températures, mais qui souffrent des nappes de brouillard.

b) Le Brionnais, berceau de l'embouche.

La couverture secondaire, conservée dans le Brionnais et dans la région de Charlieu, donne des sols lourds qui conviennent particulièrement aux prairies, grâce à leur forte capacité de rétention, à leur profondeur au-dessus de l'horizon asphyxiant à gley et à leur richesse en éléments fertilisants. Les meilleurs se trouvent sur les marnes irisées du Keuper



Coupe Ouest-Est de la cote 267 Marjolaine (Sud d'Iguerande) à l'Eglise de Tancon à travers les casiers de Fleury-la-M. et de Ligny-en-B.

et surtout sur les marnes et calcaires du lias : calcaires bleuâtres à gryphées du sinémurien, à bonne teneur en argile jusqu'à 38 %, marnes jaunes à bélemnites (1^3) et marnes supra-liasiques (1^4). Les calcaires à gryphées localisent les embouches les plus réputées, celles d'Oyé, de Sarry, de Briant, de Saint-Christophe-en-Brionnais, de Saint-Julien-de-Civry. La teneur en éléments fertilisants est forte : de 5 à 6 ‰ d'acide phosphorique et 9 ‰ de phosphate (on rencontre parfois comme à Oyé des nodules phosphatés dosant 55 à 70 % de phosphate tricalcique). Tous ces sols imperméables et compacts sont profonds et homogènes (à Saint-Christophe-en-Brionnais, on rencontre le gley à 80 cms en profondeur). Leur capacité de rétention est forte : de 40 à 47 % dans les sols bleus, de 25 à 42 % dans les sols jaunâtres. La flore naturelle est excellente: fromental, fétuque et paturin~~g~~ dominant dans le gazon de graminées, et le trèfle blanc dans le sous-gazon de légumineuses. La présence d'étages moins riches, plus sableux ou plus calcaires, comme les grès rouges et sables blonds pauvres de l'infra-lias (1^1), le calcaire à entroques du bajocien (J_{IV}) et le calcaire marneux du bathonien (J_{III}), recouverts d'argile à silex, fertiles tout de même et faciles à travailler, n'est pas un mal, car elle permet l'intercalation de labours et de prairies pour les jeunes bêtes. Il y a de très bons pâturages dans les vallées de l'Arconce et du Sornin, où le plan d'eau est proche de la surface, sur des alluvions fines, relativement perméables et profondes, dont la capacité de rétention est faible (autour de 25 %). Au contraire, la présence de lias ou d'éboulis de lias, dans des situations trop humides, conduit à des sols asphyxiants(27) (voir figure 9).

La composition des sols est la raison essentielle de l'embouche, car le climat sans être défavorable, n'est pas particulièrement propice à l'herbe, à cause de la sécheresse estivale. Or l'élevage des boeufs blancs charolais a fait tâche d'huile sur les varennnes de la plaine de Roanne et du Bourbonnais, où la capacité de rétention des sols atteint 25 % dans les meilleures situations et peut tomber à 15 % dans les sols très légers. Cette extension de l'embouche après la première guerre mondiale répond davantage à des raisons humaines et sociales qu'à une vocation naturelle. En étudiant les variations de l'indice d'aridité en année moyenne, dont l'optimum mensuel pour la croissance de l'herbe se situe au-delà de 30, on s'aperçoit qu'à Roanne, la situation n'est guère meilleure que celle relevée par Jean Boichard pour Nevers (28). Elle l'est davantage au nord de la plaine de

Roanne et dans le Brionnais (770 mm. à Marcigny), plus ouverts aux vents pluvieux de l'ouest et du nord.

En mars, le démarrage de l'herbe dépend plutôt de la température, les réserves d'eau étant suffisantes. La forte pluviosité de mai correspond heureusement avec la phase de croissance la plus rapide : parfois l'herbe pousse si vite que les animaux ne peuvent la manger, laissant des refus. Mais la baisse des précipitations en avril peut être grave, car c'est le mois où les jeunes bêtes sont mises au pré. L'insuffisance des précipitations en été, surtout marquée en juillet, se prolonge tard en automne. Or ces moyennes dissimulent une irrégularité très forte d'une année à l'autre. A Roanne, de juillet à septembre, il est tombé entre 1946 et 1964, de 92 à 411 mm. Or pour maintenir un indice d'aridité égal à 30, en se fondant sur une température moyenne de 19°, il faudrait pour ces trois mois, un minimum de 227,5 mm, qui n'a été atteint que sept fois au cours de ces vingt années. D'autre part, on constate au cours de ces dernières années, une diminution des précipitations de l'ordre de 10 % à Roanne, qui est du même ordre de grandeur que celle observée pour le département de la Loire (12 %), entre la période 1851 - 1900 et 1946 - 1965. Le déficit en quantité est surtout marqué en avril, en juillet et au début de l'automne, c'est-à-dire aux mois les plus sensibles pour la pousse de l'herbe. C'est dire, dans la mesure où les résultats de vingt années consécutives sont suffisants pour indiquer une variation du climat, combien cette évolution serait défavorable à l'embouche.

EVOLUTION DE L'INDICE D'ARIDITE MENSUEL (a) EN ANNEE MOYENNE (1946 - 1964)

Station	Ja.	Fev.	Ma.	Av.	Mai	Juin	Juil.	At.	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	I.A. : année	Pluvio- métrie	Temp. moy. mens.
NEVERS	58	49	36	25	34	24	18	22	25	26	40	48	35	741 mm	10 6
ROANNE	36	31	25	24	30	38	24	21 5	23	25 4	38 5	31	29 6	633 mm	11 5
LA PACAUDIERE	56	43	40	26	35	35	24	35	34	33	44	52	36 4	772 mm	11 2

(a) indice d'aridité mensuel = $\frac{p \times 12}{t + 10}$, p et t représentant la pluviosité et la température moyenne du mois considéré.

LES VARIATIONS DE LA PLUVIOMETRIE DANS LE TEMPS A ROANNE

mm.	Ja.	Fe.	Mars	Av.	Mai	Juin	Juil.	At.	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
(a) 1851 - 1900	29	33	45	56	75	81	75	74	61	75	50	37	691
(b) 1880 - 1949	35,8	32,7	44,3	57,3	69,7	79	75,7	75,4	77,5	72,1	56,1	42,1	709,9
(c) 1946 - 1965	39	31,6	38,4	42,2	61,3	88,7	59,7	70,7	65,9	46,6	53,8	35,6	633,5
(b) - (c)	+ 3,1	- 0,9	- 5,9	-15,1	- 8,4	+ 9,7	-16	- 4,7	-11,6	-25,5	- 2,3	- 6,5	- 76,4

Sources

1851 - 1900 et 1880 - 1949, P. Estienne, tableaux hors texte, pp. 226 - 227
 1946 - 1965 Ch. Bonnet ⁽¹⁴⁵⁾, Observations effectuées.... p. 5

NOTES DU CHAPITRE I

LES DONNEES DE LA NATURE

- (1) Les chailles sont des silex inachevés, en partie calcaires.
- (2) J. BUSSELIER (128) La vignoble de la Côte Roannaise, p. 19
- (3) La carte géologique du MAYET-de-MONTAGNE au 1/50 000e est parue fin 1973. Les cartes de CHARLIEU et de ROANNE ont été levées en 1973.
 URBAIN LE VERRIER, Note sur les formations géologiques du Forez et du Roannais, BULLETIN DU SERVICE DE LA CARTE GEOLOGIQUE DE FRANCE, tome II, n° 15, août 1890, 68 p
 Charles DEPERET, L'oligocène du bassin de Roanne, COMPTES-RENDUS de l'ACADEMIE des SCIENCES de PARIS, tome 155, 1912, p. 1128-1131.
 E. CHAPUT, Recherches sur les terrasses alluviales de la Loire, ANNALES de l'UNIVERSITE de LYON, nouvelle série, fasc. 44, 1917, 304 p.
 On trouve un bon résumé des études géologiques dans M. THORAL,
- (4) André CHOLLEY (141), Recherches morphologiques en Charolais-Brionnais, p. 104-108
 Ce réseau de failles affecte également le socle ancien, immédiatement en bordure du Brionnais et de la région de Charolles, ce qui explique la présence de dépressions alvéolaires dans le granite, comme celle de La Clayette. Elles ont un tracé géométrique angulaire, une topographie dissymétrique, avec un versant long, accidenté de petites collines, incliné vers le NO ou le SO, du côté opposé à l'escarpement de faille.
- (5) Elle coule ensuite vers l'ouest et s'écrit : Rhins
- (6) J.M. PETERLONGO (162), Les terrains cristallins des Monts du Lyonnais C.D.D.P. de la LOIRE (139), Le socle ancien dans les monts du Lyonnais et du Beaujolais, cahier n° 6, p.28-41.
- (7) Les études sur le climat sont relativement nombreuses et accessibles :
 Pierre ESTIENNE (146), Recherches sur le climat du Massif-Central Français p. 136-165.
 Eric GERBE (112), Le climat des Monts du Beaujolais.
 Georges BONNET (136), Données statistiques climatologiques relatives au département de la Loire.
- (8) André FEL (11), La petite culture vivrière (p. 51-55) et Les fondements naturels des traditions agraires (p. 58-101), in { }
 Les Hautes terres du Massif-Central.

- (9) M.L. GRUNER (152), Description géologique de la Loire 1857. Pour chaque roche, est compris un paragraphe sur l'influence de la roche au point de vue agricole. Voir aussi, note (22).
J.A. Cl. ROUX , Géologie appliquée à l'hygiène rurale (p. 76-84) et Géologie appliquée à la sociologie et à l'économie rurales p. 84-89, in (163) Etudes agronomiques sur les Monts du Lyonnais, 1901.
- (10) ALMANACH de la LOIRE, (76) 1809, p. 177 et ss. Les mentions de four à chaux abondent dans les almanachs postérieurs.
- (11) LAMBERT D'HERBIGNY (96), Mémoire sur le Gouvernement de Lyon, 1697, p. 11.
- (12) André CHOLLEY (142), Notes de géographie beaujolaise, p. 27.
- (13) Sur le site de Thizy, Amplepuis et Cours, voir J.P. HOUSSEL (154), Les petites villes textiles du Haut-Beaujolais, p. 131.
- (14) DIRECTION REGIONALE de l'AGRICULTURE, LYON, Service hydrogéologique ; les stations de jaugeage de l'Azergues à Chatillon, de l'Ardières à Beaujeu, de la Vauxonne à Pont de Bouchanin ont été mises en service le 1.11.1969.
- (15) M.L. GRUNER, Les principales ressources minérales du département de la Loire, in (73) ANNUAIRE de la LOIRE, 1847, p. 333-383, princ. p. 351.
- (16) R. LUGNIER (158), Saint-Germain-Laval, p. 101.
- (17) Connaissez-vous votre département, Bully, in (71) PAYSANS de la LOIRE, 30.12.1967, p. 10.
- (18) DROUOT, Notice sur les mines de La Clayette, cité par F.M.D. (93) Monographie des communes du Charollais et du Brionnais, 1904.
- (19) J. VEURIER DE FICANT, Les sources d'eau minérale en Forez et Roannais, in (70) L'ESSOR, de février 1971 à février 1972.
- (20) Rapport de l'ingénieur-draineur du département, in (79) ANNUAIRE de la LOIRE, 1854, p. 239.
- (21) ANNUAIRE de la LOIRE (79), 1845, p. 368-371.
- (22) M.L. GRUNER (152), Influence du sol tertiaire sur l'état sanitaire des habitants, p. 629-635.
- (23) F. TOMAS (167), Le relief et les sols de la plaine forézienne, les sols p. 25-42.

- (24) M. CHAPON, Barrage de Villereest, présentation du projet in RAPPORTS AU CONSEIL GENERAL (44), session extraordinaire du 7 mars 1962, p. 26-32

Les crues catastrophiques de 1846, 1856, 1866, correspondent à l'époque du déboisement maximum.

- (25) ANNUAIRE de la LOIRE (76), 1809, p. 239.
- (26) J. BUSSELIER (128), p. 24-28.
- (27) R. RIVOIRE et R. CHAUTIOUX, Les sols des prairies du Charollais, in (42) D.S.A. de SAONE-et-LOIRE, La prairie charollaise, p. 13-18
- (28) J. BOICHARD, (2) La vie rurale entre Loire et Allier, p. 17-23.

Chapitre II

LES DONNEES DE L'HISTOIRE :

L'OUVERTURE A LA CIRCULATION GENERALE ET L'INTRODUCTION DU TRAVAIL TEXTILE PAR LES NEGOCIANTS LYONNAIS

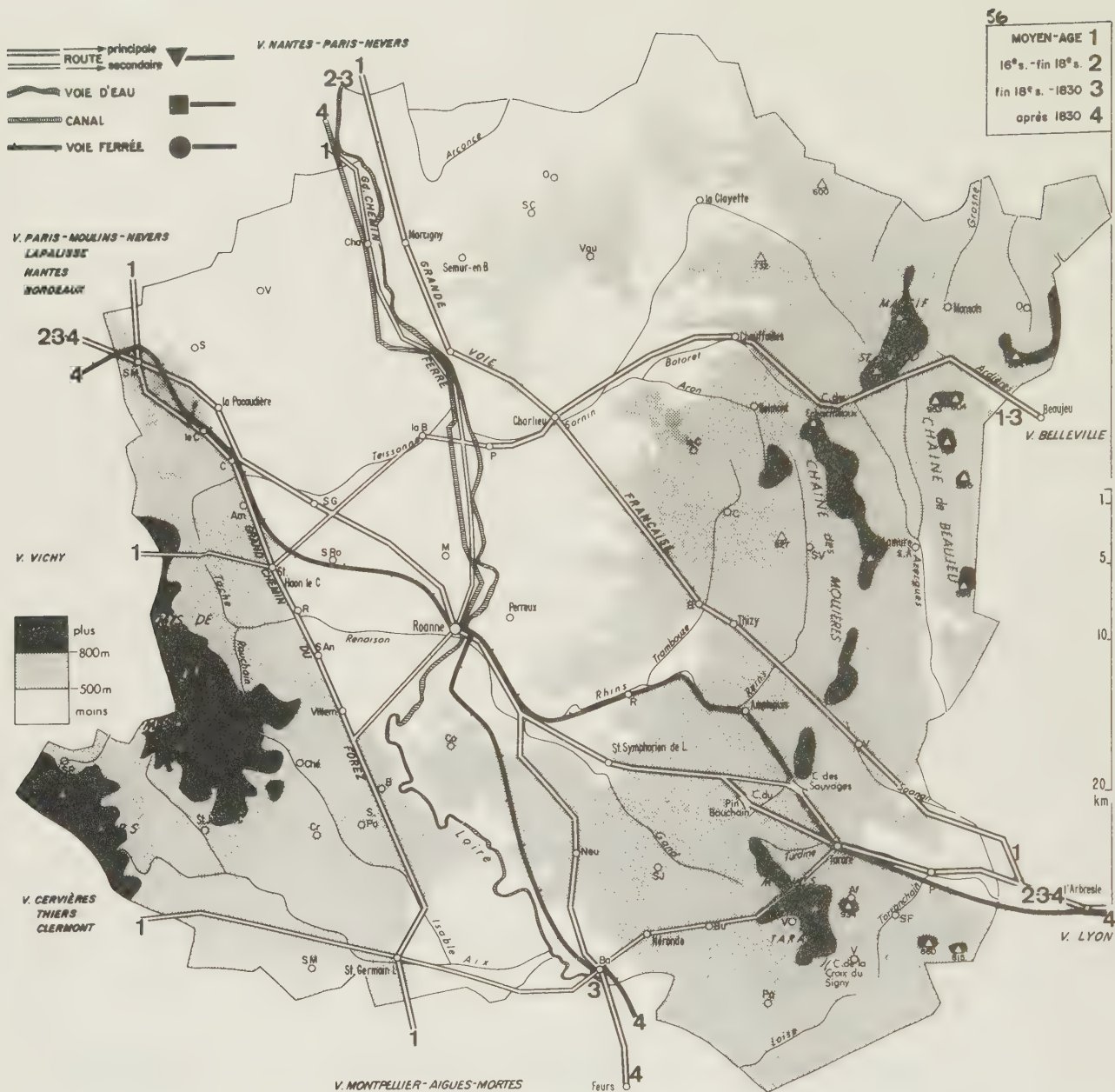
L'ouverture à l'économie d'échanges s'est faite tardivement, à l'époque moderne, sous l'influence de deux facteurs distincts qui ont interféré : l'équipement progressif du carrefour roannais et l'introduction du travail textile dans les montagnes de l'est, par les négociants lyonnais, qui faisait déjà au XVIII^e Siècle du pays de Thizy, une des régions les plus peuplées et les plus actives de France. Un bon réseau de voies de communications et l'esprit commercial qui a intimement pénétré la mentalité paysanne ont valu à ces régions, à l'époque manufacturière et lors de la première révolution industrielle, une prospérité hors de pair.

A - LA CONSTITUTION TARDIVE DU CARREFOUR ROANNAIS

1.- *LES PASSAGES A TRAVERS LES MONTS DU BEAUJOLAIS ET LA GRANDE VOIE FRANCAISE.*

L'ouverture à la circulation générale de la montagne beaujolaise tient à la recherche d'un passage transversal commode, à travers le voussoir de la bordure Est du Massif Central. Ce passage met en relations le carrefour lyonnais, où se noue le faisceau rhodanien de routes qui viennent des pays méditerranéens, d'Italie, de Suisse et des pays rhénans, avec l'Aquitaine, l'Océan, mais aussi Paris : depuis l'époque médiévale, la route NO - SE de Lyon à Paris, dite du Bourbonnais, est en concurrence avec la route de Bourgogne, reportée au nord du Morvan, à travers le seuil entre la Seine et la Saône.

Des passages aisés entre le sillon rhodanien et la Loire existent au sud, à travers les Monts du Lyonnais, par les sillons du Gier et de la Brévenne, qui mènent à la plaine du Forez. Au Moyen-Age, ils sont empruntés par le Grand Chemin de Lyon au Puy, par la Voie lyonnaise et la



1. MOYEN-AGE

2. 16^e s. - fin 18^e s.

3. fin 18^e s. - 1830

4. après 1830

FIG. 10 L'ÉVOLUTION DES VOIES DE COMMUNICATION PRINCIPALES

route de Vienne qui se rencontrent à Montbrison, avant de gagner l'Auvergne à travers les Monts du Forez^{et}, par les routes qui conduisent à Feurs. Ce carrefour va perdre l'importance qu'il avait à l'époque romaine, quand la Grande Voie d'Aquitaine traversait la Loire à l'antique Civitas Segusavorum, car le seuil de Neulise ferme la vallée de la Loire vers le Nord, bloquant les relations avec la "France" (1).

C'est pourquoi les passages transversaux, aux deux extrémités des Monts du Beaujolais, se révèlent d'un grand intérêt. Le passage de Tarare, au Sud, emprunté dès l'antiquité par la route qui relie Lugdunum au port de Rodunna (Roanne), exploite le rétrécissement de la chaîne des Mollières. Mais les pentes sont raides, avec des secteurs à plus de 25 %, entre Tarare établie à l'entrée des gorges de la Turdine^à 330m., et le col des Sauvages, à 764 m, distants de six kilomètres. Le passage de Beaujeu au Nord, établi là où le massif est le plus élevé et le plus épais, présente plus de facilités. La route s'élève lentement par la vallée de l'Ardières, sur 15 km de Beaujeu à 300 m, au col des Echarmeaux, 710m, pour descendre plus lentement encore vers la Loire, par les vallées du Botoret et du Sornin, sur Chauffailles et sur Charlieu. A cela s'ajoute un véritable carrefour, là où cette voie transversale franchit les crêtes, car la couronne de hauts sommets, disposés autour du plateau de Poule, donne naissance à toute une série de rivières rayonnantes, qui ouvrent autant de cols vers les vallées du Reins au Sud-Ouest, de l'Azergues au Sud-Est, des Grosnes vers le Nord-Est, du Sornin vers La Clayette et le Charolais. Il existe ainsi, en plein coeur de la montagne beaujolaise une sorte de plaque tournante et des cols faciles à franchir.

En fait la Grande Voie française ou Chemin lyonnais, qui assure jusqu'à la fin du XVe Siècle les relations entre la vallée du Rhône et la capitale du royaume, n'emprunte aucun de ces passages. De la porte de Vaise, elle gagne l'Arbresle, la vallée de la Valsonne, franchit la crête des Mollières et, par Thizy et Charlieu, rejoint à Iguerande la Loire, qu'elle suit par la rive droite jusqu'à Nevers et au-delà (2). On peut s'étonner de cette indifférence des grands itinéraires aux prédispositions du relief. Etienne Fournial a bien montré que, jusqu'au XVIIIe Siècle, il n'y avait pas de véritable chaussée. La route à peine entretenue, se divisait en plusieurs bras, qui se réunissaient en des lieux de passage obligés : hôpitaux, qui recevaient voyageurs et pèlerins, léproseries, ponts (3). Le roulage était souvent impraticable et les chemins muletiers se moquaient de la neige et

des escarpements. Mais les itinéraires anciens, même abandonnés depuis longtemps, ont pu donner naissance à des villes-étapes, dont l'importance se perpétue grâce à un marché ou à une industrie, bien après l'abandon de la route qui leur a donné naissance. C'est le cas de Charlieu, importante ville marchande, gîte d'étape, et position avancée du Royaume, et surtout de Thizy, dotée par les sires de Beaujeu en 1150 d'une charte de franchise, qui explique la permanence du rayonnement de son marché.

2.- ROANNE, TETE DE NAVIGATION SUR LA LOIRE ET L'IMPORTANCE DE LA ROUTE DE TARARE AUX XVII^e et XVIII^e SIECLES.

a) Un carrefour que la nature n'impose pas.

Il faut attendre le X^{Ve} Siècle, pour que Roanne, établie à la sortie des gorges, fixe le carrefour potentiel de la plaine, à la rencontre de l'axe Nord-Sud le long du fleuve et de l'axe Est-Ouest, qui utilise les passages de la montagne beaujolaise et le piémont des Monts de la Madeleine. La vallée de la Loire ne fut ni la première ni la plus importante des routes établies entre les rivages méditerranéens et le coeur de la France. Au XIII^e Siècle, à l'époque où se rétablissent de nouvelles voies de communications, le Chemin de Forez n'est qu'une variante de la route de la vallée de l'Allier, qui était la grande route commerciale de Montpellier et Aigues-Mortes, vers Paris et les foires de Champagne. Du Puy, à travers la montagne, il parvient à Montbrison, longe la plaine du Forez, puis suit le pied de la faille de la Côte et fait la fortune des petites villes aujourd'hui endormies du vignoble : Saint-Germain-Laval, à l'entrée du plateau de Neulise, Saint-Haon-Le-Chatel, le Crozet, La Pacaudière, avant de rejoindre la route de l'Allier à Nevers par Saint-Martin-d'Estreaux et le Donjon. A l'Hôpital de Mallevall (4), s'en détache le Grand Chemin ferré. Par Roanne, qui n'est alors qu'un village, il longe la Loire par la rive gauche jusqu'à Nevers, sans jamais se confondre avec la Grande Voie française, établie sur la rive droite, même si les voyageurs passaient de l'un à l'autre (5).

b) La modification des routes commerciales (6).

Roanne, comme Saint-Etienne, ne fixe un carrefour de voies de communications qu'à la fin du X^{Ve} Siècle. C'est la conséquence du développement des foires de Lyon, de la navigation sur la Loire et de l'essor industriel de la région stéphanoise. A la faveur des guerres d'Italie, Roanne

est le lieu de franchissement du fleuve par la route des châteaux de la Loire à Lyon et devient tête de navigation à la descente. C'est alors une petite ville, qui avait retenu l'attention de Jacques Coeur : il utilise son port pour le transport des minerais de fer, de cuivre et de plomb, extraits de ses mines des Monts du Lyonnais et du Forez, jusqu'à ses fonderies de l'Orléanais et de Touraine et il conçoit, en 1445, le projet de rendre la Loire navigable en amont de Roanne, jusqu'aux environs de Saint-Etienne, pour amener par eau le charbon stéphanois, en faisant sauter les grands rochers qui encombrent le lit du fleuve dans la traversée des gorges. La route de Lyon s'infléchit vers le Sud, emprunte le passage de Tarare pour profiter des facilités de la voie d'eau. En direction de Paris, la route abandonne la vallée de la Loire, pour rejoindre Moulins et la vallée de l'Allier. La route du Bourbonnais suit à peu de choses près le tracé de l'actuelle Nationale 7.

La première moitié du XVII^e Siècle voit le développement du transit des marchandises venues du Midi par la vallée du Rhône (vins, huile, épiceries), des soies et taffetas de Lyon, favorisé par le percement à l'initiative de Sully du canal de Briare, qui relie la Loire à Paris. Après une période de déclin, dans la seconde partie du règne de Louis XIV, lié aux difficultés économiques d'alors, aux tracasseries du seigneur de Roanne, le duc de la Feuillade, qui multiplie les taxes et impose aux mariniers le monopole du transport des voyageurs par coches d'eau réguliers, qu'il a reçu du roi en 1673, le transit reprend de plus belle au XVIII^e Siècle. En plus des marchandises lourdes, il intéresse les vins et les grains. A partir de 1690, le chemin de Beaujeu à Pouilly-sous-Charlieu étant mauvais, les vins du Beaujolais sont acheminés par la Saône jusqu'à Anse ou Pierre-Bénite, puis par route par Tarare jusqu'à Roanne, où ils embarquent pour Paris. Les marchands de vin prennent l'habitude de compléter leur approvisionnement dans la Côte, qui devient ainsi un vignoble commercial. Les blés de Limagne arrivent à Roanne par la route de Clermont, élevée au rang de route royale en 1755. Le transport des voyageurs suit la même progression : si en 1686, est établi le premier carosse public de Roanne à Lyon, en 1803, on compte 14 voitures dans chaque sens entre les deux villes. La route de Tarare n'inspire plus la même horreur qu'au temps de la marquise de Sévigné. Empruntée par l'Empereur à tous ses déplacements en Italie, elle devient dans le langage populaire "la route Napoléon".

c) Le déclin de la fonction de transit et la reconversion à l'industrie.

Le déclin de la fonction de transit entre la Loire et le Rhône, qui s'amorce à la fin du XVIII^e Siècle, est dû à des causes nombreuses. La route de Bourgogne, restaurée par Trudaine en 1770, retrouve son importance dans les relations entre Lyon et Paris. A la même époque, la construction d'un chemin carrossable de Belleville-sur-Saône à Pouilly-sur-Loire, permet aux vins du Beaujolais de gagner directement la Loire. L'ouverture, en 1791, du canal du Centre, entre Digoin et Chalon, ouvre à la batellerie rhodanienne l'accès direct du Bassin Parisien et porte un coup mortel au roulage sur la route de Tarare. Enfin, la construction sous la Restauration d'une route nouvelle aux pentes moins raides, par le Pin Bouchain, rend inutile le renfort des attelages de boeufs pour le franchissement du col des Sauvages et permet aux fourgons accélérés et diligences rapides de voyager de nuit, ce qui évite de faire étape à Tarare. Par la suite, la route du Bourbonnais, concurrencée par le chemin de fer, entre en décadence. La liaison ferroviaire Lyon-Roanne se fera d'abord par Saint-Etienne et Tarare ne sera atteinte par la voie ferrée qu'en 1866. Alors que la montagne beaujolaise est délaissée par la grande circulation, paradoxalement, elle connaît à ce moment là la progression démographique la plus rapide. La population des vallées du Reins et de la Trambouze double de 1600 à 1866. Tarare qui, grâce à la fonction d'étape de pied de col et au roulage, est devenue à la veille de la Révolution une petite ville de 3 000 habitants, en aura 7 000 en 1831 et 15 092 en 1866.

La montagne beaujolaise s'est reconvertie dans l'industrie.

Nous nous bornerons à dégager ici le rôle de la fonction de passage dans le développement de l'industrie. Il faut dissocier le cas de la fabrique de Tarare, où ce rôle est essentiel, du reste de la montagne, où compte seule, au moins au départ, la proximité de Lyon. La montagne apporte la main d'oeuvre et les négociants lyonnais l'initiative. Les innovations techniques ne pénètrent que lentement, même si la bourgeoisie locale se substitue aux négociants lyonnais pour la commercialisation et si le colportage multiplie les contacts des paysans-tisseurs hors de chez eux. La difficulté des communications est un grave obstacle à la diffusion du progrès et leur amélioration est une préoccupation majeure des habitants, car la montagne est contrainte à pratiquer une économie d'échanges. A l'intendant Brisson, qui réclame un chemin de Villefranche à Roanne par Thizy,

pour la facilité du commerce des toiles, qui ne peuvent être transportées qu'à dos de mulet (7), fait écho le cahier des doléances de Saint-Bonnet-le-Troncy (8) : "les chemins sont impraticables, le Reins et l'Azergues sont dangereuses et sans ponts. Les habitants tirent les deux tiers des grains et denrées nécessaires de Bresse par Villefranche à six lieues de distance, du Forez par Roanne à six lieues aussi, de Charlieu et de Beaujeu à quatre. Ils sont obligés de les conduire à dos de mulet et par conséquent à grand frais ; et ils ne peuvent expédier le bois de leurs forêts pour la même raison".

Le déclin du roulage à Tarare a coïncidé avec la substitution du coton au tissage du chanvre, en crise à partir de 1774. "L'initiative ne vint pas de Lyon, mais de la bourgeoisie marchande, en rapports constants avec Lyon, assez riche pour hasarder des capitaux... En effet Tarare était l'intermédiaire obligé entre Lyon et la montagne et à cheval, on peut faire l'aller-et-retour dans le journée " (9). Un exemple de ces contacts étroits est donné par la vie de Georges-Antoine Simonet, qui le premier a tenté d'introduire la fabrication de la mousseline (10). Son père, marchand-toilier, l'envoya à Lyon pour qu'il se perfectionne dans la fabrique de la soierie : en 1735 (il a alors 25 ans), il était dessinateur-maître chez M. Perret. Après quelques années dans cette maison, Simonet résolut de se mettre à son compte. De même la dame Defranc, de la même famille, à qui on doit l'introduction de la broderie, apprit en 1787 à manier le crochet d'une fille de Saint-Loup (11), qui exerçait cette profession à Lyon.

Pendant l'Empire et le début de la Restauration, au moment où la fonction de passage est à son apogée, la fabrique de Tarare grâce au brassage des hommes et des idées, accueille et retient les techniques les plus modernes. Une fois le procédé de fabrication des mousselines mis au point, grâce à Georges-Antoine Simonet, qui s'était rendu à Saint-Gall et à Zurich en 1756, pour en percer le secret, et grâce à son neveu, qui fit venir de Suisse, en 1786, les filés de coton qui convenaient, il est sans cesse amélioré. Le rôle des étrangers est considérable. Un prisonnier de guerre de nationalité irlandaise modifie l'antique métier à marches ; il propage la navette volante, la navette à roulette, et le battant à ressort, ce qui permet le tissage des étoffes de grande largeur. En 1810, Georges Schellemborg, d'origine allemande, fait connaître les brochés, les percales à jour et le

zéphyr. Des artisans de Saint-Symphorien-de-Lay, les frères Prost, inventent en 1812 le régulateur, qui permet d'enrouler les étoffes à la sortie du métier et d'en régulariser le débit (12). Mais c'est dans le domaine du blanchiment et de l'apprêt, favorisés par la pureté des eaux de la Turdine, que Tarare s'affirme particulièrement à la pointe du progrès.

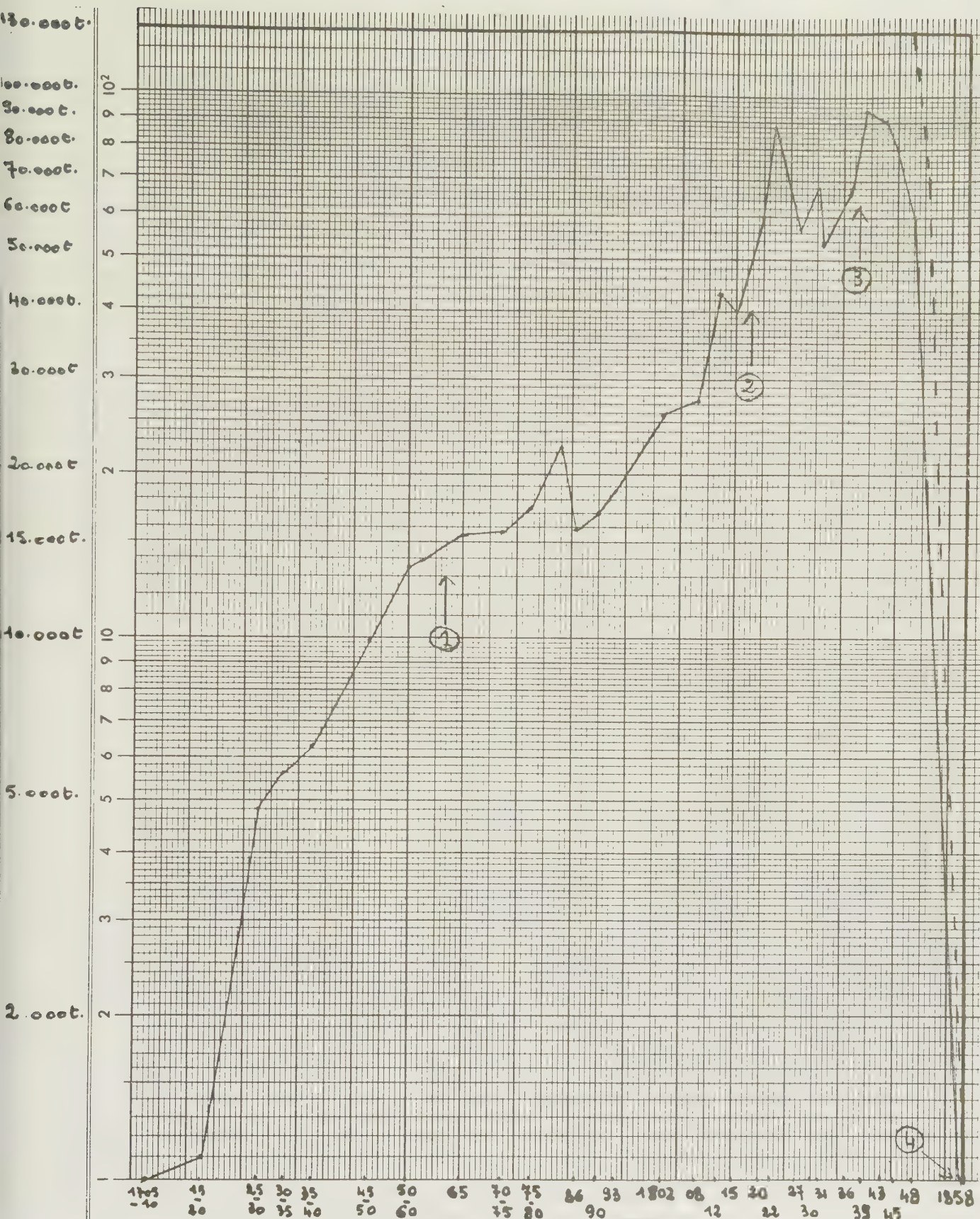
Les fabricants de la ville consultent directement Berthollet, parce que son procédé de blanchiment au chlore, découvert en 1785 et propagé par un professeur de chimie de Lyon, occasionne de graves malfaçons et font venir en 1808 un élève de Chaptal pour leur enseigner le blanchiment moderne. L'un d'eux, Nicolas Mangin, originaire de Nancy, acquiert en 1815 le procédé de Mac-Culloch, qui fabrique l'eau de Javel à partir des chlorures alcalins, ce qui attaque moins le linge que le chlore obtenu à partir de l'acide muriatique. L'Ecossais viendra en personne mettre au point son procédé dans l'usine actionnée par la Turdine et restée connue dans le souvenir populaire sous le nom d'usine des Anglais (12). Pour les apprêts, les lyonnais Rogeat appliquent leur procédé de flambage des étoffes au gaz et, en 1822, le genevois Brunel utilise le premier la vapeur comme moyen de chauffage. Les techniques les plus modernes caractérisent aussi la toute jeune industrie qui fait son apparition à Roanne. Filatures mécaniques, blanchisseries et teintureries sont nombreuses. L'anglais Alcock monte une usine de quincaillerie et de boutons métalliques, ^{où} pour la première fois sont fabriquées des pièces standard.

3.- LE TRANSPORT PAR LA LOIRE DU CHARBON DE SAINT-ETIENNE ET L'EQUIPEMENT DU CARREFOUR ROANNAIS AU XIXe SIECLE.

Roanne reste jusque vers 1860 une ville où la fonction commerciale est prépondérante. Le transport du charbon de Saint-Etienne par la Loire se développe fortement, au moment où le transit des marchandises du Midi et de Lyon disparaît : vers 1810, le nombre de voitures tombe de 8 - 10 000 à 2 000 par an et les chantiers de construction de bateaux périclitent. Le charbon était le frêt qu'il fallait pour maintenir le port en activité, dans ce pays pauvre.

Le début de l'utilisation du charbon de Saint-Etienne remonte à la fin du XVIIe siècle. Pour le transporter vers les grands foyers d'utilisation qu'étaient alors Paris et Nantes, on a recours à la voie d'eau. Aussi

Fig. 11 TRAFIC DU CHARBON DE SAINT-ETIENNE AU PORT DE ROANNE



- trafic amont
- - trafic aval (la différence correspond au transport par chemin de fer Andrezieux - Le Coteau)
- 1) Ouverture du Canal du Loing
- 2) La charge passe de 15 à 20/25 tonnes en amont
- 3) Ouverture du Canal de Digoin
- 4) Construction du Pont ferroviaire sur la Loire

reprend-on le vieux projet de Jacques Coeur, de faire sauter les rochers qui obstruent les gorges de la Loire, pour rendre le fleuve navigable à partir de Saint-Rambert, à l'entrée de la plaine du Forez. En 1702, Louis XIV confie cette tâche à la compagnie de Pierre La Gardette, qui reçoit le monopole du transport du charbon en échange. Mais les rochers n'étant plus là pour arrêter les crues, l'inondation de 1707 est catastrophique à Roanne et la compagnie La Gardette doit élever deux digues à Pinay et à La Roche, pour retarder la propagation des eaux.

Le charbon est chargé dans des barques en sapin, construites à Saint-Rambert, d'où leur nom de saint-rambertes. Elles ne peuvent recevoir que 15 tonnes, le lit du fleuve étant insuffisamment débarrassé de ses rochers.^A Roanne, leur charge est complétée à 20-25 tonnes, le tirant d'eau possible étant plus fort à l'aval. Le nombre de bateaux augmente de 25 par an en 1710, à 400 vers 1740. Dès 1770, il dépasse 1 000 et atteint 1 300 au moment de la Révolution : en 1790, 18 000 tonnes ont été transportées.

L'ouverture du canal de Saint-Quentin permet d'apporter à meilleur compte la houille du Nord à Paris, mais les besoins des pays de la Loire ne font que croître. En 1812, il passe 2 500 bateaux chaque année et leur charge en amont monte à 20-25 tonnes à partir de 1820, soit 60 000 tonnes par an. Le trafic est gêné par l'irrégularité croissante du débit du fleuve, due au déboisement, qui aggrave les risques à la traversée des gorges et prolonge les périodes d'arrêt de la navigation. Pour y remédier, on construit en 1832, sur la rive ^{droite} gauche, le chemin de fer d'Andrézieux au Coteau, qui sera le troisième en date, après ceux de Saint-Etienne à Andrézieux et à Lyon. Mais les techniques sont encore rudimentaires : le seuil de Neulise est descendu par gravité et les wagons sont remontés d'abord par des boeufs, puis par une machine à vapeur fixe. La société est en liquidation dès 1836 et le chemin de fer n'a jamais transporté plus de 30 000 tonnes. Le contenu des wagons était déversé dans les bateaux, qui continuent à descendre le fleuve.

En 1838, toujours pour pallier l'irrégularité de la navigation sur la Loire, est ouvert le canal de Roanne à Digoin, long de 56 km, qui se raccorde au canal latéral à la Loire. La Loire est utilisée parallèlement pour éviter les droits sur le canal, jusqu'à ce que la construction du pont ferroviaire en 1858 permette une liaison directe Paris-Moulins-Saint-Etienne :

c'est la fin de la batellerie. Roanne avait vu passer depuis 1715, 250 000 bateaux et 12 millions de tonnes de charbon.

Ce trafic aurait disparu de lui-même, les débouchés extérieurs du bassin stéphanois allant bientôt se restreindre à la région lyonnaise ; dès 1882, Roanne est alimentée principalement par le charbon de Blanzky. Mais ce trafic s'est maintenu assez longtemps pour que Roanne soit dotée tôt d'un bon équipement en voies de communications modernes, qui lui vaut d'être la tête de navigation sur la Loire et une étape ferroviaire importante sur l'axe Paris-Moulins-Lyon-Méditerranée et les deux transversales Lyon-Bordeaux et Lyon-Nantes à l'embranchement des deux itinéraires pour Lyon par Saint-Etienne (1858) et par Tarare (1866). La fonction de passage et de transbordement a permis le développement régulier de la ville, qui atteint 20 000 habitants en 1866, et l'accumulation de capitaux, qui vont s'investir maintenant dans l'industrie et les services, à l'échelle d'une région urbaine, qui se constitue.

La fin du XIXe Siècle, en même temps qu'elle voit se constituer un réseau de voies ferrées d'intérêt local qui rend possible le développement de la fonction régionale, est marquée par la poursuite de l'équipement des voies d'intérêt national. Le canal est approfondi à 2, 20 m entre 1895 et 1903, ce qui le rend accessible aux péniches de 250 tonnes. La gare d'eau, dont la compagnie P.L.M. avait retardé l'utilisation est ouverte en 1894. Le trafic du canal qui permet l'arrivée à bon compte du charbon du Creusot, dépasse 400 000 tonnes en 1896. La même année, entre en service la gare de triage du Pontet et en 1898, le tunnel des Sauvages est ouvert et la voie Roanne-Lyon par Tarare doublée. La valeur de cet équipement est témoignée par le choix qui est fait de Roanne pour implanter l'Arsenal qui doit fournir le front en obus, dans les dernières années de la guerre 1914-1918. "On se mit en quête de l'emplacement favorable assez loin des frontières, lit-on dans la thèse de Gignoux... Il fallait encore faire choix d'un emplacement bien desservi par voie de fer et d'eau, situé dans une région industrielle pouvant fournir le charbon, l'acier, la main d'oeuvre et l'énergie électrique. Différentes tournées d'inspection, qui avaient d'abord fait songer à Saint-Etienne et à Lyon, fixèrent finalement le choix sur Roanne" (13).

NOTES

Chapitre II - A - LA CONSTITUTION TARDIVE DU CARREFOUR ROANNAIS

- (1) Etienne FOURNIAL (43bu), Les villes et l'économie d'échanges en Forez aux XIII^e et XIV^e Siècles, p. 147-154.
- (2) FOURNIAL (43bu), p. 142-144.
- (3) id. p. 154-156.
- (4) aujourd'hui, LE MENARD, commune de Saint-Jean-le-Puy.
- (5) E. FOURNIAL (43bu)† p. 142-144.
- (6) Henri BORDAS (437), Tarare, Annales de géographie, 1930, p. 40-49.
Serge DONTENWILL, Roanne au dernier siècle de l'Ancien Régime, aspects démographiques et sociaux, in Etudes Foréziennes, vol.4, Saint-Etienne 1971, p. 49-73.
- (7) BRISSON (87), Mémoires historiques et économiques sur le Beaujolais, 1774, p. 78.
- (8) Village sur le replat de la rive droite de l'Azergues, à 10 km par la route N.O. de Lamure. Cité dans J. FAYARD, Les cahiers de doléances des paysans beaujolais aux Etats-Généraux de 1789, in Revue d'Histoire de Lyon, 1904, p. 63-67.
- (9) Henri BORDAS (437).
- (10) Théodore OGIER (98), La France par cantons et communes, Arrondissement de Villefranche, 1826 ? Sur Tarare, p. 345-362.
- (11) Village à 8 km à l'est de Tarare.
- (12) FAYARD (90), Les fileurs, tisserands et similaires de la généralité de Lyon, p. 155.
- (13) GIGNOUX (454), L'Arsenal de Roanne et l'état industriel de guerre, Roanne 1920, p.44.

B - UNE MONTAGNE MANUFACTURIERE

A la veille de la Révolution, la montagne beaujolaise est une des grandes régions textiles de la France. On estime que l'industrie occupe 60 000 personnes et que le quart du coton travaillé dans le royaume y est transformé. Dès le XVI^e Siècle, les négociants lyonnais sont venus acheter les pièces tissées par les paysans pour les revendre dans les foires. Dès la fin de l'Ancien Régime et après la tourmente de la Révolution et des guerres de l'Empire, une bourgeoisie locale se constitue parmi les fabricants des bourgs-marchés et les marchands des petites villes qui entourent la montagne, bien placées sur les axes de circulation : Roanne, Tarare, Villefranche et, secondement Charlieu et Chauffailles. Cette bourgeoisie prend le contrôle du commerce des toiles, crée des ateliers pour la préparation et la finition, lance des fabrications originales comme la mousseline et le vichy, qui mettent en application les techniques les plus récentes, préparant les conditions de la mécanisation, qui apparaîtra après 1870. Parallèlement, la manufacture déborde de son berceau, la zone cotonnière de Thizy, elle-même de plus en plus attirée vers Roanne, pour animer d'autres zones d'industrie homogène : la zone de la mousseline autour de Tarare et, de part et d'autre, les zones de la soierie, nouvelles greffes du négoce lyonnais.

Ainsi lentement, difficilement, à cause des routines qu'entretiennent l'indigence et l'isolement, la montagne qui n'avait que ses bras à offrir a su assimiler les initiatives extérieures et se doter d'une grande industrie. Elle a pu fixer l'accroissement naturel et retenir une population nombreuse, parmi les plus denses de France, mobiliser les ressources d'un sol ingrat, acquérir un bon réseau de voies de communications, associer à son destin les plaines voisines, ce qui représente un remarquable exemple d'aménagement régional autonome (1).

1.- DES INITIATIVES LYONNAISES.

a) *L'intervention du grand négoce.*

Il faut attendre la fin du X^e Siècle, quand le développement de ses banques et de ses foires, fait de Lyon un grand centre d'affaires, pour que le travail textile de la montagne sorte du cadre domestique. Au

moyen-âge, on tissait la laine des troupeaux qu'entretenaient sur leurs landes les abbayes et les grands propriétaires terriens, mais sauf à Beaujeu, la draperie ne donne pas lieu à des ventes à l'extérieur (2). Le tissage du chanvre, qui va lui succéder, apparaît au XVe siècle, un siècle après son introduction en France. C'est déjà, pense Fayard, qui appuie son opinion sur les nombreux différends des "tisserands et canebas-siers" avec les marchands et l'évêque, l'oeuvre d'ouvriers lyonnais, qui fuient la ville pour s'installer à la campagne (3). Au XVIe siècle, les témoignages se multiplient sur les déplacements de marchands lyonnais vers les centres de tissage. La culture du chanvre se répand dans la montagne, mais la production est bientôt insuffisante et on le fait venir des plaines voisines, surtout du Forez. Thizy, qui était un marché considérable pour les grains, devient le centre du commerce de la bourrasse (4) et de la toile : le seigneur de Thizy obtient d'Henri II la permission de lever pour la réparation et l'entretien des halles, six deniers par pièce d'étoffe (5). Les toiles communes se font un peu partout et notre montagne ne retient pas spécialement l'attention de Nicolas de Nicholay, géographe ordinaire du Roi, qui écrit dans sa "Description générale de la Ville de Lyon en 1573", qu'aux pays de Lyonnais, Beaujolais, Forez, Charlieu et Charolais et en quelques lieux du Dauphiné, il y a plusieurs bons tisserands, qui font grand train de toiles de chanvre, de lin, des toiles étroites, claires et blanches, lesquelles sont enlevées ès foires de Lyon, pour être envoyées en Turquie, Alexandrie et Syrie, pour faire des turbans d'icelles pour les Turcs".

C'est à partir du règne d'Henri IV que le tissage prend dans la montagne l'importance et la diversité qu'il a conservées depuis. Les toiles de chanvre qui, quel que soit leur degré de grossièreté, sont utilisées localement pour le vêtement et le linge de corps, sont désignées par les marchands, par le nom du village où elles ont acquis leur réputation. Toiles de Saint-Jean (6), bon marché, utilisées comme doublures ; auxonnes plus serrées ; rouleaux de Beaujeu, légers ^{mais} et jamais nets car faits avec des chanvres de qualité inférieure, rouis sur terre et non en rivière ou en rotoirs (les fosses) ; toiles de Régný pour les nappes et les serviettes ; bourgeoises de Tarare, toiles épaisses de ménage ; cordats pour essuye-mains, torchons et sacs, toiles d'étaupe pour emballages sont souvent des "panissières"... Aux toiles vont s'ajouter les toileries, à chaîne de fil et à trame de coton : basins croisés et légers et futaines moins fines, utilisées pour les vêtements de femmes (camisoles, jupons, bonnets) et comme toiles à matelas (7).

En effet, la montagne beaujolaise ^{est} devenue le refuge des tisseurs de coton, chassés de Lyon par la détérioration de leurs conditions de travail.

b) L'introduction du travail du coton et le développement de la manufacture aux XVIIe et XVIIIe Siècles.

Le travail du coton fut introduit en France par des Piémontais en 1534 à Rouen et en 1549 à Lyon. "Comme il est important que les lieux de commerce soient fournis de toutes sortes de marchandises, que les Lyonnais ne pouvaient avoir suffisamment de futaines, qu'ils avaient intérêt à épargner les droits de sortie du Piémont et les droits d'entrée dans ce royaume et leurs frais de teinture" (8), on comprend que le Consulat ait répondu favorablement à la requête de Jérôme Flandres, de Quiers en Piémont, de Robert et Jean Tricaud, de Thizy en Beaujolais, qui exposent le 17 octobre 1549 "qu'ils avaient l'intention d'introduire en la ville, l'art et le métier de faire des futaines si l'on voulait accorder à eux et à leurs ouvriers, les mêmes privilèges qu'à ceux de la manufacture des draps d'or, d'argent et de soie, demandent en conséquence un lieu convenable dans la ville ou les faubourgs pour dresser et placer leurs métiers" (9). "On fit venir, écrit encore d'Herbigny, des ouvriers du Piémont. La fabrique réussit et pendant longtemps, le débit fut merveilleux. Il s'en vit dans Lyon jusqu'à 2 000 maîtres-ouvriers de cet art, et se faisait bien par an un millier de cette marchandise, dont les deux tiers au moins, allaient à l'étranger, particulièrement en Espagne et en Portugal. Deux inconvénients ont mis cette fabrique si bas (entre 1610 et 1620), qu'à peine put-elle aller encore à 100 000 livres l'an. Le premier inconvénient est l'augmentation de vingt livres sur l'entrée du coton filé, dont cette fabrique ne peut se passer. L'autre est la cherté des denrées dans Lyon, singulièrement du vin, car les ouvriers de cet art, gagnant peu, n'ont plus été en état de vivre dans la ville".

Le tissage du coton quitte Lyon pour la campagne, à la recherche de prix de façon moins élevés, fait qui se reproduira deux siècles plus tard pour la soierie. Il se fixe dans le Beaujolais "particulièrement à Villefranche et à Saint-Symphorien (de Lay)" écrit Savary, plutôt à vrai dire entre ces deux localités. La qualité se ressent de ce transfert. D'Herbigny est très sévère : "le travail n'a plus aucune bonne réputation". Il faut sans doute tenir compte du dépit de l'administrateur, gêné pour faire respecter les règlements par la dispersion des tisseurs. Savary note que la qualité

est meilleure à Troyes et qu'il "s'en fait beaucoup dont la chaîne est de fil de lin ou de chanvre, bien que les règlements le défendent" (7).

Le développement de la manufacture est considérable jusqu'à la crise de la fin du règne de Louis XIV. Si l'on en croit les chiffres de 400 écus par an pour le revenu que la halle de Thizy procure au seigneur, 48 000 pièces par an y seraient vendues au cours du XVII^e siècle. Pour Louvet (10), qui écrit en 1670, le trafic des toiles est si important "qu'on ne saurait dire combien. Il se vend toutes les semaines tant à Thizy et Amplepuis, les deux marchés les plus importants, qu'à Chauffailles, Belle-roche, Tarare et Villefranche, pour plus de 40 000 livres". La reconnaissance officielle ne tarde pas : l'arrêt du Conseil de 1682, homologue le statut donné en 1679 à la communauté des fabricants de Thizy et de Villefranche et lui applique les règlements de la fabrique lyonnaise (27).

A l'aide du mémoire de Louvet et des réponses des curés et desservants de la généralité de Lyon à l'enquête de l'intendant d'Herbigny en 1697, on peut se faire une idée assez exacte de l'extension du tissage. Le noyau en est constitué par les vallées du Reins et de la Trambouze, auxquelles se limite la fabrication des toileries. La fabrication des toiles de chanvre se fait aussi autour de Charlieu, dans les hautes vallées du Sornin, du Botoiret et de l'Azergues, autour de Tarare et, pour les toiles grossières de Panissières. Régny reste un centre important pour le linge de table en lin, plein et ouvré, c'est-à-dire façonné, à l'imitation des Vénitiens (11).

Sous la Régence, l'activité reprend de plus belle, particulièrement dans les vallées du Reins et de la Trambouze et à l'est du plateau de Coutouvre. Le tissage de la toile recule devant les toileries : à Régny, "la fabrique des nappes et des serviettes a été remplacée par celle des futaines et ouvrages mêlés de coton" lit-on dans l'Annuaire de la ville de Lyon de 1755 (12). La fabrication se diversifie. On reconnaît difficilement futaines et fins basins dans ces "velours de gueux, grenades, diables-fort ou forts en diable", "d'un mauvais et désagréable usage, mais bon marché, dans lesquels on taille des vêtements d'été pour le peuple". Des articles nouveaux font leur apparition : siamoises rayées ou à carreaux pour mouchoirs, rideaux et tabliers, les ancêtres du vichy en somme-, copiées à Rouen en 1684 et introduites en 1730 à Thizy ; coutils de chasse damassés et jaspés que l'on tisse à Villefranche et Charlieu (13).

La fabrique des toiles ne connaît pas semblable expansion et se regroupe autour de quelques centres : Tarare, qui compte 700 métiers en 1770, Chauffailles et Panissières. En dehors, remarque Roland, "on fabrique bien quelques toiles fortes, toiles de ménage, blanchies çà et là. L'objet est nul pour le commerce. Les bureaux établis pour ces sortes de toiles à Roanne, Charlieu, La Clayette, Belleroy, Beaujeu, La Porte ne l'ont été que pour faire des appointements aux préposés" (14). Au total, la production n'a guère augmenté dans des proportions considérables par rapport au XVIII^e siècle. D'après Brisson, elle est de 40 à 50 000 pièces en année moyenne, 60 000 au plus, et les toiles en constituent encore les deux-tiers en valeur.

Le changement le plus considérable est l'introduction de la filature du coton au rouet, ce qui allait procurer du travail aux "petites mains", femmes, enfants et vieillards. Ce ne fut pas sans mal, "car il est dans les esprits une force d'inertie que la misère entretient plus encore que l'opulence". A plusieurs reprises, les fileuses qu'on avait fait venir de Normandie aux frais du roi furent battues par la population. En 1734, l'inspecteur des manufactures Grosbert ne parvint à gagner que quelques communes autour de Régnay, mais les efforts de Trudaine, alors intendant de la généralité de Lyon, en 1754 et 1755, furent couronnés de succès (15). Cela faisait l'affaire du négoce lyonnais. Favorisée par des privilèges douaniers et la proximité de Marseille par où arrivait le coton du Levant, Lyon fut pendant tout le XVIII^e siècle, le second marché de coton du Royaume après Marseille. Les marchands du Beaujolais, en particulier ceux de Thizy allaient régulièrement choisir et acheter à Lyon le coton en laine, le faisaient voiturier par balles de deux à trois quintaux jusqu'aux marchés de la montagne (16).

c) La fabrication des toiles de coton pour indiennes et la prospérité de la manufacture à la veille de la Révolution.

La forte demande de garats et guinées, toiles écrues de coton, aussi bien en chaîne qu'en trame, propres à être imprimées, entraîne la prospérité de la manufacture, la substitution du coton au chanvre et le développement des industries annexes, qui font appel aux techniques les plus récentes, dans les petites villes autour de la montagne.

- Lyon et la fabrication des indiennes.

La montagne profite avec retard de l'autorisation de fabriquer les indiennes en France, accordée par les lettres-patentes de 1759. Le tissage des garats et guinées n'est solidement établi à Thizy qu'à partir de 1774 et il ne constitue en 1783 que 15 % en volume et 22 % en valeur des 37 500 pièces présentées aux bureaux de la marque de Thizy, Amplepuis, Lay et Régnv (17).

Et pourtant les intérêts de la montagne ont compté dans la décision royale. Les indiennes ont été répandues en France après Colbert par la Compagnie des Indes. Les importateurs, ainsi que la Chambre de Commerce de Lyon, inquiète de ce que leur vogue se fasse au détriment de la soierie, se sont opposés de toutes leurs forces à leur fabrication en France. C'est pourtant un lyonnais, l'abbé Morellet, ami de Trudaine, qui fut l'artisan de ce résultat, par ses "Réflexions sur les avantages de la libre fabrication des toiles peintes en France" parues en 1758. Il était lié à ce qu'on appellerait aujourd'hui le lobby cotonnier lyonnais, dans lequel Brisson, qui pensait aux perspectives ouvertes aux manufactures dont il avait la charge, ne fut pas le moins actif. (18).

Des indiennes se créent tout autour de Lyon, sur les grandes voies de passage. Le personnel de direction et les ouvriers spécialisés viennent de Suisse ou de Mulhouse. La première s'installe à Fontaines-sur-Saône dès 1759. En 1772, deux marchands de toile de Villefranche s'associent à une maison de Mulhouse, d'où ils font venir quarante ouvriers, et fondent l'indienne de la Quarantaine à Bèligny (19). La même année, un négociant de Lyon, Andrieu, en installe une à Tarare, qui emploie cent ouvriers en 1787. A Lyon, jusqu'à l'édit de 1786, dont nous reparlerons, il n'y aura que de modestes ateliers. Les établissements traitent une quantité de toiles considérable, dont on peut se faire une idée par la requête adressée à Trudaine pour l'indienne de Bèligny, de faire entrer sans payer de droits 10 à 15 000 pièces de garats suisses et alsaciens, pendant trois ou quatre ans, jusqu'à ce que le Beaujolais en produise assez (20).

- Prospérité et extension du tissage du coton

La montagne ne suffit pas à la demande. ce qui entraîne une très forte hausse des prix de façon. Au milieu du XVIIIe Siècle, dans le ménage de tisseurs, dont Brisson analyse le budget, l'homme reçoit 3 livres pour

une pièce de basin de 30 aunes qu'il met plus d'une semaine à tisser, soit six sols par jour et sa femme 30 sols par semaine pour filer le coton au rouet. Les tarifs devaient être plutôt inférieurs pour filer le chanvre et tisser les toiles (15 bis). Or en 1788 Roland fait état de rémunérations bien supérieures : "les filles et les femmes qui s'adonnent à la filature du coton gagnent dans leurs journées pleines 15, 18 et jusqu'à 20 sous", alors que "10 à 12 sous est le maximum des journées communes des femmes qui filent le chanvre au fuseau". Les tisserands gagnent jusqu'à une livre et demie par jour ; les articles de garat à la mode rapportent même deux livres(20).

On comprend que, dans ces conditions, le travail du coton sorte du cadre limité où il s'était maintenu depuis son introduction au début du XVIIIe Siècle, et gagne les centres traditionnels de tissage du chanvre. Limité au Sud par la poussée de la fabrique de mousseline de Tarare, il s'installe à l'Est au-delà de la chaîne des Mollières dans la vallée de l'Azergues, à l'Ouest sur le plateau de Coutouvre et surtout au Nord, dans le bassin du Sornin. En 1779 pour la première fois, dans le registre paroissial de Belmont, les tisserands (qui tissent le coton) apparaissent à côté des tisseurs (qui tissent la toile) et, au fur et à mesure des années, le tisseur disparaît au profit du tisserand. En 1784, le curé d'Azolette, à mi-distance entre Belmont et Monsols, note sur le registre paroissial : "cette année peut être regardée comme celle de l'établissement de la filature du coton dans notre région". La région de Charlieu s'enrichit en outre de la filature du lin. Le lin en effet commence à se substituer au chanvre pour la chaîne des toileries soignées, comme les siamoises, et les métiis légers de lin et coton servent à faire des toiles peintes, "à l'usage du peuple", qui sont très résistantes. On essaye de cultiver le lin dans la région, mais on y renonce. On le fait venir d'abord tout filé de Picardie, de Flandre et de Hainaut, puis vers 1780-85, la filature du lin au fuseau est introduite dans les campagnes autour de Charlieu, qui est le grand marché de lin en oeuvre (20 bis).

Pendant quelques années qui s'achèvent en 1786, la montagne beaujolaise vit une période d'exceptionnelle prospérité, au point que le curé d'Azolette ne reconnaît plus les siens. "La main d'oeuvre devint généralement chère. Les plus pauvres faisaient composer les riches et n'étaient contents de rien... On se porte à tous les excès de l'intempérance en 1786. Le peuple ivre de prospérité n'écoutait plus les pasteurs et je compris alors mieux que jamais que la famine ou au moins une disette telle que

celles de 1770-71 et 1774 était un moindre mal pour le peuple qu'une grande abondance" (21). Deux sources permettent de reconstituer l'importance de la fabrique d'alors : les écrits de Roland et l'Annuaire du département de la Loire où le préfet Ducolombier reconstitue la situation dans les années qui précèdent la Révolution (22). Elle emploie 60 000 personnes et représente un chiffre d'affaires de 9 à 10 millions de francs, alors que Brisson pour la période de 1750 à 1770, l'estimait à 3,2 millions de livres. L'achat de matières premières en représente la moitié : 3,5 millions de francs pour le coton, en laine, qui vient en presque totalité du Levant, soit 1 500 tonnes, alors que d'après Levasseur (23), le poids total du coton employé en France ne dépassait pas 6 000 tonnes ; 1,2 millions de francs pour le chanvre, qu'il faut faire venir non seulement comme auparavant du Forez et de la Bresse, mais encore du Bourbonnais, du Dauphiné, de la Bourgogne, du Berry et d'Alsace, soit 200 tonnes de chanvre en oeuvre et 300 tonnes de chanvre filé ; 250 000 francs de lin en oeuvre, soit 75 tonnes. Les ventes sont destinées pour 1,5 million de francs aux colonies et pour la même somme à l'étranger. Cette prospérité exceptionnelle se détériore dès 1786, avant même que n'interviennent les difficultés liées à la Révolution et aux guerres de l'Empire. L'arrêt du Conseil de 1786, qui accorde aux indienneurs l'entrée en franchise des toiles ou des filés importés desserre la pression de la demande. Lyon compte en 1789 douze indiennes occupant 1 600 ouvriers, dont deux considérables fondées par des genevois en 1786, qui reçoivent les toiles de Suisse et d'Alsace ou les fabriquent eux-mêmes dans des tissages annexés.

- Le développement des industries annexes dans les villes du
pourtour de la montagne.

Industrie de pointe, le tissage du coton appelle le recours aux techniques les plus récentes et la montagne est mal placée pour accueillir les innovations. La modernisation du blanchiment s'impose. Jusque là, les blanchisseries étaient de petits établissements occupant six ou sept ouvriers au plus, dispersés le long des rivières, annexés à des fermes et moulins et affermés à mi-fruit au même titre que les exploitations agricoles. Elles employaient des techniques rudimentaires (lessivage à la cendre naturelle, lavage à grande eau, étendage sur prés). Les blanchisseries modernes, qui utilisent le procédé au chlore de Berthollet s'installent à Roanne et à Villefranche. C'est dans la filature que se produisent les changements les plus importants. Le rouet ne fournissait que de gros filés, qui conve-

naient pour la trame, mais pour la chaîne des toiles de coton, il faut des filés fins. Les ouvriers du Lancashire mettent au point les mécaniques nécessaires, en particulier la *mule-jenny* en 1775. Très vite, les premières apparaissent en France, autour de Rouen d'abord, autour de Lyon ensuite. Un fabricant de soierie, Perret, en installe deux dès 1780 : la Croix-Rousse et à Neuville-sur-Saône et a des imitateurs. Mais ces établissements résistent mal à la concurrence anglaise et sont incapables de livrer des filés fins. Les filatures ne se développent qu'à partir des premières mesures de prohibition des filés étrangers prises en 1789. Or, depuis 1786, c'est Roanne et les localités voisines (Charlieu, Saint-Germain-Laval), qui accaparent l'industrie nouvelle, de préférence à la montagne, où les fileuses à main s'inquiètent de la concurrence des machines : en 1789, les "jeannettes" sont brisées à Thizy. De fait, dès 1786, la courbe des prix de façon fléchit et en 1804, la filature à main ne fournissait plus que le tiers du coton filé dans la région. Bon nombre de petites laines se retrouvent sans travail. Cependant la montagne trouve une riposte partielle. Profitant des primes accordées à l'époque du blocus, une multitude de petits ateliers se crée : des particuliers qui à deux ou ont monté une, deux, trois ou quatre mécaniques occupées par leurs femmes, enfants et domestiques. Ces petits ateliers coexistent avec les huit grandes filatures de l'arrondissement de Roanne qui dès 1789 peuvent traiter 600 tonnes et occuper 1.200 ouvriers (24).

Les changements décisifs à la fin de l'Ancien Régime sont encore dus aux initiatives des négociants en coton lyonnais, qui ont poussé à la filature à main, à l'installation des indiennes et des premières filatures mécaniques. Mais leurs intérêts sont combattus par les négociants en soie, qui ont réussi à retarder longtemps la fabrication des indiennes. La substitution du coton d'Amérique au coton du Levant, qui arrive par les ports de l'Océan, entraîne la disparition du marché du coton en laine et précipite le déclin de la place cotonnière. Dès, dans les dernières années qui précèdent la Révolution, Lyon avait abandonné à Roanne et à Villefranche les banchisseries modernes et les filatures mécaniques. Sous la Restauration, l'indienne se concentre à Mulhouse, qui adopte les techniques anglaises : blanchiment aux chlorures alcalins et cylindre à l'impression. Le Lyon cotonnier cède la place au Lyon des soyeux. Cela se fera sans dommages pour la montagne, qui pouvait alors s'en remettre.

2. - L'AFFRANCHISSEMENT DE LA TUTELLE LYONNAISE AU XVIII^e SIÈCLE.

Développée grâce à la proximité et dans l'ambiance d'un grand centre de négoce, la fabrique de la montagne va imposer sa marque d'industrie campagnarde et s'affranchir de la tutelle commerciale des négociants lyonnais.

a) Une industrie campagnarde.

Rude, accidentée, dépourvue de chemins d'accès, mais densément peuplée, la montagne va offrir aux négociants lyonnais la production industrielle abondante et bon marché qu'ils recherchent. Le *paysan-artisan* est le personnage-clé de la fabrique beaujolaise et le tisseur de coton chassé de Lyon par la misère va vite perdre son originalité. La fabrication se fait à la ferme, précisément dans le sous-sol qui prend l'air par un souffirail, appelé *boutâque*, où l'homme fait marcher le rétier à tisser. Cette pièce mal éclairée, humide, viciée et enfumée l'hiver parce que la famille s'y rassemble autour d'un mauvais poêle ou d'une terrine de braise, est indispensable. Pour avoir le fil de coton et pour faire de la bonne toile, il faut une atmosphère relativement humide. Les femmes, les enfants et les vieillards préparent le chanvre, "épiluchent" le coton, filent au fuseau ou au rouet.

Le marché est le lieu privilégié des transactions. Le capitalisme commercial ou capitalisme manufacturier tel que nous le connaissons pour la soierie, où le négociant fournit la matière première, reprend le produit fabriqué et fait surveiller la fabrication par l'intermédiaire d'un contre-maître n'est pas la règle. Les paysans travaillent pour leur *propre compte*, quand ils sont assez riches pour acheter le coton en laine, le chanvre ou le lin en oeuvre. Car le plus souvent femmes, enfants et domestiques préparent les filés nécessaires. Les filés offerts par les petites mains, qui ont acquis quand elles l'ont pu la matière première, sont achetés par les *fabricants* du bourg qui ont chez eux deux à trois rétiers et, au dehors, un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers à façon. Par Brisson, nous savons que le ménage qui peut travailler à son compte s'assure un revenu supplémentaire de 300 (15 bis).

Tisseurs et fabricants vendent aux marchands ou négociants (l'un ou l'autre terme sont employés indifféremment), Ils ont des commandes pour les articles qui leur sont demandés, se chargent de faire blanchir, teindre et calandrer les pièces avant de les expédier. Tout se paye comptant (25).

La montagne se montre rebelle à l'organisation en confréries et à la réglementation, à cause de la dispersion des métiers et ^{à cause de} la quasi-impossibilité pour des paysans peu habiles et sans moyens, de satisfaire aux exigences d'une production de qualité. "La fabrique beaujolaise se soutient surtout par la fraude" lit-on dans un mémoire présenté au Consulat de Lyon en 1723 (26). Fayard analyse longuement les multiples et infructueuses tentatives de la communauté des tisserands et futainiers de Lyon, puis de Colbert, pour les soumettre aux règles habituelles (27). Le pouvoir royal finit par céder sur le principe de l'organisation en confréries, parce qu'il y trouvait avantage. L'arrêt de 1682 confie l'application des règlements à la communauté des fabricants de Villefranche et de Thizy, qui venait de se constituer sous les conseils de Colbert, Mais comme elle n'eut jamais d'existence réelle, le gouvernement substitue progressivement aux maîtres-gardes ses propres représentants, les inspecteurs des manufactures, qui commandent à une véritable administration de commis dans les bureaux de marque. Ceux-ci furent tous des administrateurs remarquables. Après Grosbert qui fut en poste de 1728 à 1740, Brisson de 1750 à 1784 et Roland eurent la sagesse de s'adapter aux réalités et de s'intéresser plus au progrès économique qu'à un interventionnisme pointilleux. Ce sont avant la lettre des "aménageurs de territoire". Dotés d'une large autonomie et de la stabilité, ils s'emploient à adapter l'économie aux hommes et y réussissent.

b) La complémentarité de l'agriculture et de la manufacture.

Brisson a une claire vision de l'aménagement de la région. Réfutant les arguments des physiocrates, il proclame : "l'indigence que l'agriculture eût laissée est bannie par l'industrie". Ce n'est pas qu'il se désintéresse de l'agriculture (28) : dans ses Mémoires, il lui consacre plus de pages qu'à l'industrie. Les techniques agricoles sont aussi médiocres qu'ailleurs, mais l'innovation pénètre : on cultive depuis 1740 les "truffes" (pommes de terre), qui forment la base de l'alimentation des tisserands. On tire au maximum profit de la terre : verchères jardinées autour de la maison, champs

soumis à l'assolement triennal (truffes, seigle qui donne deux ou trois pour un dans les terres moyennes, jachère). landes soumises à l'écobuage (six à dix ans en genêts pâturés, puis deux ou trois récoltes de seigle), taillis de chènes coupés en général tous les quinze ans pour le chauffage des blanchisseries et les besoins domestiques.

Brisson sait le sol aride et rocneux, les contraintes du climat, l'extension de la grande propriété divisée en métairies, le grand nombre de paysans sans terre. Or le tissage est la ressource complémentaire idéale.

La toile convient par sa facilité et son utilité. Elle n'exige pas de mains adroites et ses produits ne sont pas sujets aux caprices de la mode. Nos rivers sont souvent très longs et très rigoureux. N'est-il pas heureux que nos cultivateurs montagnards aient alors à faire de leur temps un emploi utile et toujours prêt ? Brisson prend aisément son parti de la médiocrité des basins grossiers qui sont admis à la marque par les règlements de 1757.

Leur bon marché est une cause de leur débit et de toutes façons : la main qui vient de quitter une charrue pour empoigner une pioche, briser un roc, est trop agitée pour brocher adroitement une fleur, lancer une mince navette à travers une forêt de fils déliés et sensibles au point de casser sous le moindre effort. C'est possible aux tisserands de Villiefranche qui vivent en ville. Mais cela ne l'empêche pas d'aider, autant qu'il le peut, Simonet à améliorer la fabrication de la mousseline, comme le fera Roland pour Simonet le Jeune.

L'important est de mettre tout le monde au travail. Il se félicite que les efforts persévérants de Grosbert et de Trucaine, alors intendant de la généralité de Lyon, aient permis de répandre la filature du coton au rouet. Il faut donner des outils à une famille de Ranchal, dans la haute vallée du Rhins, réduite à la misère. Il conseille aux pauvres locataires et journaliers qui n'ont qu'un petit champ à côté de leur chaumière de se borner à la culture de la vermicelle et d'être tisserands. Il intervient en faveur de l'autorisation de fabriquer les indiennes car il sait le débouché que la montagne y trouvera.

Brisson a la satisfaction de voir la population déjà très dense continuer à augmenter, alors que les plus pauvres sont à l'abri des accidents ordinaires et qu'ils ne sont plus obligés de s'expatrier dans la plaine pendant la belle saison pour les travaux agricoles, comme au temps

de d'Herbigny. Il évalue la population de l'ensemble du Beaujolais à 85 000 habitants pour 80 lieues carrées, soit 65 hab/km² ; ce qui en fait une des régions les plus peuplées de France. La densité est encore plus forte dans la montagne : en 1816, la population dans les limites actuelles des cantons de Thizy et d'Amplepuis sera de 17 600 habitants pour 177 km². Et il note : "l'examen des registres mortuaires et baptis-
tères de la montagne fait pendant dix ans m'a donné pour terme moyen ou 21 baptêmes pour 13 enterrements ou 28 baptêmes pour 17 enterrements. Il n'est pas certain que la population ait augmenté selon ce rapport, mais il est certain qu'elle augmente, car l'émigration des gens qui y sont nés est presque entièrement remplacée par les étrangers qui s'y établissent" (29).

c) La constitution d'une bourgeoisie locale.

Il était important pour le développement du tissage, sur lequel reposait l'économie de la région, que son contrôle échappât aux négociants lyonnais. Il n'était pour eux qu'une spéculation parmi d'autres et ils ne se préoccupaient guère d'investir, afin de moderniser et diversifier l'industrie. Or la tutelle de Lyon s'affaiblit au XVII^e Siècle, pour disparaître au début du XIX^e.

La décadence du commerce lyonnais au XVII^e Siècle, a sans doute joué, mais à ramasser les toiles pour les marchands de Lyon, les commissionnaires se sont enrichis et, pour satisfaire plus sûrement les commandes qui leur sont faites, deviennent en même temps fabricants, comme cet habitant de Saint-Bonnet-le-Troncy, cité par Louvet, qui fait travailler 80 métiers de paysans vers 1670. Dans chaque marché important, il se constitue une bourgeoisie trafiquante, qui forme les cadres de la corporation prévue par l'arrêt de 1682. Elle s'est opposée avec beaucoup de détermination à la corporation des tisserands de Lyon, qui voulait retrouver le monopole de fabrication des futaines ou, au moins, soumettre les tisseurs de la montagne à ses règlements. C'est un négociant de Saint-Symphorien-de-Lay, Colombier, qui a été défendre les intérêts beaujolais devant Colbert en 1681 et la protestation suivante montre l'âpreté du conflit : "Les marchands de Lyon ont donné des marques de leur ambition à tout le royaume et ils ont voulu souvent attirer dans leur ville le commerce des autres provinces". Le statut de 1682, marque officiellement l'indépendance de la fabrique beaujolaise (27).

Au XVIII^e Siècle, la bourgeoisie locale s'accroît en nombre, s'enrichit et prend en mains le contrôle de la production. Lors de la reprise, après la crise de la fin du règne de Louis XIV, qui avait presque anéanti la production, elle supprime les Lyonnais pour le commerce des toiles. Un manuscrit de la Bibliothèque de Lyon, sans doute de 1723. (30) relate expressément cette évolution : "tout le commerce de la toile que Lyon faisait vers la Loire jusqu'à l'Océan, dans la Bourgogne, en Lorraine et en Champagne, c'est Villefranche, Lay, Roanne, qui le font et vont même tenir toutes les foires de Bourgogne, Clermont, Le Puy et Beaucaire", Ces dernières ^{sont} particulièrement importantes, car indique Brisson, "elles sont le grand débouché pour les produits bon marché allant dans le Midi, l'Espagne, l'Italie, les colonies et les côtes de Barbarie". Pour les futaines, les marchands lyonnais ont conservé plus longtemps leur position, "car ils peuvent mieux suivre ces affaires que les négociants de nos petites villes et villages, manquant d'informations, de renseignements et de facilités" (31).

Ce ne sera bientôt plus vrai. Les années qui précèdent la Révolution, sont marquées dans la zone qui travaille le coton par l'apparition de grands fabricants-négociants, qui établissent des manufactures "où l'on achète la matière première, où on lui fait subir toutes les opérations, où l'on fabrique, apprête et d'où l'on expédie", selon la description qu'en fait Roland en 1784. Il en cite quatre à Thizy, un à Saint-Vincent-de-Reins, un à Régnay, qui ont chacun de 80 à 100 métiers (14). C'est bien sûr à Thizy qu'ils sont les plus nombreux. Le marché du mercredi draine plus de la moitié des pièces tissées de la région et le marché voisin d'Amplepuis un tiers (32). L'éviction progressive des négociants lyonnais ne va pas sans réactions de leur part. Le 17 février 1809, le préfet du Rhône est informé des troubles occasionnés à Amplepuis, par la coalition de plusieurs fabricants de la place, pour forcer trois maisons de toiles de Lyon qui s'y sont établies, à évacuer. "Depuis leur établissement, il ne se vend plus rien à la halle et les négociants de Roanne, Villefranche et Lay cessent de venir. Des fabricants d'Amplepuis ont dû cesser ou se sont mis contremaîtres des maisons de Lyon" (33). Cette poussée de fièvre apparaît comme le chant du cygne du négoce lyonnais qui va bientôt consacrer son attention à la seule soierie.

3.- DE LA REVOLUTION AU SECOND EMPIRE, L'AGE D'OR DE LA MANUFACTURE.

C'est à l'époque de la grande industrie naissante que Lyon abandonne à son propre sort le foyer qu'il a allumé. Sans doute la France n'est pas l'Angleterre et le progrès technique a longtemps été contenu par le protectionnisme. Cependant, si la montagne n'a plus à offrir que sa force de travail, le danger est grave que les toiles tissées à la main ne puissent résister à la production mécanique, comme ce fut le cas en Bretagne : M. Le Lannou a montré comment le travail de la toile, qui fut en fin de compte l'utilisation de la misère, fut balayé (34). Le Haut-Beaujolais avait d'autres atouts : l'esprit commercial qui a pénétré la mentalité paysanne et la bourgeoisie ; la solidarité d'intérêts qui le lie aux villes de bordure bien placées sur les axes de communications ; la proximité de Lyon, à nouveau en recherche d'une main d'oeuvre bon marché pour le tissage de la soie.

L'âge d'or de la manufacture coïncide avec celui de la mousseline, la "sainte mousseline", qui pendant presque un siècle, de 1786 à 1875, s'impose souverainement dans la zone de rayonnement de Tarare. La "cotonne" qui prend la suite de l'ancienne fabrique, a un destin plus troublé, mais d'adaptation en adaptation, continue à se développer autour des deux centres de Thizy et de Roanne. Enfin, profitant des difficultés de la conjoncture, la soie se taille deux domaines, au sud et au nord des précédents.

a) Les "grandes heures" de la mousseline.

Le triomphe de la mousseline s'explique à la fois par la tradition manufacturière et les avantages de la position de Tarare, à proximité de Lyon et sur une grande voie de circulation. A l'époque où la toile de chanvre recule devant la toile de coton, Simonet le Jeune reconvertit le tissage dans la mousseline, tissu de coton d'une grande finesse, composé de fils entrecroisés, séparés par des jours qui doivent être le plus possible rapprochés et réguliers. Il reprend la tentative de son oncle, Georges-Antoine Simonet, fils de marchand-toilier, qui se forme dans une fabrique de soierie de Lyon, revient s'établir négociant à Tarare et conçoit en 1756, à 46 ans, le projet de fabriquer des mousselines (35). Georges-Antoine Simonet se rend à Saint-Gall, en ramène les procédés et des ouvriers, mais doit se retirer ruiné en 1773, car il n'a pu obtenir des fileuses des environs un fil suffisamment fin. Son neveu se rend en Suisse en 1786 et constate qu'on ne file

pas le coton dans les cantons suisses où l'on fabrique, cette branche d'industrie étant réservée aux cantons pasteurs" (36). Il ne cherche plus à produire lui-même les filés et il fait venir d'abord de Suisse, le coton humide au fuseau, puis de Manchester le coton filé à la mécanique.

La fabrique prospère aussitôt. Dès 1789, elle compte 600 métiers, emploie 2 000 personnes, sort 15 000 pièces pour un million de francs. En 1810, malgré le blocus ou plutôt grâce à lui, car la prohibition des mousselines étrangères compense largement les difficultés d'approvisionnement en coton, ^{elle} compte 5 000 métiers. Elle fut particulièrement florissante entre 1845 et 1864 (37). En 1861, la centaine de fabricants de Tarare, réalise un chiffre d'affaires de 25 millions. En 1865, le rapport de Michel Chevalier, après l'Exposition de Londres, montre le point de perfection atteint : "L'ensemble des produits de Tarare résume ce qu'on peut imaginer de plus beau en tissus de coton fins et légers... Tous les membres du jury, anglais, belges, allemands, russes, autrichiens, suisses, italiens en sollicitaient des échantillons, afin de montrer dans leur pays ces merveilles de l'industrie cotonnière française". Le point de perfection a été atteint très tôt, grâce à l'adoption des procédés les plus modernes : perfectionnements du métier à main qui permet de tisser plus vite, plus régulièrement et en grande largeur ; application des découvertes de la chimie à la transformation, c'est-à-dire au blanchiment, à la teinture et à l'apprêt, particulièrement délicats et indispensables sur ces tissus fragiles (38). La fabrique offre une grande diversité d'articles, "de 25 centimes à 18 francs le mètre" selon le rapport de l'Exposition de Paris de 1855 : mousselines unies et rayées, tarlatanes à la Jacquard, dont la couture fait une ample consommation pour les crinolines à la mode, singalettes, plus grossières, mais valorisées par la broderie, introduite en même temps que la mousseline, par les soeurs Defranc, parentes de Simonet.

Perfection technique et diversité s'accroissent fort bien du capitalisme commercial. A Tarare, parfois dans les bourgs, comme à Saint-Just-la-Pendue, au hameau de Turin, sont les fabricants, analogues aux soyeux lyonnais, plus commerçants qu'industriels. Dans leurs ateliers, s'effectuent la préparation de la chaîne, la vérification des pièces reçues de la montagne avant d'être confiées aux usines de transformation qui travaillent à façon, le conditionnement et l'expédition, et aussi le tissage des étoffes les plus délicates : mousselines façonnées de grande finesse. L'essentiel de

la fabrication s'effectue à la campagne, pendant la mauvaise saison : l'homme tisse, les enfants préparent les canettes, les femmes et les filles brodent. Les métiers mécaniques se répandent après 1860, groupés en petits ateliers disposés le long des rivières, pour profiter aussi du degré hygrométrique favorable, ou en quelques grands établissements comme celui de Saint-Symphorien-de-Lay mu par une machine à vapeur. Le tissage s'insinue le long de la vallée du Reins, où il est surveillé par les fabricants d'Amplepuis, qui apportent les pièces au marché de Tarare ; il gagne la région de Panissières, où il profite du déclin de la toile et anime les villages du sud de la chaîne des Mollières (Saint-Appolinaire, Dième, la vallée du Soanan) où il entre en concurrence avec les commissionnaires des soyeux de Lyon installés à Pontcharra. Vers 1825, il a même touché le vignoble à l'ouest, et l'agglomération de Roanne à l'est. Mais son fief est constitué par le massif de Tarare et les pentes qui en descendent vers la Loire, de Machezal à Neulise et de Lay à Violay, qui ne connaissaient auparavant que le tissage domestique de la laine et du chanvre (38 bis).

La prospérité de la mousseline s'exprime dans le développement de Tarare et de sa région. La population de Tarare est multipliée par cinq entre 1789 et 1866, passant de 2 970 à 15 092 habitants, soit presque autant que Roanne. La ville, d'abord construite dans la vallée étroite de la Turdine, escalade les flancs du "creux", où les maisons sur boutique s'élèvent le long des rues tortueuses. La rue centrale "des Albergeries" est prolongée vers l'aval ; c'est là que s'établissent les hautes et cossues bâtisses de pierre des fabricants, construites autour d'une cour intérieure, autant ateliers et magasins que résidences. A partir de 1830, on constate un effort d'embellissement et d'équipement : élargissement des rues, couverture des ruisseaux, fontaines publiques, usine à gaz en 1846, télégraphe électrique. Une agriculture de banlieue apparaît : jardins, vergers, vigne, étables laitières (37).

"Le fief du tissage tararien" dans les monts de Tarare et sur les cantons de Néronde et de Saint-Symphorien-de-Lay se reconnaît aisément sur une carte du maximum de population, atteint en 1866, avec des densités proches de 100 habitants au km². Entre 1846 et 1866, l'exode rural a pratiquement cessé malgré un fort excédent naturel. Les difficultés de la

mousseline après 1866 se traduisent par une diminution brusque de la natalité et un intense déficit migratoire, atténué par l'introduction du travail de la soie dans les années 80.

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DE FOURNEAUX de 1831 à 1900

	population	naturel	N	M	migratoire (‰ par an)
1831-1845	+ 40	+ 199	30 ‰	20 ‰	- 159 (13,3)
1846-1866	- 133	+ 227	31,8	24	- 94 (3,6)
1866-1875	- 234	+ 38	23,4	20,4	- 272 (22)
1876-1900	- 202	- 20	18	18,8	- 182 (7)

b) Le renouveau de la "cotonne".

- Les difficultés de l'ancienne fabrique.

La phase de grande demande des toiles de coton pour l'impression, qui provoqua l'abandon du chanvre et l'expansion de la manufacture fut de courte durée. Aux faits de conjoncture (arrêt de 1786, qui permet l'importation des toiles, troubles de la Révolution et blocus), s'ajoute la disparition des indiennes locales (39). A peine implantée dans de nouveaux lieux, la manufacture doit revenir aux toiles communes : droguets et escamites de coton pour le vêtement des paysans, finettes pour doublures, molletons... Elles sont faites en coton ou lin et coton, car le chanvre n'est plus travaillé que sur les marges, autour de Monsols par exemple. La filature à main continue d'employer des femmes à la mauvaise saison pour le lin autour de Charlieu, pour le chanvre autour de Panissières, mais a presque complètement disparu pour le coton : dans l'arrondissement de Roanne, en 1818, elle ne concerne plus que 1 800 femmes et enfants (40). Heureusement, comme nous l'avons vu, les carderies et petites filatures mécaniques se sont disséminées dans la montagne, mais la concentration s'opère à leur détriment, au profit des grands établissements.

C'est une période difficile pour la montagne qui continue de connaître un accroissement très rapide de la population : elle augmente de moitié entre 1811 et 1836, sur la foi des recensements, et s'accumule dans les campagnes. Les densités atteignent 200 habitants au km² cultivable, comme à Cublize, qui connaît alors ainsi que les villages voisins de la vallée du Reins le maximum de population. Il compte 3 036 âmes sur 15 km² et le bourg en rassemble moins de 500. L'exploitation du sol est poussée aux limites du possible. Le recours au tissage est plus nécessaire que jamais, mais de moins en moins de paysans-tisseurs peuvent travailler pour leur propre compte, parce qu'ils n'ont plus les moyens d'acheter la matière première et que l'ourdissage de la chaîne de coton, qui doit être encollée, ne se fait bien qu'en atelier. En 1836, pour 400 métiers à Grandris, il y a de 30 à 40 fabricants (41). Les toiles communes, concurrencées par les tissages mécaniques de Normandie, du Nord et du groupe de Mulhouse se vendent de plus en plus difficilement. Les prix de façon tombent : Duplessy estime en 1818 à 20-25 centimes par jour le gain de la fileuse de lin, 40-45 centimes, celui de la fileuse de chanvre ; en 1850 le gain du tisseur dans le canton de Belmont se situe entre 1,20 et 1,50 f. par jour : on est bien loin des tarifs de 1784 ! On cherche d'autres ressources complémentaires : les paysans se font colporteurs et vont vendre les toiles dans la plaine. C'est dans ce climat que se placent les débuts de la couverture à Cours, village particulièrement pauvre de la haute vallée de la Trambouze : hommes, femmes et enfants transforment les chiffons, pendant douze ou quatorze heures par jour, dans la poussière qui leur donne l'asthme des cardeurs, en de médiocres "grisons" (42). Les soyeux lyonnais à la recherche d'une main d'oeuvre peu exigeante installent le tissage de la soie, sur les marges les plus récemment acquises au coton, autour de Charlieu à partir de 1823, de Pontcharra-sur-Turdine et plus tard dans la vallée de l'Azergues.

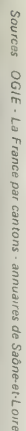
Les petits artisans de la montagne ne risquent pas d'avoir les moyens ni même de songer à parfaire les procédés qui restent rudimentaires. Les améliorations qui apparaissent aux alentours de 1835 et renouvellent "la cotonne" viennent des villes du pourtour. Mais la surpopulation subsistera jusqu'à la guerre de 1914 comme une donnée fondamentale et le tissage en boutique restera une activité de misère : bien après la mécanisation qui commence en 1870, la répartition des chaînes par le fabricant sur le marché se fait encore aux enchères descendantes, le tisseur le plus pressé par le besoin qui accepte la plus faible rémunération, enlevant le travail (43).

Pour survivre, la manufacture des toiles doit se spécialiser.

Dans la petite région de Panissières (44), sur les premières pentes des Monts du Lyonnais, qui a toujours été un centre de filature et de tissage du chanvre, à proximité du grand marché de filasse de Feurs, l'initiative viendra d'un industriel originaire de Moravie, naturalisé français, Joseph Toerk. Après avoir travaillé dans la mousseline, il établit en 1814 à Panissières où il s'était marié, une fabrique de linge de table damassé à la façon de Sibérie. Après de laborieux essais, il réussit à rivaliser avec la production allemande. Bientôt, les fabricants vont disperser à la campagne le tissage des pièces de lin, dans lesquelles sont taillées nappes et serviettes (45). Un ouvrier de Toerk, Auloy, va établir en 1820, à Marcigny, une fabrique semblable qui a connu un grand développement : en 1836, elle emploie 600 ouvriers à l'intérieur et au dehors, mais finira par disparaître purement et simplement en 1867, dans ce milieu aux confins du Brionnais et du Bourbonnais, sans tradition textile (46).

Les initiatives des négociants, devenus industriels, des villes du pourtour de la zone cotonnière vont ranimer la fabrique. Le rôle des grandes filatures mécaniques sera modeste, car elles ne se modernisent pas et continuent à ne livrer que des filés grossiers. Elles disparaîtront après 1860, sous les coups conjugués du traité de commerce avec l'Angleterre, qui abaisse les droits sur les filés anglais, et de la guerre de Sécession (1860-1865), qui désorganise l'approvisionnement en coton. Leur importance fut cependant considérable sur le plan local, d'autant plus que des tissages y étaient annexés. On en trouve dans les localités du pourtour, plus récentes à Villefranche (1849), que dans l'arrondissement de Roanne (il y en a deux à Roanne, à Régnay et à Neulise, une à Charlieu qui a été fondée par des lyonnais en 1786), où elles comptent 30 000 broches, 500 ouvriers et traitent 1 000 tonnes de coton par an. On en trouve aussi dans la montagne, sur les rivières qui descendent du massif du Saint-Rigaux, à Saint-Vincent-de-Reins, où un hameau conserve le nom "les Filatures", à Propières et à Saint-Igny-de Vers (celle-ci avec 300 ouvriers en 1856, sur le Haut-Sornin), à Chauffailles sur le Botoiret. La plus importante est celle de Cadolon, à Saint-Igny-de-Roche, près de Chauffailles, créée par Glatard en 1824 et qui formait avec ses 80 maisons ouvrières un petit village dans la forêt. Mue par une chute alimentée par un barrage de 120 000 m³ établi sur un ruisseau et, l'été, par une machine à vapeur, elle comptait 12 000 broches et 190 ouvriers en 1861 (47).

ACTIVITE



 - 1000
 + 1000
 + 2000
 + 4000
 + 6000 mètres

 - 10,000
 + 10,000 brochures

 MASSIF FORESTIER

 - 200
 + 200 ouvriers
 - 100
 + 300
 + 500 ouvriers

- Les teinturiers de Roanne et l'introduction du Vichy.

Le rôle prépondérant dans l'évolution du tissage revient aux blanchisseurs et aux teinturiers, servis par la pureté des eaux descendues des montagnes. Ceux de Chauffailles et de Villefranche n'ont eu somme toute qu'un rôle local, comparé au rôle décisif de ceux de Roanne, pourtant les derniers venus. Chauffailles eut le plus important blanchissage de coton de France, le plus réputé aussi, grâce aux eaux du Botoret. Fondé en 1829, il pouvait traiter en 1836, 100 000 pièces par an et employait plus de cent ouvriers. Les calicots des Vosges et d'Alsace arrivaient en bateau par le Doubs et la Saône jusqu'à Chalon, puis étaient chargés sur des fourgons. L'existence de cette usine qui disparaît autour de 1855 favorise la fabrique de toiles communes dans les cantons de Chauffailles et de La Clayette. Elles sont achetées aux marchés du vendredi et aux foires du premier jeudi de chaque mois, fréquentés par 4 à 5 000 personnes, et par les marchands de Thizy, Roanne, Charlieu et surtout de Villefranche. En 1843, Chauffailles est un bourg important, qui a plus de 1 500 habitants agglomérés (la population de la commune est passée de 2 016 habitants en 1806 à 3 705 en 1846). Le vieux village est devenu une ville : on a ouvert des rues larges, des places spacieuses et on a construit de 1836 à 1839 une nouvelle église (48). En 1836, un ancien missionnaire, l'abbé Lambert, dont on reparlera à propos de l'introduction de la soie, y a été nommé, parce que la cure était plus importante que celle du Creusot (49). Blanchisseries et teintureries ont une longue histoire à Villefranche, où elles sont installées sur le Morgon. En 1856, les dix établissements occupent 500 ouvriers et transforment les toiles apportées par les petits fabricants des cantons de Thizy et de Lamure ou achetées directement à la montagne par les négociants de la place, qui vont les vendre comme doublures de vêtements dans le Midi. Le chiffre d'affaires qu'ils réalisent serait considérable : il est estimé à 15 millions en 1837 (50). Mais les procédés restent primitifs : teinture en noir et gris, grattage à l'aide de chardons, apprêt à la main.

Par contre, les teinturiers de Roanne, à l'affût des techniques nouvelles vont doter la région de l'article qui va faire sa prospérité : le vichy, encore appelé "cotonne" par les tisseurs, imité des siamoises, jusqu'alors la spécialité de Rouen et de Mulhouse. Il est tissé avec des fils teints au préalable, ce qui permet de dessiner de simples carreaux comme des écossais recherchés. Son aspect est le même à l'envers et à l'endroit, contrairement à l'étoffe imprimée sur écreu. Nées du commerce des toiles,

blanchisseries et teintureries sont apparues à Roanne, à la fin du XVIII^e Siècle. En 1820, il ne subsiste qu'un établissement, mais considérable et qui réalise un travail d'excellente qualité : c'est l'indigoterie de Devillaine, gros négociant en cotons écrus et teints en bleu, qui vend dans la région et les départements voisins. Il a fait venir de Rouen des ouvriers-teinturiers, qui ont formé les apprentis locaux. Il emploie quarante personnes, traite dix tonnes de coton et réalise un chiffre d'affaires de 400 000 francs par an (51). La teinture étant limitée au bleu de cuve, on ne peut encore réaliser que des toiles bleues pour le vêtement ou, mieux encore, à carreaux bleu et blanc pour la chemise, dites toiles de vichy, du nom de la petite manufacture des Grivats, près de Cusset, créée par le comte Bourbon-Busset en 1820, qui fait leur réputation. Ces étoffes aux couleurs solides renouvellent les articles offerts par la fabrique de Thizy et lancent la toute jeune fabrique de Roanne.

- Les fabriques de Roanne et de Thizy.

C'est un thizerot, Etienne Mulsant, celui qui a introduit en 1774 la fabrication des indiennes, qui le premier établit un tissage de coton à Roanne, en 1817 : à vrai dire, il s'agit de baraques entourées de jardins, où logent les familles des tisserands avec la boutique en sous-sol (52). Vers 1830, des paysans qui ont abandonné les champs s'établissent à Roanne ou dans les localités voisines (Riorges, le Coteau) et les négociants deviennent fabricants. Ils installent des ateliers pour la préparation et la finition et y montent des métiers (53). En 1837 ou 1838, Guilloud et Bernard, qui en 1830 ont créé le premier atelier, se mettent à fabriquer la "toile de vichy", bientôt imités par les autres fabricants, où l'on retrouve les noms qui seront célèbres, à l'époque du tissage mécanique : Raffin, Cherpin, Rémi Déchelette. Les teintureries se multiplient, soit annexées aux fabriques, soit travaillant à façon. Vers 1850, ils utilisent toute la gamme des colorants naturels : campêche pour le noir, cachou pour les bruns, bois de santal pour les rouges et les grenats, noix de Galle pour les gris, gaude pour les jaunes, indigo et chrome pour les verts. Ils peuvent réaliser la fantaisie des couleurs et multiplier les motifs (54). A Roanne, sont tissés les articles les plus délicats ; les "quadrillés" plus simples sont confiés à la montagne. En 1847, la ville abritait 900 tisseurs, dont 600 en ateliers, proportion inhabituelle à l'époque. En 1861, ses 44 fabriques font travailler 4 000 ouvriers et sortent 1 500 tonnes de tissus, sur les 6 000 tisseurs de l'arrondissement, pour un chiffre d'affaires de 3,3 millions de francs (54). Elles

distribuent en outre du travail à un millier d'ouvriers dans la région de Chauffailles (55).

Thizy, isolée sur sa butte, suit de loin les innovations. Mais elle a pour elle le sens des affaires de la bourgeoisie des fabricants-négociants, qui adoptent de la cotonne, ce qui est conciliable avec la médiocrité des techniques et la rude main d'oeuvre paysanne : le vichy à carreaux bleus et blancs, facile à tisser, bon marché, utile, peu sensible aux caprices de la mode, va être par excellence l'article de Thizy, après les toiles communes et les toiles bleues de coton. Le marché du mercredi a encore accru son rayonnement. "Les rues sont encombrées de monde, de charrettes et de chevaux. Tout le monde afflue. Nos aubergistes font pour ce jour là des provisions énormes", écrit un chroniqueur (56). D'autre part, les commissionnaires des donneurs d'ordres thizerots se rendent aux marchés des cantons de Belmont et de Chauffailles. Les années de 1840 à 1860 sont marquées par la disparition des petits intermédiaires au profit des grands fabricants, qui disposent d'ateliers bien équipés et fréquentent les foires de Limoges, Beaucaire et Toulouse, l'essentiel des ventes se faisant dans la France du Sud et les pays méditerranéens. Les ateliers se concentrent le long des rivières et dans les gros bourgs-marchés comme Thizy et Amplepuis, qui deviennent de petites villes. A partir de 1836, la population rurale diminue en pourcentage et la population agglomérée de Thizy atteint 3 600 habitants et celle d'Amplepuis 3 560 en 1866.

Cette prospérité sera fortement perturbée par les conséquences de la guerre de Sécession (1860-1865), qui gêne l'approvisionnement en coton. On sait que les filatures de coton, qui ne s'étaient pas modernisées, ne survivront pas à la crise. A Roanne, une fabrique sur deux doit cesser son activité et un grand nombre d'ouvriers est obligé de quitter la ville. Autour de Thizy et de Tarare, les migrations seront plus restreintes, les paysans-tisseurs trouvant dans la terre le minimum de ressources, qui leur permet de franchir cette mauvaise passe. Charlieu, qui travaille la soie, et même Cours, grâce à la couverture, ont profité de cet afflux de population. Sur les marges du coeur cotonnier, en particulier dans les cantons de Belmont et de Chauffailles, où les ouvriers tissant à façon ont été les premiers et les plus durement atteints, les commissionnaires des maisons de Lyon profitent de ces difficultés passagères pour implanter durablement la soierie (57).

c) L'implantation de la soierie lyonnaise.

Au moment où l'on se désintéresse du coton, la fabrique de soierie connaît à Lyon un très fort développement : le nombre des métiers à bras passe de 3 500 pendant la Révolution, à 10 000 en 1802, 15 000 en 1815. Même après l'invention de Jacquard en 1817, les façonnés ne représentent qu'un petit nombre de métiers (un sur quinze en 1822) et on sort surtout des étoffes unies, bon marché, faciles à tisser, comme les taffetas. Très tôt, les soyeux ont cherché une main d'oeuvre de paysans en quête de ressources complémentaires, qui acceptent avec empressement les prix de façon, avec lesquels le tisseur urbain avait bien du mal à subsister. Un homme du pays, *le contre-maître*, sert d'intermédiaire : il recrute les ouvriers, leur fournit la chaîne qu'ils tisseront chez eux, sur des métiers leur appartenant (58).

Dès 1819, des négociants de Tarare servent d'intermédiaires entre paysans et soyeux. En 1820, ceux-ci s'efforcent d'installer des contremaîtres dans la moyenne vallée de l'Azergues, mais sans grand succès dans ce pays de vignoble. En 1823, la soie est introduite dans la région de Charlieu par deux représentants de la maison Roux de Lyon : Maréchal et Capony, qui tirent profit des faibles rémunérations de la filature du lin (59). Cependant, à cause de la distance et des obstacles du relief, l'extension du tissage extra-urbain, à la suite des émeutes de 1831, intéressera davantage le Bas-Dauphiné, le Jura méridional et le pied des Monts du Lyonnais que le Haut-Beaujolais. Le premier grand centre de fabrication est organisé à Pontcharra : dès 1833, il contrôle 1 200 métiers dans les villages de l'Est du canton de Tarare. En 1850, un contremaître s'installe à Lamure, d'où il rayonne sur les villages de la haute vallée de l'Azergues, Grandris et Saint-Nizier notamment (60).

La prospérité de la mousseline et de la cotonne maintient la soierie à l'Est de la chaîne des Mollières, jusqu'à ce que les difficultés de l'industrie du coton à la suite de la guerre de Sécession, qui coïncident à une période de prospérité de la fabrique lyonnaise, amènent l'installation du tissage de la soie tout autour du coeur cotonnier. Le Second Empire est, après la Monarchie de Juillet, une période de grande consommation de soieries de médiocre facture, faites avec des matières de qualité inférieure avant l'Empire, avec de la soie souple ou chargée ensuite (61). Le nombre de métiers à bras, dispersés à la campagne, est passé de 5 000 en 1824, à 15 000 en 1833, 30 000 en 1840 et 80 000 en 1872 (58). Le tissage de la soie s'installe au Sud dans la région de Bussières et de Panissières et surtout au Nord, dans

dans la région de Charlieu et de Chauffailles. En 1865, le centre déjà ancien de Charlieu compte 45 contremaîtres de maisons lyonnaises et quatre fabricants, anciens contremaîtres qui se sont mis à leur compte. Ils servent 8 à 10 000 métiers, dont 500 métiers Jacquard, dans un rayon de vingt kilomètres, actionnés par des femmes, qui travaillent la soie après s'être occupées des travaux du ménage et de la ferme (59). Il y a quelques ateliers de moulinage, de dévidage et de tissage, qui ont le plus souvent entre dix et trente ouvriers. Les cantons du Sud-Ouest de la Saône-et-Loire, Chauffailles, La Clayette, Marcigny et Semur, comptent 4000 métiers en 1869, dont plus de la moitié dans le seul canton de Chauffailles. L'implantation avait été préparée par l'abbé Lambert qui, inquiet du chômage des jeunes filles et de l'insalubrité du tissage du coton en boutique, avait installé en 1842 des métiers à soie à l'Hôpital. Au bout de deux ans, 50 ouvrières avaient été formées, mais le tissage de la soie n'occupait que 400 personnes en 1857 (62). L'essor réel est venu des conséquences de la guerre de Sécession. Il en est de même dans le canton de Belmont.

d) Un développement global.

L'extension de la manufacture s'accompagne partout de la pénétration de la révolution agricole, du désenclavement des villages et de l'amélioration des conditions de vie. Cela ressort clairement de l'Enquête Agricole de 1866. La déposition du comice agricole de Lamure et de Thizy (63) fait ressortir depuis une dizaine d'années la suppression presque complète de la jachère, la substitution progressive du froment au seigle, l'extension des cultures fourragères. L'assolement biennal (grains, jachère) a été remplacé par un assolement sur quatre ans : cultures sarclées (pommes de terre, plantes fourragères comme la betterave et le maïs, qui apparaît) en tête d'assolement, qui reçoivent le fumier, puis grain, trèfle et grain. De tels progrès sont moins sensibles à l'Ouest (il semble qu'ils se propagent à partir du Rhône) et là où le chaulage est moins répandu, dans le canton de Belmont par exemple, où l'on fait quatre fois plus de seigle que de blé et autant de sarrasin que de pommes de terre. Les rendements restent faibles (10 hl par ha pour le blé), mais ont fortement progressé. Les prés sont limités aux fonds de vallée et aux gazons des sommets et on mène les chèvres sur les landes, quand elles ne sont pas emblavées selon le vieux système de l'écobuage. Pourtant le troupeau est plus nombreux grâce aux cultures fourragères. Il s'agit surtout de vaches de race charolaise, qui servent pour les travaux agricoles. Les veaux sont vendus jeunes pour la boucherie, à l'exception des boeufs nécessaires aux charrois

et aux transports. On engraisse autant de porcs qu'on peut, revendus gros sur les foires du voisinage.

La population est surabondante pour les ressources du terroir. Pour quelques rares domaines de 30 à 50 ha et des propriétés moyennes de 10 à 30 ha, il y a un très grand nombre de toutes petites exploitations, souvent de 2 ou 3 hectares. Le tissage est nécessaire comme ressource de complément, car une famille de cinq personnes sur trois hectares vit en autarcie presque complète, ne dépensant que le minimum et mangeant des pommes de terre 300 jours par an comme plat unique et de temps en temps un poulet ou un lapin élevé sur la terre. Il n'y a pas de journaliers, car les paysans sans terre sont tisseurs.

Les contemporains sont frappés par la hausse du prix de la terre, de 20 à 25 %, dans le Rhône, en 30 ans, davantage dans la Loire où elle atteint des prix que l'on qualifierait aujourd'hui de spéculatifs : 2 500 francs de l'hectare, soit 2 millions de francs anciens (64) ; par la hausse des fermages (45 frs de l'hectare) et surtout par celle de la main d'oeuvre, qui aurait plus que doublé en trente ans, alors qu'elle n'a augmenté que de moitié dans l'arrondissement de Montbrison. Au dire des propriétaires, la journée des moissonneurs serait de 3 frs, soit 24 de nos francs. L'accroissement des salaires est dû à la concurrence du tissage du coton, qui permet une plus grande liberté et une plus grande indépendance. Les officiels s'accordent à constater l'amélioration des conditions d'existence : "la transformation de la manière de vivre est complète, écrit Billet, maire de Lagresle et conseiller d'arrondissement. Les logements sont plus sains, la nourriture plus confortable, les vêtements meilleurs" (65). Enfin les villages ne sont plus aussi isolés. Ils sont tous desservis par les chemins de grande communication, depuis l'application de la loi de 1833. Mais le problème demeure au niveau des chemins communaux et de petite vicinalité, impraticables par mauvais temps.

La tradition manufacturière fait de la montagne beaujolaise et des pays bordiers une région qui dispose d'atouts sérieux pour aborder la phase de mécanisation de l'industrie textile. A une époque où les techniques laissent encore beaucoup de place au travail humain et aux "tours de main", elle offre un réservoir abondant de main d'oeuvre expérimentée, qui a déjà donné de nombreux exemples de sa capacité d'adaptation. Or elle est en relations par l'intermédiaire des fabricants des villes du pourtour, bien placées sur les grandes voies de relations, avec les marchés du monde entier et les tech-

niques les plus récentes. Cette conjonction de la tradition manufacturière et de l'ouverture aux grands courants d'idées et d'échanges explique que le début de la révolution industrielle ait été pour la montagne beaujolaise une ère de prospérité.

NOTES DU CHAPITRE II - B

UNE MONTAGNE MANUFACTURIERE

- (1) Pour l'Ancien Régime, on trouve un précieux historique dans :
J. FAYARD (90), Les fileurs , tisserands et similaires de la généralité de Lyon.

André CHOLLEY en a tiré une remarquable analyse, in (142) Notes de géographie beaujolaise, princ. p. 37-41.
- (2) J. FAYARD (90), p. 141.
- (3) id. p. 142. Le premier différend connu date de 1388.
- (4) La bourrasse est le nom du chanvre filé.
- (5) G. TROLIEUR DE LA VAUPIERRE (105), 1760, p. 358. On y lit : "le titre de cette concession émanait de Henri II ; je l'ai vu et M. de THIZY, qui me l'avait montré, ne put plus la retrouver, mais seulement les lettres confirmatrices par les successeurs de Henri II."
- (6) Saint-Jean-La-Bussière, localité entre Thizy et Amplepuis.
- (7) Jacques SAVARY DES BRUSLONS, (102), Dictionnaire Universel du Commerce, article "futaine", tome I, p. 188. Savary fut inspecteur général des manufactures à la Douane de Paris.
- (8) LAMBERT D'HERBIGNY (96), Mémoire sur le gouvernement de Lyon, (1692), in REVUE d'HISTOIRE de LYON, tome I, 1902, p. 340-341.
- (9) ARCHIVES MUNICIPALES de LYON, Police des métiers, futainiers, cité dans J. FAYARD (90), p. 144.
- (10) LOUVET (97), Histoire du Beaujolais, 1670, t.1, p. 378.
- (11) J. SAVARY (102), article linge, tome II, p. 546-547.
- (12) Anne DELAROCHE (82), ANNUAIRE DE LA VILLE DE LYON, aux Halles de la Grenette
- (13) BRISSON (87), Mémoire sur le Beaujolais, 1770, p. 236.
- (14) Jean-Marie ROLAND DE LA PLATIERRE (180), Mémoire sur les articles qui se fabriquent en Beaujolais, 28 p.
La Porte est un fief qui dépend de Saint-Nizier d'Azergues.

- (15) BRISSON (87), p. 224-226.
- (16) FAYARD (90), p. 133.
- (17) ROLAND (100), Les statistiques des bureaux de marque donnent juste un ordre de grandeur de l'importance relative des différentes fabrications, car Roland ne se fait pas d'illusions sur l'ampleur des fausses marques.
- (18) FAYARD (90), p. 157.
- (19) Joseph BALLOUET, Histoire de l'indienne à Villefranche-en-Beaujolais, Villefranche, 1912, 40p. princ. p. 20.
La Quarantaine est un hôpital désaffecté. Béligny est alors une paroisse entre Villefranche et la Saône.
- (20) Jean-Marie ROLAND DE LA PLATIERE, Essai sur l'état agraire du Beaujolais et du lyonnais et sur l'industrie de leurs habitants. Supplément Arts et Manufactures à l'Encyclopédie, article "bonneterie", Paris 1777.
- (20 bis) FAYARD (90), p. 140.
- (21) REGISTRE PAROISSIAL d'AZOLETTE, canton de Monsols, Rhône.
- (22) ANNUAIRE DE LA LOIRE (76), 1809, p. 265-271.
- (23) E. LEVASSEUR, Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France, Paris, 1901, cité dans FAYARD (90), p. 131.
- (24) FAYARD (90), p. 151-155 et 134-138.
- (25) ANNUAIRE DE LA LOIRE (76), 1809, p. 268.
- (26) ARCHIVES DU RHONE, C 11, cité dans FAYARD (90), p.166.
- (27) FAYARD (90), p. 161-164.
- (28) BRISSON (87), chapitre agriculture, p. 101-153 ; chapitre industrie p. 203 - 263. Ce chapitre étudie aussi le commerce et contient la réfutation des thèses physiocratiques.
- (29) BRISSON (87), p. 263-264.
- (30) FAYARD (90), p. 176.

- (31) BRISSON (87), p. 247-249
- (32) VERINAC ^N 8, préfet, Description physique et politique du département du Rhône, Paris, an X, 129 p; princ. p. 84.
- (33) cité dans H. BARRET (85), Histoire du travail dans l'ancienne généralité de Lyon, Ets Dumas, Saint-Etienne, 1939, princ. p.
- (34) Maurice LE LANNOU, Géographie de la Bretagne, tome II, l'industrie des toiles, p. 76-93, Imprimerie Commerciale, Rennes, 1952.
- (35) Sur la vie des Simonet, voir FAYARD (90), p. 133-134, 139-140 et 147-149.
- (36) Lettre de Simonet-le-Jeune, maire de Tarare, au sous-préfet de Villefranche, le 22 ventose an XII, citée dans H. BARRET, op. cit.
- (37) Abbé AMMAM, Notice historique sur Tarare, Imprimerie Girin-Berthier, Tarare 1868, 77 p., princ. p. 45-55.
- (38) Théodore OGIER (98), La France par cantons, arrondissement de Villefranche, p. 354-356.
- (38 bis) Théodore OGIER (98), canton de Tarare, pp. 364-452 et J. DUPLESSY (77), Essai statistique sur le département de la Loire, 1818, p. 376.
- (39) En 1806, il ne subsiste plus que l'indienne de Vernaison, près de Lyon, qui fait des mouchoirs assez communs pour l'usage local, in VERINAC, op. cit. (32), p. 92.
- (40) J. DUPLESSY (77), 1818, p. 372-378.
- (41) J. EBERSOLT (111), La vallée de l'Azergues, p. 124.
- (42) J.P. HOUSSEL (154), Les petites villes textiles du Haut-Beaujolais, p. 142.
- (43) Témoignage oral de C.D., sur les origines de l'entreprise familiale.
- (44) Elle comprend dans la Loire les communes de Panissières, Montchal, Saint-Martin et Saint-Barthélémy-Lestra, Cottance, Jas, Rozier et Essertines-en-Donzy et dans le Rhône, Villechenève, Chambost-Longessaigne, Longessaigne et Montrottier.

- (45) ANNUAIRE DE LA LOIRE (13), 1843, p. 248-249.
- (46) ANNUAIRE DE SAONE-ET-LOIRE (20), dictionnaire des communes, Marcigny, 1836, 1865, 1869.
- (47) M. DUMOULIN (13), Histoire de l'industrie textile dans la Région Roannaise du XVIIe Siècle à 1889, p. 241-242.
- (48) ANNUAIRE DE SAONE-ET-LOIRE (20), 1823, p. 223, et dictionnaire des communes, Charolles, 1836 et 1843.
- (49) F.M.D. (93), Monographie des communes du Charollais et du Brionnais, 1904.
- (50) H. VELU (163), Villefranche-en-Beaujolais, 1938, p. 45 et ss.
- (51) L. SUBRIN (164), Historique de la teinture à Roanne, p. 1 -7.
- (52) Le lieu-dit Les Baraques subsiste aux confins de Roanne et de Riorges et Etienne Mulsant a donné son nom au faubourg développé le long de la route de Vichy.
- (53) C. ALLIER (136), La croissance du tissage roannais, 1860-1914, p. 8.
- (54) M. DUMOULIN (23), p. 243.
- (55) ANNUAIRE DE SAONE -ET-LOIRE (20), 1865, p. 182;
- (56) R. DE LA ROCHETTE (161), Voyage dans le Haut-Beaujolais, p. 68. Il ajoute : " nous avons ici bon nombre de bouchers et de charcutiers, sans parler de ces petites boucheries qui abondent et fournissent la chèvre", ce qui montre les moyens limités des paysans-tisseurs.
- (57) M. DUMOULIN (23), p. 253-254.
- (58) E. PARISSET (93), Histoire de la fabrique lyonnaise, p. 275-350.
- (59) M. DUMOULIN (23), p. 248-249.
- (60) Th. OGIER (36), arrondissement de Villefranche, p. 406.
- (61) La soie souple a conservé une partie de son grès, par opposition à la soie cuite ; la soie chargée a été mélangée avec des produits comme la noix de galle ou le tannin au cours de la teinture.

- (62) ANNUAIRES DE SAONE-ET-LOIRE (80), 1865, p. 185 et 1869, dictionnaire des communes, Marcigny.
- (63) ENQUETE AGRICOLE DE 1866 (81), Rapport du président, département de la Loire, p. 63-88, département du Rhône, p. 126 et ss., dont région de Lamure-Thizy, p. 184.
- (64) (81), p. 67
- (65) (81), Note de M. BILLET, maire de Lagresle, p. 424-428.

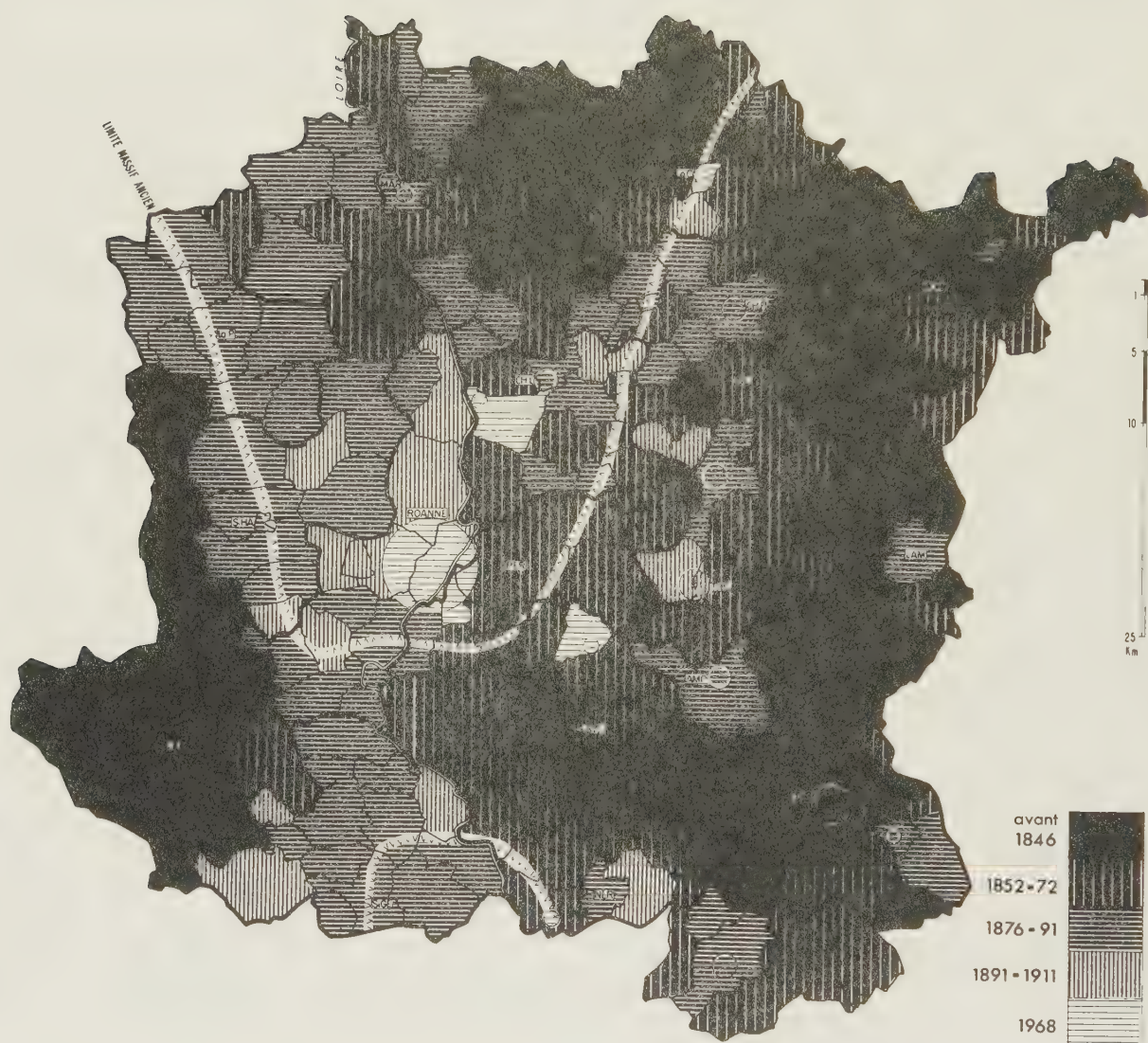


figure 13 DATE DU MAXIMUM DE POPULATION

C - L'APOGEE1.- *L'EPOQUE DU MAXIMUM ET LA REDISTRIBUTION DE LA POPULATION.*

La Région de Roanne et le Haut Beaujolais ont connu leur maximum de population entre 1866 et 1896, la population augmentant très légèrement entre ces deux dates, pour diminuer ensuite. La densité est, en 1896, de 90 habitants/km², soit 22 % de plus que la moyenne nationale. Elle est particulièrement élevée dans les campagnes : en 1866, l'année du maximum de population rurale, elle est de 70 hab./km², soit 43 % de plus que la valeur nationale. La densité urbaine, si on peut s'exprimer ainsi, c'est-à-dire la population urbaine rapportée à la surface totale, n'en est pas moins en 1896, avec 28,6 hab./km², légèrement supérieure à la valeur nationale, ce qui est cependant relativement faible pour une région industrielle.

La croissance de la population a été particulièrement forte (1 % par an) de 1846 à 1866, c'est-à-dire pendant l'âge d'or de la manufacture (belles heures de la mousseline, adoption du vichy par la fabrique traditionnelle et début de pénétration de la soierie). Elle intéresse exclusivement, Roanne mise à part, les pays manufacturiers de la rive droite de la Loire, qui rassemblent plus des deux tiers des habitants. Les campagnes agricoles de l'Ouest et du Nord ont des densités moyennes (50 hab/km²), stationnaires ou en diminution dans le Brionnais ; elles ne possèdent, en dehors de Roanne et de Marcigny, que des bourgs, dont la population agglomérée ne dépasse pas 2 000 habitants. Dans les pays manufacturiers de l'Est, dont la densité moyenne dans les campagnes est supérieure à 100 hab./km², la diminution dans les hautes vallées descendant du massif du Saint-Rigaux (Reins, Azergues, Grosnes, Sornin), où l'adaptation de la vieille manufacture (filature à main, tissage des toiles communes en chanvre ou coton) s'est mal faite, a été largement compensée par l'augmentation dans la zone de la mousseline. Le fait le plus caractéristique est la forte augmentation de la population des petites villes, toutes comprises entre 2 000 et 3 500 habitants agglomérés (Charlieu, Chauffailles, Cours, Thizy et Bourg-de-Thizy, Amplepuis, Saint-Symphorien-de-Lay, Panissières), à l'exception de Tarare (15 000 habitants), qui se hisse au niveau de l'agglomération de Roanne (21 400 avec Le Coteau et le faubourg Mulsant, qui vient d'être détaché de Riorges). En valeur absolue, l'augmentation de la population urbaine est alors,

pour l'ensemble de la région étudiée, égale à celle de la population rurale et légèrement inférieure à celle constatée pour la période de 1866-1896, considérée comme celle de l'urbanisation. En valeur relative, même compte tenu de la faible valeur de départ, elle est forte : 3,3 % par an.

De 1866 à 1896, la légère augmentation de population cache des évolutions divergentes. Il y a d'abord un rééquilibrage, une atténuation de la dissymétrie entre les pays manufacturiers de l'Est et les pays de l'Ouest, restés longtemps exclusivement agricoles, qui groupent maintenant 40 % de la population. Cela tient d'une part à l'achèvement de la mise en valeur de la plaine de Roanne et à l'apogée du vignoble, vite reconstitué après le phylloxéra. Cela tient d'autre part à la concentration urbaine, qui accompagne la grande industrie à Roanne, dont l'agglomération double pratiquement en 30 ans, passant de 21 400 à 40 000 habitants, et dans la vallée de la Trambouze, où Thizy passe de 5 000 à 9 500 et Cours de 5 000 à près de 8 000 (1). Au contraire, la population des zones manufacturières diminue. Dans le Rhône, la densité de la population rurale (2) descend de 104 à 82 hab./km², ce qui ne fait qu'atténuer le surpeuplement. Parallèlement, la population des petites villes diminue : Tarare connaît son maximum en 1866, Chauffailles en 1876, Charlieu en 1881, Amplepuis, Cours et Panis-sières en 1886 ; Thizy le connaîtra dès 1901. On constate que le maximum de population se place à la même date dans les villes et les communes rurales environnantes. Roanne, qui concentre maintenant 40 % de la population urbaine, ne recueille qu'une partie de la population de la montagne manufacturière. En effet, la faible augmentation constatée à l'échelle de l'ensemble de la région témoigne d'un exode "rural", qui est équivalent à l'excédent naturel.

2.- LE DEVELOPPEMENT DE LA GRANDE INDUSTRIE COTONNIERE (3)

Malgré une bonne desserte en voies de communications modernes, le Haut Beaujolais et la Région de Roanne semblaient se complaire dans l'âge manufacturier. La mécanisation apparaît brusquement à Roanne dans le tissage du coton, comme une conséquence indirecte de la guerre de 1870. Désormais le monde de la grande industrie côtoie le monde manufacturier. Les usines basses au toit en dents de scie, dominées par les hautes cheminées, entourées de maisons de pierre, les "casernes", où s'entassaient les ouvriers, s'étaient dans la plaine comme à Roanne et à Villefranche, ou

se superposent en rangs serrés au flanc des buttes ou des versants, à Cours, Thizy, Amplepuis et dans maints bourgs de la montagne de Grandris à Panissières. Voilà un paysage nouveau qui se juxtapose aux campagnes verdoyantes, où seules, l'extrême densité des hommes et l'animation des routes et des marchés témoignaient d'une activité insolite dans ce monde agreste : la "boutique" se cachait sous la ferme et les fabriques des négociants n'étaient que d'énormes maisons, percées d'une multitude d'ouvertures. L'industrie ne marquait pas les mentalités : le fabricant était avant tout un négociant et si le paysan-tisseur-colporteur besognait dur, il ne songeait pas à s'étonner d'une misère séculaire et avait la fierté d'être son maître. De larges secteurs manufacturiers subsisteront dans les fabriques de Lyon et de Tarare. Et bientôt, après une génération à peine, il faudra au patronat local de remarquables facilités d'adaptation pour maintenir le "boom" de la mécanisation.

a) L'essor prodigieux de la "cotonne" (1870-1890).

Le traité de Francfort cédait l'Alsace à l'Allemagne. Or le groupe de Mulhouse était le principal fournisseur de vichy et la clientèle nationale se reporte sur le groupe de Roanne-Thizy. Pour répondre à ce brusque accroissement de la demande, les fabricants vont monter des tissages mécaniques. A vrai dire, on commençait à en parler. Un constructeur suisse, Honneger, prospectait la région ; un fabricant de Thizy, Adolphe Ovize avait été l'initiateur en 1863 et le tissage de Benoît Déchette était en construction à Amplepuis quand éclata la guerre. Les circonstances nouvelles vont précipiter le mouvement et les usines se concentrent à Roanne, bien placée pour recevoir le charbon et les filés de coton, tandis que Bourg-de-Thizy ne sera desservie par la voie ferrée qu'en 1882.

En 1874, on compte à Roanne, 3 tissages mécaniques ; en 1880, 15 et 4 000 métiers ; en 1889, qui marque un sommet, une vingtaine d'affaires avec 11 000 métiers, dont 1 500 répartis en six usines dans les bourgades voisines. Le tissage-type comprend 300 métiers et 300 ouvriers, avec un peu plus de femmes que d'hommes ; le tisseur surveille deux métiers et il faut bien autant de personnel dans la préparation (bobinage, cannetage, ourdissage, encollage), la finition ("visite" des pièces) et l'expédition. Les plus grosses affaires se dotent d'un atelier intégré de teinture, blanchiment et apprêt. Les industriels roannais se désintéressent du tissage à main : quelques fabricants contrôlent encore un millier de tisseurs, qui fournissent des étoffes

grossières. La production dépasse 30 millions de mètres (4 500 tonnes). A Thizy, la production des tissages mécaniques installés par les fabricants les plus importants et les plus avertis (2 000 métiers, 16 000 pièces de 55 mètres, soit 1 350 tonnes), est encore inférieure de moitié à celle des 8 000 métiers à main, dispersés entre Loire, Rhins, Azergues et Aron, l'affluent du Sornin qui passe à Belmont. Les toiles sont apportées au marché du mercredi par les petits fabricants des villages ou par les paysans eux-mêmes, en même temps que les produits du sol, et tout continue de se passer selon les anciennes pratiques. Il y a enfin des tissages mécaniques indépendants établis dans les bourgs (Montagny, Saint-Victor-sur-Rhins, Régnv). On a même remis en activité pour les gros numéros la vieille filature de Cadolon.

La région cotonnière de Roanne-Thizy est en quelques années devenue la troisième de France, après le Nord et la Normandie et fournit le huitième de la production nationale. Elle emploie 14 000 ouvriers en usine, dont près de 10 000 à Roanne, où se sont installés de 1872 à 1886 3 000 paysans et leur famille. Pourtant le manque de main d'oeuvre est tel que les salaires sont, au dire du patronat, plus élevés de 30 % que ceux versés dans le Nord et en Normandie. La production de ces années fastes est encore peu diversifiée : c'est essentiellement le vichy populaire à carreaux, pour chemise, robe et tablier, destiné à la clientèle de la campagne et recherché pour la solidité des couleurs et le soin apporté à la fabrication. Les coupes sont achetées par les grossistes des grandes places de commerce, qui sont en même temps les banquiers des détaillants et colporteurs, qui se ravitaillent chez eux. Au début, les patrons et leurs employés principaux se rendaient dans les villes de foires : Lille, Amiens, Alençon, Paris, Châlons-sur-Marne, Dijon, Macon, Limoges, Brive, Toulouse et Beaucaire ; ces deux dernières particulièrement importantes, l'une car elle ouvre le marché espagnol, l'autre pour le Levant. Par la suite, grâce au train, les grossistes viendront eux-mêmes visiter les industriels.

L'évolution de Cours est parallèle. Des améliorations techniques, dues à la collaboration des tisseurs et des artisans locaux, ont transformé l'ingrate fabrication des médiocres "grisons" d'autrefois. Elles ont entraîné la concentration du travail dans de vastes ateliers et la production bon marché trouve aisément des débouchés. De 1880 à 1890, la mécanisation du

tissage se généralise et les usines actuelles, intégrées de la carderie à l'impression, et qui occupent de 100 à 200 ouvriers, sortent de terre. Elles débordent de Cours, pour s'installer dans le bassin de Pont-Trambouze, annexe érigée de toutes pièces et constituée en commune indépendante en 1876 et à Marnand, près de Thizy. L'industrie de la couverture occupe 2 000 ouvriers, venus particulièrement de la haute vallée du Reins, touchée par la ruine des filatures mécaniques. Elle représente dans les années 90 un chiffre d'affaires de 8 millions et la moitié de la production nationale. Ce sont toujours des articles de qualité médiocre, obtenus à partir de chiffons et de déchets de fabrication, destinés en grande partie aux colonies : c'est la couverture de "traite" échangée dans les comptoirs d'Afrique Noire ou la couverture de "cheval" pour l'Amérique du Sud.

b) La "cotonne" entre la grande série et la qualité. (1890-1910)

En 1889, se terminent pour Roanne et Thizy, les années faciles et la croissance en flèche. Les chiffres fournis en 1900 par le Syndicat de l'Industrie Textile de Roanne-Thizy et la Région répètent à peu de choses près ceux de 1889 : 17 000 métiers mécaniques et 15 000 ouvriers. Les articles de consommation courante connaissent alors les limites de la surproduction. Ils se heurtent à la concurrence des autres régions françaises : la Normandie et la région de Cholet, qui se sont mises à leur tour au vichy populaire ; le Nord, pour les articles lourds (linge de table et de maison, draps, toiles à matelas, coutils), les Vosges pour les écrus ; et à la concurrence étrangère (anglaise et allemande surtout). La Région de Roanne se trouve mal placée à cause de la cherté relative de la main d'oeuvre, des disponibilités financières limitées des affaires familiales, à cause enfin du coût supérieur des filés de coton. C'est la seule grande région textile qui n'ait pas de filatures (on a vu que celles montées à la fin du XVIIIe Siècle avaient périclité faute de se moderniser) et les tarifs imposés par la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée sont défavorables : le prix du transport d'une tonne de tissus est deux fois plus élevé de Roanne à Bordeaux (600 km) que de Rouen à Bordeaux (800 km) (4). D'autre part les débouchés s'amenuisent. A la suite des tarifs Méline de 1892, contre lesquels proteste la Chambre de Commerce de Roanne qui a en la matière le mérite de la lucidité, les débouchés des pays voisins, en particulier l'Espagne, se ferment complètement. Le marché se trouve réduit à l'hexagone et aux pays coloniaux (4bis).

- La spécialisation de Roanne dans l'article fantaisie.

Devant les difficultés de la vente, les industriels roannais vont abandonner la toile de vichy limitée à quelques types de carreaux et fabriquée avec des filés de gros numéro, pour la production fantaisie destinée à la population exigeante des villes. Ils proposent une gamme étendue de modèles (on compte des collections de 8 000 échantillons pour la place), où jouent la variété des couleurs, la complexité des armures (5). En 1881, les premiers tissus fantaisie apparaissent dans les collections ; dès 1889, ils constituent l'essentiel de la fabrication ; à partir de 1893, on ne fait pratiquement plus le vichy commun. Le tissage Déchelette d'Amplepuis est spécialisé dans les métrages pour la haute couture parisienne. D'autres maisons se consacrent aux articles spéciaux pour les marchés coloniaux (toiles sénégalaises, beaux pagnes). Les exportations reprennent et augmentent régulièrement de 150 à 713 tonnes, entre 1900 et 1908 (6).

Une telle adaptation de la production a demandé une orientation nouvelle des habitudes, des marchés et des techniques. Pour se tenir au courant de la mode, l'industriel fréquente les courses, les réceptions, les grandes premières à Paris et fait appel à des spécialistes attentifs à toutes les nouveautés. Les ventes se font toujours aux grossistes, dont la clientèle a évolué et, de plus en plus, aux grands magasins, qui absorbent le tiers des ventes et dont les acheteurs viennent sur place. Pour les colonies, les relations sont étroites avec les maisons de négoce des grands ports, ou bien des comptoirs sont établis. Ainsi les tissages Dumarest, dont l'attention avait été attirée sur l'Indochine par leur cousin, le député Audiffred, président de la commission des colonies à la Chambre, en ont établi à Saïgon et à Pnom-Penh en 1887 et 1888. Il a fallu renouveler le matériel, passer du métier ordinaire au métier à quatre navettes, qui permet de tisser simultanément en quatre couleurs, au métier à ratières et, pour les dessins les plus complexes, au métier Jacquard. Mais la fantaisie des couleurs n'aurait pas été possible si la teinturerie à Roanne ne s'était pas tenue à l'avant-garde de l'application des découvertes de la chimie.

Les établissements Sifferlen, Challand et Rollet, Vernay et Gerbay ont amélioré les procédés et, en relations avec les laboratoires de Lyon et d'Allemagne, rivalisent avec les maisons de Rouen, dont elles se rendent indépendantes. Il en ira de même pour la teinture de la laine vis-à-vis des

maisons de Paris et de Roubaix, ce qui aidera au développement de la bonneterie. L'application du noir d'aniline à partir de 1877 contribue à la prospérité du vichy simple, en popularisant les carreaux noirs et blancs. L'application des couleurs basiques de l'aniline (bleu de méthylène) jaune auramine, vert malachite) en 1883, des rouges, violets et grenats de l'alizarine en 1885, enfin celle très facile des couleurs de benzidine inventées en 1885 par Bayer, rendent possible le passage au vichy-fantaisie. Vers 1885-1890, Sifferlen reprend l'impression sur écheveaux, qui donne les chinés et en 1898, Gerbay installe la première machine à merceriser, utilisant le procédé mis au point l'année précédente par deux lyonnais, qui confère au coton l'aspect de la soie (7). Enfin, à partir de 1905, la pratique de la teinture en peloton sur bobine-soleil permet la mécanisation des opérations. L'évolution du blanchiment, de l'impression et de l'apprêt est beaucoup moins poussée qu'à Tarare et à Villefranche. Il faut cependant noter la pratique du lavage à fond pour enlever l'effet de l'envollage de la trame, par laquelle on obtient les zéphyrs solides et légers. La complexité des techniques fait que la transformation est confiée à des spécialistes et qu'on ne construit plus d'ateliers intégrés aux tissages. Les multiples usines qui occupaient 650 ouvriers en 1900, deux fois plus qu'en 1890, se regroupent en 1905 en deux puissantes sociétés : les Teintureries Roannaises Réunies, qui traitent 3 000 tonnes de filés par an et réalisent un chiffre d'affaires de 3 millions et la Compagnie Roannaise des Apprêts et Impressions. En dehors de Roanne, on ne trouve de Régnys à Cours que de petites teintureries qui ne s'occupent que de couleurs ordinaires (8).

Tant d'initiatives n'écartent cependant pas tout problème. La production a certes augmenté pour un article plus recherché, grâce à la modernisation du matériel. Elle est passée de 30 millions de mètres en 1889 à 45-50 millions de mètres entre 1911 et 1913, avec un maximum de 55 millions en 1908, pour un parc de métiers qui varie peu en nombre, les disparitions d'entreprises étant compensées par les créations. Cela indique une situation structurelle de surproduction, aggravée par les variations énormes de la demande et l'impossibilité de stocker, qui sont le propre des industries de la mode. "Dès l'ouverture de la saison d'été, qui réalise le plus gros chiffre d'affaires, c'est-à-dire en septembre et, pour la saison d'hiver, dès février, les commissions affluent sur les articles nouveaux : les livraisons sont demandées en toute hâte par une clientèle elle-même débordée : le tissage n'arrive plus à produire suffisamment pour la satisfaire. Les suppressions

104

les réclamations se succèdent ; c'est la période de fiévreuse agitation, après laquelle vient celle de la morte saison, où le fabricant, las de solliciter en vain des ordres rémunérateurs, prend quelques engagements à pertes et surtout fabrique pour le rayon une marchandise dépréciée à l'avance... Le chômage, habituel pendant les mois d'été, de mai à septembre, réduit chaque année pendant cette période la production de 30 % et quelquefois même se prolonge en hiver" (9).

Devant ces difficultés, une entreprise, Guerry-Duperray a dérogé à la règle des filés teints. En 1892, elle se lance dans la fabrication des écrus lourds pour vêtements de travail et monte à Montceau-les-Mines une usine de confection, qui utilise la main d'oeuvre féminine excédentaire. Mais les autres maisons persévèrent, constituant de moyennes entreprises familiales, ayant chacune sa personnalité, ses fabrications et sa clientèle propres. Elles contrôlent entre 250 et 700 métiers, rarement plus. D'ailleurs, les lois de l'industrie de luxe exigent plus de flair, de possibilité d'adaptation que de puissance. "Il semble, écrit Charles Déchelette, que ce sont les grandes organisations qui sont les plus frappées en raison de la difficulté qu'elles ont d'espérer une alimentation rémunératrice à leurs 1 000 ou 1 500 métiers" (10). L'auteur fait allusion ici aux établissements Chamussy, Grenot et Fouilland et au tissage Brécharde, les premiers à avoir introduit en 1878 le métier Jacquard. De toutes façons, il est remarquable que vingt

REPARTITION DES ENTREPRISES DE TISSAGES MECANIQUES DE COTONNADES en 1913

Siège Social	Agglomération de Roanne	Agglomération de Thizy	Communes rurales	Total
plus de 1 000 métiers	2	-	-	2
de 450 à 750 "	8	2	1 (1)	11
de 200 à 450 "	10	5	2 (1)	17
de 50 à 150 "	-	7	10	17
nombre de tissages	20	14	13	47
nombre de métiers	11 400	4 000	3 300 (2)	18 700

(1) Déchelette frères à Montagny, Passot à Saint-Victor-sur-Rhins, Gouttard et Gringeat à Saint-Symphorien-de-Lay.

(2) y compris les petites entreprises de moins de 50 métiers.

ans après avoir mis sur pied la grande industrie cotonnière, les fondateurs ou la génération suivante aient su la consolider en l'adaptant aux contraintes d'une région, située loin des grands marchés d'approvisionnement et de vente. Ils lui ont donné l'aspect qu'elle conservera jusqu'à la crise de 1965. On peut retrouver à Thizy une évolution parallèle, sinon similaire.

- Les "marchands de tissus" de Thizy.

La spécialité de Thizy va rester la cotonne bon marché : vichy à carreaux pour blouses et tabliers, croisé (11) pour chemises, tissus coloniaux, car le prix de revient est moins élevé qu'à Roanne. La production demeure pour une large part dispersée dans de multiples ateliers mécaniques, de quelques métiers à quelques dizaines de métiers, qui se succèdent le long des rivières qui fournissent la force motrice ou dans les premiers bourgs à être électrifiés à partir de 1910. Les ateliers se substituent peu à peu au tissage à main, ce qui ne va pas sans drames sociaux. Des hameaux entiers, comme Mongrand près de Grandris, qui avait 180 habitants en 1900, peuplés de tisseurs en boutique, cultivant un jardin, une vigne, des lopins de terre, élevant quelques chèvres et deux vaches pour les plus aisés, sont désertés. A Lagresle, où il y avait beaucoup de tisseurs sans terre, ils essaient de se sauver en montant une coopérative et élisent un maire socialiste. Toujours est-il qu'en atelier ou en boutique, la main d'oeuvre est bon marché et les frais généraux peu élevés. Mais la consommation d'articles populaires n'est pas sans limites sur le marché national ; elle tend même à diminuer avec l'augmentation du niveau de vie. Les grandes maisons de Thizy ne peuvent se lancer dans l'article-fantaisie comme leurs collègues roannais : leurs disponibilités en capitaux sont plus réduites (il faut 500 000 francs-or pour monter un tissage de 350 métiers, ce qui est le minimum pour qu'une préparation autonome de la chaîne soit rentable^(10 bis)) et la main d'oeuvre est moins adroite.

Fabricants de tradition, les thizerois vont chercher la solution autant dans le négoce que dans la mécanisation. Ils vont offrir aux grossistes, qui viennent les visiter tous les mercredis, la gamme d'articles "de cavalerie" qui complètera la fabrication locale, soit en faisant travailler à façon dans les Vosges, soit en y achetant des écus qu'ils feront imprimer ou apprêter à façon sur place. De même, ils prospectent les marchés coloniaux, où ils s'appliquent à satisfaire les besoins de la clientèle indigène, même les plus insolites : linceuls de bourrette (12), car les cadavres des

malgaches de haut rang doivent être pliés dans de la soie, fils de coton remplis de noeuds et d'aspérités imitant les bourres de laine pour le Maroc. Ainsi la dizaine de "marchands de tissus", qui finissent par dominer la place, parvient à un chiffre d'affaires égal à celui de la cotonne de Roanne (30 millions) : il faudra établir à Thizy en 1912 un bureau auxiliaire de la banque de France. Ils installent leurs "magasins", où sont réceptionnés et expédiés les tissus, bâtisses solides et cossues, à plusieurs étages et à grandes ouvertures, le plus près possible de la Place du Commerce, où se tient le marché. Ils emploient cinq mille ouvriers dans les seules usines de l'agglomération, qui s'établissent dans le "Grand Creux" et les petits bassins en amont dans la vallée de la Trambouze, ou sur la butte dans des sites inconfortables : il faut abattre des pans de rocher et, comme il y a très peu d'eau, on utilise indéfiniment le produit de la condensation de la vapeur, qui se refroidit dans des mares. Les tissages sortent l'article classique, mais aussi, pour quelques-uns le vichy-fantaisie à l'imitation de Roanne, le linge de table et des articles nouveaux comme des tissus d'ameublement, des flanelles et doublures de coton, qui imitent l'article de Foubaix ; enfin les articles coloniaux, comme les tissus pour pagnes et turbans, les couvertures de bourrette multicolores, qui sont la fabrication quasi-exclusive d'ateliers à la campagne. Les teintureries, usines d'impression et d'apprêt teignent les filés, blanchissent, grattent la flanelle ou la finette, froissent le crêpe, impriment les écrus de motifs simples ou en dégravé (13), en grande série.

c) De grands capitaines d'industrie.

La prospérité de Roanne, l'étonnante éclosion dans les vallées de la montagne de cités ouvrières reposent sur quelques hommes, qui se sont dégagés du monde manufacturier. Si certains d'entre eux sont d'origine très modeste, il est difficile de parler à leur sujet de "paysans en sabot". D'ailleurs le plus pauvre paysan-tisseur s'est frotté au monde des villes, a voyagé comme colporteur, comme Antoine Chapon de Cours, qui a eu l'idée de l'industrie de la couverture, en voyant tisser à Moulins en 1825 des bandeaux de chiffons, alors qu'il cherchait à placer les produits de sa petite filature. Tous les grands patrons participent de près ou de loin au monde de la cotonne, en sont imprégnés depuis des générations. Mais ils se recrutent au moins au niveau des classes moyennes ; aucun, à notre connaissance, n'était à l'origine simple paysan-tisseur. On trouve des employés principaux, comme

Bréhard, de Lagresle, qui rachète en 1878 l'atelier de son patron Brison ; des rentiers comme Cherpin, propriétaire foncier à Sévelinges ; le plus souvent de petits fabricants de village, comme la quasi-totalité des industriels de Cours, comme Thoviste, originaire de la Chapelle-de-Mardore, qui, en 1870, ouvre un magasin à Thizy et en 1894 installe de grands établissements au Grand-Creux, à Bourg-de-Thizy. Fabricant de village encore, le fondateur des établissements Marietton - Robin et Carrier, propriétaire d'une filature et d'un tissage de couvertures de coton en 1830-1840, à Allières, hameau de la rive droite de l'Azergues, et qui installe à Amplepuis, en 1870, l'usine de couvertures de laine qui existe toujours et que l'on peut rattacher au groupe de Thizy-Cours. Mais le plus souvent, ce sont des fabricants aisés qui ont derrière eux plusieurs générations de traditions et de biens familiaux, comme les Raffin, teinturiers et tisseurs depuis 1838. Le plus bel exemple est fourni par la famille Déchelette, de Montagny, que l'on retrouve en 1900, à la tête de cinq maisons parmi les plus importantes de Roanne : Chausussy-Grenot et Fouilland, Gouttenoire et Deveaux, Déchelette-Despierrez, Déchelette Louis, Déchelette Rémi, qui vient de céder à Grosse et Déchelette Frères à Montagny. L'ancêtre commun était marchand-toilier à Montagny au début du XVIII^e siècle et la branche aînée est constituée par les Chaverondier, qui ont introduit la filature mécanique. ^(13 bis) On voit que la place de la bourgeoisie de souche roannaise est fort réduite dans cette aristocratie de la cotonne, essentiellement constituée par les montagnards. Au début, cette classe est très ouverte. Les associations se constituent et se défont aisément. On s'associe entre beaux-frères, entre patron et homme de confiance, entre fournisseur de capitaux et technicien, puis on reprend son indépendance, si on le souhaite.

Les patrons sont pénétrés de la tradition lyonnaise et tararienne du fabricant (souplesse d'adaptation à la demande, habitude de travailler avec les marches lointains), qui en fait des libres-échangistes convaincus et les amène à établir des représentants permanents dans les pays coloniaux. Ils sont également pénétrés de la tradition tararienne, puis roannaise de l'application des techniques industrielles de pointe, à une époque où l'industrie textile est en avance pour ses méthodes sur l'industrie métallurgique. Les patrons ont su profiter de la conjoncture favorable issue de la guerre de 1870, qui leur avait donné momentanément le monopole du marché dans leur spécialité et ils ont su orienter leur fabrication conformément

Généalogie simplifiée de la famille DECHELETTE (4)

Artoine DECHELETTE
né à Montagny en 1717 - Agathe DEROIRE
fille de marchands d'Amplepuis

Branche de La Cour (a)

Barthélémy (né en 1747)
marchand de coton à Montagny

Branche des Blais (a)

François (né en 1758)
tisseur à blais et marchand de coton
à Marnac

Branche de Léva (a)

Jean (1787-1856)
- Claudine DEVEAUX
Montagny

Agathe - François-Marie
CHAUROUDIER (né en 1787)
Industriel en coton à Montagny
Filature mécanique
puis à St-Germain-Laval

François-Sylvain
CHAUROUDIER
(1811-1878)
Pt. Ch. de Com. Roanne
viculteur

Auguste
CHAUROUDIER
(1810-1837)
Archiviste au départ.
de la Loire
Archéologue

Pierre-François
(1817-1865)
fabricant à Montagny
puis à Roanne

Reni
(1818)
fabricant à Roanne (1855)
tissage mécanique en 1874
Pt. Ch. Com. Roanne (1870-1873)

Henri (1845-1907)
Pt. Synd. fabricants Roanne-Tizy
(vend. sop. tissage à GROSSE)

Gabrielle (1872-1893) Albert
- Antoine BUC-ET (1874-1935)
Pt. Sté Agr. de Roanne Conservateur du musée
Maire de St-Forgeux l'Esp. Joseph Dechelette

Antoinette (1818-1902)
- Jean-Claude DEVEAUX
fabricant à St-Vincent de
Deins

Ernest DEVEAUX (1842-1892)
Tissage Gouttencroire et
Deveaux
Roanne-St-Vincent de Reins

Victoire (1821-1895)
- Léonard CHAMUSSY
(1821-1895)

Henri CHAMUSSY (1849-1925)
Tissage Chamussy, Gerol
et Foulland/Roanne

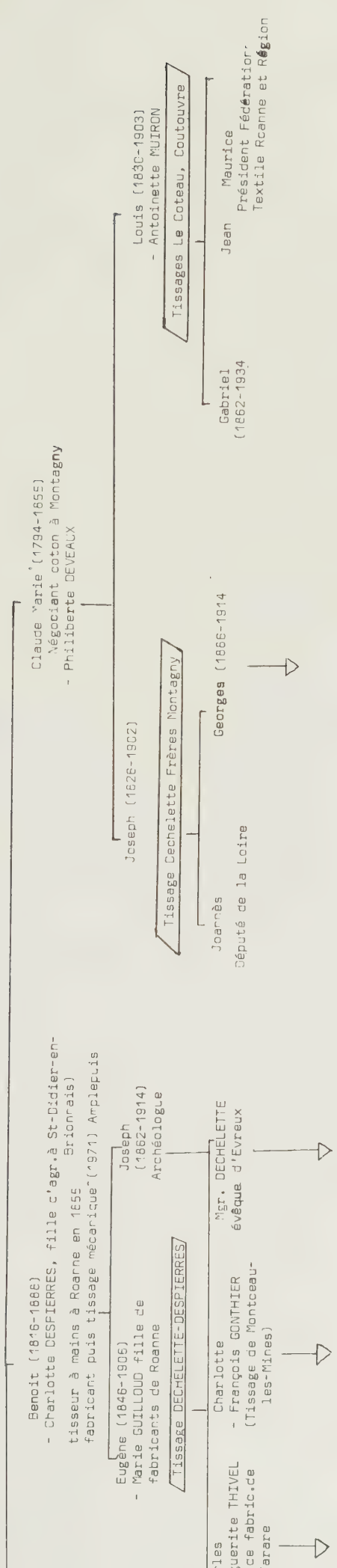
Marie-Louise Léon Charles
- André GRENOT (1876-1909)
- Marie COLCOMBET
(1868-1936) fille de soyeux
de Lyon

une de ses filles
a épousé le baron
BICH et une de ses
nièces un tisseur
des Vosges, Henri
MOUGENDT

Marie
- Ernest LERICHE
Avoué à Roanne
Professeur René LERICHE
(1879-1955)

Source : Louis GONTHIER, Généalogie de la famille DECHELETTE

(a) La Cour, Les Blais et Léva sont des hameaux de Montagny



NOTE sur la Famille DECHELETTE

Tirant leur origine de trois branches de paysans-tisseurs et petits fabricants de Montagny, les Déchelette ont dominé l'histoire du travail du coton dans le Roannais. La branche aînée, les Chaverondier, a monté, dès la Révolution, la première filature mécanique. Les branches cadettes sont à l'origine de quatre entreprises de tissage mécanique, qui comptent parmi les plus importantes jusqu'à la crise de 1967.

Cependant, les Déchelette étaient moins attirés par l'industrie que par la recherche, et en particulier l'archéologie. Joseph Déchelette avait la même passion que son cousin éloigné, Auguste Chaverondier. Sa famille a légué à la ville de Roanne, qui en a fait le musée, le bel hôtel du XVIII^e Siècle, qui abritait ses collections. On trouve dans leur descendance beaucoup de juristes, d'hommes de lettres et un grand médecin, le Professeur Leriche.

Les Déchelette, très attachés au catholicisme, ont donné à l'Eglise un évêque et de nombreux prêtres. Ils ont eu, en général, des familles nombreuses, si bien qu'ils comptent actuellement un millier de descendants. Ils ont été aussi de grands patriotes. Joseph Déchelette, engagé volontaire, est mort dans les premiers combats de 1914 et, pendant la dernière guerre, nombreux sont ceux à s'être illustrés dans la Résistance.

La plupart d'entre eux se trouvent encore dans la région roannaise, bien que dans les dernières générations, la dispersion dans l'hexagone se soit accentuée. Ses alliances avec les familles du patronat textile de la région, de Tarare et de Lyon, ont été nombreuses, sans qu'il y ait inter-pénétration des affaires. Ses alliances avec les grands propriétaires terriens, ont été aussi nombreuses, ce qui est à l'origine de leur patrimoine foncier.

à la demande et aux forces et faiblesses de la région, s'orientant vers l'industrie de qualité à Roanne, vers la grande série que permet le négoce à Thizy. Ils possèdent aussi les autres qualités des capitaines d'industrie : l'esprit d'entreprise, et à un moindre degré, le sens de l'intérêt collectif. Les bénéfices réalisés sont considérables. On peut s'en rendre compte par l'étonnante figure de Joseph Déchelette (1857-1914), d'une famille plus spontanément attirée vers l'étude que vers les affaires, savant désintéressé aux idées avancées (il est dreyfusard), dans un monde naturellement plus prosaïque et conservateur. Attiré par l'archéologie, son père lui conseille sagement de consacrer à l'industrie quelques années de sa vie, afin d'acquérir l'indépendance financière. Effectivement, il pourra acquérir l'hôtel du XVIII^e Siècle, légué à sa mort à la ville de Roanne pour abriter le musée, se constituer une bibliothèque et des collections remarquables, voyager à travers le monde. Les autres font un usage de leur fortune plus conforme à l'esprit capitaliste. Antoine Bréchar, l'employé qui avait acquis de son patron le tissage mécanique de Fontval sur le Benaison en 1878, fait construire une usine de 600 métiers à Pouilly-sous-Charlieu en 1894 et rachète en 1906 un tissage en plein centre de Roanne, rue Sully. Il peut ainsi présenter, à l'exposition de Saint-Louis de 1904, un panneau "tissé à la maison" représentant une colossale Minerve, dans les plis des drapeaux français et américain, proclamant fièrement : " A. Bréchar, Roanne, tissage mécanique de 1 200 métiers, avec ses teintures et apprêts". Peu de capitaux sortent de la cotonne : le cas des Etablissements Dumarest d'Indochine, consacrés principalement au négoce, est exceptionnel. Les dépenses somptuaires sont limitées à la maison bourgeoise en ville et au "château" de prestige, entouré d'un parc, dans les environs immédiats, à Perreux par exemple, ou plus lointains : la Côte Roannaise ou le vignoble de Fleury, fort prisé des cour-siauds. Les investissements de refuge, comme la terre, sont exceptionnels.

Le sens de l'intérêt collectif s'exprime principalement par les décisions et les réclamations de la Chambre de Commerce de Roanne, qui reflète vite les préoccupations du Syndicat de l'Industrie Textile de Roanne-Thizy et la région. L'individualisme de chaque entrepreneur n'empêche pas le consensus pour doter l'industrie de l'équipement technique collectif indispensable. C'est ainsi que sont créés, en 1891, la condition publique des matières textiles, pour vérifier la conformité des filés reçus à la demande, et en 1894, un entrepôt de douanes, qui se charge de l'importation directe sous plomb et des formalités de douanes à l'exportation. La Chambre

de Commerce obtient aussi en 1892 un bureau auxiliaire de la Banque de France, qui, en 1904, est transformé en succursale. Sur le plan des communications, on a vu son action pour obliger la Compagnie P.L.M. à réaliser la gare d'eau en 1894 et elle intervient pour faciliter l'établissement d'un réseau ferroviaire d'intérêt local. Pour les vallées du Reins et de la Trambouze, qui dépendent de la Chambre de Commerce de Tarare, le désenclavement a été plutôt affaire d'initiatives personnelles sans coordination, ce qui explique la présence de trois pénétrantes qui se rattachent à la ligne de Roanne à Tarare. La liaison à voie normale de Saint-Victor-sur-Rhins à Bourg-de-Thizy et Cours en 1882 est due à l'acharnement de deux industriels : Auguste Poizat de Cours et Poizat-Coquard de Bourg-de-Thizy. Thizy s'est offert le luxe d'une ligne parallèle à voie étroite^(13^{ter}). La ligne à voie normale d'Amplepuis à Saint Vincent-de-Reins date de 1890.

Les préoccupations sociales passent au second plan. Le souci du patronat est d'avoir une main d'oeuvre abondante, la moins onéreuse possible. Son attitude oscille entre un certain paternalisme envers les ouvriers, qu'il connaît personnellement et avec lesquels il entretient des relations correctes pendant les grèves et l'opposition systématique à toute charge nouvelle (14). Les premières grandes grèves (1882, 1889, 1894-95 à Roanne) ont toutes pour cause l'augmentation des tarifs, car le tisseur est payé au mètre, voire leur simple respect : le rouleau métrique pour mesurer le travail quotidien est imposé à la suite de la grève de 1882. Les patrons songent peu aux conditions de vie des ouvriers déracinés, qui s'entassent dans des villes qui ne sont pas prêtes à les accueillir. On pare au plus pressé. Les premiers quartiers construits après 1871 à Roanne, entre l'Hôtel de Ville et le Renaison ou près du chemin de fer, sont mal tracés, avec des maisons serrées et sales. Dans la montagne, on construit de hauts immeubles de moëllons, avec des cours minuscules, sans confort ; les "casernes". Le catholicisme social inspire cependant quelques patrons, en particulier Eugène Déchelette, ami d'Albert de Mun. Autour du tissage d'Amplepuis, achevé en 1872, il établit des cités ouvrières à loyer réduit, une chapelle, une école primaire tenue par des religieuses, une coopérative de consommation. A Bourg-de-Thizy, la famille Poizat-Coquard construira l'église et l'hôpital.

d) *Un centre isolé, Villefranche-sur-Saône (15).*

Marché aux toiles de la montagne et ville de tisseurs, Villefranche-sur-Saône, isolée par le vignoble du monde manufacturier, va se maintenir comme centre cotonnier indépendant grâce au négoce, à la réputation de ses teintureries, et à sa position sur un grand axe de circulation.

Sous le Second Empire, les métiers à bras disparaissent (il en restait 150 en 1854 et 80 en 1865). Les marchands cessent peu à peu de fréquenter les marchés de Chauffailles et de Thizy et d'acheter la production des petits fabricants qui se rendaient aux halles. Ils font venir par la Saône, puis par le chemin de fer, des écrus d'Alsace puis des Vosges, du Nord et de Normandie, qu'ils font transformer sur place dans les teintureries installées le long du Morgon, aux eaux autrefois très claires et très pures, devenu un des ruisseaux les plus souillés de France : on compte, en 1880, 15 teintureries avec 850 ouvriers. Les teinturiers conservaient des techniques primitives, jusqu'à ce qu'en 1890, pour résister à la concurrence de Mulhouse, leur syndicat adopte les colorants chimiques et l'outillage le plus perfectionné. La place acquiert alors une réputation incontestée pour la solidité des couleurs simples (noir d'aniline, rouge andrinople) pour tissus bon marché à usage de doublure. (c'était l'ancienne spécialité, héritée des futaines et basins du XVIII^e Siècle), toile de parapluie, coutil. Le négoce est assuré par une vingtaine de maisons, dont les "comptoirs" occupent les ruelles proches du Morgon. Elles vendent aux maisons de tissus en gros de Rouen, Paris, Epinal, Lille, Bordeaux et Marseille et réalisent un chiffre d'affaires de 30 millions. Les principales teintureries se sont groupées dans la Société Anonyme des Blanchisseries, Teintureries et Impressions de Villefranche ^(S.A.B.T.I.), qui construit une usine moderne à Frans, près de la Saône. Elles occupent en 1898, 1 500 ouvriers et réalisent un chiffre d'affaires de 10 millions.

L'essor du négoce et de la transformation entraîne un renouveau de la filature. Les petits établissements, qui subsistaient se regroupent en une entreprise de 500 ouvriers spécialisée dans la fabrication des cotons à tricoter pour travaux à l'aiguille et bonneterie mécanique. En 1896 une usine de traitement de coton hydrophile pour usage industriel (rembourrage, filtres) ou médical (pansements la Rochette), qui aura 200 ouvriers, à la veille de la guerre, s'en détache. Son fondateur est un descendant

d'Etienne Mulsant, qui introduisit à Thizy le tissage des toiles pour indiennes et, à Roanne, le tissage en ateliers, filiation qui rappelle l'ancienne solidarité avec la montagne.

Devant la concurrence de Mulhouse, les "doubluriers" de Villefranche vont comprendre tout le parti qu'ils peuvent tirer de la trouvaille d'un voyageur de commerce, Johannès Sabot, qui en 1888 a recomposé un vêtement de drap, remarqué au cours de ses déplacements. Ils s'intéressent à la confection du vêtement de travail (vestes, pantalons en croisé ou moleskine teints en noir ou en bleu) et en 1910, six maisons emploient 1 200 ouvriers en atelier ou à domicile : Villefranche a trouvé sa nouvelle vocation.

La ville de fonctionnaires et de marchands du début du XIXe Siècle, est devenue une cité ouvrière. Les hommes travaillent dans les teintureries ou la métallurgie (matériel pour la transformation, pulvérisateurs pour traiter la vigne inventés par Vermorel) : les femmes en filature ou dans la confection. Des quartiers ouvriers se sont construits en étoile, autour du centre, vers la Saône (la Quarantaine, Béligny) et dans les villages limitrophes de Limas et de Gleizé. Les fils de paysans des communes voisines viennent travailler aux teintureries et les femmes font de la confection à domicile ou en petits ateliers. La population de Villefranche est passée de 6 000 habitants en 1826, à 11 700 en 1856, après l'annexion des quartiers périphériques, et à 16 000 en 1906.

3.- LE DEVELOPPEMENT DE ROANNE, CENTRE REGIONAL. (16)

Carrefour de voies de communications modernes et centre industriel en pleine croissance, Roanne devient un foyer d'appel de main d'oeuvre et est amené à organiser les services collectifs, à l'intérieur d'une agglomération en rapide croissance, mais aussi à l'échelle de la région, qui se constitue autour d'elle, d'autant plus que les petites villes qui auraient pu être ses rivales sont en déclin. Les initiatives, les capitaux et l'organisation des relations que Roanne met à la disposition de sa région expliquent, dans une certaine mesure au moins, la mise en valeur des campagnes agricoles de l'Ouest et du Nord, qui se produit alors.

a) Roanne, foyer d'appel de main d'oeuvre.

- d'énormes besoins en main d'oeuvre sans qualification.

L'activité industrielle de Roanne n'est pas limitée à la cotonne. Les *industries diverses*, qui continuent à se développer, représentent le cinquième du chiffre d'affaires de la ville, évalué à 200 millions en 1900, dont la moitié pour l'industrie. Les industries qui transforment les matières premières locales, fixées au bord du Renaison qui donne la force motrice, sont les plus anciennes et ont fourni les notables : François Populle (16)^{bis} qui fut maire de 1808 à 1815 était minotier, et Louis Puy, le père du peintre, maire de 1892 à 1896, était ^{de tuilerie} ~~tailleur~~. Grâce à l'arrivée à bon compte du charbon, elles se sont modernisées et les usines bien équipées remplacent les ateliers. Les trois tanneries sont les plus importantes de la Loire et emploient 500 personnes. La céramique utilise l'argile locale, capable de résister aux gels rigoureux et aux chocs les plus forts. Les tuileries et briquetteries de Mably et du Mayollet, au Sud-Est de la ville, emploient 300 ouvriers. Il y en a d'autres à Briennon, Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Germain-Lespinnasse. Les établissements Picard, transférés de Roanne au Coteau en 1913, sont les derniers représentants de la tradition de la faïence roannaise ; ils fabriquent des grès réfractaires pour l'industrie et des grès pour l'architecture et la décoration des jardins. Il existait depuis 1826 une papeterie à Villerêt, construite dans les gorges de la Loire et alimentée par un canal de dérivation taillé dans le rocher. En 1909, la société des Papeteries du Centre, qui associe au propriétaire de la papeterie de Villerêt, un Navarre qui devait reprendre l'affaire par la suite, construit une importante usine à l'embouchure de l'Oudan. Elle réunit alors toutes les conditions nécessaires à cette industrie lourde : l'arrivée du charbon de Blanzay par le canal, l'approvisionnement en eau dans les nappes alluviales de la Loire, la fourniture d'électricité par la Compagnie Electrique de la Loire et du Centre à la recherche de gros consommateurs, la proximité des bois des Monts de la Madeleine. A ces industries lourdes, s'ajoutent des industries légères, qui recherchent une main d'oeuvre à faible qualification, à l'image de la cotonne : sans parler de la bonneterie à ses débuts, on compte une manufacture d'enveloppes attirée par la papeterie, une confiserie, l'usine de crayons Conté, établie à Régnay, depuis 1855 et qui aura un imitateur après la guerre (l'entreprise Corgié installée à Roanne en 1920). La métallurgie est limitée à deux ateliers de

d'entretien de mécanique générale. Toutes ces entreprises sont aux mains de Roannais, même si elles ont été établies par des personnes extérieures à la région : les tuileries ont dépendu d'une société de Digoin et le fondateur de la tannerie Fortier-Beaulieu était établi à Bercy jusqu'en 1840.

La prospérité de l'industrie, qui fait vivre les deux tiers de la population, donne un surcroît d'activité au commerce de détail et au bâtiment (pour Roanne, le parc des immeubles passe de 2 082 à 3 787 de 1872 à 1914). Il faut encore compter avec les 1 500 emplois dans les transports, surtout des cheminots de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, ainsi qu'avec les grossistes, professions libérales et cadres qu'attire une ville moyenne qui s'affirme de plus en plus comme centre régional.

- Une ville grandie trop vite.

Jusqu'en 1876, l'augmentation de la population de Roanne, lente et régulière, avait été fournie par l'accroissement naturel. Le développement de la grande industrie textile (9 000 emplois dans le tissage, plus 1 000 dans la transformation en 1900) n'aurait pu se faire à lui seul, sans le recours à l'exode rural.

L'arrivée de migrants s'est surtout effectuée de 1876 à 1896, où l'augmentation de population de l'agglomération est de 3 % par an. Cette période est un peu décalée par rapport au temps de forte poussée de la

EVOLUTION DE LA POPULATION DE L'AGGLOMERATION ROANNAISE

de 1866 à 1911

	<u>1866</u>	<u>1872</u>	<u>1876</u>	<u>1881</u>	<u>1886</u>
Roanne	19 354	20 037	22 797	25 425	30 402
Le Coteau	2 040	1 974	2 447	2 621	2 780
St-Georges et Mably (1)	-	180	410	400	650
Total arrondi	21 400	22 200	25 650	28 400	33 850
	<u>1891</u>	<u>1896</u>	<u>1901</u>	<u>1906</u>	<u>1911</u>
Roanne	31 380	33 912	34 901	35 516	36 697
Le Coteau	3 092	3 714	4 452	4 590	4 624
St-Georges et Mably	700	1 100	1 850	2 100	2 200
Total arrondi	36 200	38 700	41 200	42 200	43 500

1) estimation population rurale exclue.

cotonne (1872-1889). C'est que la croissance de la ville a été entravée par les difficultés de l'urbanisation. Jusqu'à la construction du barrage sur la Tache, dans les Monts de la Madeleine, en 1893, elle a été gênée par le manque d'eau potable. L'établissement d'un réseau de distribution d'eau a été accompagné d'un réseau d'assainissement, qui a permis le drainage des quartiers marécageux au pied de la terrasse où était établie la vieille ville : le Marais entre le centre et la gare, Fontenille au Sud et le quartier du port. Les zones occupées par les jardins ouvriers et maraîchers, vont se peupler d'habitations, de dépôts et d'usines. Elles ont longtemps séparé le centre des faubourgs qui suivent chacune des quatre grandes voies de pénétration : le faubourg Mulsant, le plus ancien, à l'Est, le long de la route de Vichy ; le faubourg de Clermont au Sud, le plus ouvrier ; le faubourg le long de la route de Paris au Nord. Le Coteau, à l'Est au delà du pont, le long de la route de Lyon, pourrait être considérée comme le quatrième faubourg. Son développement n'a été possible qu'après la vente de son domaine en 1886, par la famille de Rainneville, à un marchand de biens.

L'extension de la ville ne peut passer pour un modèle d'urbanisme. Elle a d'abord essayé de suivre le rythme de la croissance industrielle. On a paré au plus pressé, l'esprit de lucre a dominé et l'administration municipale débordée n'a guère pu imposer de contrôle à l'initiative individuelle. Même dans le centre, les usines se mêlent aux maisons trop serrées autour de rues trop étroites. On a vu l'absence de préoccupations sociales du patronat : la première cité ouvrière est celle des papeteries Navarre en 1909. Quand le rythme d'augmentation de la population se ralentit (il est inférieur à 1 % de 1896 à 1911), le marasme économique limite les interventions publiques au strict nécessaire (alimentation en eau, assainissement, transports publics, écoles), sans pouvoir remettre en cause le tissu urbain. C'est dans cette ville grandie trop vite, peu aérée, à l'habitat souvent insalubre, aux équipements collectifs réduits, que va s'entasser la foule des déracinés venue des campagnes voisines.

- Une ville de terroir.

Comme Le Creusot, Saint-Etienne et Clermont-Ferrand, Roanne est une ville de terroir par l'origine de son peuplement. En 1896, sur 34 000 habitants, 600 seulement sont nés dans les départements non limitrophes (il s'agit pour les deux tiers de fonctionnaires et d'ingénieurs) et il

n'y a que 250 étrangers (il y en avait 712 en 1886). Or de 1876 à 1911, l'agglomération a augmenté de 18 000 habitants et le nombre des personnes venues s'y fixer est supérieur, car il faut compter avec les départs, certes peu nombreux, et avec le déficit naturel, à partir de 1883. Il est dû à une diminution du taux de natalité et à un taux de mortalité élevé, surtout pour la mortalité infantile. Ce comportement démographique est à mettre en relation avec la fréquence du travail des femmes. Dans le coton, il y a autant de main d'oeuvre féminine que masculine. En 1921, le pourcentage de personnes actives dans la population totale est de 55 %. Le double salaire est une nécessité, car le tisseur peut difficilement faire vivre une famille. Le budget d'une famille ouvrière de cinq personnes (le père, la mère et trois enfants en bas âge), établi par Victor Déchelette en 1897, fait état de dépenses qui peuvent paraître incompressibles de 110 francs par mois (65 francs pour une nourriture fruste de soupe, pain et fromage, un peu de vin, quelquefois de la viande, les légumes du jardin ; 10 francs de loyer pour un logement de deux pièces ; 35 francs pour l'entretien, le vêtement, les dépenses de santé et les "menus plaisirs"). Or le tisseur gagne 3,25 francs par journée de 11 heures, 300 jours par an, soit 90 francs par mois. L'apport de la femme et des enfants est indispensable. L'égalité des salaires masculins et féminins à travail égal est respectée, mais la femme est souvent à des postes moins payés : l'ourdisseuse gagne 2 à 2,75 francs par jour en 1904, quand le tisseur gagne entre 3,75 et 4,25 francs. Beaucoup de femmes, qui ont des enfants en bas âge, arrêtent momentanément d'aller à l'usine. Elles font alors du travail à domicile (tricot, broderie...) et gagnent alors, comme dans l'exemple cité 1,50 francs par jour (17). L'insuffisance des soins donnés aux enfants et au ménage est la conséquence de la fréquence du travail féminin et le café est souvent le refuge. L'alcoolisme explique, avec la médiocrité de la nourriture et du logement, le grand nombre de cas de tuberculose.

Il semble que la population vienne d'abord des Monts du Beaujolais et de l'Est du plateau de Neulise, touchés par l'abandon du tissage à bras, aggravé dans le second cas par la crise de la mousseline. Les cantons de Belmont et de SaintSymphorien-de-Lay ont perdu respectivement 5 100 et 4 500 habitants, entre 1876 et 1911, soit 30 et 20 % de leur population. Mais alors que la population tend à se stabiliser après 1886 dans le canton de Saint-Symphorien-de-Lay (18), la baisse est continue dans la zone du tissage à bras de la cotonne. Après 1891, les migrants viennent surtout de la plaine

de Roanne et de la Sologne bourbonnaise proche, surpeuplées, et du vignoble, touché par la concurrence des vins du Midi : les cantons de rive gauche de l'arrondissement de Roanne perdent 5 000 habitants entre le maximum de 1891 et 1911. L'exode rural, en provenance des Monts de la Madeleine, a été continu et intéresse aussi la Montagne Bourbonnaise. Sur les 8 400 roannais, recensés en 1894, nés dans un département limitrophe, 5 200 sont originaires de l'Allier, 1 500 de Saône-et-Loire, et 1 600 du Rhône seulement. En effet, peu de migrants sont venus des cantons manufacturiers, situés à l'Est de la chaîne des Mollières, qui ont pourtant perdu plus de 15 000 habitants de 1896 à 1911, ^{soit} plus de 20 % de la population. Cours, Thizy et Amplepuis, qui ont gagné plus de 8 500 habitants, ont eu un recrutement très local, limité au versant atlantique des Monts du Beaujolais.

Ainsi, l'aire de recrutement de la population des villes de la cotonne à l'époque de la mécanisation, nettement délimitée par des obstacles naturels à l'Est, au Sud (l'extrémité Nord de la plaine du Forez) et à l'Ouest (la grande faille du Forez) est au contraire, largement ouverte au Nord.

b) Le développement de la fonction régionale.

L'aire de recrutement des villes de la cotonne coïncide avec l'aire de rayonnement des services dont Roanne se dote : outre les différents services d'une sous-préfecture, elle voit se constituer un commerce de gros et un équipement bancaire particulièrement puissants. Une *région autonome* se dégage : les prédispositions du relief sont renforcées par le dynamisme des hommes et l'organisation d'un réseau local de communications.

La constitution d'un réseau ferré d'intérêt local.

Roanne s'est dotée d'un réseau régional de voies ferrées particulièrement dense branché sur les grands axes Roanne-Saint-Germain-des-Fossés, Roanne-Saint-Etienne, Roanne-Lyon par Tarare. C'est indispensable à une époque où la route n'est plus parcourue que par les charrois agricoles et les voitures publiques, qui font la liaison entre les gares et les villages à l'écart du chemin de fer. Les statistiques de 1887 font état de 326 "colliers" seulement par jour, sur la R.N. 7, alors qu'une petite gare proche de Roanne, comme Saint-Germain-l'Espinasse voit passer 27 000 voyageurs

par an (19). Roanne est reliée au réseau dense des chemins de fer d'intérêt local de Saône-et-Loire par deux lignes à voie normale: la première, achevée en 1882, qui suit la Loire et rejoint à Paray-le-Monial la transversale Nevers-Chalon ; et la seconde, achevée en 1889, qui quitte la précédente à Pouilly-sur-Charlieu et qui, par Charlieu et la Clayette, mène à Cluny et Chalon. A la veille de la guerre de 1914, ou peu après, Roanne était reliée à la Côte Roannaise et au plateau de Neulise, par des lignes qui dessinaient un quadrilatère s'appuyant sur Ambierle au Nord-Ouest, Régny au Nord-Est, Bussièrès au Sud-Est, Saint-Germain-Laval au Sud-Ouest, d'où l'on pouvait gagner Vichy à travers les Monts de la Madeleine, par les vallées de l'Aix et du Sichon.

- Le commerce de gros des pondéreux.

La constitution tardive de ce quadrilatère, qui a demandé des ouvrages d'art considérables, explique sans doute que les paysans aient continué de fréquenter les magasins de détail et les foires, auxquels ils étaient habitués. Comme marché rural, Roanne a certes ses chevillards, ses marchands de bois et de bestiaux, ses coquetiers, ses épiciers en gros et ses marchands de tissus, mais ses foires n'ont jamais réussi à s'imposer et elle n'a pas le rayonnement de Charlieu et de Marcigny (20), voire de bourgs comme Saint-Just-en-Chevalet. Dans une région qui reste cloisonnée par le relief et la force des traditions, l'influence de Roanne va s'imposer au niveau du commerce de gros des pondéreux. L'industrie, née du commerce de transit, lui a redonné une nouvelle vitalité, liée aussi au terminus du canal le plus méridional du centre de la France, qui en fait un point d'éclatement (21). Le quai du Bassin va se couvrir d'entrepôts établis par les maisons lyonnaises, qui ont là une de leurs agences les plus importantes, rayonnant sur une multitude de dépôts locaux : Charvet et Limousin et Descours pour le charbon, Descours-et-Cabaud pour les fers et métaux. Depuis 1885, le charbon vient en quasi-totalité de Blanzay ; en 1900, le trafic porte sur 100 000 tonnes, dont le quart est redistribué. Les poutrelles, cornières et fers de serrurerie sont redistribués en plus grande proportion. Il en va de même pour les matériaux de construction (chaux, sables et ciments ; briques et tuiles ; bois et dérivés), où une maison roannaise, les établissements Peylet, a pris la suite, en 1904, d'une maison de Chalon.

-- Un équipement bancaire puissant et largement autonome (22).

La banque a contribué avec le négoce de gros, à la constitution de la région roannaise, révélant en cela une formule moderne de type lyonnais. La circulation des capitaux se caractérise par la précocité de l'ouverture aux techniques modernes. Les grands établissements de crédit s'implantent au début de la mécanisation du tissage : le Crédit Lyonnais en 1872, la Société Générale en 1873. Ils installent à partir des succursales un réseau hiérarchisé en milieu rural, où sont fortement établies les banques privées. Leur insertion a été particulièrement précoce en Brionnais-Charolais, car l'embouche est une activité spéculative fondée sur le crédit. La Caisse d'Epargne de Roanne mobilise les disponibilités des petites gens, en particulier des ouvriers, de souche paysanne proche, dont le sens de l'économie est resté vif : en 1913, elle rassemble 35 000 livrets et gère 16 millions de dépôts (23). La circulation des capitaux est forte : en 1913, Roanne est la 53ème succursale de la Banque de France, avec un montant d'opérations de 140 millions, soit le double de Mâcon, sans compter le bureau auxiliaire de Thizy.

La profonde pénétration en milieu rural permet un équilibre entre les campagnes pourvoyeuses de capitaux et les places industrielles qui ont de gros besoins. Elle permet aussi l'alternance dans le temps : les besoins de l'embouche pour l'achat des maigres au printemps correspondent aux rentrées de la saison d'été dans l'industrie cotonnière et, inversement, la vente du bétail gras coïncide avec la mise en route des collections. La région présente donc une autonomie financière, dont témoigne la réussite de la Banque Régionale du Centre qui a son siège social à Roanne et qui contrôle 35 à 40 % du mouvement des capitaux. Elle a été fondée en 1913 par la fusion de trois établissements : Paul Vadon de Roanne, Tixier et Ferrières de Digoin et Paray-le-Monial, Joseph Vadon fils de Charolles ; elle absorbera en 1934 Vadon jeune de Charlieu. Entre 1913 et 1920, elle ouvre 15 guichets nouveaux, souvent au delà de la zone d'influence de la ville. Leur distribution témoigne du souci d'équilibre entre les régions textiles (Cours, Thizy, Amplepuis, Roanne) et les régions rurales : le nord de la plaine du Forez (Boën-sur-Lignon et Feurs) et surtout la zone d'élevage du charolais qui, à partir du Brionnais (Marcigny, La Clayette, Chauffailles), s'étend à l'Est (Cluny, Autun, Mâcon) et surtout à l'Ouest (Bourbon-Lancy, Moulins, Varennes-sur-Allier, Saint-Pourçain-sur-Sioule, Vichy) (24).

4.- LES TRANSFORMATIONS DES CAMPAGNES AGRICOLES DE L'OUEST ET DU NORD.

A l'inverse des pays manufacturiers de l'Est, les campagnes agricoles du Nord et de l'Ouest connaissent l'achèvement de leur mise en valeur après 1866, à l'époque du grand essor de Roanne. Leur comportement démographique traduit cette évolution : si le Brionnais connaît son maximum en 1846, avant l'extension des herbages, si la population des Monts de la Madeleine reste étrangement stable de 1806 à 1891, ce qui est la marque d'une montagne isolée, précocement surpeuplée, le maximum de population a été exceptionnellement tardif pour la plaine de Roanne, enfin assainie, et pour la côte, qui profite de la destruction passagère des vignobles du Midi. L'essor de Roanne n'est pas étranger à ces transformations : l'ouverture des voies de communications et plus largement des échanges, l'investissement prudent, mais persévérant des bénéfices réalisés dans l'industrie et le commerce y ont contribué.

a) La mise en valeur de la plaine de Roanne.

- Une plaine insalubre.

Sans être le saltus de landes, de bois et d'étangs parcouru par les troupeaux, à population clairsemée, évité par les villages, qui s'alignent sur les "balmes", au contact des chambons, et sur la Côte vigneronne, que décrit François Tomas pour la plaine du Forez (25), la plaine de Roanne est encore dans la première moitié du XIXe Siècle, un pays de cultures pauvres, peu peuplé, ravagé par les fièvres, où l'habitat se disperse hors des bourgs, en châteaux, granges isolées ou hameaux de quelques maisons. En 1841, le canton de La Pacaudière a la densité la plus faible de l'arrondissement (moins de 40 hab/km²) et le taux de mortalité le plus élevé du département (31,7 ‰) après le canton du Chambon-Feugerolles, dans le pays noir.

Le sol est partagé en *domaines* de 40 à 50 ha, confiés à des métayers, les *grangers*. Le seigle succède à deux années de jachère et le rendement ne dépasse pas 9 hl à l'hectare. Il faut cultiver en billons : les sillons d'écoulement ou filleules occupent le quart de la surface. On fait venir l'hiver des manouvriers des campagnes voisines pour entretenir les fossés qui ceinturent les champs. L'outillage est rudimentaire : araire, herse rigide en bois, plane formée de deux chevrons écartés²⁰ chargés d'une pierre en guise de rouleau, faucille pour la moisson. Le bétail est peu nombreux et médiocre : on compte trois ou quatre paires de boeufs, huit vaches, un cheval, cinquante

moutons et quelques porcs par domaine. Les étangs sont moins étendus que dans la plaine du Forez (500 ha au lieu de 3 000 en 1845), dont la moitié dans le canton de La Pacaudière, mais les forêts défrichées surtout à partir du XII^e siècle, autour du monastère cistercien de La Bénisson-Dieu, restent très étendues. Journaliers et grangers, affaiblis par les fièvres, vivent misérablement : "quand le granger a prélevé ce qui lui est nécessaire à sa consommation, aux frais de culture et d'impôt, il reste peu de chose", reconnaît l'Annuaire de 1843, d'autant plus qu'ils sont peu nombreux à filer et tisser le chanvre. Les riches domaines des chambons, cultivés à la bêche, où le blé et le chanvre se succèdent sans interruption, et les premières embouches de la vallée du Sornin qui envoient des boeufs gras à Paris, contrastent avec ces campagnes désolées (³²26).

- Les transformations (1840-1880).

Les transformations commencent à partir de 1840, à l'initiative des grands propriétaires qui fondent cette année-là les comices agricoles de Roanne et de Perreux et reconstituent en 1849, la Société d'Agriculture de Roanne. Ils diffusent la charrue Dombasle propre à défoncer les terres lourdes, introduisent la prairie artificielle et se préoccupent d'améliorer l'élevage. Les progrès ont commencé dans le Sud de la plaine : Saint-Romain-la-Motte et Noailly, les deux communes les plus favorisées comptent en 1845 21 et 17 % des terres labourables en prairies artificielles. Bien que la surface des prés naturels aurait été multipliée par dix depuis 1818, les labours couvrent encore dans ces deux communes 75 et 70 % de la surface totale (³³29). A partir de 1846, l'administration préfectorale mène une action systématique pour assainir le pays, en supprimant les étangs et la culture du chanvre. Brusquement, en raison de la diminution du taux de mortalité, la population croît de manière foudroyante, d'un quart en 25 ans. En 1876, le canton de La Pacaudière, atteint une densité de 53 hab/km² et la région est véritablement surpeuplée. De 1876 à 1891, la population se stabilise, sous les deux influences contraires de l'extension du vignoble en plaine et de l'exode rural vers les industries de Roanne. Les années de 1856 à 1876 sont celles des transformations les plus profondes, comme dans l'ensemble du Bourbonnais et dans les varennes de Limagne (³⁴28). Les observateurs de l'Enquête agricole de 1866 notent, en trente ans, une augmentation de la valeur de la terre et des fermages de 30 à 40 %, le doublement des salaires et l'amélioration de la condition des ouvriers agricoles (³⁵29).

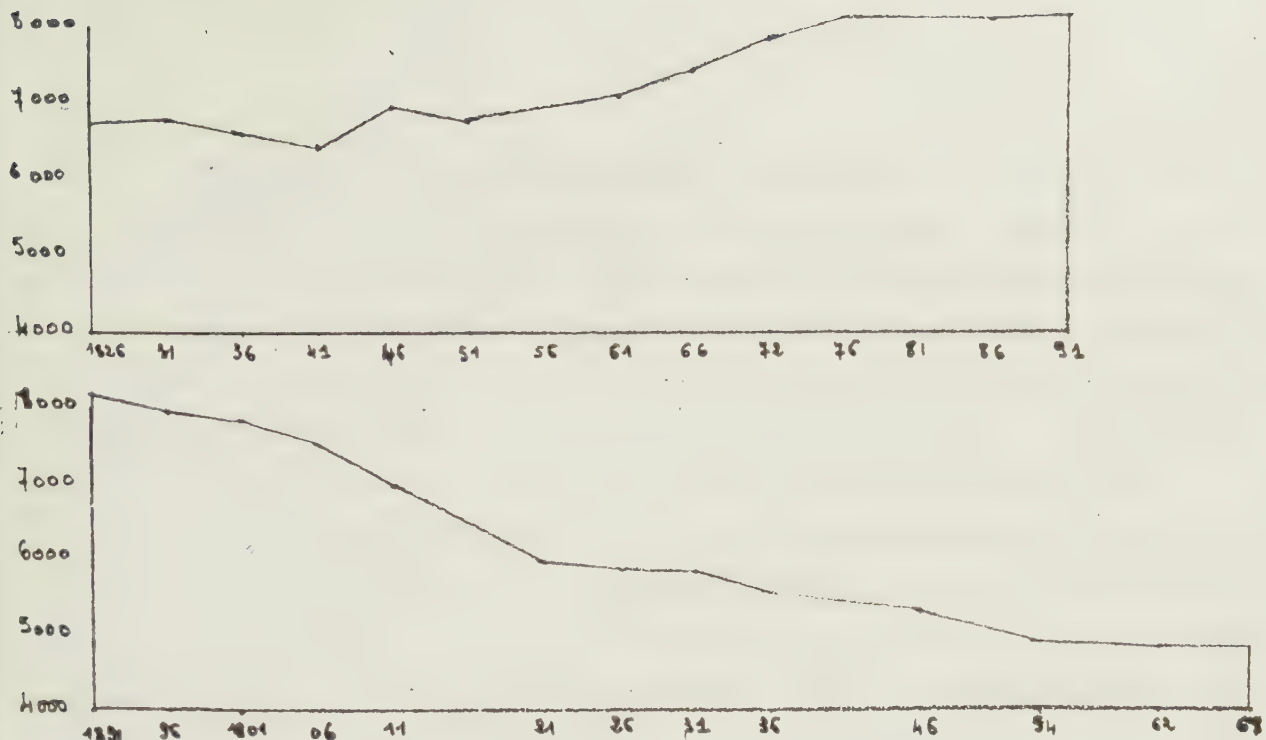


Figure 17. L'EVOLUTION DE LA POPULATION DANS LE CANTON DE LA PACAUDIERE

La concordance entre l'accroissement de la population et la première révolution agricole est frappante. L'abondance des hommes permet le défrichement des bois, le défoncement des landes, le creusement et l'entretien de nouveaux fossés. Le chaulage, favorisé par la construction de la voie ferrée Roanne-Saint-Germain-des-Fossés, qui permet d'apporter à bon compte la chaux de l'Allier, entraîne la substitution du froment au seigle et l'adoption de l'assolement depuis longtemps pratiqué dans les montagnes manufacturières de l'Est : plantes sarclées (pommes de terre, maïs ou betteraves) la première année, blé, trèfle et blé. Les bêtes blanches charolaises croisées sont introduites et on peut les engraisser à raison d'une tête à l'hectare, grâce aux prairies artificielles. Mais ces transformations sont longtemps limitées aux domaines des propriétaires éclairés. "Le reste du pays, écrit en 1866, le docteur Poyet, propriétaire du domaine de Jacques Coeur, à Boisy, alterne jachère et céréale, avec un peu d'avoine, quelques pommes de terre, ainsi qu'un peu de trèfle l'année de jachère, depuis l'usage de la chaux". Contrairement à la situation actuelle, les prairies naturelles sont rares et l'élevage est considéré comme un mal nécessaire dans ce pays de culture : "tous ces animaux paient à peine les frais et le fourrage et c'est la nécessité d'employer les fourrages et le besoin d'engrais qui les fait élever et

et engraisser", trouve-t-on encore sous la plume du docteur Poyet. C'est sur les sols liasiques et les alluvions de la vallée du Sornin que commence à s'élaborer le paysage actuel : "la transformation des terres en prés a coûté 500 francs l'hectare, compris les haies" lit-on dans la déposition d'un agriculteur de Pouilly-sur-Charlieu.

- Plaine de Roanne et Bourbonnais.

Les domaines bien conduits sont particulièrement nombreux dès qu'on se rapproche de Roanne, car "les fortunes conquises et les épargnes réalisées grâce à la prospérité de l'industrie du tissage du coton se sont portées du côté de la terre". Ainsi s'accroît encore le contraste, de part et d'autre de la Forêt de l'Espinasse. Au Sud, les propriétés, d'origine aristocratique ou de la bourgeoisie roannaise et lyonnaise, comptent en moyenne trois domaines de 25 hectares et sont gérées directement ou par un régisseur. Le fermage fait des progrès rapides, car le fermier se prête volontiers aux améliorations. Au Nord, commence le Bourbonnais, avec les grandes propriétés confiées par les propriétaires absentéistes aux fermiers-généralistes. Ceux-ci paient une somme fixée d'avance pour l'affermage des terres, qu'ils récupèrent en contractant avec les métayers. Ainsi le marquis de Lévy a 30 hectares de réserve et 900 hectares en métayage, confiés à cinq fermiers-généralistes. Jusqu'à la guerre de 1914, la pression est vive sur les domaines en métayage. Le contrat impose au métayer, qui reçoit la moitié des fruits, en échange de son travail et d'une lourde part des frais de culture, la charge ou impôt colonique, somme d'argent pour la location de la maison et la part d'impôt. La dureté des fermiers-généralistes entraîne le développement du mouvement syndical, particulièrement actif de 1906 à 1909, qui cherche à imposer un contrat-type et, après son échec, la diffusion des idées socialistes : aujourd'hui encore, les campagnes du Bourbonnais votent "rouge" (30).

b) Deux pays qui réalisent leur vocation.

Si la mise en valeur de la plaine de Roanne est dans la dépendance étroite du développement régional, la spécialisation de la Côte Roannaise dans la vigne et du Brionnais dans l'élevage charolais, obéit davantage à l'adaptation de l'agriculture à la vocation des terroirs, à la faveur d'une conjoncture favorable du marché national.

- L'âge d'or du vignoble. (31)

Comme tous les vignobles du Centre de la France, atteints les premiers par le phylloxéra et reconstitués avant les vignobles du Midi, la Côte Roannaise et les petits vignobles voisins deviennent dans les années 1880-1900 de gros fournisseurs de vins de consommation courante. Ils connaissent alors leur maximum de population, avec des densités supérieures à 100 hab/km² et la vigne couvre plus de 10 000 hectares.

La vigne est attestée dans la Côte dès le Xe Siècle. Le vignoble de pied de montagne, au débouché uniquement régional, commence à fournir le marché parisien, quand Roanne devient tête de navigation sur la Loire. Quand, à la fin du XVIIIe Siècle, les négociants parisiens viennent prendre livraison à Pouilly-sous-Charlieu des vins du Beaujolais, ils prennent l'habitude de compléter sur place leur approvisionnement. Le "vin d'Arnaison", issu de Gamay, léger et de garde courte, est recherché parce qu'il est très coloré et sans goût de terroir prononcé, pour les coupages avec les vins clairs de l'Anjou et de l'Orléanais. Un tel vin est obtenu par un long cuvage, jusqu'à ce que la fermentation soit presque totalement tombée. Avant 1790, on expédie à Paris jusqu'à 80 et 100 000 hl par an. A la fin du XVIIIe Siècle et au début du XIXe, la cherté du vin va entraîner le développement de nouveaux vignobles, dans des sites moins privilégiés, ce qui fait que la production de l'arrondissement est estimée à 300 000 hl en 1809. Tous ces vins de médiocre qualité sont expédiés sur Paris et ruinent la réputation des vins d'Arnaison (32). Le débouché régional va suppléer le débouché parisien qui se restreint. Il s'étend à partir de 1855, grâce à l'augmentation du niveau de vie à la montagne, où l'on se met à boire du vin : montagne manufacturière, Monts du Charolais, Monts du Soir jusqu'à Thiers. Les plantations nouvelles se multiplient, particulièrement sur les coteaux autour de Perreux, sur défrichements de chênes et même sur les versants bien exposés en demi-montagne. La vigne est conduite avec plus de soin, mais n'est pas traitée comme pour un vignoble de qualité. Les rendements sont abondants (50 hl par ha en moyenne en 1866) et "seuls, les vins des bons cantons, faits avec méthode et soin peuvent se conserver deux à trois ans" (29).

Le phylloxéra, loin de briser l'essor du vignoble, va amener son expansion. Il apparaît très tôt : "vers la fin d'août 1879, M. Durand, propriétaire à Perreux, découvre les taches. Le mal était plus grand que l'on pensait : le phylloxéra s'étend sur Perreux, Saint-Vincent-de-Boisset et Régnay, sur 7 km de long et 3 km de large". De la rive droite, il gagne les

Sources : Départ de la Loire : Archives départ.
 Départ. de S. et L.
 F. M. D. "Monographie des communes
 du Brionnais et du Charolais 1904

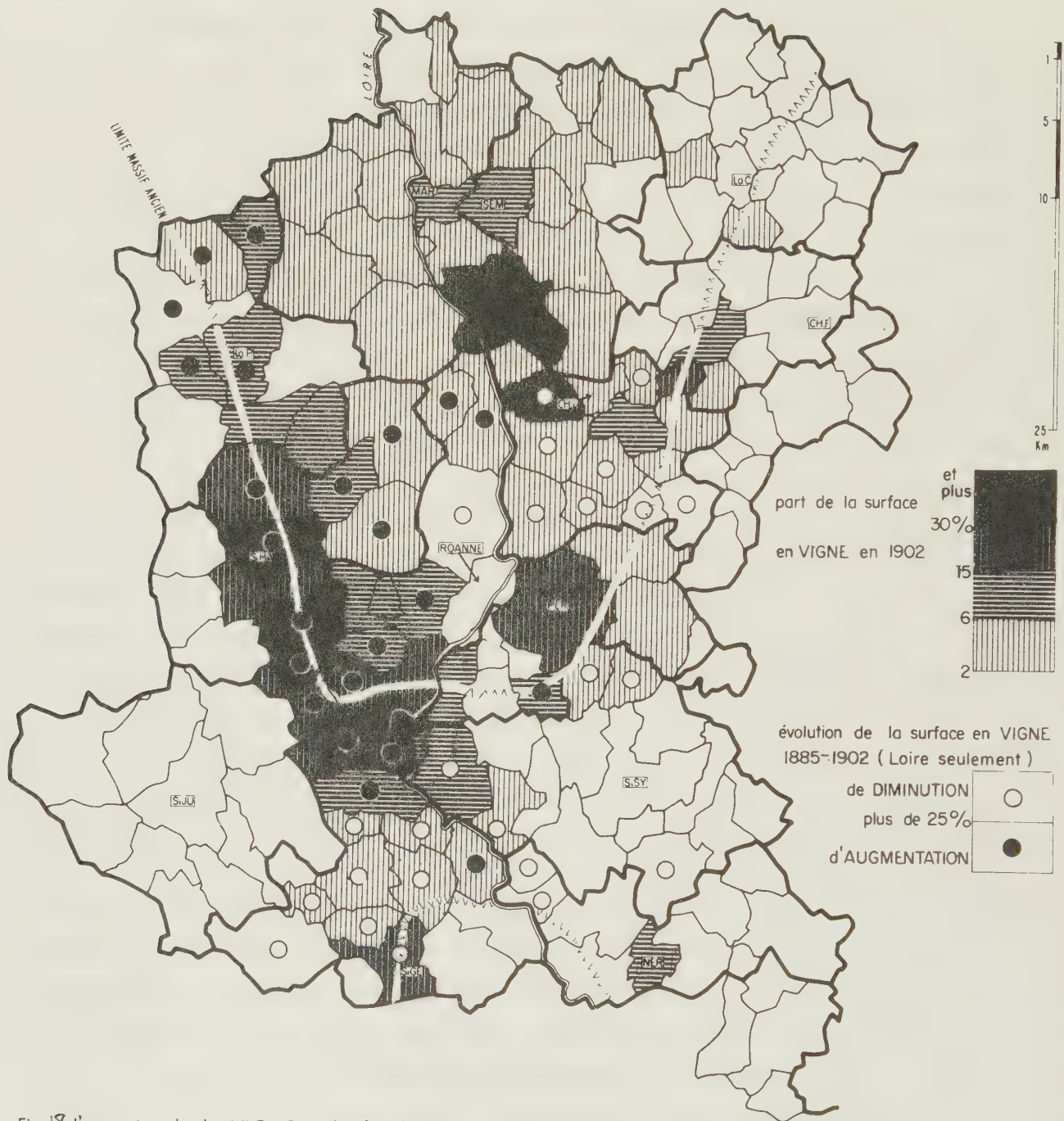


Fig.18 l'extension de la VIGNE a la fin du XIX^{es}.

gorges de la Loire et le plateau de Neulise en 1882, la Côte Roannaise à partir de 1886. Le coteau de Fleury est atteint à son tour en 1887. La maladie provoque la hausse des prix : l'hectolitre qui se vendait de 18 à 25 francs en 1886 est demandé entre 55 et 90 francs en 1890. En effet, à cause de la diminution de production dans le Midi, les expéditions reprennent sur Paris : elles sont de 12 à 15 000 hl dès 1886 (39). En même temps que l'on lutte avec le sulfure de carbone, le vignoble est replanté au fur et à mesure des destructions. A vrai dire, il a tendance à se concentrer dans les sites les plus favorables à la production de masse, comme l'indique la carte. Les vignes d'autarcie de demi-montagne et du plateau de Neulise reculent. Le vignoble des gorges de la Loire accroché à des pentes raides et le vignoble de Saint-Germain-Laval, isolé, ne sont reconstitués qu'en partie et le phylloxéra a ici les résultats désastreux bien connus. "En quelques années, le vignoble de Saint-Germain-Laval est détruit aux trois quarts, ce qui restait ne compensait pas les frais de production. Or la vigne assurait la moitié des ressources locales et les commerçants en ressentent les effets. L'exode inévitable commence. En 1903, le budget municipal tombe à 17 000 francs ; il était de 45 000 francs en 1885" (34).

Au contraire, la Côte Roannaise va connaître son apogée. Le vignoble de coteau reconstitué perd son aspect désordonné pour les rangées rectilignes de ceps. La vigne prend une place prépondérante aux dépens de la polyculture. La plaine qui la borde est gagnée par la fièvre des plantations et la surface en vigne double. Aux tourelles, corps de logis, églises gothiques, remparts et vieilles portes cloutées légués par le passé, cette ère de prospérité ajoute les maisons à étages en pierre de la montagne, avec encadrement de briques autour des ouvertures, des rentiers ; les maisons-blocs en longueur, crépies, avec habitation à gauche, cuvage et étable au milieu, grange à droite et cave à moitié enterrée sous la pente naturelle, des vigneronns aisés ; les vastes maisons de maître, surmontées d'un clocheton, précédées par deux rangées de bâtiments de part et d'autre de la cour, des domaines des riches exploitants de la plaine. Le maximum de population est atteint en 1891 ou 1896, suivant les villages, dans la Côte, où elle a augmenté de 13 % par rapport à 1887 ; plus tard dans la plaine : en 1901 à Saint-Germain-l'Espinasse et 1906 à Lentigny. Le petit vignoble de Fleury-la-Montagne qui s'étend sur les communes voisines de Saint-Nizier-sous-Charlieu, Saint-Pierre-la-Noaille, Iguerande, Mailly et à un moindre degré, Saint-Bonnet-de-Cray et Saint-Julien-de-Jonzy dépasse lui aussi les 100 habitants au km². A Fleury même, la vigne s'étend sur 550 des 875 hectares du finage et les jeunes

formés à l'école de greffage du village, sont appelés en Auvergne, dans l'Yonne et en Bourgogne (35).

Les besoins en main d'oeuvre de la vigne sont considérables, car tout le travail se fait à la main et l'écartement des ceps ne permet pas le passage du cheval. On considère qu'un ouvrier peut entretenir 50 ouvrées (2 ha). Il y a aussi nombre de courtiers et négociants, de voituriers, tonneliers, septembriers qui entretiennent la futaille, maçons, charpentiers et forgerons. Les montagnards des Monts de la Madeleine s'installent comme métayers ou journaliers dans la Côte Roannaise. A Saint-Alban, le solde migratoire représente 70 % de la croissance de la population, passée de 627 à 1 094 habitants de 1866 à 1896 (36). A Fleury-la-Montagne, les artisans viennent des Monts du Charolais et les saisonniers sont des tisseurs de la montagne.

Le développement de la culture de la vigne a créé un sous-prolétariat d'ouvriers agricoles, qui tend à s'opposer aux propriétaires de grands domaines d'origine nobiliaire d'une cinquantaine d'hectares, et aux exploitants agricoles aisés. A Saint-Alban, en 1913, il y a 70 agriculteurs en faire-valoir direct qui ont autour de 5 hectares et vivent correctement, une vingtaine d'agriculteurs entre 5 et 15 hectares ou plus, 33 métayers, 87 ouvriers agricoles et 40 journaliers. A Fleury-la-Montagne, la masse des façonniers ou prix-fauteurs qui entretiennent chacun deux hectares de vigne, ne dispose que d'une chèvre et d'une pauvre maison de deux pièces. Leur femme, à la cave, tisse la soie sur métier à main, à l'image des femmes de vigneron en faire-valoir direct qui n'ont que trois hectares et une vache.

- Le Brionnais gagné par la prairie.

L'emboucheur, comme le vigneron, est considéré par les autres paysans comme un aristocrate de la terre : il gagne bien sa vie, tout en faisant un travail moins rude, plus noble. La spécialisation dans l'élevage gagne le Brionnais entre 1852 et 1882, à l'époque où la France s'industrialise et se dote d'un réseau de chemins de fer. Contrairement à ce qui se passe pour le vignoble, elle s'accompagne d'une diminution de la population (les maxima de l'ordre de 50 hab/km² sont antérieurs à 1866 et même à 1846 dans le berceau de l'embouche), ce qui correspond au caractère extensif de cette activité. Le paradoxe veut que cette agriculture pour la vente soit pratiquée, dans un pays isolé, sans ville, hors le bourg-marché de Marcigny,

par de petits exploitants traditionnels. Il s'explique par l'exceptionnelle aptitude des terres à la prairie naturelle.

Au XVIII^e Siècle, apparaît à Saint-Christophe-en-Brionnais, Saint-Julien-de-Civry, Briant et Oyé, sur les riches prairies du lias, la race charolaise, qui est un rameau des races jurassiennes. Bientôt, il y a dans le Brionnais un engouement pour l'embouche, qui est le fait pour les bêtes de prendre le maximum de poids dans le minimum de temps et, en 1808, les sept communes du noyau primitif ont plus de 50 % de leur surface en pré.

La race primitive est recherchée pour les labours et les charrois. Médiocre laitière, elle acquiert facilement de la viande. Les boeufs sont engraisés vers 6-7 ans et les vaches vers 7-9 ans. La race actuelle, orientée vers la viande, va être mise au point dans le Nivernais, et en particulier dans les pays entre Loire et Allier, étudiés par Jean Boichard, où s'est établie en 1770 une famille d'éleveurs d'Oyé, les Mathieu. En 1830, le comte de Bouillé introduit dans son domaine de Villars, dans la Nièvre, le croisement avec la race anglaise Durham, ce qui donne des sujets à charpente plus fine et à meilleure aptitude à la viande. Mais les risques de dégénérescence obligent à maintenir des croisements à partir de reproducteurs de race pure (durham et charolais), ce qui explique les achats massifs en Charolais-Brionnais. A la fin du Second-Empire, la race stable charolais-durham est acquise, mais les Brionnais, occupés à préserver la pureté de leur race, se refusent longtemps à accepter le métissage : ce n'est qu'en 1890 que le Conseil Général de Saône-et-Loire admet la présentation de bovins-métis dans les concours, les propriétaires des départements voisins trouvant chez eux des reproducteurs supérieurs à ceux du Brionnais (37).

En 1852, l'agriculture du Brionnais se partage entre la recherche de l'autarcie, la culture du blé, et l'élevage des bovins que suggère l'assemblage de terroirs aux aptitudes variées : les champs et les vignes s'étendent sur le calcaire, les prairies sur les marnes. Dans le canton de Semur, le seul à être tout entier contenu dans le Brionnais, les terres labourables couvrent 36 % de la surface totale et 45 % de la surface agricole utile, dont 60 % pour le blé. Les prés et pâturages couvrent une surface équivalente, ce qui est bien supérieur à leur importance dans les pays entre Loire et Allier, où l'on trouve encore 27,3 % de la surface totale en herbe et 50 % en labours, d'après le cadastre de 1900. L'élevage bovin est déjà nettement orienté vers l'embouche : en 1852, le canton de Semur compte 15 % des élèves, mais 29 %

les et Semur ; de plus 55 % des boeufs et 13 % des vaches seulement sont des animaux de trait. La vigne (7 % de la surface totale) et le petit bétail (moutons et chèvres) restent importants. Les préoccupations de rentabilité ne l'emportent pas encore, car un hectare de prairie qui reçoit en moyenne deux boeufs, soit un revenu net annuel de 300 francs, procure le même revenu que deux hectares de blé, mais le grand nombre des petites exploitations et la routine sont un frein à la spécialisation (38).

EVOLUTION DE LA REPARTITION DE LA PROPRIETE A SAINT-CHRISTOPHE-EN-BRIONNAIS

	cadastre de 1850		cadastre de 1900	
	% en nombre	% Surf. tot.	% en nombre	% Surf. tot.
propriétaires de + 2 ha				
de 2 à 5 ha	52	16,5	55	18
de 5 à 15 ha	34,5	20,5	41	35
de 15 à 30 ha	7,5	16	7	15
plus de 30 ha	6	27,5	2	14

les propriétaires de moins de 2 ha sont 200 sur 600 en 1800 et
215 sur 525 en 1900

Source : Mme Claudette Vincent-Bardollet, (134) , pp. 31-99.

De 1852 à 1892, la surface des prairies a augmenté des deux tiers et celle des terres labourables a diminué de moitié : le rapport pré sur terre labourable est passé de 0,85 à 1,65 (39). Cette évolution s'explique par l'accentuation du déséquilibre du revenu en faveur de l'embouche : la consultation des mercuriales locales montre que le quintal de blé à Charolles passe en moyenne de 22 francs pour la période 1855-1875 à 17,50 francs pour la période 1890-95, soit une baisse de 20 %, alors que le prix moyen du boeuf gras à Saint-Christophe-en-Brionnais double de 1852 à 1882, il passe de 300 à 600 francs. Parallèlement, la région se trouve desservie par de nombreuses voies ferrées, qui facilitent l'acheminement du bétail sur Lyon et surtout sur Paris. Les terres emphytéiques gagnent considérablement en valeur : leur prix de vente passe de 2 500 à 5 000 francs l'hectare dans les meilleurs sites et le prix de location de 60 à 150 francs (40).

L'embouche exerce une fascination sur le paysan, car il apporte l'aisance sans donner beaucoup de travail : les façons aux prairies et aux haies à la belle saison, quelques bêtes à soigner l'hiver. L'emboucheur achète les bêtes maigres à l'âge de 3 à 5 ans, dans les régions d'élevage voisines aux pâturages moins riches (massifs anciens, plaines argilo-sableuses) et revend dès mai à juin jusqu'à novembre les animaux destinés à la boucherie. C'est un négociant qui court de foire en foire et qui doit savoir, au coup d'oeil, à quel moment changer une bête de pré ou la mener au marché.

Les gros propriétaires, groupés dans les comices agricoles, le Comice Libre de l'arrondissement de Charolles, conservateur fondé en 1840, et la Société d'Agriculture que le sous-préfet a créée en 1880, pour lui faire pièce, se font les propagandistes de l'amélioration de la race et de l'extension des surfaces en herbe. Eux seuls peuvent être de vrais emboucheurs, car ils pratiquent le crédit d'embouche et disposent de la gamme de prés nécessaires, des ^{prés} maigres des coteaux aux prés riches et humides des fonds de vallées, les chambons, qui donnent une teinte dorée à l'échine des bêtes qu'on y parque dans les quinze derniers jours du cycle. Et pourtant les petits propriétaires vont les imiter, même s'ils conservent, pour l'autoconsommation, des labours. Or la petite propriété de 5 à 15 ha s'est renforcée aux dépens des domaines de plus de 15 ha, dans la 2ème moitié du XIXe siècle (voir tableau). Ainsi se généralisent le système et le paysage bien connus aujourd'hui, fixés par la description qu'en donne Gallois en 1894. "La prairie charolaise ne se fauche pas. Entourée d'une haie que surmontent des chênes mal dressés, soigneusement ébranchés chaque année, pour qu'ils ne donnent pas trop d'ombre, elle sert d'enclos au troupeau de boeufs qu'on y enferme maigre au printemps et qui en sortira trois mois après à point pour la boucherie. Une seconde opération sera aussitôt recommencée qui porte sur un moins grand nombre de bêtes, qui ne seront livrées qu'à l'arrière-saison. L'emboucheur laisse le soin d'élever des bestiaux, qui ne donnent pas tant de profit, aux possesseurs de prairies moins riches". (47).

Véritable industrie, l'embouche exige un système de crédit et une bonne organisation commerciale : le Brionnais va s'en doter. Il faut beaucoup de capitaux pour acquérir ou louer des prés très recherchés et acquérir du bétail maigre. L'emboucheur souscrit des *billets d'embouche* à trois mois d'échéance auprès de sa banque, pour acheter le bétail maigre aux foires de février-mars. Il les renouvelle en juin-juillet, quand il recharge ses prés

et il les rembourse en octobre-novembre. On en trouve trace dès 1840 dans les archives d'un banquier local de Charlieu et ils sont admis au réescompte de la Banque de France en 1880. Marcigny est le centre du crédit d'embouche, (42). D'autre part, marchands de bestiaux et chevillards, éleveurs et emboucheurs ont besoin de trouver, qui le choix le plus étendu possible, qui le prix le plus rémunérateur. Aussi vont-ils se rencontrer en quelques lieux privilégiés qui finissent par s'imposer : les foires du jeudi de Saint-Christophe-en-Brionnais pour le bétail gras, les foires de Charolles pour les élèves.

Cependant, la pénétration du progrès technique est lente. Ce n'est qu'en 1890, nous l'avons vu, que la race charolaise améliorée est vraiment acceptée dans le pays. L'effort pour pratiquer la sélection est pris en mains par des éleveurs de la Région de Roanne. L'étable-modèle d'Oyé, qui dispose de 43 hectares de prairies louées, est créée, à l'initiative d'un Conseil d'Administration, dont le président est le député de Roanne, Audiffred, et qui ne comprend parmi ses membres qu'un seul éleveur brionnais. Elle commence à fonctionner en 1890 et fait faillite en 1902, quand l'État lui retire les subventions, alors qu'elle commence à fournir des produits de valeur. L'état sanitaire du bétail est très médiocre et le troupeau est ravagé par de très graves épizooties. A la fin du siècle, il n'est guère plus nombreux qu'en 1850 : d'après la statistique agricole, le troupeau bovin de Saint-Christophe-en-Brionnais compte 552 têtes en 1852 et 557 têtes en 1892. La mécanisation et le progrès agronomique pénètrent très lentement, (43), ce qui ne gêne guère l'embouche, forme d'exploitation primitive, puisqu'on se contente de laisser brouter l'herbe, fusse-t-elle de qualité exceptionnelle... Exploitation extensive aussi : en 1911, la population a diminué de 30 % par rapport au maximum de 1846 et la densité est tombée de 60 à 43 ; elle sera de 35 hab/km² en 1921 (44).

Le contraste est grand entre le niveau technique et la remarquable armature spéculative que s'est donné le Brionnais, dont Marcigny est le "cerveau" financier et Saint-Christophe, le "grand marché", pour reprendre les expressions de Jean Labasse. Cette armature s'imposera aux régions périphériques, Sologne Bourbonnaise et plaine de Roanne, au fur et à mesure que l'embouche va s'y étendre entre les deux guerres.

c) *Les Monts de la Madeleine : une moyenne montagne isolée, qui s'ouvre au progrès.*

Foyer permanent de vie besogneuse, d'émigration temporaire ou définitive, les Monts de la Madeleine sont une moyenne montagne surpeuplée de petite céréaliculture, où la terre est la principale source de richesse. Ce visage classique à l'échelle du Massif Central est insolite dans ces massifs du Centre-Est pénétrés par l'industrie : le tissage du coton n'a pas franchi la Loire et la coutellerie de Thiers s'est arrêtée aux hautes vallées des Bois-Noirs. Mais ce conservatoire des traditions s'est ouvert cependant dans la deuxième moitié du XIXe Siècle au progrès agricole, ce qui a permis une lente mais certaine amélioration des conditions de vie des habitants, sensible surtout après 1911.

L'habitat est réparti entre les "villages", hameaux familiaux de six à dix maisons, au milieu des labours et des prés en rectangles trapus, entourés de landes à genêts pacagées, sur les rochers. Les sommets (1 165 m au Bois d'Assise) ne sont pas suffisamment élevés pour que la vie pastorale soit possible. Les plus pauvres emmènent les troupeaux dans les forêts de hêtres et de chênes, qui cèdent la place en altitude au sapin. Les petites propriétés d'une dizaine d'hectares des habitants des villages, qui utilisent en commun les sectionnaux, médiocres pacages le plus souvent, contrastent avec la grande propriété seigneuriale, particulièrement stable, des comtes de l'Estoile et de Meaux, des de Rochetaillée à Saint-Just-en-Chevalet, des de Sugny à Saint-Romain d'Urfé, des de Saint-Pulgent à Saint-Martin-la-Sauveté, divisée en fermes d'une trentaine d'hectares.

L'*isolement* est le maître-mot : isolement du massif entre l'abrupt des Bois-Noirs qui le sépare de l'Auvergne et "la" faille de la Côte qui le sépare de la plaine de Roanne ; isolement des "villages" établis en clairière sur les replats au-dessus des gorges, comme ce hameau des Noës, où le futur curé d'Ars a fui la conscription pendant l'Empire (45). Etant donné la médiocrité des conditions naturelles, le *surpeuplement* est la seconde donnée fondamentale. Les migrations de misère, saisonnières et au moins temporaires, et la recherche de ressources de complément sont attestées dès le XVIIIe siècle, grâce à l'enquête de l'intendant d'Herbigny en 1697. 700 à 800 paysans du canton de Saint-Germain-Laval et du Nord du Forez quittaient le pays après les semailles, pour s'embaucher comme scieurs de long ou pour d'autres grosses besognes, dans différentes provinces de France, en Piémont, Milanais et beaucoup en Espagne. Le curé de Saint-Just-en-Chevalet écrit : "quand les

garçons sont grands, ils vont presque tous hors le pays, les filles vont au voisinage pour être servantes et les hommes qui restent travaillent au charbon de bois, aux sabots et défrichent quelques carrés de broussailles ; leurs femmes filent à la livre" et le curé de Saint-Romain d'Urfé ajoute : "les habitants vont les uns à la scie, les autres voiturent et les autres vont dans le Nivernais battre du blé" (46). De 1806 (12 944 habitants) à 1891 (12 238 habitants), la population du canton de Saint-Just-en-Chevalet et des quatre communes d'Arcon, les Noës, Saint-Rirand, Saint-Bonnet-des-Quarts qui constituent l'actuelle région agricole des Monts de la Madeleine, est restée étonnement stable, avec un léger maximum en 1846 (13 023 habitants). La densité moyenne (40 hab/km²) est beaucoup plus forte qu'il n'apparaît si l'on considère que les forêts, incultes et landes, couvrent la moitié de la surface. La diminution de population est encore à peine sensible de 1891 à 1911 : elle est de moins de 500 habitants en 20 ans. Elle reste encore modérée aujourd'hui : en 1954, elle n'est que de 37 % par rapport au maximum de 1846. On trouve des chiffres équivalents pour les hautes vallées de la Besbre et du Sichon, dans la Montagne Bourbonnaise : la densité est de 53 hab/km² en 1876 et la diminution de 38 % entre 1876 et 1962 (47).

Les Monts de la Madeleine sont caractérisés par la permanence de taux de natalité élevés et par la faiblesse de l'exode rural jusqu'au début du XXe Siècle. Ce comportement démographique particulier a été très bien observé, par un enfant du pays, l'abbé Canard. "Les familles nombreuses, de six à sept enfants, étaient la règle générale. Cependant, remarque-t-il, la consultation de nombreuses généalogies de familles paysannes m'a appris que pendant les trois derniers siècles, à l'intérieur de chaque génération, ne se mariaient pratiquement que la moitié des enfants parvenus à l'âge adulte : le fils aîné en priorité, favorisé qu'il était en héritage pour continuer la lignée dans la maison ancestrale ; quelques autres qui acceptaient d'apprendre un métier, de s'installer hors du foyer paternel, de vivoter à la journée ou de s'exiler comme scieurs de long et sabotiers, dans les forêts lointaines, pouvaient encore avec leurs misérables gains assurer la subsistance d'une mère et de ses enfants. Mais combien d'oncles et de tantes, célibataires volontaires ou non, ont consacré leur temps et leurs bras à l'éducation de la progéniture du chef de famille et aux soins des parents âgés ! Ainsi vivaient sous un même toit à pot et à feu communs plusieurs membres de deux ou trois générations. La main d'oeuvre ne faisait pas défaut dans les petites exploitations. Ces sortes de communautés patriar-

qu'au tirage au sort et les filles... jusqu'à la mort" (48).

LE MOUVEMENT DEMOGRAPHIQUE DE DEUX COMMUNES DES MONTS DE LA MADELEINE

Commune	Période	N	M	Mouvement Naturel	Mouvement de Population	Mouvement migratoire	par an
Romain d'Urfé (48)	1881-1900	24,8 ‰	24,6 ‰	+ 8	+ 55	+ 47	+ 0,2 %
	1901-1911	23,6 ‰	21,7 ‰	+26	- 178	- 204	- 1,4 %
	1919-1939	16,8 ‰	20 ‰	-63	+ 153	- 90	- 0,45%
Tuilière (49)	1926-1936	18,6 ‰	14,2 ‰	+ 30	- 101	- 131	- 1,5 %
	1936-1945	16,5 ‰	15,3 ‰	+ 8	- 35	- 43	- 0,7 %
	1946-1954	14,7 ‰	15 ‰	- 3	- 97	- 94	- 1,5 %

Après 1900, les montagnards qui avaient commencé par aller travailler dans la plaine et le vignoble, gagnent les grandes villes, Roanne d'abord, puis Lyon et Paris. De 1919 à 1939, 231 personnes originaires de Saint-Romain d'Urfé, peuplé de 1096 habitants en 1921, ont quitté le village pour des villes de plus de 30 000 habitants. Ce sont les jeunes qui partent : un ménage de journaliers s'est vu abandonné par ses cinq enfants (48). Pour remédier à la disparition d'une main d'oeuvre abondante, chaque ferme prend en pension un ou deux enfants de l'Assistance Publique, qui devenus grands, servaient comme domestiques. C'est aussi une ressource de complément, qui remplace la fabrication des sabots à la main, le débitage des planches de sapin et leur charroi à Vichy par les hommes, la confection d'ouvrages au crochet et à l'aiguille pour les fabricants de Roanne par les femmes. Ainsi la vie paysanne se maintient dans le cadre de la petite exploitation familiale bien après la guerre 1939-1945.

La survivance de cette vie patriarcale marque le poids des traditions sociales et religieuses, entretenues aussi par l'influence conservée par les grands propriétaires résidents (50). Elle n'a pas entravé la pénétration du progrès technique dans le cadre d'une agriculture largement autarcique. La statistique agricole de 1885 (51) montre la place tenue par les cultures fourragères et sarclées : elle indique pour le canton de Saint-Just-en-Chevalet, 900 ha de pommes de terre, 600 ha de prairies artificielles, 1 200 ha de fourrages annuels, pour 2 600 ha de seigle, 370 ha de froment,

285 ha de méteil et 700 ha d'avoine. Le troupeau était important : élevage de vaches pour le lait et le travail, de moutons et de chèvres sur les landes et engraissement de porcs à la ferme. La statistique fait état en effet, à côté de 270 chevaux et 300 boeufs, ce qui est fort peu, de 4 000 vaches, 1 700 élèves de plus d'un an, 3 600 moutons et 1 600 chèvres, 2 850 porcs. L'établissement d'une liaison ferroviaire Roanne-Vichy, par les vallées de l'Aix et du Sichon, qui fonctionne de 1912 à 1939, permet l'arrivée à bon compte de la chaux de l'Allier et la substitution du froment au seigle dans le cadre de l'assolement classique : pommes de terre ou topinambours sur les sols pauvres, en tête d'assolement, blé, 2 ans de trèfle, avoine ou seigle. Chaque exploitation, d'une dizaine d'hectares en moyenne, produit pour l'auto-consommation et la nourriture du troupeau (8 vaches, une vingtaine de brebis, 5 ou 6 porcs, une centaine de volailles). On vend les veaux blancs à 150 kilos, les agneaux gras et le surplus du beurre et du fromage, des porcs, de la volaille et des oeufs aux épiciers locaux, aux maquignons et dans les foires du canton ; et, quand on en possède suffisamment, du bois. Ainsi les petits propriétaires des villages arrivent-ils à connaître un minimum de bien-être.

x

x x

La Région de Roanne et le Haut-Beaujolais sont à la fin du XIX^e siècle une région peuplée, active, où la terre est convenablement cultivée, où les paysans trouvent dans le travail textile un complément de ressources et où la mécanisation a fixé le quatrième foyer cotonnier national. Ils forment une région autonome autour de Roanne, petite capitale industrielle, bien dotée en commerces de gros et en établissements financiers. C'est un aboutissement remarquable pour une plaine insalubre entourée de massifs anciens, située sur la Loire qui ne forme pas un axe de circulation privilégié. Les hommes du terroir ont su mettre à profit les vicissitudes de l'histoire qui profitaient à leur région : le passage momentanément par Tarare, Roanne et la Loire de la route de Paris à Lyon, l'introduction du travail du coton par les négociants lyonnais et, en dernier lieu, la cession de Mulhouse à l'Allemagne. Ce "miracle" roannais et montagnard, à l'heure de la révolution industrielle et agricole, survivra-t-il aux exigences de l'économie moderne, dans une région où les traces du passé manufacturier ne sont pas effacées ?

CHAPITRE II - C - L ' APOGEE

N O T E S

- (1) On entend généralement par THIZY l'ensemble des deux communes de Thizy et de Bourg-de-Thizy et ici pour COURS, la ville et les deux communes de La Ville et de Pont-Trambouze, qui en ont été détachées en 1872 et 1876.
- (2) Ces chiffres ont été calculés pour la partie du département du Rhône comprise dans le champ de l'étude.
- (3) Les sources essentielles sont :
 Ch. LESOURD (115), L'adaptation d'une ville à la vie industrielle, étude de Roanne, D.E.S., 1940, 97 p.
 Charles DECHELETTE (89), L'industrie cotonnière à Roanne, 1910.
 J.H. BILLET (86), Thizy et les environs, 1906.
 ARDOUIN-DUMAZET (84), La région lyonnaise, 1896.
 L. GALLOIS (165), Lyon et la région lyonnaise, 1894, 226 p.
 J.P. HOUSSEL (154), Les petites villes textiles du Haut-Beaujolais, 1971.
- (4) C. DECHELETTE (89), p. 151
- (4 bis) idem (89), pp. 133-158
- (5) Le NUMERO du fil est déterminé par le nombre de mètres contenu dans un gramme. Le numéro 26 signifie qu'il y a 26 000 mètres au demi-kilogrammes
 L'ARMURE est le mode d'entrecroisement des fils de chaîne et de trame. La toile a l'armure la plus simple. Un métier à RATIERES, en permettant de soulever alternativement tel ou tel fil permet la réalisation de motifs complexes.
- (6) C. DECHELETTE (89), p. 151
- (7) Le MERCERISAGE est un traitement à la soude, suivi d'un étirage, qui donne de la transparence et un certain brillant ; il accroît la solidité.
- (8) L. SUBRIN (104), Historique de la teinture à Roanne.
- (9) C. DECHELETTE (89), p. 118 et p. 56
- (10) idem p. 57
- (10 bis) idem p. 60

- (11) Le CROISE a une armure moins simple que la toile ; le tissu présente un envers et un endroit et est caractérisé par des côtes et des sillons égaux disposés obliquement par rapport à la largeur du tissu. Dans la SERGE, très proche du croisé, côtes et sillons sont inégaux.
- (12) La BOURRETTE est filée avec les déchets impropres à la fabrication de la SCHAPPE.
- (13) Le DEGRAVE est l'impression à une ou plusieurs couleurs sur fond noir aniline ou indigo.
- (13 bis) Louis GONTHIER ~~1~~, Généalogie de la famille DECHELETTE, Crépin-Leblond, éditeur, Moulins, 1948, 109 p.
- (13 ter) THIZY avait refusé le passage du chemin de fer à voie normale au moment de l'établissement de la ligne Roanne-Tarare-Lyon, dans les années 1860 à cause de l'opposition des transporteurs à chevaux qui étaient très puissants.
- (14) Marie-Josette BORIE (131), La C.G.T.U. dans le textile roannais entre les deux guerres, p. 131.
- (15) H. VELU (169), Villefranche-sur-Saône, p. 44-65.
- (16) Voir essentiellement J. LESOURD (115)
- (16 bis) Célèbre par sa réplique aux Autrichiens, qui voulaient piller Roanne en 1814, il a donné son nom aux Promenades du centre de la ville.
- (17) cité dans C. DECHELETTE (89), p. 99-100.
- (18) 23 121 habitants en 1866, 19 942 en 1886, 18 566 en 1911.
- (19) RAPPORTS AU CONSEIL GENERAL (44), session ordinaire de 1890.
- (20) Sur MARCIGNY, voir J. LABASSE, (17), Les capitaux et la région, p.244
- (21) On comprend l'insistance avec laquelle la Chambre de Commerce demande à la Compagnie P.L.M. la réalisation de la gare d'eau. Les marchandises venues de l'Est, comme les pyrites de Sain-Bel et les produits métallurgiques de Saint-Etienne, étaient, avant sa réalisation en 1894, déchargées en gare du Coteau et gagnaient le port par charrois.
- (22) J. LABASSE (17), Quelques aspects de la vie d'échanges en pays roannais, A.G. mai-juin 1954 p. 193-218.
- (23) L'ILLUSTRATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (95), Le département de la Loire p. 31.
- (24) BANQUE REGIONALE DU CENTRE, 50 ans au service de l'économie régionale, Imprimerie Protat Frères, Mâcon, novembre 1963 - Les agences de Mâcon et d'Autun ont été créées en 1933.
- (25) François TOMAS (166), Quelques traits de la géographie et de l'histoire agraires de la plaine du Forez, in R.G.L., 1963, p. 137-138.

- (26) ANNUAIRE DE LA LOIRE (76), 1809, Chapitre "agriculture", p. 229-263.
ANNUAIRE DE LA LOIRE (79), 1843, p. 223 et, 1845, p. 267.
- (27) ANNUAIRE DE LA LOIRE (79), 1845, pp. 240-255.
- (28) Camille GAGNON (94), Histoire du métayage en Bourbonnais depuis 1789, p. 49.
Max DERRUAU (9), La Grande Limagne auvergnate et bourbonnaise, p. 300-303.
- (29) ENQUETE AGRICOLE DE 1866 (81), Département de la Loire : rapport du Président, p. 63-125 ; procès-verbaux et dépositions pour la Plaine de Roanne, p. 407-420.
- (30) Camille GAGNON (94), p. 100-106.
- (31) Bernard BUSSELIER (128), Le vignoble de la Côte Roannaise, p. 9-16.
- (32) ANNUAIRE DE LA LOIRE (76), 1809, p. 245-247.
- (33) Docteur Louis COUTARET ~~7~~ ², La maladie phyloxérique et son traitement, 1886, 207 p., princ. p.1
- (34) Robert LUGNIER (158), Saint-Germain-Laval, p. 115
- (35) Témoignage oral de Serge LACROIX, vigneron à Fleury-La-Montagne.
- (36) Jean-Charles LESPINASSE (132), Etude d'une société rurale : Saint-Alban-les-Eaux, p. °
- La croissance de la population a été particulièrement forte à cause de l'emploi né de la station thermale.
- (37) J. BOICHARD (2), La vie rurale entre Loire et Allier, p.
- (38) Claudette VINCENT-BARDOLLET (134), La vie agricole en Brionnais de 1850 à 1893 ; la production agricole en 1852, d'après la statistique agricole de 1852, p. 12-30.
- (39) idem (134), étude de la statistique agricole de 1892, p. 81-85.
- (40) ENQUETE AGRICOLE DE 1866 (81), département de la Loire, p. 411 et 419.
- (41) L. GALLOIS (147), Mâconnais et Charolais en A.G., 1894, p. 428-449.
- (42) Jean LABASSE (17), Les capitaux et la région, l'embouche p. 241-251
- (43) C. VINCENT-BARDOLLET (134), p. 69-74.
- (44) Ces chiffres sont calculés pour le canton de SEMUR, communes viticoles exclues (Fleury, Iguerande et Mailly).

- (45) ABBE Bernard NODET ~~1~~ ⁴, Le curé d'Ars, Déposition des témoins du procès de l'Ordinaire, éditions Xavier Mappus, Le Puy, 1959, 199 p., princ. p. 30-33.
- (46) Mémoire de d'HERBIGNY (96), Réponse des curés au questionnaire.
- (47) Marc LACOUTURE (157), L'activité agricole des hauts bassins de la Besbre et du Sichon, in REVUE d'AUVERGNE, 1963, p. 151.
- (48) Jean CANARD, Mouvements de la population à Saint-Romain-d'Urfé de 1612 à 1946, in BULLETIN DE LA DIANA, tome 29, 1945, N° 4, p. 118-155.
- (49) Jean CANARD, Mouvements de la population à Saint-Just-en-Chevalet de 1677 à 1960, Imprimerie Dumas, Saint-Etienne, 20p.
- (50) Influence entretenue par le paternalisme, qui conduit par exemple les propriétaires à abonner leurs fermiers au journal conservateur de Roanne jusqu'en 1940.
- (51) ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE LA LOIRE ~~3~~ ⁴ série 55, M 23.

Chapitre III

TROIS QUARTS DE SIECLE DE STAGNATION : DE LA FIN DU XIXe SIECLE A LA CRISE DU TISSAGE DE 1965

Au début du XIXe siècle, l'esprit d'initiative dont avait fait preuve la bourgeoisie de la cotonne paraît brisé. A Thizy, les marchands de tissus ne saisissent pas l'opportunité de passer à la confection, comme l'ont fait les doubluriers de Villefranche. A Roanne et à Cours, le mouvement de concentration en usines à la pointe du progrès est stoppé et on revient au contraire à la dispersion de la production en petits ateliers, que permet l'électricité.

Ce refus de l'urbanisation et de l'industrialisation apparaît comme un bien à l'opinion, car les conservateurs répandent le mythe de la supériorité de la société traditionnelle. Pendant le décalage se creuse entre l'économie de la région et celle des grands foyers qui continuent à se développer. A l'heure où les campagnes font figure de lieu idéal de développement, elles connaissent une crise grave. La rénovation ne concerne que Roanne, et tardivement Tarare, mais ses effets sont limités. Pourtant la situation d'abri pendant les guerres, les hasards favorables de la conjoncture, permettent de surmonter les crises et masquent les retards accumulés. Quand la crise du tissage de 1965 balayera le tissage de la soie et de la cotonne, la région devra affronter l'économie moderne avec des structures désuètes.

A - LE MYTHE PASSEISTE ET LE REFUS DE L'INDUSTRIALISATION ET DE
L'URBANISATION

Au tournant du siècle, le ton change. On cesse de s'ennorgueillir du progrès technique et des réalisations industrielles, comme on l'avait fait à la suite des intendants des manufactures au XVIII^e siècle. Au contraire une abondante littérature propagée par la presse locale, des brochures, les contes, romans et poèmes régionalistes, s'attache à présenter la région comme un modèle de développement, dans la mesure où elle est maintenue à l'écart des excès de la technique moderne. Ce mythe passéiste, né de la peur que la poussée socialiste inspire aux notables, va s'épurer peu à peu et s'imposer à l'ensemble de l'opinion. Celle-ci finira par ne pas s'inquiéter de la stagnation technique et de l'isolement croissant, qui en sont les conséquences.

1.- LA PEUR SOCIALE A L'ORIGINE DU MYTHE.

En 1847, R. de la Rochette, un ultra qui ne se console pas de la chute de l'Ancien Régime, est émerveillé par les premiers signes de l'aventure industrielle dans son pays. Il décrit complaisamment une des premières manufactures de Thizy, "vaste atelier, qui occupe un grand nombre d'ouvriers..., institution nouvelle qui attire les étrangers". Cela lui apparaît comme un progrès par rapport à la boutique, "espèce de cave fétide, qui unit l'humidité et la malpropreté..., où de pauvres enfants contractent ces maladies scrofuleuses" (1). Les descriptions des érudits locaux, notables ou ecclésiastiques pour la plupart, laissent la même impression jusqu'à la fin du siècle. En 1910, on lit dans la thèse de droit de Charles Déchelette, d'une famille qui a fait fortune dans la cotonne, une tout autre appréciation des choses : " Il est très surprenant de rencontrer encore aujourd'hui dans la région avoisinant Thizy un grand nombre de métiers isolés, que les mains peu expertes des agriculteurs font battre pendant l'hiver. Il semble qu'avec l'énorme production des tissages mécaniques il n'y avait plus de place pour ces petits producteurs mal outillés et ignorants de toute science commerciale. Mais c'est qu'on ignore généralement l'endurance de ces ouvriers de la campagne et leurs faibles exigences. L'amour du sol natal est heureusement ancré dans cette

population robuste qui préfère les occupations champêtres aux joies malsaines et ruineuses des grandes villes. Le sort de ces tisseurs isolés n'est pas à plaindre car, nourris par leurs jardins, ils n'ont pas de dépenses importantes en dehors de leur foyer, leur chauffage et leurs vêtements. Or ces dépenses sont très réduites et elles leur permettent, même avec un salaire très minime, d'économiser ce que les travaux de la campagne leur font gagner pendant les trois mois d'été, soit cinq ou six francs par jour. Néanmoins une ère nouvelle semble venir pour ces tisseurs isolés : le métier à bras va être remplacé par le métier mécanique mû par l'énergie électrique distribuée à domicile. Et ainsi l'énergie électrique défera l'oeuvre de la vapeur par la décentralisation qu'elle opérera "(2).

La timidité en face du progrès technique, la glorification du "paysan aux mains calleuses", le souhait de l'exode urbain sont devenus l'idéologie officielle à la suite de la grande récession de 1875-1895 (3). Mais la Région de Roanne se trouve en pointe dans ce mouvement "agrarien", passéiste, car l'arrivée brutale de la grande industrie a bouleversé un milieu resté profondément traditionnel et rural. La poussée "rouge" effraye le patronat et les milieux conservateurs. En effet, Roanne est pour Jules Guesde, "le second berceau du socialisme". Elle connaît de grandes grèves en 1882, 1889 et 1894, année de la venue de Jean Jaurès, et aura une municipalité socialiste, pratiquement sans interruption de 1896 à 1953. A cause de l'attitude de la campagne, l'élection d'un député socialiste est retardée jusqu'en 1905 (4). La grève de Cours en 1889 dure neuf mois et est d'une extrême âpreté (5). En 1900, les maires de Charlieu, Thizy, Cours et Tarare sont également socialistes ; c'est le cas aussi de bourgs peuplés de tisseurs à bras touchés par la mécanisation, comme Lagresle. Les ouvriers, paysans déracinés, entassés dans des villes qui n'étaient pas prêtes à les recevoir, se tournent vers le seul parti qui prenne leur défense, même s'ils ont gardé une mentalité artisanale et rurale.

Les patrons, hostiles à toute augmentation des charges sociales, inquiets de la sévérité de la concurrence internationale et du marasme latent, en dépit du renouvellement de leurs fabrications autour de 1890, sont obnubilés par la résistance ouvrière, dans laquelle ils finissent par voir la source de toutes leurs difficultés. Ils écoutent avec complaisance les milieux conservateurs et cléricaux dénoncer la perversion

de la ville et de la machine, ~~et~~ vanter la vie rude mais saine de la campagne et les valeurs de la civilisation traditionnelle. Or la campagne textile peut passer pour le parangon de cette société. Elle conserve une forte densité : ici, le système manufacturier, là, la construction d'ateliers mécaniques le long des rivières ou même dans les bourgs, où on apporte le charbon par charrois, maintiennent l'interpénétration de la vie agricole et industrielle. La pratique religieuse reste très forte dans les écarts ; l'influence des écoles catholiques, dont beaucoup étaient tenues par les frères des écoles chrétiennes, considérable. Les vocations ont été nombreuses et le séminaire de Saint-Jodard fut une véritable pépinière d'évêques, de missionnaires, dont beaucoup d'églises de villages abritent le tombeau ou conservent le souvenir, par exemple Jean-Marie Odin d'Ambierle premier archevêque de la Nouvelle-Orléans (1800-1870), Claude-Marie Dubuis de Coutouvre, évêque de Galveston en Louisiane (1817-1894), Laurent Blettery né à Saint-Bonnet-des-Quarts en 1817, vicaire apostolique en Chine Orientale, sans oublier Louis-Antoine Pavy, évêque d'Alger, né à Roanne en 1805 (6). La droite résiste à la poussée républicaine. Aux élections législatives de mai 1906, sur 23 500 inscrits et 20 500 votants, le candidat radical ne l'emporte, ^{dans la circonscription de une droite,} que de 800 voix sur le candidat "réactionnaire", qui est un Déchelette, patron de tissage, et maire de Montagny, malgré une avance de 1100 voix dans le canton de Charlieu. Celui-ci l'emporte dans les cantons de Perreux et de Belmont et fait jeu égal dans le canton de Saint-Symphorien-de-Lay (7).

2.- LA POPULARISATION DU MYTHE.

Il n'est pas étonnant que de cette campagne textile soit sorti celui qui allait devenir le chantre de la vie rustique et de l'exaltation du passé, le poète Louis MERCIER. Né dans une ferme de Coutouvre en 1870, il exerça une très grande influence par son oeuvre littéraire, qui lui valut une célébrité nationale (8) et par son métier de journaliste : bien avant la guerre de 1914 et jusqu'à la Libération, il fut rédacteur en chef du principal hebdomadaire régional, le Journal de Roanne, qui tirait à plus de 20 000 exemplaires et avait des éditions locales à Charlieu et à Tarare.

Son roman "Hélène Sorbiers" (9), récit autobiographique de sa jeunesse, lui est une occasion de décrire le monde éternel et très chrétien des paysans et des tisseurs à domicile. Dans "le Poème de la Maison", publié en 1906 (10), il chante la maison, la porte, la cheminée, la table, le lit, l'horloge, la lampe, le Christ, le four, la cave, le grenier, les fenêtres, le puits, le dimanche des boeufs, la joie de l'âne, la mort du chat, eux (les aïeux). Cette longue liste des différents poèmes du recueil n'est pas inutile, car elle montre que seul le monde "agrarien" l'intéresse et qu'au contraire, le monde tout proche de la machine à vapeur, de la ville, des idées nouvelles, présent à quelques kilomètres à Thizy et à Roanne, ~~et~~ au village-même avec l'usine, est ignoré délibérément, rejeté. Il faudrait recopier des strophes entières du Poème de la Maison. Contentons-nous des deux premières de "la Maison" :

" A mi-côte, au milieu des vergers et des terres,
La maison de chez nous ne se voit pas de loin,
Car, pour vivre des jours pacifiques, nos pères
Bâtissaient en des lieux ombreux et solitaires
Et cachaient aux regards leur demeure avec soin.

Non plus qu'eux, n'ayant pas le désir de connaître
Le monde qui s'étend à l'entour, la maison
N'élève son vieux toit qu'à peine, et ses fenêtres
Contemplant doucement le pays des ancêtres,
Dédaigneuses de voir un plus vaste horizon".

et des deux premiers vers de "la Porte" :

" Confiante au pays des ancêtres, sachant
Qu'il n'arrive rien de funeste des champs,"

Par contre, l'autre monde est tourné en dérision : "Faut vous dire -écrit toujours Louis MERCIER, dans "la Noce à Besacier", un des "Contes de Jean-Pierre"⁽¹¹⁾ - que le père Decloître, "un ancien gréli (12) qui est venu à Roanne, il y a quelques années, pour travailler dans les usines,... était un enragé socialiste. Il ne manquait jamais les réunions où l'on prêchait contre les bourgeois. Toujours le premier à claquer des mains, le père Decloître ne comprenait pas mieux que les autres ce que les orateurs débitaient sur leur théâtre ; il y avait dans leurs histoires des mots bizarres, dont le père Decloître ne savait pas si c'était des noms de bêtes, de pays ou de remèdes. Mais c'était, sans doute, justement parce qu'il ne comprenait pas qu'il était si acharné».

Les idées popularisées par le poète rejoignent l'attitude des patrons qui encouragent la déconcentration de l'industrie. Et l'ambiance du temps est à "l'attachement excessif au passé, au déni stérile de retour à la terre", comme dit Alfred Sauvy, au malthusianisme économique et au culte du "petit". Quand en 1932, la Chambre de Commerce de Roanne et la Fédération Textile de la Région Roanne-Thizy-Cours se félicitent "de la structure bien équilibrée de la région entre l'agriculture, l'industrie et le commerce, des habitudes d'économie et de sagesse qui ont fait que la plupart des maisons ont résisté à la crise" (13), il n'y a sans doute personne pour exposer que la crise se traînera ici plus longtemps, qu'ailleurs, de même qu'apparue plus tard en France que dans les pays industrialisés voisins, elle fera sentir ses effets plus longtemps justement à cause de l'importance conservée par l'économie traditionnelle. Le sentiment que l'équilibre maintenu entre la civilisation pré-industrielle et la technique moderne fait la force et l'originalité de la région devient un mythe admis par tous. D'ailleurs les luttes politiques se sont estompées, les villes se sont "rangées". Après le long règne d'Albert Sérol, avocat d'extraction bourgeoise, député et maire socialiste de Roanne de 1919 à 1940, qui fait partie de nombreux cabinets de la Troisième République et fut ministre de la justice du gouvernement Pétain en 1940, la domination de la gauche après la Libération fut de courte durée : elle cesse en fait en 1953 quand le maire actuel, alors premier adjoint, prend le contrôle de la municipalité. Depuis la Ve République, les trois députés de Roanne, Charlieu-Feurs et Tarare appartiennent au centre ou à la majorité (14). Et l'on peut appliquer à Roanne ce qu'André Vant écrit de Saint-Etienne : "Saint-Etienne, ville rouge, est une image du passé... Mais Saint-Etienne a-t-elle jamais été une ville ouvrière ? Autrement dit, le syndicalisme révolutionnaire n'a-t-il pas été un épisode éphémère dans une société locale de tradition et de mentalité artisanales et rurales" (15). La ville se reconnaît dans sa campagne et réciproquement.

Le mythe peut donc perdre ce qu'avait d'agressif à l'origine l'affirmation de la supériorité d'une société, d'une civilisation sur l'autre. La conclusion d'une étude menée de façon scientifique par l'équipe d'Economie et Humanisme, à la demande du Groupe de Travail Roannais, et qui reflète l'opinion des corps constitués, est que : "l'équilibre agriculture-industrie et l'équilibre ville-campagne ne sont pas pour la

région un but à atteindre, mais une position à conserver" (16). La notion d'équilibre ville-campagne traduit la réalité : en 1954, population rurale et population urbaine s'équilibrent. En la présentant comme un avantage, un idéal à sauvegarder, c'est le vieux mythe de la supériorité de la société rurale que l'on retrouve sous une forme rajeunie. Pourtant cet équilibre n'a été atteint, et l'étude en convient, que par une diminution de la population totale, particulièrement forte pour la population rurale, dont une partie seulement s'est fixée à Roanne, alors que les petites villes stagnaient.

A - EVOLUTION DE LA POPULATION DE LA REGION DE ROANNE ET DU BEAUJOLAIS TEXTILE

Population	Agg. de Roanne	Autres villes	urbaine	%	rurale	%	Totale
1896	39 650	59 100	98 750	31,5	214 500	68,5	313 250
1954	66 300	55 750	122 050	49,5	124 500	50,5	246 550

La "campagne préservée" a été une campagne en crise et n'a pas apporté la croissance à la Région de Roanne ni au Beaujolais textile. On peut constater au contraire que plus l'augmentation de la population urbaine a été faible, plus la diminution de la population rurale a été forte.

B - VARIATION ANNUELLE DE LA POPULATION DE LA REGION DE ROANNE ET DU BEAUJOLAIS TEXTILE DE 1846 à 1968

	Population urbaine		Population rurale		Population totale	
	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)
1846 - 1866	+ 900	+ 3,3 %	+ 900	+ 0,6 %	+ 1 800	+ 1,06 %
1866 - 1896	+ 1 000	+ 1,5 %	- 840	- 0,35 %	+ 160	+ 0,05 %
1896 - 1911	+ 300	+ 0,3 %	- 1 600	- 0,76 %	- 1 300	- 0,43 %
1911 - 1936	+ 200	+ 0,25 %	- 1 900	- 1 %	- 1 700	- 0,60 %
1954 - 1968	+ 700	+ 1 %	- 300	- 0,43 %	+ 400	+ 0,30 %

(a) en valeur absolue

(b) en valeur relative

3.- LE MYTHE, FACTEUR DE STAGNATION.

"Mythe, image simplifiée, souvent illusoire, que des groupes humains élaborent ou acceptent au sujet d'un individu, d'un fait et qui joue un rôle déterminant dans leur comportement ou leur appréciation", lit-on dans le Robert. Imbriqué avec des attitudes de blocage sur la question ouvrière (17), le mythe passéiste, en traçant un tableau idyllique de la civilisation traditionnelle, subordonne l'économique à des considérations sentimentales. Il a contribué à mettre en veilleuse l'esprit de risques et d'entreprise, jusqu'à entraîner un isolement technologique et géographique.

a) Les comportements dans les milieux du textile et la question du tarif.

Les "descendants", qui ont succédé aux "pionniers" de la grande industrie ont tendance à se contenter de gérer l'héritage familial, tout en menant la vie agréable que leur permettent des revenus assurés : ils ont de nombreux domestiques, les premières automobiles, des résidences à la campagne et sur la Côte d'Azur. Le souhait d'éviter les concentrations ouvrières et le dialogue avec les syndicats va les amener à favoriser l'implantation de l'industrie à la campagne. La première forme de cette dispersion était prévue depuis longtemps : " l'électrification a fait naître de nombreux ateliers familiaux, où l'ouvrier travaille chez lui, avec les siens, sur des métiers qui sont souvent sa propriété. De là, ajoute le président de la Chambre de Commerce de Roanne, un déplacement industriel opéré quelque peu au détriment des grandes usines, qui, marquant un retour significatif vers l'organisation décentralisée du travail d'autrefois, ne peut manquer d'avoir de salutaires conséquences sociales (18)".

Or, la création d'ateliers familiaux est aussi bien accueillie par les ouvriers que par les patrons. Le tisseur à domicile va pouvoir en effet retrouver l'indépendance de l'artisan qui discute, d'égal à égal lui semble-t-il, les ordres avec le patron, qui dispose de son temps à sa guise, sans contrainte d'horaires, pour travailler quand bon lui semble et donner des soins à "sa" terre. Il n'aura plus à se déplacer et pourra conserver sa femme et ses enfants à la maison, qui travailleront avec lui, maintenant ainsi l'unité de la cellule familiale (19). Ce n'est qu'à l'expérience qu'apparaîtront les inconvénients de longs horaires pour compenser la faible

productivité de métiers anciens, achetés d'occasion, et l'irrégularité des ordres qui conduisent au surmenage en période de presse et au chômage, quand les affaires sont difficiles. Mais de tels inconvénients ne remettent pas en cause la satisfaction qu'ont ces fils de paysans-tisseurs, de revenir à un genre de vie proche de celui que le progrès technique les avait contraints d'abandonner. Les ouvriers avaient gardé une mentalité artisanale et rurale. Le tisseur de Cours note un observateur, a eu du mal à dépouiller le vieil homme quand il a fallu travailler en usine. "Il se plie mal au règlement, conserve des mœurs indépendantes, à la recherche d'exploits individuels. Il abandonne le métier sans raison valable un jour ou deux, quitte à tenir le lourd battant dix-huit heures de suite pour remplacer le temps perdu". D'ailleurs la longue grève de Cours de 1889 est autant due à la difficulté de s'adapter à la discipline exigée par le métier mécanique qu'à des revendications de salaires (20). On peut faire des constatations du même ordre en ville. Les jardins-ouvriers font partie du paysage, ainsi que les maisons des faubourgs, entourées d'un jardin, construites pour la retraite.

Mais déjà au moment de la guerre 1914-1918, ce sont aussi de véritables usines dotées de métiers modernes que les cotonniers installent à la campagne : le mythe du retour à la terre rejoint l'épineuse *question des tarifs*, qui va dominer le problème ouvrier et retarder considérablement la modernisation du tissage. Les grandes grèves de 1883 et de 1894 avaient eu pour résultats, nous l'avons vu, l'emploi du rouleau métrique et la fixation d'un barème au mètre, variable selon la largeur et la complexité de l'article. Ce Tarif Général du 26 décembre 1894 a été révisé en hausse aux périodes d'inflation (1918, 1919, 1923) et en baisse aux périodes de crise (1927, 1933, 1934), à la suite ou en dépit de grèves. Basé sur l'organisation industrielle de 1894, où l'ouvrier surveille deux métiers, il va empêcher de suivre l'évolution technique. Or dès avant la guerre de 1914, des inventions comme les tâteurs de trame, le casse-chaîne, en soulageant l'attention du tisseur, permettent d'augmenter le nombre de métiers confiés à un ouvrier. Après la guerre a été mis au point le métier automatique une couleur, puis en 1925, le métier automatique quatre couleurs, le plus utilisé dans la région, en même temps que le système Taylor et ses dérivés sont divulgués en France. Certaines régions, comme les Vosges et à l'étranger, s'équipent en automatiques à 16, 20, 30 métiers par ouvrier, dans le cas de l'uni.

Les "grèves des quatre métiers" vont alors se multiplier à Roanne, quand un patron veut faire surveiller quatre métiers par ouvrier, sans révision avantageuse du tarif. Ces grèves sauvages sont couronnées de succès, car il n'y a pas de concertation entre les patrons et que le succès de l'un d'eux le favoriserait par rapport aux autres. La question des quatre métiers ne sera supprimée qu'avec l'adoption en 1936, dans le cadre des conventions collectives, d'un salaire minimum par catégorie, qui supprime le tarif (21).

En attendant, le patronat va faire tisser sur métier automatique à la campagne, où les syndicats ne sont pas solidement organisés et où il peut fixer le salaire à sa convenance. Dès 1915, Guerry, monte un tissage de 200 métiers à Vinay, dans le Bas-Dauphiné. Après la guerre, les patrons s'établissent sur la rive gauche, sans tradition textile : Bréhard à Ambierle (300 métiers dont 100 automatiques), en 1921, Déchelette-Despierre à La Pacaudière et Blondeau à Saint-Just-en-Chevalet. Les tissages des bourgs et des petites villes (Pouilly-sous-Charlieu, Amplepuis) sont dotés de métiers automatiques. Pendant la crise, des patrons vont s'installer en dehors de la région : ainsi Chamussy-Grenot et Fouilland achètent un tissage à Gueures, près de Dieppe, et les établissements Dupuy-Merle de Thizy cèdent leur tissage à Thizy pour en acquérir un en Alsace. En 1925, 300 métiers automatiques seulement fonctionnent à Roanne, au lieu de 2 500 à la campagne, mais il y a environ 15 000 métiers en activité : on voit le retard pris par la région.

b) Le comportement des paysans et des collectivités locales.

Les paysans vont tenir leur porte fermée à ce qui ne vient pas du "pays des ancêtres", comme le leur conseille Louis Mercier. L'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles, qui est fortement implantée dans la région, est là pour y veiller. Elle est conservatrice et catholique et ne s'en cache pas : "l'association sauvera la France de la Révolution", s'écrie son fondateur Emile Duport (22). Une lecture de l'Almanach du Sud-Est de 1914 (23), seul livre à pénétrer dans bien des fermes, est révélatrice à cet égard. Sur les 320 pages de textes, dont la moitié est consacrée à la publicité et à l'almanach proprement dit, les informations techniques (4 pages sur les engrais, 3 pages sur les machines, en l'occurrence l'écrémeuse mécanique et l'entretien ^{des} courroies) et les explications

pratiques sur le fonctionnement du syndicat couvrent à peine une vingtaine de pages, alors que les articles d'endoctrinement et les nouvelles distrayantes ou à prétention littéraire, toutes à tonalité paysanniste et patriotique, couvrent plus de 100 pages. La publicité, le petit guide vétérinaire et le dictionnaire de médecine font une large place aux eaux souveraines et autres poudres-miracles. Les avantages évidents que le paysan tire, ici comme ailleurs, du magasin du syndicat ou de dévouements désintéressés (24) ne compensent pas la chape que les notables maintiennent sur la paysannerie. La routine est de rigueur et on pourrait longuement décrire les superstitions et les comportements magiques. A Saint-Alban, dans la Côte Roannaise, on lutte contre le mildiou en mettant sept gouttes de sulfate en croix sur quelques feuilles par cep (25).

L'indifférence à l'économie, la peur des idées nouvelles vont dominer la gestion des collectivités locales, repliées sur elles-mêmes, accaparées par les querelles politiques, au premier rang desquelles figure la question religieuse, et qui dégénèrent en mesquines polémiques. Ce tableau est poussé jusqu'à la caricature dans les petites villes et les villages, à l'écart des voies de communication et de la grande industrie.

Robert Lugnier, le maire actuel, a bien montré la responsabilité des notables, nobles, gens de vieille bourgeoisie, commerçants, dans le déclin de Saint-Germain-Laval. Cette cité, prospère au Moyen-Age comme étape sur le Grand Chemin du Forez, marché au contact de la plaine, du vignoble et de la montagne, avait fixé la première filature mécanique du Roannais, à la veille de la Révolution. Elle a certainement souffert de son éloignement de la route de Roanne à Saint-Etienne et, plus tard, du phylloxéra, mais ses édiles n'ont rien fait pour y remédier. N'ayant pas saisi la chance d'un chemin de fer à voie normale en 1862, il faudra attendre 1902 pour qu'elle soit desservie par des lignes à voie étroite. Entre temps, les négociants ont déserté les marchés et les foires et aucune industrie ne s'est implantée. Même attermoiement sur le plan scolaire : le cours complémentaire, demandé par un adjoint en 1867, ne sera réalisé qu'en 1957, comme C.E.C.² Le jugement de l'administration du maire en place de 1917 à 1923 est révélateur : "en paisible bourgeois il présida benoîtement à une administration méticuleuse et bienveillante, parfaitement disciplinée et respectueuse des décisions parfois discutables de l'administration.

Sous son égide, Saint-Germain-Laval connut le calme des cités sans histoires. Les débats feutrés du Conseil, englués dans les petits problèmes d'une administration tatillonne et prudente ne laissèrent pas de traces" (26).

Alors que beaucoup de petites villes avaient refusé d'être raccordées au réseau à voie normale, quand les compagnies le leur proposaient, un véritable engorgement se fait jour pour le chemin de fer à la fin du siècle. On expérimente sans succès un monorail entre Feurs et Parissières, qui casse le jour de l'inauguration en 1894 et un tramway à vapeur en 1908 entre Roanne et Thizy. On construit au prix de gigantesques ouvrages d'art le réseau de voies ferrées d'un mètre, qui ne permet pas de dépasser 45 kilomètres à l'heure (voir figure). Cet engorgement se poursuit après la guerre, quand la concurrence de l'automobile s'annonçait victorieuse : en 1923, le maire de Saint-Just-la-Pendue, conseiller général, obtenait la construction d'une ligne de Bussières, reliée à Balbigny en 1915, à Régnay, qui ne fonctionnera pas quinze ans (27). Pendant ce temps on se désintéresse de la route et la région subit sans réagir la lente dépréciation de l'axe Paris-Moulins-Lyon, qui constitue l'épine dorsale de son réseau de communications, de plus en plus victorieusement concurrencé par l'axe Paris-Dijon-Lyon.

Ce n'est vraiment qu'après la crise de 1965, que l'opinion et les collectivités locales comprennent la nécessité d'investissements collectifs et d'une intervention active dans les questions économiques.

NOTES DU CHAPITRE III - A

- (1) R. de la ROCHETTE (101), p. 138-141
 - (2) Charles DECHELETTE (38), L'industrie cotonnière à Roanne, 1910, p. 79-80
 - (3) voir par exemple MELINE, L'exode rural et la surproduction industrielle, Hachette, Paris, 1905, 320 p.
 - (4) Sur le mouvement socialiste et ouvrier à Roanne :
 Pétrus FAURE (34), Histoire du mouvement ouvrier dans le département de la Loire, p. 256-261

 Jean-François MARTINON (133), Le mouvement ouvrier à Roanne entre 1888 et 1904.
 Marie-José BORIE (134), La C.G.T.U. dans le textile roannais entre les deux guerres.
 - (5) Docteur SENAC, Cours moderne, p. 29-32, princ. p. 31, in H. BILLET (26), 1900, tome IV
 - (6) Jean COMBE, Le Pays Roannais, histoires, contes et légendes, éditions Dumas, Saint-Etienne, 1962, 346 p., princ. p. 174-179.
 - (7) LE JOURNAL DE CHARLIEU, 21 mai 1906.
 - (8) Il refuse de se présenter à l'Académie Française, où sa candidature fut sollicitée et figure dans les anthologies. Voir par exemple Ch. M. DES-GRANGES et Ch. CHARRIER, La littérature expliquée, Librairie Hatier, Hatier, 23e édition, 1945, 621 p., qui lui consacre autant de pages... (n. 456-459)... qu'à Paul VALERY.
- Proche de l'Action Française, Louis Mercier défendit l'action du maréchal PETAIN et dut cesser son activité de journaliste après la Libération. Il mourut en 1951.
- (9) Louis MERCIER (160), Hélène Sorbiers, roman 1911.
 - (10) Louis MERCIER (159), Le Poème de la Maison, p. 7 et 13.
 - (11) Louis MERCIER (161), Les Contes de Jean-Pierre, 1928, p. 40. Publiés en français et en patois, ils ont été très populaires dans la région.
 - (12) gréli : habitant de LAGRESLE, village à 5 km à l'Ouest de Thizy.

- (13) CHAMBRE DE COMMERCE ET d'INDUSTRIE DE ROANNE (59), Exposé des Travaux, année 1932, p. 69.
- (14) La circonscription de Tarare a élu en 1967 un député socialiste, qui a été battu en 1968 et 1973.
- (15) André VANT, Le rôle fonctionnel du Centre de Saint-Etienne, in R.G.L. (34), vol. 46, 1971, n° 4, p. 371-410, princ. p. 393.
- (16) COMITE d'EXPANSION DE LA LOIRE (48), La Région Roannaise, déc. 1958, p. 5
- (17) Voir par exemple : FEDERATION TEXTILE DE ROANNE, THIZY ET COURS, Notes et réflexions, avril 1929, 2 fascicules, 8 et 15 pages.
- (18) Pierre DUMAREST, L'industrie textile, in L'ILLUSTRATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (95), 8.10.1927, p. 152.
- (19) Le catholicisme social attachait une grande importance à la présence de la femme au foyer. Voir Ch. DECHELETTE (88), 1910, La famille ouvrière, p. 95-107.
- (20) Louis DESSEIGNET (403), Histoire de l'industrie de la couverture à Cours, p. 156-176, princ. 164-165.
- (21) André DENIS, L'industrie textile à Roanne, dactylographié, 12.12.1954, princ. p. 5-7 et M.J. BORIE (434), La C.G.T. à Roanne entre les deux guerres, p. 63-70.
- (22) Emile DUPORT, Discours à la fête du Musée Social, 1897, cité dans Gilbert GARRIER, L'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles avant 1914, in Le Mouvement social, n° 67, avril-juin 69, p. 24.
- (23) ALMANACH DU SUD-EST (83), 1914, 320 p.
- (24) Sur le mouvement syndical dans la région : Claudius METTON, Un village syndical, VERLISE (en réalité Neulise), Payot, Paris, 158p.
- (25) Jean-Charles LESPINASSE (432), p. 85
- (26) Robert LUGNIER (458), Saint-Germain-Laval, p. 132
- (27) Jean CANARD, { }, Les expériences ferroviaires, p. 17-21, in En pays forézien, notes, 74 p. sans date ni lieu d'édition.

B - LA CRISE DES CAMPAGNES

La méfiance envers toute modernisation va entraîner le retard des techniques et le maintien des fabrications qui avaient apporté la prospérité, sans guère d'adaptations ni de reconversions aux industries nouvelles. Elle va condamner l'économie de la région à devenir marginale. Et à l'heure où les campagnes sont l'objet de toutes les sollicitudes, elles connaissent une grave crise démographique. Alors que la population rurale n'avait diminué que de 6 % entre 1866 et 1896, elle tombe de 215 000 à 140 000 habitants entre 1896 et 1936, soit une diminution d'un tiers. En même temps, la population des petites villes n'augmente plus. Cette crise est due à la régression des secteurs restés manufacturiers, à la disparition du tissage à main après 1880 et à l'énorme ponction d'hommes jeunes consécutive à la guerre de 1914-1918, qui accélère la désorganisation de l'économie traditionnelle. La reconstitution partielle du genre de vie mixte et l'extensification de l'agriculture entre les deux guerres ne pouvaient retenir la population.

1. - *LE DECLIN DES SECTEURS RESTES MANUFACTURIERS.*

La révolution industrielle n'avait touché que la cotonne -et encore, pas entièrement, le "marchand de tissus" de Thizy restant en partie un fabricant- et l'industrie de la couverture à Cours. Le système manufacturier continue de dominer la fabrique de Tarare, touchée à partir de 1866, par la crise de la mousseline, et s'étend au fur et à mesure que les soyeux lyonnais s'implantent, partout où les difficultés du tissage traditionnel libèrent de la main d'oeuvre. Tout ce secteur manufacturier, contraint de passer au travail mécanique après 1880, est caractérisé par le retard de l'équipement et par la tentation de faire supporter au façonnier, attaché à son métier par atavisme et par nécessité, les inconvénients de l'adaptation à la demande.

a) Deux fabriques en régression : Tarare et Panissières.

Dès les années 1860, la routine, le désenchantement de la mode et surtout l'apparition de concurrents étrangers remettent en question la

prospérité de la mousseline. Le traité de commerce franco-suisse a été durement ressenti, si l'on en juge d'après les nombreux rapports et pétitions trouvés dans les registres de délibération de la Chambre de Commerce de Tarare : il fait perdre à la ville le monopole qu'elle détenait dans le pays depuis un siècle (1).

On cherche à adapter la mousseline à l'évolution de la demande. Très claire et très apprêtée, c'est la tarlatane. Blanchie, c'est la *singalette* (2), utilisée comme gaze à pansement, dont les débuts ont coïncidé avec la découverte de l'asepsie et les besoins nés de la guerre de 1870 ; par extension, de petites usines font le coton hydrophile, comme celle de Froget, qui fut maire radical de Tarare entre 1925 et 1942. La singalette brodée est le *plumetis*, qui trouve d'abondants débouchés aux colonies pour le voile d'habillement, pour les robes des femmes et le haïk qui leur couvre le visage en pays d'islam, pour les boubous et les gandouras des hommes. La mousseline, ayant été utilisée en voilage pour les fenêtres, Tarare est devenue un grand centre de fabrication de rideaux : 55 entreprises s'y consacraient avant la crise de 1930. Elles les font confectionner et broder avec le tulle venu de Caudry et de Calais et le calicot des Vosges. De la mousseline, on passe enfin à la gamme des tissus fins, faits de mélange de coton, de laine et de soie, comme le crêpe de Chine et le crêpe georgette (2 bis). A partir de 1928-29, la rayonne est adoptée en grand ; on arrivera bien vite à la surproduction pour la "toile de Tarare", à chaîne de rayonne et à trame de coton, puis pour le crêpe de Chine, tout en rayonne.

Ce sont là des articles **populaires**, bon marché. La tradition du bel article est maintenue par quelques "fabricants", ce qui à Tarare veut dire industriels. Ce sont des tisseurs comme Chatelard, qui continue les organdis et Godde-Bodin, qui fait les voiles d'ameublement et la popeline, des brodeurs sur métiers Saint-Gall (3) et certains transformateurs. Les "négociants", qui donnent à tisser et à broder à façon ou qui achètent des écrus dans l'Est, qu'ils font transformer sur place, font de plus en plus la production de cavalerie. L'introduction de la rayonne renforce cette orientation. Prenons l'exemple de la maison Rocle, Fondée en 1856 par un tisseur à façon de mousseline de soie brochée sur métier à bras, à Saint-Clément-sur-Valsonne, elle resta longtemps fidèle à la haute-nouveauté. Mais en 1928, le fils qui reprend l'affaire, abandonne le bel article

en coton pour l'article simple en rayonne, travaillé à façon dans la campagne environnante, mais aussi en usines dans la Drôme, en Ardèche et à Roanne. Il a une douzaine de personnes dans le "magasin" de Tarare et vend surtout aux colonies (Indochine, Algérie, Maroc). La broderie à la machine Cornély est là pour donner belle apparence. Les brodeuses chargées de famille, travaillent chez elles, en ville ou à la ferme. Les jeunes filles sont groupées en ateliers dans les villages. Elles sont particulièrement exploitées. Entre les deux guerres, les brodeuses, qui travaillent à domicile ne sont pas déclarées et gagnent l'équivalent de 50 à 60 de nos francs actuels par semaine. A raison d'un mètre en trois jours, il fallait 45 jours pour terminer une pièce de rideaux de trente mètres, en mettant une machine à chaque bout. La transformation n'est plus la spécialité qui faisait de Tarare un grand centre de négoce sur le plan national. La Chambre de Commerce et la municipalité avaient construit en 1901, autant pour les besoins en eau de cette industrie que pour l'approvisionnement des habitants, le barrage de Joux sur la Turdine. A la veille de la crise de 1930, on comptait douze blanchisseries et usines d'apprêt de 50 à 300 ouvriers, mais elles traitent surtout les tissus produits localement.

A la même époque, la fabrique de Tarare importe 3 700 tonnes de coton et 100 tonnes de soie et expédie 4 400 tonnes de tissus. Les techniques nouvelles pénètrent lentement : le tissage mécanique n'a été introduit qu'après 1880 et en 1929, la vapeur fournit encore les 5/6 de la force motrice (4). Malgré la souplesse de l'adaptation à la demande, la fabrique ne maintient plus qu'une activité en régression relative. Comme elle ne dispose plus de spécialités ni de techniques de pointe, les marges bénéficiaires sont réduites. Elle est à la merci de concurrents mieux équipés et ne peut plus compter que sur le bon marché de la main d'oeuvre rurale, qui fournit des façons longues et délicates. La zone qui travaille pour elle est réduite au fief des Monts de Tarare et du sud-est du plateau de Neulise, et encore le tissage de la soie s'y est-il introduit. Cela n'a pas empêché une forte diminution de population. Joux, resté fidèle à la fabrique de la ville voisine, a perdu les deux tiers de ses habitants entre 1856 et 1946. Aucune autre industrie ne venant relayer le textile, Tarare voit sa population passer de 14 544 à 10 142 habitants de 1866 à 1946, soit une diminution de 31 %. Parallèlement, le mouvement naturel est en déficit dès 1861 et les jeunes s'en vont.

Panissières, centre isolé du travail du lin, privé de liaison ferroviaire avec Feurs, distante de 13 kilomètres, a laissé péricliter sa fabrique, faute de se mécaniser. En 1873, on comptait encore 1600 façonniers dans les ateliers du bourg ou les fermes d'alentour, qui tissaient le linge de table broché pour une douzaine de fabricants. La concurrence d'Armentières, qui dans les années 90, s'est dotée de métiers mécaniques, entraîne l'effondrement de cette activité. En 1907, il ne subsiste plus que quatre fabricants et 200 tisseurs à bras, dont le salaire n'est plus que de 2 à 2,50 francs par jour au lieu de 4 francs et qui sont réduits souvent au chômage. Deux maisons seulement se sont mécanisées en 1902-03 ; une troisième s'est tournée vers le négoce : elles maintiendront la tradition. Les bras laissés libres par la toile s'emploient dans la soierie ou quittent la ville (5).

Le mouvement de la population de Panissières (3 753 habitants en 1841, 5 044 en 1881, 4 228 en 1911), qui est une commune très étendue, où la population des écarts est encore en 1911 supérieure à celle du bourg, reflète cette évolution.

MOUVEMENT DE LA POPULATION DE PANISSIERES DE 1841 à 1911

	Mouvement de la population	Mouvement naturel	Mouvement migratoire
1841 - 1861	+ 493	+ 536	- 43
1861 - 1881	+ 798	+ 311	+ 487
1881 - 1891	- 175	- 17	- 158
1891 - 1901	- 381	- 205	- 176
1901 - 1911	- 260	- 198	- 62

A la disparition du tissage du lin en "boutique", correspondent un effondrement de la natalité (le taux tombe de 25,5 ‰ en 1872-1881 à 14,4 ‰ en 1881-1891) et un important exode rural, qui s'atténue après 1901, avec l'implantation de la soie.

b) Les particularités de la fabrique lyonnaise.

Nous avons vu comment la fabrique lyonnaise avait profité des difficultés du tissage du coton pendant la guerre de Sécession, pour prendre pied sur les marges nord-ouest du Haut-Beaujolais, les plus récemment acqui-

463

ses au vichy, dans les cantons de Belmont et de Chauffailles, à partir du centre déjà ancien de Charlieu. Ce mouvement va se poursuivre dans les secteurs en déclin de Tarare et de Panissières, au fur et à mesure que la main d'oeuvre se trouve libérée. Un second grand foyer de travail de la soie se constitue ainsi au sud, d'Amplepuis au Donzy.

Cependant, lorsque les soyeux encouragent les contremaîtres à installer, ou installent eux-mêmes, des tissages mécaniques, pour produire les étoffes mélangées à bas prix, qui prennent la place des tissus de soie pure, principalement entre 1890 et 1900 (6), les régions facilement reliées à Lyon sont privilégiées. En 1914, le département de l'Isère, avec 18 000 métiers mécaniques, concentre la moitié des métiers des fabriques de Lyon et de Saint-Etienne. Au contraire, ^{dans} la région de Charlieu, où pourtant se sont montés beaucoup de petits et moyens tissages, il n'y a plus que 4 500 métiers et le nombre d'ouvriers a diminué de 8 à 6 000.

La fabrique lyonnaise est caractérisée par l'importance conservée par les formes les plus archaïques. Avant l'électricité, les métiers à bras à domicile, qui apportent aux petits exploitants agricoles un complément de revenu demeurent nombreux. En 1914, dans le département du Rhône hors de Lyon, ce qui correspond assez bien à la région, car le tissage du velours à bras a périclité dans les Monts du Lyonnais, il y a encore 57 % de métiers à bras et 69 % de métiers à domicile, au lieu de 11 % dans l'Isère (6 bis). Certes il existe de grosses usines de soierie, comme celles d'Auguste Villy à Amplepuis et surtout celle de J.B. Martin à Tarare, qui occupe en 1896, 3 000 ouvriers dans le moulinage, le tissage des velours et soieries, ainsi que dans la plus grande fabrique mondiale de peluche de soie pour chapeaux haut de forme (7). Mais ces usines, installées pour profiter du bon marché de la main d'oeuvre, disparaîtront rapidement. L'usine J.B. Martin qui emploie 500 orphelines des départements voisins et de Suisse, est l'une de ces usines-internats, dénoncée par Justin Godart, l'adjoint d'Edouard Herriot à Lyon, où les jeunes filles recrutées dans les campagnes environnantes travaillent toute la semaine sans sortir de l'usine, où elles mangent et dorment, sous la surveillance de religieuses (8).

Après 1918 encore, des métiers à bras sont montés dans le fief de la mousseline, pour les tissus brochés en fils métalliques destinés à

l'Inde, par la maison Bertrand de Lyon, qui avait une fabrique à Tarare. La nouvelle vitalité du tissage à domicile permise par l'électricité sera particulièrement mise à profit ici. Dans le secteur de Chauffailles, en Saône-et-Loire, il y aura presque autant de métiers à domicile que de métiers en usine en 1936, 737 contre 819 (9). La longue persistance du métier à bras et du travail à domicile explique la formation de bastions de la HAUTE NOUVEAUTE pour les articles délicats tissés en petites longueurs destinés à la haute-couture, autour de Charlieu et de Bussièrès. Notons aussi la présence du seul centre mondial avec le canton de Saint-Gall de fabrication de la gaze à bluter en soie naturelle, qui occupe 500 paysans-tisseurs sur métiers à bras, dans les villages de montagne autour de Panis-sières, où le degré hygrométrique est favorable. L'évolution de la fabrique lyonnaise dans la région se fait donc dans le sens de la correspondance de la zone du travail de la soie, qui a quitté entre les deux guerres les campagnes agricoles riches comme le Brionnais, avec les campagnes les plus démunies et dans le sens de la part de plus en plus importante prise par les fabrications de luxe ou spéciales.

2. - LA DISPARITION DU TISSAGE A BRAS ET LA SURVIVANCE DU GENRE DE VIE MIXTE DANS LES CAMPAGNES TEXTILES.

Le métier à bras est condamné par le progrès technique : le métier mécanique le plus simple a un rendement trois fois supérieur. Celui-ci, connu à partir de 1860, n'a vraiment été répandu qu'après 1880. Le salaire du tisseur à bras s'effondre. "Il y a trente ans, écrit l'instituteur de Fourneaux en 1903, un bon tisseur gagnait 3 - 4 francs, jusqu'à 5 francs par jour, aujourd'hui il ne gagne plus que 1,50 à 3 francs. Le travail à domicile était donc plus avantageux pour l'ouvrier, mais aujourd'hui l'ouvrier en usine travaille moins que l'ouvrier à domicile et fait un gain raisonnable"

Cependant, un genre de vie plusieurs fois centenaire, ne pouvait pas disparaître purement et simplement. La tradition de l'artisan, l'association du travail agricole et du tissage vont réapparaître sous des formes nouvelles. Si forte que soit la diminution de la population entre l'année du maximum et 1962, de 37 à 40 % pour la zone de la mousseline, de 50 à 60 % pour celle de la cotonne, la densité des cantons de tradition manufacturière reste en 1962 supérieure à la densité moyenne de la population

rurale de la région, qui ne dépasse pas 40 habitants au km² : elle est de 61 dans le canton de Néronde, 56 dans celui de Belmont, 52 à Saint-Symphorien-de-Lay, contre moins de 30 dans les cantons de La Pacaudière et de Semur-en-Brionnais. C'est que la population active employée dans le tissage y demeure plus nombreuse que les actifs agricoles. Ceux-ci forment de 25 à 32 % de la population active, au lieu de 51 % dans le canton de La Pacaudière, 57 % dans celui de Saint-Germain-Laval et 61 % dans celui de Semur.

L'industrie impose maintenant sa marque dans le paysage, avec les bourgs serrés, hérissés de cheminées du pourtour des Monts de Tarare ou des replats de l'Azergues, avec les usines qui se succèdent le long des rivières et les ateliers couverts d'une verrière en dents de scie des tisseurs à domicile, dans le moindre hameau. Elle est réapparue concentrée en usines, puis avec la diffusion de l'électricité entre 1920 et 1936, dispersée en ateliers. A chacun de ces stades, correspondent des types d'association du travail agricole et du tissage : le partage des tâches au sein de la famille de l'exploitant agricole, le tisseur à domicile. Mais ces formes d'association d'une industrie dominée et souvent arriérée et de la micro-exploitation routinière ne sont-elles pas autant de survivances dangereuses ?

a) La fin du paysan-tisseur.

La disparition du métier à bras détruit l'équilibre traditionnel des campagnes textiles, fondé sur le métier en boutique et le travail agricole. André Cholley a bien décrit cela en 1929. "On est parfois péniblement impressionné par la quantité de maisons lézardées, aux murs croulants, aux fenêtres sans vitres, aux toits en partie effondrés. Le paysan en est aussi vivement affecté, et sur ce sujet il est volontiers loquace. L'histoire de ces fermes d'où la vie s'est retirée est à peu près toujours la même. L'arrêt du métier à bras a déséquilibré l'exploitation ; l'attraction de l'usine a désagrégé la famille qui s'est d'autant plus rapidement détachée de son domaine qu'elle était plus nombreuse. Les jeunes sont partis les premiers, les vieux, plus enracinés, ont continué à exploiter le fond familial. La culture est encore d'un certain rapport à cause de l'approvisionnement des bourgs ; le paysan peut donc vivre, mais il n'économise plus. Les parents disparus, les jeunes reviennent encore quelques temps à la maison, une ou deux fois par an. Ils louent au voisin les meilleures parcelles et laissent le reste en friche. Un beau jour, ils cessent de venir : bientôt la demeure

abandonnée s'écroule au milieu des ronces et des broussailles. Quant au domaine, les meilleures terres sont vendues ; le reste retourne à la lande"(10). Des hameaux peuplés de plus de 100 personnes sont aujourd'hui réduits à quelques familles. On a cité l'exemple de Mongrand, entre Grandris et le col de la Cambuse, qui avait 180 habitants en 1900 et n'a plus que deux maisons habitées en permanence aujourd'hui. On peut aussi citer l'exemple du hameau de Chavannes à Saint-Just-la-Pendue, qui avait 138 habitants en 1914 et en a 10 actuellement. La crise a aussi frappé les bourgs comme Lagresle, qui abritaient de nombreux paysans sans terre, qui vivaient de leur métier et de leur jardin. Ainsi s'expliquaient les densités supérieures à 100 habitants au km² des campagnes textiles : on trouvait encore 132 hab./km² en 1886 dans le canton de Belmont.

La disparition du métier à bras est progressive : les personnes âgées continuent jusqu'à leur mort le genre de vie qu'elles avaient toujours pratiqué. Cette disparition ne sera totale qu'après la crise de 1930, pour l'article ordinaire au moins. Elle ne s'est pas faite partout au même rythme : elle a été brutale pour la cotonne ; le métier à bras résiste mieux pour les articles délicats et dans le cadre du système manufacturier : c'est ainsi qu'à Saint-Just-la-Pendue, il y a encore 300 métiers qui battent pour la mousseline et la soie en 1914. Ces différences se reflètent bien dans l'évolution de la population : entre 1866 et 1911, le canton de Belmont perd le quart de ses habitants, alors que la diminution n'est que de 7 % dans le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, où il est vrai, elle avait déjà été de 13 % entre 1866 et 1886, à cause des difficultés de la mousseline.

b) La reconstitution partielle de l'industrie textile.

- une première phase de concentration.

Jusqu'à l'électrification des écarts et en dehors des cours d'eau qui peuvent actionner roues à aubes et turbines, les campagnes subissent la loi de la machine à vapeur. Elle n'est pas rentable pour les petites unités jusqu'à ce qu'on utilise à partir de 1910 des moteurs à gaz pauvre, genre diesel, alimentés au charbon, qui font tourner des alternateurs pour la commande électrique des métiers, et les charrois sont très onéreux pour amener le combustible dans les lieux éloignés de la voie ferrée. Des années 1880 à 1910, datent en pays de cotonne ces ateliers

occupant rarement plus d'une quarantaine de salariés, dotés de métiers ordinaires de faible largeur pour les articles populaires et coloniaux, que peuvent établir le fabricant ou le contremaître ruraux, qui ont la volonté de continuer à travailler sur place. Par exemple, à Mardore, on en trouve cinq qui se suivent sur moins de deux kilomètres le long de la vallée du Mardoret et un en bourg, actionné par une machine à vapeur. Les industriels de la ville, pour trouver de la main d'oeuvre ou réduire la pression du mouvement ouvrier dans les grandes agglomérations, montent eux-mêmes ou contrôlent de semblables ateliers, quand ils ne créent pas de grosses unités, suivant l'exemple de deux importantes maisons de Roanne : Forest et Deschamps, qui ont agrandi la filature de Glattard à Cadolon pour en faire une usine intégrée ; Goujon et Lauthe, qui installent sur une chute du Sornin à Tancon, l'usine de Michaudon, en pleine zone traditionnelle de la soierie en 1899. Les façonniers pour les maisons de Tarare montent de petits ateliers familiaux sur les rivières. À Saint-Just-la-Pendue, les deux fabriques celle de Moncey en 1880 et celle de Turin en 1898, quittent les hameaux pour le bourg, où arrive à meilleur compte le charbon. Dans les bourgs voisins, comme Fourneaux et Chirassimont, les fabricants de Tarare ont installé vers 1900 de petites usines de mousseline, qui sont aussi des recettes pour les tisseurs à bras et des ateliers de broderie mécaniques, actionnés par des moteurs à gaz pauvre. Il en résulte ce "mouvement de descente dans les vallées et de concentration dans les bourgs" qu'avait noté André Cholley, en comparant les recensements de 1881 et de 1911. "Le dépeuplement atteint les croupes et les replats élevés. Il dépasse généralement 50 %, s'élevant parfois à 85" (11).

Contrairement aux espoirs placés trop tôt en elle, l'électricité allait d'abord renforcer la tendance à la concentration. Les compagnies privées, qui équipent la région à partir de 1908, recherchent le maximum de consommation pour le minimum d'investissements. Les bourgs textiles les intéressent, car la consommation des métiers (1/3 ou 1/4 de C.V. et un grand nombre d'heures d'utilisation) est bien supérieure aux besoins domestiques, limités le plus souvent à une ou deux lampes à filament de carbone de 15 à 25 bougies par maison. L'acceptation ou le refus par les municipalités va être lourd de conséquences pour l'avenir : ainsi s'explique l'inégale répartition actuelle de l'industrie textile entre villages voisins, apparemment placés dans de semblables conditions.

DATE DE L'ELECTRIFICATION ET INEGALE REPARTITION DE L'INDUSTRIE
TEXTILE DANS LES CAMPAGNES

Région et commune	Date de l'électri- fication du bourg	Diminution de population		Nbre d'em- plois dans le tissage pour 100 hab. en 1962
		1881-1911	1881-1936	
HAUT-BEAUJOLAIS				
Cuinzier	1909	24,5 %	48 %	30
Le Cergne	1909	23 %	42 %	11
Lagresle	1928	32 %	60 %	6
Ecoche	1936	34,6 %	60 %	1
Jarnosse	1936	33,3 %	56 %	0
PIEMONT DES MONTS DE TARARE				
St Just-la-Pendue	1911	9 %	37 %	18
Chirassimont	1912	18 %	31 %	19
Fourneaux	1924	15 %	35,5 %	25
Machezal	1925	20 %	48 %	3
Croizet-sur-Gand	1935	28 %	53 %	15

Une électrification précoce permet aux fabricants de monter des tissages mécaniques, aux industriels des villes d'installer des tissages annexes et aux artisans de transformer leurs métiers à bras en métiers mécaniques. C'est ainsi qu'à Cuinzier, un donneur d'ordres qui a eu jusqu'à 450 tisseurs à bras a pu monter un tissage mécanique en 1912 et qu'en 1920, un soyeux lyonnais installe un tissage de soierie. Au contraire, le maire de Croizet-sur-Gand explique bien le déclin de son village. " Le projet d'électrification du bourg vers 1910 n'a pas été retenu par le conseil municipal d'alors. Les tisserands ne purent transformer leurs métiers mécaniques en métiers à bras comme les canuts des bourgs voisins. En quelques années, ce fut le départ des tisserands vers Saint-Just-la-Pendue, Chirassimont, Fourneaux et ailleurs. Croizet est devenu le malade que guettait l'asphyxie" (12). Par la suite, l'installation d'une usine

demande beaucoup de persévérance. La maison Jalla de Régný, qui a installé à Croizet un tissage annexe en 1922, doit le fermer en 1928, car les vrais tisseurs sont partis. Volle qui le reprend, et utilise un moteur à gaz pauvre, genre diesel, parvient à le faire fonctionner, mais il doit former des ouvriers qualifiés, se préoccuper de leur logement et équiper des ateliers de tisseurs à domicile.

- la diffusion de l'électricité et le retour à la dispersion du tissage.

La nouvelle dispersion du tissage, tant souhaitée par les industriels, était tributaire de l'électrification des écarts. Au début, pour qu'un écart soit électrifié, il fallait que ses habitants prennent en charge les frais d'installation de la ligne. C'est ce qu'ont fait en 1921 les gens de Cadolon et d'autres écarts de Coublanc, qui ont profité de leur situation à proximité de la ligne qui reliait le transformateur à Chauffailles. Quelques années plus tard, il y avait 400 métiers mécaniques à domicile et l'inhabituelle densité des "cabines" demeure aujourd'hui un trait caractéristique du paysage.

A partir de 1921, de nombreux syndicats intercommunaux se constituent et procèdent à l'électrification complète. Les travaux sont rapidement menés jusqu'à la crise, en particulier dans le ressort des syndicats de l'Azergues, de la Grosne, du Haut-Reins, des Monts de Tarare, de Chauffailles et de Panissières. En 1936, bien des communes restent à électrifier, en particulier du Sornin au Rhins, ainsi que la plupart des écarts des premières communes électrifiées : ainsi à Saint-Just-la-Pendue, quatre hameaux seulement étaient équipés. La création du Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification par le gouvernement du Front Populaire allait accélérer les travaux, en réduisant de 50 % à moins de 10 % la part des dépenses qui incombait aux communes.

La création d'ateliers de tisseurs à domicile est particulièrement rapide des années 20 à la crise, qui ont été une période de grande activité du tissage. Les industriels profitent des progrès de l'électrification pour répartir sur eux l'accroissement de la demande. Ainsi le tissage Dextre et Cherpin de Roanne, qui a alors 800 métiers, en fait battre 150 à la campagne. Les petits tissages des villages en ont souvent plus à l'extérieur que dans leur atelier : ainsi Suchel à Mardore en a 90

répartis dans un triangle Le Cergne- Cublize- Proprières. On distingue deux types de tisseurs à domicile : le tisseur indépendant et le tisseur salarié. Le premier qui est propriétaire de son matériel, est libre de choisir son donneur d'ordre et discute avec lui du prix de la façon. Le second, qui est le plus souvent un ancien ouvrier d'un tissage de coton, travaille sur les métiers qu'a placés chez lui son employeur et reçoit un salaire comme à l'usine.

Le tisseur à domicile construit près de sa maison, une CABINE en briques, éclairée par la verrière en dents de scie du toit. Il doit être un tisseur accompli et pouvoir être son propre gareur. Dans la zone de la soierie, c'est un tisseur à bras, qui avait pu se maintenir ou s'était mis commerçant ou artisan ; dans la cotonne, c'est souvent un tisseur qui a quitté l'usine. Le tisseur à domicile apprécie son indépendance, les horaires qu'il aménage à sa guise, ce qui lui permet de cultiver son jardin ou un lopin de terre et de suivre un rythme plus lent qu'à l'usine, quand il est âgé. Le chef d'entreprise trouve beaucoup d'avantages à ce système. Outre la question sociale qui ne se pose pas avec la même acuité, il est assuré d'avoir un travail soigné ; il peut faire face aux périodes de presse sans investissements nouveaux et sans avoir à payer d'heures supplémentaires, le tisseur à domicile ne demandent qu'à augmenter son gain par de longs horaires. Enfin, en cas de "mortes", il n'est pas tenu à lui procurer du travail.

Le tisseur à domicile a de 2 à 8 métiers et travaille avec sa femme et ses enfants. Le plus souvent, il n'a pas pu acquérir des métiers coûteux, mais des métiers d'occasion qu'il fait transformer au besoin. Ce sont des métiers anciens, souvent antérieurs à la guerre, donc ordinaires, c'est-à-dire sans automatismes, et étroits. Leur productivité est faible : les 150 métiers des tisseurs à domicile des Etablissements Dextre et Cherpin, qui représentent 15 % du parc dont dispose l'entreprise, n'assurent que 10 % de la production, malgré de plus longs horaires. Comme le tisseur à domicile est à la merci des sautes de la conjoncture, les gains élevés des "presses" ne compensant pas les chômages et les bas prix de façon des "mortes", on peut penser que c'est beaucoup payer une indépendance illusoire. Mais l'atavisme de l'artisan, du paysan-tisseur en boutique fait accepter beaucoup de choses !

- Les nouvelles formes d'association du travail agricole
et du travail industriel.

La disparition du métier à bras a sonné le glas du paysan-tisseur à bras, qui représente le stade pré-industriel de l'agriculture à temps partiel. La phase de concentration du tissage en usine va donner naissance, non pas à l'ouvrier-paysan, mais à l'EXPLOITATION AGRICOLE MIXTE, avec partage des tâches au sein de la famille suivant les générations. Les parents s'occupent exclusivement de l'exploitation. Les enfants, qui vivent avec eux les aident à l'occasion. Ils travaillent à l'usine du village ou de la petite ville voisine. Leur salaire est faible, mais ils logent et mangent à la ferme ~~et~~ ne versent aucune redevance à leur famille. Une fois mariés, cette existence continue. L'argent liquide du jeune ménage permet l'amélioration de l'habitat et l'équipement de l'exploitation. Le cycle se renouvelle : le fils remplace le père âgé sur l'exploitation et ses enfants le remplacent à l'usine.

Prenons l'exemple d'une famille de Belmont, qui a fait l'objet d'une enquête pour le recensement communautaire de 1967. L'exploitation comprend 10,2 ha. de surface agricole utile (S.A.U.), dont 8 ha en prairies permanentes et 1 ha. de forêt. Sur les 11,2 ha. de surface totale, 6,7 ha sont en fermage. Elle compte 9 bovins, dont 5 vaches laitières et 2 boeufs charolais à l'embouche. Neuf personnes vivent sur l'exploitation : le père âgé de 60 ans et sa femme, leurs 4 fils qui ont entre 15 et 22 ans, la femme du fils aîné et leurs deux jeunes enfants. Le père et les deux femmes travaillent sur l'exploitation. Les quatre enfants à l'extérieur : les deux aînés sont ouvriers d'usine, le troisième facteur, et le cadet ouvrier plombier-zingueur. Un hectare et une U.G.B. (unité gros bovin), voilà ce dont dispose chaque personne sur l'exploitation. Avant le relèvement du S.M.I.G. consécutif aux événements de mai 1968, les salaires à l'usine étaient de l'ordre de 300 francs par mois. On peut établir le budget annuel de la famille de la façon suivante :

ressources tirées de l'exploitation :	6 000 francs (13)
salaires :	17 000 "

soit 200 francs environ par mois et par personne. L'autoconsommation et la faiblesse des dépenses au dehors ont permis d'acquérir un tracteur et deux citroën deux-chevaux. Seul un genre de vie de type patriarcal évite la misère et procure une relative aisance.

Cette situation n'est pas sans défaut sur le plan économique. Elle enlève toute conscience de classe au monde ouvrier, et, en permettant des salaires anormalement bas, dispense les patrons de tout effort de productivité et de toute modernisation. Elle sclérose le monde agricole, d'où les jeunes sont absents. Elle prolonge la survie d'exploitations non viables sur le plan général. Elle perpétue une agriculture extensive et routinière. Les estimations portant sur l'ensemble des exploitations des quatre villages de la zone-témoin de la vallée du Botoiret (14), incluant donc les exploitations à temps plein de plus de 15 ha., donnaient pour 1960 les estimations suivantes : 60 unités d'engrais par hectare de S.A.U., contre 100 en France ; 17 quintaux de blé par ha. contre 28 en France ; 30 quintaux de foin et 0,6 U.G.B. par ha.

La nouvelle dispersion du tissage, fait réapparaître le PAYSAN-TISSEUR. Il vaudrait mieux dire le tisseur-paysan, car il compte surtout sur ses métiers pour le faire vivre. Dans les cantons de Chauffailles et de Belmont, Mme Deroche évalue en 1960 à 3 hectares la surface moyenne dont dispose un tisseur salarié et 1 ha 50 celle dont dispose le tisseur indépendant (15). Comme l'ouvrier d'usine, il manque de temps sur son exploitation (16) et a tendance à supprimer la ou les deux vaches laitières, à abandonner de la terre, pour mieux se consacrer à ses métiers. Les tisseurs du bourg, particulièrement nombreux dans les zones de soierie, n'ont pas de liens avec la terre. Les CULTIVATEURS-TISSEURS sont réapparus tardivement, en période d'euphorie, un peu partout de 1945 à 1950, surtout de 1948 à 1954, lors de l'essor du voile de rayonne, autour de Saint-Just-la-Pendue. On en a compté une dizaine dans le village même. Ils étaient à la tête de familles nombreuses sur de petites surfaces : 5,5 ha. en moyenne.

L'association du tissage et de l'agriculture, quelles que soient ses formes, apparaît dans les communes où les exploitations sont petites. A Neulise, où la plupart des exploitations ont entre 10 et 30 ha et une vingtaine dépassent 30 ha. en 1955, peu de fils de paysans travaillent à l'usine et, sur les 43 tisseurs à domicile, il n'y a que deux agriculteurs. La situation est la même à Saint-Symphorien-de-Lay. A Saint-Just-la-Pendue, au contraire, où beaucoup d'exploitations ont moins de quatre hectares et où le relief est très vallonné, beaucoup d'enfants de paysans travaillent à l'usine et les tisseurs des hameaux sont nombreux (17). La situation est

semblable à Belmont, où sur 124 exploitations, on compte encore en 1966, 42 de moins de 5 ha, dont beaucoup sont tenues par des tisseurs à domicile ; 66 de 5 à 15 ha, qui sont pour la plupart des exploitations mixtes, et seulement 13 de 15 à 30 ha., 3 de 30 à 40 ha. Autrement dit, plus l'association du tissage et de l'agriculture est étroite, plus la densité de population agricole est élevée : en 1954, elle est de 42 habitants au km² cultivable à Belmont, 37 à Chirassimont, 33 à Saint-Just-la-Pendue, alors qu'elle n'est que de 25 à Neulise et de 23 à Saint-Symphorien-de-Lay (18).

L'appoint du tissage aux ressources de la terre a permis de maintenir de fortes densités de population et d'étaler l'exode rural. Il a permis d'éviter les drames occasionnés par une rupture trop brutale avec la vie traditionnelle et d'éviter la dispersion de la famille en procurant à ses membres une vie décente sur une petite surface, conformément à l'atavisme séculaire. Mais ces GENRES DE VIE, imposés par la mentalité, les structures agraires, la densité de population hérités du passé, s'opposent à la pénétration du progrès technique. Ils maintiennent une agriculture archaïque, vouée à l'autoconsommation sur des exploitations trop petites. Ils assurent la survie de petites usines, sans moyens de se reconvertir ni d'acquérir un matériel moderne, quand ils ne ressuscitent pas le système manufacturier qui repose sur l'acceptation de conditions de travail très dures.

3.- LA CRISE DEMOGRAPHIQUE LIEE A LA GUERRE 1914-1918 ET L'EXTENSION DE L'AGRICULTURE.

La guerre de 1914-1918 entraîne une accélération de la diminution de la population qui a été de plus de 10 % entre les deux recensements de 1911 et de 1921, alors qu'elle n'avait été que de 6,5 % de 1896 à 1911. Cette diminution porte sur la population des campagnes (12,8 %) et des petites villes (11,9 %), tandis que l'agglomération de Roanne enregistre une augmentation de 8,3 % (voir fig. 20).

a) La crise démographique des campagnes.

Les campagnes ont fourni proportionnellement plus de combattants que les villes, où il y avait beaucoup d'affectés spéciaux pour travailler en usine. Les pertes dues à la guerre ont été énormes : on est étonné de la longueur des listes sur les monuments aux morts des plus petits villages.

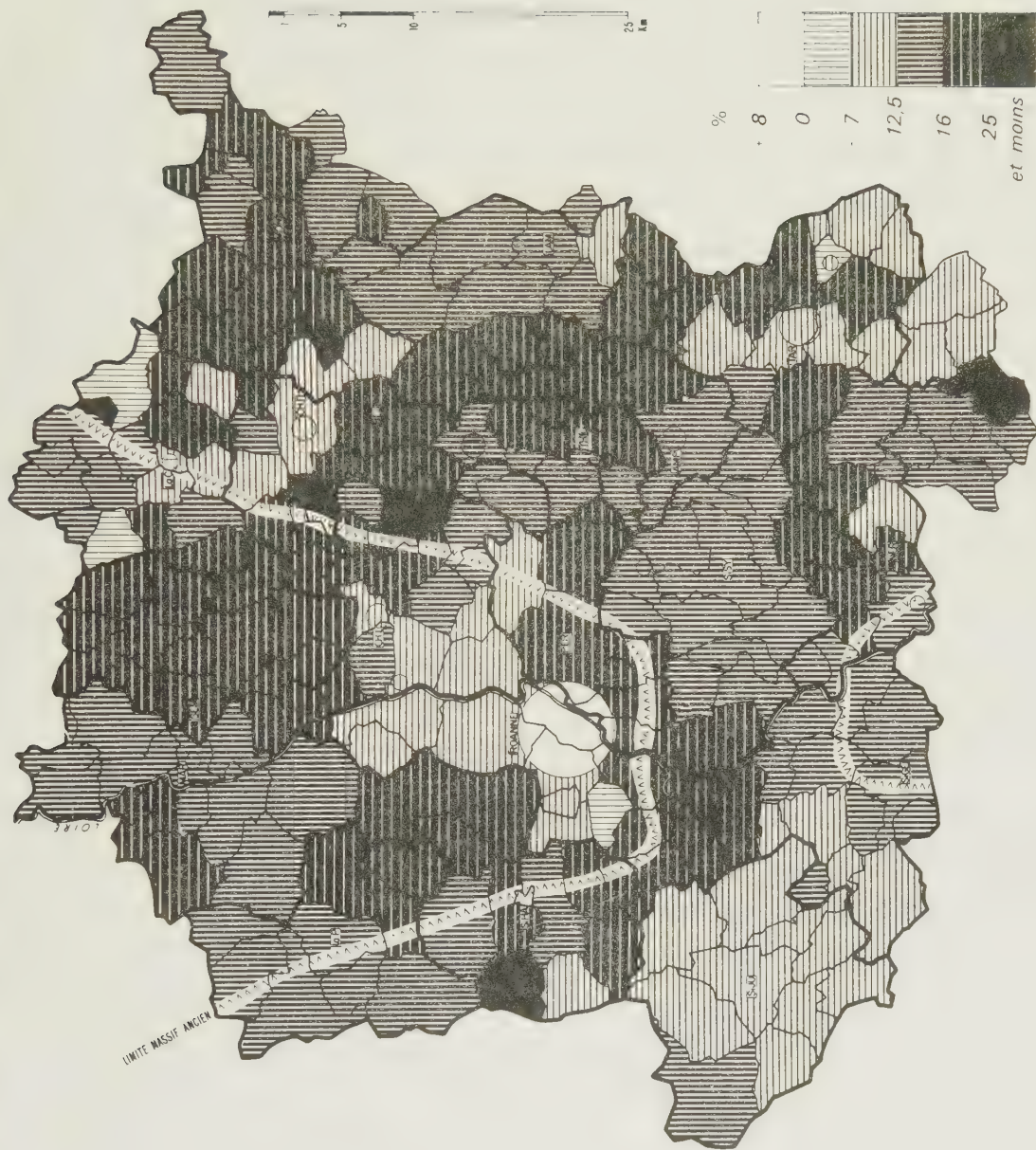


figure 20 DIMINUTION DE POPULATION 1911 à 1921

A Luré, qui avait 335 habitants en 1911, il y a eu 17 morts ; 17 morts aussi aux Noës qui en avait 377, 86 à Ambierle, qui en avait 2059. Il faut ajouter les blessés graves. La désorganisation des familles a entraîné l'accélération de l'exode rural. Dans certaines petites communes, la population a baissé de plus du quart et des hameaux ont été rayés de la carte.

Dans les campagnes encore préservées par l'isolement, comme les Monts de la Madeleine, la diminution de population a été inférieure à la moyenne. Mais la disparition d'éléments jeunes, en pleine force de l'âge, a été durement ressentie là où l'économie s'adaptait difficilement aux conditions nouvelles. Dans les campagnes comme dans les petites villes textiles, la diminution est très sensible : plus de 16 %. Beaucoup d'usines ont périclité, à cause de la disparition du ou des fils qui devaient reprendre l'affaire : c'est le cas des établissements Poizat-Coquard, qui étaient la maison la plus solide de Bourg-de-Thizy. Dans les campagnes agricoles entrées dans le circuit commercial, les pertes dues à la guerre vont désorganiser le système de culture, quand il reposait sur une débauche de travail humain : c'est le cas du vignoble et de la plaine de Roanne.

b) L'extension de l'agriculture

- Le déclin du vignoble (19).

Le phylloxéra, loin de causer la ruine du vignoble, avait entraîné son expansion comme vignoble de masse. Mais la reconstitution du vignoble languedocien, qui reconquiert le marché de Paris à la fin du siècle, et les maladies de la vigne, en particulier le mildiou, qui en 1910 détruisit la vendange, annonçaient le déclin. Le vignoble se survivait par le jeu des fortes densités qu'il avait rassemblées et grâce au marché régional, de Thiers à Cluny, qu'il s'était constitué.

Pendant les quatre années de guerre, les façons vont être négligées, les traitements et les apports d'engrais insuffisants. Après la fin des combats, la main d'oeuvre n'est plus suffisante pour assurer les soins attentifs d'antan. Le bêchage, le buttage et le sarclage à la main ne sont plus possibles, or l'écartement de 0,80 m. entre les rangées de ceps ne permet pas le passage du cheval et de la charrue. La vinification laisse à désirer. Le vignoble est abandonné, plus vite là où il est récent, comme dans la plaine et où il constitue une enclave comme dans le massif de Fleury,

que dans le coeur de la Côte Roannaise : de 1910 à 1935, les surfaces en vigne passent respectivement de 101 à 41 ha à Saint-Germain-l'Espinasse, de 550 à 200 ha à Fleury-la-Montagne et de 500 à 330 à Saint-André d'Apchon. Les terres épuisées par la vigne laissent place, suivant le sol, au bois ou au pré.

La grande propriété bourgeoise ou aristocratique va dédaigner un vignoble qui n'assure plus un produit de qualité. Sur la Côte, les héritiers qui à chaque succession se partageaient le domaine et rachetaient de la vigne, s'en débarrassent (20). A Fleury-la-Montagne, les industriels de Charlieu, Lyon, Cours et Roanne, qui avaient fini par acquérir le quart des exploitations, les vendent. Les terres sont rachetées par les paysans, mais ils n'ont plus les moyens financiers des grands propriétaires et vont être tentés par le rendement: beaucoup de plantations nouvelles se font en hybrides. La fidélité à la vigne est fonction de la taille de l'exploitation. Les personnes âgées prolongent la vigne jusqu'à leur mort, sans engrais ni amendement. Les petites exploitations (entre 6 et 8 ha) ne sont plus qu'un moyen de survivre. Elles ont 2 hectares de vigne, des prés pour quelques vaches et un cheval et cultivent les céréales pour les volailles et les porcs. Dans les exploitations de plus de 15 ha, l'élevage est la principale ressource, élevage laitier dans la Côte, élevage charolais dans le massif de Fleury, par contagion de la spéculation dominante qui l'entoure.

- La plaine de Roanne gagnée par la prairie.

La diminution de population entre 1911 et 1921 a été particulièrement forte dans la plaine : 18 % pour les communes de plaine du canton de La Pacaudière. Or le système de culture cérééalier reposait sur une abondante main d'oeuvre, pour creuser et entretenir les fossés, façonner les billons. En l'absence de moyens mécaniques comme la pelle hydraulique, les grandes exploitations vont être contraintes à l'abandon des cultures et à l'empryage. Or si les conditions climatiques ne sont pas très favorables à la prairie permanente à cause de la sécheresse d'été, l'existence de la moyenne et de la grande propriété permet, par la réduction du nombre des métayers, de constituer des domaines d'une quarantaine d'hectares, parfaitement rentables ^{pour un ménage} grâce à l'élevage charolais. Le paysage va peu à peu se transformer, les prairies entourées de haies remplaçant les champs. Cette transformation commence par les grands domaines, rassemblés autour

du parc du château du grand propriétaire, alors que les exploitations plus petites des 'locatiers' (21) en faire-valoir direct et des métayers encore nombreux dans la partie bourbonnaise, conservent de vastes quartiers de champs ouverts (voir fig. 2). Ici, comme dans la plaine du Forez, on peut parler de 'bocage aristocratique'. De 1895 à 1955, dans le canton de La Pacaudière, la part des terres labourables tombe de 77 % à 39 % de la S.A.U. La main d'oeuvre étant de plus en plus difficile à trouver, les fossés ne sont plus entretenus et les mauvaises herbes envahissent les prairies, où la nappe d'eau temporaire reste trop longtemps à proximité de la surface du sol.

- L'introduction de l'agriculture à temps partiel.

De proche en proche, le déclin du vignoble et l'extension des prairies naturelles vont réduire les besoins en salariés agricoles et la possibilité de vivre sur de petites exploitations. L'habitant de la plaine et de la Côte va se tourner vers le travail industriel, en continuant à habiter sur place. De 1921 à 1936, la population ne diminue que de 6 % environ dans les cantons de La Pacaudière et de Saint-Yaon-le-Châtel. Le paysan va devenir PAYSAN-OUVRIER. L'adoption de l'agriculture à temps partiel est favorisée par l'implantation de tissages par les cotonniers roannais, Eréchard à Ambierle en 1921, Déchelette-Despierre à La Pacaudière en 1922. Par la suite, les petits exploitants dans un rayon de 12 km se rendent par le train, puis le car aux usines de Roanne, en particulier aux papeteries Navarre et à l'usine d'outillage Demurger, qui aménagent pour eux les horaires.

Le choc de l'économie moderne, aussi amorti qu'il ait été, a ébranlé les campagnes. Il faut moins parler de stagnation, car les transformations n'ont pas manqué, que de décadence, car il y a eu reprise dans de mauvaises conditions des genres de vie anciens. L'ingéniosité a moins manqué aux ruraux que l'action positive de la bourgeoisie des villes. Alors qu'elle avait jadis guidé leur développement, elle se borne à voir en eux une main d'oeuvre bon marché et docile.

NOTES DU CHAPITRE III - B

LA CRISE DES CAMPAGNES

- (1) Claude ALBOUT (129), Démographie et industrialisation du canton de Tarare.
- (2) Contraction de saint-galette, du nom de la ville d'origine de la mousseline.
- (3) Le métier Saint-Gall, dont il existe un seul constructeur au monde, Saurer, à Arbon, est le véritable métier à broder, avec aiguilles à l'endroit et navettes à l'envers. La machine Cornély, du nom de son inventeur, est une machine à coudre perfectionnée.
- (4) Henri BORDAS (137), Tarare, R.G.L., 1930, p. 48-49
- (5) L.J. GRAS, Les toiles de Panissières, Saint-Etienne, Imprimerie Théolier, 1924, p. 1-63.
COMITE DES FETES ET MUNICIPALITE, Panissières, 1963, 50 p.
- (6) E. PARISET (99), Histoire de la fabrique lyonnaise, p. 48
- (6 bis) Marius MORAND, Statistiques des métiers de tissage au service de la fabrique lyonnaise, in COMPTES-RENDUS DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON, 1914, p. 94-110.
- (7) ARDOUIN-DUMAZET (84), La région lyonnaise, 1896, p.231. La peluche est teinte à Roanne et à Lyon.
- (8) Justin GODARD, Les usines-internats, p. 200-203, in TRAVAILLEURS ET METIERS LYONNAIS, CUMIN et MASSON Editeurs, Lyon, 1909, 407 p.
- (9) M.L. BOURGEON (138), Répartition des métiers de tissage de la soie... Et. Rhod., 1938, p. 217.
- (10) André CHOLLEY (142), Notes de géographie beaujolaise, Et. Rhod. 1934, p. 43-44
- (11) idem, p. 42-43
- (12) PAYSAN DE LA LOIRE (71), Croizet-sur-Gand, 28.1.1967, p. 12.
- (13) Selon l'estimation d'un revenu de 650 francs par hectare, calculé pour une exploitation-type de 10 hectares, in CHAMBRE d'AGRICULTURE ET DIRECTION DES SERVICES AGRICOLES DE LA LOIRE, Projet de création de la zone-témoin de la vallée du Botoiret, 15 mai 1961, dactylographié, 10 p.
- (14) Ce sont Belmont, Ecoche, Belleroche et Saint-Germain-La-Montagne.
- (15) C. DEROCHE (109), Etude des cantons de Belmont et de Chauffailles, D.E.S. 1962, p. 77-79.

- (16) Ch. MIGNON (24), L'agriculture à temps partiel dans le Puy de Dôme, in Revue d'Auvergne, t. 85, p. 9-12.
- (17) Paul JOURDAN (144), L'industrie textile dans les vallées du Reins, de la Trambouze et du Gand, D.E.S. 1955, p. 7.
- (18) La S.A.U. est donnée par le recensement agricole de 1955 et la population agricole par le recensement de population de 1954.
- (19) J. BUSSELIÉ (128), Le vignoble de la Côte Roannaise, D.E.S. 1971, p. 17-18 et témoignage oral de Serge LACROIX, vigneron à Fleury-la-Montagne.
- (20) Mme J. CHERPIN, La situation agraire à Ambierle, in INFORMATION GEOGRAPHIQUE, Ja-Fe. 1954, p. 199-201.
- (21) Il semble qu'à l'origine, la locaterie soit la petite exploitation que le propriétaire laissait au métayer devenu vieux.
- (22) Fr. TOMAS (166), Quelques traits..., R.G.L. 1963, p. 152-155.

C - LA PERSISTANCE DE LA MONOINDUSTRIE TEXTILE

La bourgeoisie des cotonniers et des fabricants se satisfait d'une industrie qui apporte la prospérité après les guerres, repart après les crises, masque son déclin grâce à des conversions partielles (le tissu-éponge, le voile d'ameublement) et à la substitution d'industries nouvelles (la bonneterie et la confection). Ainsi se maintient, en pleine seconde révolution industrielle, la monoindustrie textile, peu exigeante en services. En effet, à la veille de la crise de 1965, l'industrie textile assurait les deux tiers des emplois de l'industrie et la moitié de l'ensemble des emplois salariés.

1.- DES OCCASIONS MANQUEES ?

Pourtant des possibilités de diversification se sont présentées. La position de Roanne, à l'écart des frontières menacées, l'a faite choisir au moment des guerres, alors qu'elle était encore bien placée sur les grandes voies de communications, comme siège d'industries stratégiques et lourdes. L'implantation en 1917 de l'Arsenal chargé de fournir le front en obus était, toutes proportions gardées, une chance comparable à l'installation de l'aéronautique à Toulouse entre les deux guerres. Quant à l'usine de fibranne, reprise sous le régime de Vichy pour approvisionner la ^{zone} France Libre, c'est une greffe de la chimie lyonnaise, qui ne s'est pas développée.

a) L'Arsenal.

Les fondateurs de l'Arsenal de Roanne avaient de grandes ambitions (1). Tant que la guerre durerait, il devait compléter la production des entreprises privées pour fournir les 200 000 obus de 75 et les 150 000 projectiles de 155, qu'exigeait chaque jour le front, d'après le mémoire de Joffre de mai 1916. Mais le secrétaire d'état à l'armement, Albert Thomas, avait aussi des vues pour l'avenir. Cette usine d'état devait être l'école de formation professionnelle des arsenaux, une grande unité

concurrentielle après reconversion pour le temps de paix, une réalisation sociale-modèle avec participation des ouvriers aux bénéfices et leur logement en maisons individuelles et confortables et coquettes, dans des cités-jardins. Le projet fut rondement mené, à partir du début de l'année 1917. Trois ateliers de 350 mètres de long sur 250 mètres de large, qui abritent 3 000 machines-outils pour l'emboutissage, l'ébauchage et la trempe des obus, des fonderies, une centrale thermique sont construits sur les vastes terrains disponibles de la plaine de Mably, à la sortie nord de la ville, desservis par un embranchement ferroviaire et un port particulier sur le canal. 16 700 ouvriers y sont embauchés le jour de l'Armistice. Les travailleurs affluent des environs, des régions voisines et de l'étranger, surtout d'Espagne et de Chine, attirés par des salaires exceptionnellement élevés : 50 francs par semaine, nourri, pour le manoeuvre, de 480 à 600 francs par mois pour le tourneur. Mais la production ne fut pas à la hauteur des prévisions, à cause du retard de certains investissements et d'un manque de rigueur dans la gestion et dans la surveillance du personnel.

Alors que l'Arsenal est bien accueilli par la municipalité, qui projette, pour accompagner l'expansion attendue, un grand plan d'équipements collectifs, il fut en butte à l'hostilité de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Le patronat s'inquiète de la fuite des spécialistes de mécanique et de la hausse des salaires, qui fut ici, dans le textile, deux fois plus forte pendant la guerre que dans le reste de la France : 120 % au lieu de 60 %. "Maintenir en temps de paix l'Arsenal de Roanne sous l'administration de l'Etat serait un parti pris de ruiner en connaissance de cause les industries locales", déclare sans embages la Compagnie. Les hésitations des pouvoirs publics feront le reste. On tâte de réparations de matériel ferroviaire et d'automobiles, on fait de la sous-traitance pour l'arsenal de Bourges. A vrai dire, on ne sait guère à quoi occuper les ouvriers qui ne seront plus que 900, avant la reprise des fabrications militaires consécutive à l'avènement au nazisme. La deuxième guerre mondiale entraîne un nouveau gonflement des effectifs, formés essentiellement d'affectés spéciaux : 2150 à la mobilisation, 6 000 au 1er novembre 1939, 12 600 au 18 juin 1940. Après l'armistice, on ne conserve que 1 100 personnes, chargées de maintenir en état de

fonctionnement l'outil de travail, qui sera utilisé à la Libération pour la production de biens d'équipement : tracteurs, machines-outils. L'avenir ne sera vraiment assuré, avec plus de 2 000 emplois, que lorsque la Délégation Technique des Armements Terrestres choisit, en 1952, "l'Atelier de Construction de Roanne" pour la construction des blindés. Les cités industrielles vides sont louées par la ville de Roanne à des gens de condition modeste. En fait, les cités comme l'usine, vivent en marge de l'agglomération, comme un kyste, un monde à part. Cependant, à la longue, l'Arsenal insuffle la tradition de la métallurgie dans une région qui en était dépourvue et il n'est pas étranger au "boom" de cette industrie qui marque le second après-guerre.

b) La production des fibres artificielles.

La teinturerie qui a été une industrie de pointe ne s'est pas diversifiée, afin de faire de Roanne un centre d'industrie chimique. L'installation en 1923 par Gillet de Lyon et Chatelin d'Izieux d'une usine de fabrication de rayonne au cuivre, appelée officiellement Cupro-textile, mais France-Rayonne dans le pays, va-t-elle relancer cette vocation potentielle d'une ville textile ? Cette localisation s'explique par l'arrivée à bon compte du charbon de Blanzay, la proximité des usines de Saint-Fons, la présence de débouchés locaux chez les soyeux de Charlieu, Tarare et Lyon, la disponibilité d'un terrain ouvert sur le bassin de l'Oudan, creusé pendant la guerre. Les déchets sont emportés par la Loire, dont les nappes alluviales fournissent une eau chimiquement pure. L'appel à des tchécoslovaques pour fournir la main d'oeuvre atténue la méfiance du patronat local. Mais l'usine ferme en 1931, victime de la crise. Elle est reprise en 1940, dans le cadre d'un plan allemand, pour fournir la majeure partie de la France en fibranne. En 1944, elle livre 800 tonnes par mois, soit les deux cinquièmes de la production nationale. Après la Libération, l'affaire est intégrée à la Compagnie des Textiles Artificiels, du groupe Rhône-Poulenc. Elle fournit jusqu'à 4 000 tonnes par mois en 1964, soit les deux tiers de la production française et occupe plus de mille salariés qui acquièrent sur place une qualification. Mais on n'envisage pas

d'orientation vers les fibres synthétiques et le laboratoire intégré ne fait pas de recherche fondamentale. D'autre part, les liens de l'usine avec le milieu local sont très ténus, de par sa nature d'industrie lourde et son appartenance à un groupe national.

2.- LA PEAU DE CHAGRIN DU TISSAGE TRADITIONNEL

En 1890, le tissage a atteint son apogée. Sans doute, la production augmentera-t-elle encore en période de conjoncture favorable, mais la part de la région ne cessera de s'affaiblir: pour le coton, elle passe de 12,5 % en 1890, sans l'Alsace il est vrai, à 8 % en 1927 et 7 % en 1963. Surtout, la réduction des effectifs employés est très forte, puisqu'ils tombent de plus de 30 000 en 1927 à 13 000 en 1965, fabrique de Tarare exclue, bien que la productivité soit très faible (pour 6 % des ventes, la région occupe en France 10 % des tisseurs de coton). Il n'empêche que jusqu'aux années 60, le tissage reste l'activité principale : en 1936, il fournit les deux tiers de l'emploi industriel et 70 % du chiffre d'affaires ; en 1953, le chiffre d'affaires du seul tissage du coton reste supérieur d'un tiers à celui de la bonneterie.

a) La cotonne dans l'entre-deux-guerres : de la prospérité à la crise des années trente.

Le tableau suivant montre que le tissage du coton, dans la région de Roanne-Thizy (2) fait apparaître une régression continue.

	Production (en tonnes ou millions de mètres)	Personnel	Nombre de métiers
1900		15 000	17 000
1927	95 M.m. (a)	18 000	19 000
1938	12 000 t (a)	10 000	14 000
1953	12 800 t (100 M.m.) (a)	9 700	10 800
1963	10 500 t (a)	6 200	6 900
1971	10 500 t (60 M.m.) (b)	3 300	3 350

(a) tissus "plats" seuls
(b) y compris le tissu éponge : 4 500 tonnes

Faute d'adaptation à des fabrications nouvelles, l'amélioration de la productivité, toute limitée qu'elle soit, entraîne une réduction des effectifs des deux tiers.

A vrai dire, ce qui a frappé les contemporains est la succession de périodes d'euphorie et de crises. Alors qu'entre 1890 et la guerre, l'âpreté de la concurrence rendait les affaires difficiles, l'après-guerre a été une période de prospérité jusqu'à la crise de 1930. Il y eut d'abord la demande entraînée par la reconstitution des stocks, d'autant plus forte que les centres de production du Nord et de l'Est avaient été détruits. On a même assisté au repli d'affaires venues des régions envahies, comme la Cotonnière de Saint-Quentin qui installe une usine à Roanne. Ce phénomène que l'on retrouve dans toutes les branches de l'industrie, se renouvellera pendant la seconde guerre mondiale, avec l'installation d'un membre de la famille MOTTE à Cours et des PEUGNET de Cambrai dans un tissage du Ronzy, hameau de Bourg-de-Thizy, également fermé lors de la crise de 1930. La reconstruction de l'appareil de production des zones dévastées entraîne une récession en 1921-22, vite oubliée grâce à la conjoncture favorable, seulement interrompue en 1926-27 à la suite du plan de stabilisation Poincaré. Les industriels déplorent le manque de main d'oeuvre, qui limite leur expansion.

Apparue plus tardivement et moins brutalement qu'ailleurs (en 1930, le chômage n'est encore que de 20 %), la crise économique mondiale va être ici d'une gravité et d'une durée que l'on ne prévoyait pas. En 1931, les livraisons ne représentent plus que 60 à 70 % de la normale. En janvier 1932, la crise paraît avoir atteint son apogée, mais contrairement à ce qui se passe dans le reste de la France, la situation ne s'améliore pas. En 1934, la production n'est plus que la moitié de celle de 1929 et l'année 1935 sera encore plus mauvaise. Puis le chômage diminue lentement, mais sans jamais disparaître. Le regain d'activité, constaté à la fin de 1938 et au début de 1939, marque une stabilisation à un niveau bien inférieur à celui de 1929 : la production et le nombre des métiers ont diminué d'un quart, la main d'oeuvre de moitié. Encore des groupes extérieurs se sont-ils implantés, rachetant à bon compte

les mieux placées des entreprises défailiantes. Boussac, alors en pleine ascension reprend le grand tissage de Goujon et Lauthe à Michaudon, et l'usine de tissu-éponge Jalla à Régnv, qui avait occupé plus de 300 ouvriers. Il acquiert aussi les tissages Gouttenoire à Lay et Dupuy-Merle à Thizy qu'il ne rouvrira pas.

Les industriels avaient cru pouvoir limiter la crise en utilisant des moyens traditionnels : baisses du "tarif", qui ont provoqué de violentes réactions ouvrières, en particulier une grève de plus de deux mois, de novembre 1934 à février 1935 à Roanne et Thizy ; entente interprofessionnelle, qui ne sera jamais intégralement respectée, sur les prix, la limitation de la production et le rachat de 700 métiers pour être "riblonnés", c'est-à-dire livrés à la casse : demandes de renforcement du protectionnisme (3). En vérité, la région de Roanne paye très cher son retard technique. Les ateliers des faconniers ont été les premières victimes de la crise, les ordres ne leur étant plus transmis : en 1931, ils ne travaillent plus qu'entre 40 et 55 % de leur capacité, au lieu de 60 à 70 % pour les usines. Nous avons vu que l'automatisation des métiers avait été gênée par la question du tarif. Pourtant, nécessité faisant loi, elle s'effectue peu à peu à Roanne et à Thizy, jusqu'à ce que la loi de 1936 sur le salaire minimum supprime ce blocage. Si bien qu'en 1938, la concentration dans les villes s'est rétablie : malgré la fermeture de tissages importants, la diminution des emplois n'a été que de 20 % à Roanne et il y a encore 2 500 métiers à Thizy et Bourg-de-Thizy. Car les usines qui conservaient les métiers étroits et anciens, particulièrement nombreuses à la campagne, comme Gouttenoire à Lay et Gouttard-Gringeat à Saint-Symphorien, étaient condamnées. Mais en 1948, il n'y avait encore que 3 600 métiers automatiques dans la région.

Les difficultés du tissage se répercutent sur la transformation, qui avait pourtant fait un grand effort de concentration. Avant la guerre de 1914, la plupart des teintureries de Roanne non intégrées s'étaient regroupées dans la Société des Teintureries Roannaises Réunies et les entreprises d'apprêt dans la Compagnie Roannaise des Apprêts et

Impressions. En 1925, ces deux sociétés fusionnent à leur tour dans les Teintureries et Apprêts Roannais Réunis, qui exploitent huit usines, dont deux nouvelles, sous l'impulsion du vosgien Lederlin, entreprenant patron des Blanchisseries et Teintureries de Thaon, qui s'^{est}~~était~~ implanté à Roanne dès 1923 et à Villefranche. Mais, façonniers des tissages locaux, les T.A.R.R. doivent réduire leur activité et ne peuvent éviter de passer, en 1934, sous le contrôle du groupe Gillet-Thaon, par l'intermédiaire de la Société Anonyme de Blanchiment, Teinturerie et Apprêt. Elle reprend d'autres usines dans la région, en particulier à Thizy, un regroupement de quatre affaires familiales, et surtout la S.A.B.T.I. de Villefranche. Cette intégration marque en fait l'échec de Lederlin contraint de s'associer au puissant holding Gillet de Lyon (4).

*b) La cotonne après la seconde guerre mondiale :
des industriels désengagés ?*

L'après-seconde guerre mondiale ramène son cortège de facilités. Les industriels en profitent-ils pour moderniser le matériel, adapter la fabrication à l'évolution des fibres et de la demande ?

- Le maintien des fabrications traditionnelles.

Le niveau de production de 1938-39 est retrouvé en 1953. Le passage de l'ère de pénurie et de reconstruction à l'économie de marché entraîne ici comme ailleurs la crise de 1955, marquée par une diminution de 17 % en tonnage. Mais ^{elle} n'est pas suivie d'un effort de rénovation, alors que dans son ensemble, l'industrie nationale se montre très sensible à la mode et s'oriente vers le marché des pays industriels voisins. La région, elle, continue la gamme des articles qui ont fait sa réputation. Ainsi, l'une des plus grosses affaires de Roanne, et des plus diversifiées, car elle a un secteur important de linge de table, consacre encore au vichy, pour l'exercice 1955-56, 55 % des métrages (5). En 1966-67, la part du vichy s'est effondrée à 6,7 %, alors qu'on assiste à la meilleure résistance du linge de table (1,6 au lieu de 2 millions de mètres), à la progression des zéphyr fantaisie (de 8 à 12 %), et à l'adoption du croisé pour chemise. Si dans l'intervalle, la production est passée de 4,5 à 5,5 millions de mètres, c'est qu'on a eu recours à des fabrications

4- EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE TISSUS DE COTON DANS LA REGION DE ROANNE-THIZY

Année	Tissus plats	Tissus éponge	Tissus lourds	TOTAL
1950	8.200 T. *	700 T. *	1.150 T.	10.150
1951			1.350	11.000
1952			1.450	12.700
1953			1.400	13.600
1954	11.500 *		1.300	13.900
1955	9.000 *	1.500 *	1.350	11.700
1956			1.600	13.000
1957	10.500 *		1.700	13.450
1958			1.700	13.700
1959			1.800	14.900
1960	11.500 *	2.500 *	1.900	16.000
1961	10.350	2.650	2.000	14.000
1962	10.150	3.100	2.100	15.300
1963	10.450	3.700	2.150	16.300
1964	9.950	3.850	2.200	16.000
1965	9.000	3.900	1.800	14.700
1966	9.300	4.050	2.150	15.500
1967	6.300 *	4.100	2.200	12.600
1968	4.500	4.600	2.400	11.500
1969	4.150	4.550	2.500	11.200
1970	3.350	4.100	2.600	10.000
1971	3.100		2.650	9.700
1972	3.400	4.700 *	2.600	10.700
* évaluation				

Les statistiques communiquées par le Syndicat de l'Industrie Textile de Roanne-Thizy ne fournissent la distinction entre les tissus plats (vichy et croisé pour chemise, essentiellement) et tissus bouclés qu'à partir de 1961. Etablies selon les années suivies des critères différents, elles ont été confrontées aux séries publiées annuellement dans la Revue de l'Industrie Cotonnière dans son numéro de mai, qui donnent la production totale de la région Roanne-Thizy jusqu'en 1964, de l'ensemble de la région Rhône-Alpes par la suite. Les chiffres ici présentés tiennent compte des renseignements fournis par la principale firme de tissu-éponge et par l'entreprise spécialisée dans les tissus "lourds" pour vêtement de travail, qui n'adhère pas au Syndicat.

de compensation, à marge bénéficiaire sûre mais serrée, surtout le torchon qui représente maintenant un quart du tonnage et les tissus industriels (pour valises écossaises, nappes à plastifier, tissus à enduire), qui en représentent 20 %.

Beaucoup de chefs d'entreprises n'ont pas eu ce souci d'adaptation, si relatif soit-il . Ils sont décontenancés par la modification des circuits de commercialisation, où le confectionneur remplace le grossiste, où il faut être au moins autant "commerçant" qu'"industriel", avoir un bureau à Paris pour les rapports avec les centrales d'achat qui se développent. Ils s'accrochent à la production du vichy à carreaux, concurrencé par l'élévation du niveau de vie et les importations croissantes en provenance des pays de l'Est, puis des pays du tiers-monde. Même le tissu fantaisie recule devant la maille, les articles en synthétique, les imprimés dont la qualité s'est améliorée. Alors que l'industrie cotonnière française a su prendre pied sur les marchés des pays industriels, la région de Roanne-Thizy continue d'être tournée vers les pays d'outre-mer, dont on pouvait prévoir la fermeture au fur et à mesure de leur indépendance et de leur industrialisation. En 1949, ils absorbent 31 % en valeur de la production, contre 3 % pour les pays étrangers ; en 1961, leur part n'est plus que de 15,2 % en volume, contre 2,7 % pour l'étranger et en 1964, 10 %. Aussi la production de teint en fil n'atteint plus le cap des 10 000 tonnes, dépassé en 1953, 1954^{et} 1957... en dépit de Brigitte Bardot, qui pour ses secondes noces portait une robe de vichy, ce qui avait provoqué une relance passagère ! En 1964, elle n'est plus que de 7 000 tonnes. La plus grosse maison de Roanne ne sort plus que 22 000 mètres en 1960, au lieu de 40 000 en 1950. Toutes les affaires sont touchées, quelle que soit leur taille et les fermetures ponctuent les récessions (1955, 1961-62), mais elles sont relativement peu nombreuses, car le matériel est amorti depuis longtemps et les salaires sont peu élevés : un tisseur perçoit en moyenne 32 500 francs par mois et une canneteuse 22 650 francs dans le canton de Belmont en 1959-1960 (6). Il n'y a pas de changements de structure. Les tissages de 300 métiers et plus coexistent avec les petites entreprises : les plus nombreuses comptent entre 11 et 20 salariés.

- Le retard technique.

La diminution de la main d'oeuvre, d'un tiers au moins entre 1953 et 1963, est due au moins autant à l'absence d'embauche, ce qui entraîne le vieillissement du personnel, qu'aux licenciements. Si limitée que soit la modernisation, elle entraîne des progrès de productivité. Après la guerre, les tissages de 300 métiers les mieux menés ont, en partie, remplacé les métiers à changement automatique de capnettes par les métiers à changement automatique de navettes, sortis des ateliers Diederichs de Bourgoïn ; ainsi un des plus importants tissages de Roanne en compte 239 sur 553 en 1955 (5). Cela a entraîné l'introduction progressive du travail en double équipe (de 5 à 13 heures et de 13 à 21 heures). Comme les métiers les plus modernes sont montés dans les grandes usines, les annexes établies à la campagne pour tourner le tarif ont été fermées : ainsi celle de Brécharde à Ambierle en 1953. Le cas du tissage Boussac de Michaudon, commune de Tancon, spécialisé dans la popeline, est exceptionnel : il compte 220 métiers à changement automatique de navettes, avec travail en triple équipe, chaque ouvrier surveillant seize métiers.

Le retard technique du tissage de la région de Roanne-Thizy est manifeste. En 1964, un quart des métiers ne tourne pas contre 15 % en France. 47 % des métiers en activité sont encore des métiers ordinaires et on trouve seulement 58 % de métiers-heure en double équipe et 14,4 % en triple équipe, contre respectivement 27,8 %, 70 % et 17,4 % pour la France. La productivité d'un métier est de 2380 kilos, soit 12 % de moins que la moyenne nationale, et son degré d'utilisation de 1,66 au lieu de 1,95 (7). Encore ces chiffres comprennent-ils les usines de tissu-éponge et de tissu lourd : si l'on pouvait distinguer les métiers "cotonne", l'écart serait encore bien plus important.

- La confection et le tissu-éponge, un essor en marge de la cotonne.

L'étonnant est que les milieux de la cotonne n'aient pas saisi les chances de reconversion, dans les secteurs qui en sont le prolongement : la confection et le tissu-éponge. Nous avons vu qu'à

la veille de la guerre de 1914-18, les marchands de tissus de Thizy, sollicités par les grossistes de les fournir en chemises de travail et en tabliers ne s'intéressent pas à cette offre et l'abandonnent à leurs subordonnés : employés, petits tisseurs sans grands moyens. Le résultat est que, nartis les premiers pour la chemise de travail après 1918 et pour la chemise en nylon après 1945, les confectionneurs résistent mal à la concurrence d'affaires mieux pourvues en capitaux et dotées d'une organisation commerciale solide. En 1963, on ne trouve qu'une quarantaine de petites entreprises avec 1 100 ouvrières dans les cantons de Thizy et d'Amplepuis, qui cherchent à passer à l'article fantaisie, au fur et à mesure que le marché colonial se ferme. C'est peu comparé aux 1 800 salariés de Roanne et aux 3 500 salariés de Villefranche (8). A Roanne, une seule entreprise moyenne, fondée par un représentant de commerce, se situe dans la tradition locale : chemises de croisé et tabliers de vichy. Les affaires les plus importantes sont d'origine extérieure, attirées ici par la présence d'une main d'oeuvre féminine habituée au textile et de grands tissages désaffectés. Il s'agit de Mavest pour la confection masculine, transférée d'Alsace peu avant la guerre 1939 et implantée pour moitié à Ambazac près de Limoges, et, en 1947, à Roanne qui a fixé le siège social et une unité de production de 400 personnes ; et d'Olympic, pour le vêtement de sport en fibres synthétiques, fondée en 1946 par un directeur de publicité parisien. Les cotonniers auraient pu trouver dans l'intégration de la confection au tissage, des débouchés à leur production, un complément de valeur ajoutée et la création d'emplois qui auraient remplacé ceux supprimés par les progrès de la productivité. C'est ce qu'ontréalisé en petit, le tissage du coton éponge et, en grand, la maille.

Le tissu bouclé ou tissu-éponge est né dans la région d'un dérèglement des métiers. L'usine la plus importante a été fondée en 1871 par Binder et Jalla Jeune à Régnv, où les premiers métiers mécaniques furent installés en 1881. En 1900, l'usine occupait 300 ouvriers et employait 300 tonnes de coton par an. Elle fournit les cours européennes et les grandes administrations. Son exemple ne fut pas suivi par les grands "cotonniers", mais par des tisseurs, des représentants ou des dessinateurs, qui fondèrent à leur tour de petits tissages. Les

serviettes étaient confectionnées soit à l'usine, soit à domicile.

A partir de 1955, le tissu-éponge connut une grande expansion, car au "blanc" traditionnel, dont la serviette n'est plus qu'un élément parmi d'autres dans la garniture de la salle d'eau, avec le peignoir, le tapis, les rideaux, le dessus de W.C., s'ajoutent avec la grande vogue des vacances à la mer, les articles de plage (draps de bain, robe, peignoir), qui constituent la collection d'été, réalisée de décembre à juin. La production se répartit par moitié entre l'usine Jalla de Régnv reprise par Boussac, et une dizaine de petites et moyennes entreprises. Ensemble, elles assurent plus de la moitié de la production nationale. L'usine de Régnv fournit la grande série. Son potentiel, passé de 1 000 à 2 000 tonnes de 1955 à 1960, sort aujourd'hui 2 500 tonnes. Elle emploie plus de 1 000 personnes, avec les ateliers de confection installés dans des usines désaffectées à Lay, Chauffailles, Saint-Germain-Laval, Saint-Just-en-Chevalet et un temps Saint-Just-La-Pendue, qui occupent chacun entre 45 et 80 ouvrières. Les petites et moyennes entreprises font la haute qualité, destinée au magasin de détail pour la clientèle exigeante. L'une d'elles, les établissements Delorme, avec 250 salariés à Roanne et Belmont, sont devenus le couturier de l'éponge. Les établissements Bignon de Belmont (120 ouvriers) ont monté un atelier de confection à Montceau-Les-Mines. Une production qui double tous les dix ans (elle est passée de 2 000 tonnes en 1955 à plus de 5 000 tonnes en 1960, soit la moitié de celle de la cotonne) : un matériel renouvelé fréquemment tournant à triple équipe ; la présence insolite de bâtiments d'avant-garde, comme la nouvelle usine "aveugle" de Régnv, avec sa salle de tissage sans ouvertures et sans piliers de 10 000 m², tout cela paraît inconcevable au "cotonnier". Il explique qu'il n'a pas les capitaux nécessaires à l'achat de la matière première, dont le tissu bouclé est plus gourmand que le tissu plat... A plus forte raison, a-t-il considéré la maille comme un monde étranger et s'est-il détourné de fabrications autres que le textile.

c) *La soierie : un avenir compromis.*

En 1927, on compte autour de Charlieu et de Chauffailles, 8 000 ouvriers, 5 500 métiers pour une production de 17 millions de mètres et un chiffre d'affaires voisin de celui de la cotonne (9). Mais en 1964, on n'y trouve guère plus de 1 100 à 1 200 emplois et 2 500 métiers. Le secteur de Bussières, un des fiefs de la haute nouveauté, c'est-à-dire des tissus destinés à la haute couture et au bel ameublement, avec plus de 500 ateliers, voit diminuer brutalement après 1963, le nombre des tisseurs à domicile. Ces deux foyers du travail de la soie sont caractérisés par une étonnante permanence des techniques et des formes anciennes d'organisation du travail.

- Les belles années (1920-1930 et 1945-1954).

Dans la région de Charlieu, la soierie repose sur une quarantaine de maisons importantes. Elles ont employé en moyenne dans les meilleures années une cinquantaine d'ouvriers en usine et autant de tisseurs à domicile. Etablies pour la plupart vers 1880 - 1890 ou 1900 - 1910, à l'époque de la mécanisation et du début de la diffusion des textiles artificiels, elles se sont substituées aux recettes où les tisseurs à bras apportaient leurs pièces. On distingue les usines des *façonniers-usiniers*, plus petites, plus récentes pour celles établies par les contremaîtres au retour de la guerre de 1914, et celles des *fabricants-usiniers*. Ce ne sont pas tous des soyeux lyonnais, car des façonniers ont pu s'émanciper de leur tutelle : c'est le cas de Maillet, en 1904, à l'origine des établissements Deblasse, qui ont été longtemps un des plus importants tissages de Charlieu. Pour répondre à la forte demande des années de prospérité qui ont suivi la guerre, les patrons ont misé sur la multiplication des ateliers à domicile, au fur et à mesure de l'électrification des bourgs et des écarts, soit qu'ils installent leurs propres ouvriers, soit qu'ils encouragent les anciens tisseurs à bras à le faire : on a vu qu'à Coublanc, il y eut bientôt 400 métiers. La production va de la petite nouveauté (tissus pour robe surtout), sur métiers taffetas ou armurés, et de l'article

classique comme la toile à parapluie, que font entre autres les maisons Heyraud et Revel dans leur tissage de Belmont, à la haute nouveauté spécialisée dans l'uni armuré. Les articles les plus riches, les robes de mariages princiers par exemple, sortent des ateliers des tisseurs à domicile.

Sans doute on trouve aussi des usines dans le secteur de Bussières-Panissières, mais dans ce fief de la haute nouveauté, avec des spécialités comme le blanc armuré à Bussières, le façonné à Rozier-en-Donzy, et dans le petit foyer de la Haute-Azergues, le tisseur indépendant, en relations directes avec les donneurs d'ordres de Lyon et de Saint-Etienne, domine. Certains façonniers ont connu des fortunes considérables, comme Perrot aîné de Bussières. S'étant mis à son compte, il construit entre 1920 et 1930 trois usines à Bussières, Essertines-en-Donzy et Neulise, avec 800 métiers pour l'article classique, mais il est ruiné par la crise de 1930.

En effet, les belles années ont été de courte durée : de 1920 à 1930, de 1936 à la guerre, enfin de 1945 à 1954. La fin de la pénurie entraîne une succession de récessions en 1952, 1955-56, 1958-59, 1962, qui compromettent chaque fois davantage les adaptations nécessaires. On ne constate pas de restructuration, sinon des fermetures d'usines et des licenciements. Le nombre des tisseurs à domicile est resté longtemps très élevé, puisqu'en 1955, sur les 2 000 artisans qui travaillent pour les fabriques de Lyon et de Saint-Etienne, on en trouve 700 dans le secteur de Charlieu-Chauffailles, 100 en Haute-Azergues et 500 autour de Bussières (10). Si leur présence était justifiable sous certaines réserves, pour la haute nouveauté, elle l'était beaucoup moins pour la petite nouveauté et l'article classique.

- La petite nouveauté à l'écart de la révolution technique.

C'est le secteur qui a le plus souffert. Faute d'ordres, les tisseurs indépendants renoncent l'un après l'autre, les derniers en 1962. Une usine sur trois a fermé entre 1954 et 1964 dans les cantons de Charlieu et de Belmont et le nombre d'emplois est tombé de 1 052 à 734 (11), soit une diminution de 30 %, alors que pour la fabrique lyonnaise

elle n'est de que 14 %. Car aux causes générales des difficultés de l'industrie textile (sa part de plus en plus faible dans le revenu national, la chute des exportations vers les pays coloniaux), se superpose ici l'immobilisme, alors que la fabrique lyonnaise dans son ensemble sort après 1960 d'une dangereuse stagnation. En effet, "la révolution technique des fibres synthétiques pouvait la faire disparaître, sous prétexte de la rénover". La gestion des entreprises se pose en termes tout différents, maintenant que l'amortissement repose sur des matières premières d'assez faible valeur : le nylon et le tergal reviennent à 10 - 12 francs le kilo, soit douze fois moins que la soie. Parallèlement, les progrès de l'impression privilégient les écrus simples sur les armurés. Il faut donc tisser au kilomètre, sur des métiers automatiques, de plus en plus spécialisés, fonctionnant en triple équipe, au sein d'entreprises, qui pour faire face à des investissements très lourds, se lient à des groupes extérieurs. Ainsi, Texunion, branche textile de Rhône-Poulenc, construit un nouveau tissage au Grand-Lemps, dans l'Isère, où trois équipes de 9 ouvriers font fonctionner 400 métiers (12).

La soierie charliendine, telle que la dépeint l'enquête faite par le Comité d'Expansion de la Loire en novembre 1963, apparaît d'un autre âge (13). A cause des récessions, la taille moyenne des entreprises a encore diminué : elle est de 43 salariés pour les fabricants de tissus de robe, 21 pour les façonniers de robe et 35 pour les fabricants de tissus d'ameublement, tisseurs à domicile inclus. Sur 37 entreprises recensées, 8 seulement ont plus de 50 salariés et aucune n'en a plus de 100. A partir de 1954, on s'est préoccupé de moderniser le matériel, mais les progrès sont limités. L'âge moyen des métiers est de 35 ans et si, généralement, ils ont été pourvus de tâteurs et de casse-chaîne, 8 % seulement sont automatiques et un sur trois fonctionne en double équipe. Un ouvrier surveille en moyenne 4,75 métiers en usine et 1,8 à domicile. Le retard est le même au niveau de la préparation : il y a trois fois plus de broches de cannetage ordinaires que de broches automatiques, quand cinq broches automatiques font le même travail que deux broches ordinaires et il n'y a que 19 ourdissoirs à grande vitesse pour 93 ourdissoirs sectionnels. Effectivement, de 1959 à 1963, la productivité ne s'est accrue que de 25 % et les investissements, compris entre 75 000 francs

pour le fabricant de tissus de robe et 25 000 francs pour le façonnier, n'ont été en moyenne que de 50 000 francs anciens par an et par emploi. Ils sont sans commune mesure avec le coût du matériel moderne : en effet, un métier automatique neuf vaut entre deux et deux et demi millions d'anciens francs.

Outre leur petite taille, la difficile adaptation des usines aux techniques nouvelles, s'explique par leur isolement. A cause de l'éloignement de Lyon, la surveillance du soyeux a été longtemps dormante. Quant au patron qui a créé lui-même son affaire, il s'occupe de tout avec plus ou moins de bonheur et, jaloux de son indépendance, répugne à emprunter. Les usines ont été gênées aussi par la concurrence des tisseurs indépendants. Beaucoup se sont montés à la faveur du contingentement des matières premières pendant la guerre et de la prospérité d'après-guerre et, lors des crises, des ouvriers se mettent à leur compte pour ne pas être réduits au chômage. Il est aisé de s'établir, car un métier taffetas ordinaire d'occasion ne coûte que 50 000 francs anciens. Leur arme est d'allonger le temps de travail et ils se contentent parfois de salaires horaires réduits à 50 francs. L'usine ne peut lutter et la fabrique elle-même est menacée : des grossistes parisiens ou levantins engagent des chefs de service pour organiser la fabrication à vil prix. Ce climat d'anarchie justifie tous les paradoxes, dont la production sur trois ou quatre vieux métiers, d'articles courants, qu'un seul ouvrier peut mener en usine sur douze métiers automatiques (10).

- La haute nouveauté abandonnée par les tisseurs à domicile.

L'existence du tisseur à domicile pouvait paraître justifiée dans la haute nouveauté. Pour 13,5 % du tonnage, elle représente les deux tiers du chiffre d'affaires de la soierie, et les progrès de la productivité sont limités ici par la délicatesse du travail à exécuter. Le métier à 110-120 coups-minute reste le plus souvent préférable au métier automatique à 200 coups. Pourtant on constate après 1963 la disparition rapide et le vieillissement des tisseurs à domicile, que recherchent assidument les donneurs d'ordres. A Bussières, il ne reste plus que 92 artisans en 1967 sur les 260 dénombrés en 1955. C'est que les tarifs ne sont plus rémunérateurs : ils avaient déjà baissé de 40 à 50 % entre 1950, où ils étaient très élevés, et 1955, et ils n'ont

plus augmenté depuis 1963. L'atelier moyen, qui avait deux métiers avant la guerre, en a quatre maintenant : deux à l'homme et deux à la femme, et il faut travailler dix à douze heures par jour pour vivre correctement. L'artisan incrimine le fabricant, qui suspend brutalement un ordre ou retient le prix de façon quand des défauts apparaissent à la teinture. Mais l'artisan a aussi des torts. Il est individualiste et, sauf peut-être à Bussières, les coopératives, qui traitent directement avec les donneurs d'ordres, n'ont pas grand succès et ferment tôt ou tard ; en 1971, pour celle de Panissières. Il n'a pas renouvelé à temps son matériel vieux de 30 à 40 ans. Il subit la concurrence de façonniers qui se sont mis à leur compte dans les années 30. Ils ont maintenant une vingtaine de métiers plus récents, généralement des métiers pick-pick à quatre navettes, régulièrement révisés, dont certains fonctionnent en double équipe. Ils redistribuent du travail aux artisans, qui passent ainsi par deux intermédiaires. Ces petites entreprises, comme Montellier à Bussières et Mollon à Rozier-en-Donzy, semblent mieux placées que l'usine d'une cinquantaine d'ouvriers face aux problèmes particuliers de la haute nouveauté : brièveté des ordres, complexité du travail, fluctuations saisonnières ou liées à la mode, prix de façon relativement peu élevé eu égard à la complexité du travail.

3.- LA RELEVÉ PAR DEUX INDUSTRIES EN RAPIDE CROISSANCE :

LE VOILE D'AMEUBLEMENT ET LA BONNETERIE

L'adaptation que n'ont pas su faire les cotonniers et les fabricants de soie, arrivés à l'apogée avec la génération de 1890, a été faite, une fois achevés les temps faciles de l'après-guerre en 1954-1955, par d'autres hommes, qui ont saisi la chance de branches ~~nouvel-~~
~~les~~ du textile en rapide croissance : le voile d'ameublement autour de Tarare, et la bonneterie à Roanne.

a) Le boom du voile d'ameublement ou la fabrique de Tarare à la reconquête d'un monopole.

Au milieu des difficultés de la soierie, la fabrique de Tarare va redevenir dynamique, en conquérant le quasi-monopole mondial du voile d'ameublement (14) en tergal, dont elle assure 80 % de la

production nationale et 78 % de la production mondiale. C'est un article utilitaire, dont la demande est en pleine croissance, puisqu'elle suit le rythme de la construction et que les immeubles neufs ont de larges baies. C'est un article à l'avant-garde des techniques nouvelles, puisqu'il utilise un polyester, mis sur le marché en 1948 par Rhône-Poulenc, sous la marque tergal. Or le tergal est difficile à travailler, parce qu'il est très fin (15), fort chargé en électricité statique et qu'il vrille facilement. A proximité de Lyon, berceau des fibres nouvelles, l'atavisme du travail des tissus fins qui a laissé des "tours de main", l'astuce d'artisans qui sauront adapter les machines au fil, prédisposaient la région de Tarare à mettre en oeuvre cette industrie de pointe dans le cadre du vieux système manufacturier. Le travail de la rayonne entre 1930 et 1950, qui a permis à la fabrique de survivre et lui a légué l'expérience du voile d'ameublement et un équipement en métiers larges a assuré la transition. Et le "négociant" saura se transformer en industriel à mesure que la croissance imposera la concentration, ce qui n'ira pas sans remettre en cause le travail artisanal à la campagne.

- Le temps des voiles de rayonne (16).

La rayonne est introduite entre les deux guerres en mélange avec le coton et la soie pour les tissus fins. Ceux-ci connaissent les mêmes vicissitudes que la soierie, alors que la mousseline de coton perd après 1950 ses derniers débouchés : le rideau d'ameublement, les voiles pour mariées et premières communiantes, dont le dernier "fabricant", Chatelard, disparaît en 1970. La rayonne employée pure ou en mélange dominant, va devenir la fabrication essentielle, soit sous forme de viscose, brillante, moirée, recherchée aux colonies grâce à son bas prix pour les voiles d'habillement, soit sous forme d'acétate, sous la marque *rhodya*, pour le voile d'ameublement.

La demande de voile rhodya est telle dans l'immédiat après-guerre, où il faut reconstituer les stocks, que les donneurs d'ordres consentent des prix de façon très élevés. Avec quatre métiers, en travaillant dix heures par jour, le tisseur à domicile se fait 50 à

60 000 francs par mois, tous frais payés, en 1948. Or l'installation est aisée. Point n'est besoin de fortes disponibilités en capitaux : on trouve facilement à acheter des métiers d'occasion dans les usines qui ont fermé et ils sont amortis en trois mois ; on peut même commencer par en louer et cela coûte moins de 1 000 francs par an. Le métier le plus rudimentaire peut faire du voile et l'apprentissage est de quelques semaines, ce qui concerne 40 % des tisseurs qui n'ont pas appris dans l'atelier familial. En effet, toutes les professions cèdent à l'attrait au profit. On voit réapparaître les métiers chez les paysans des hameaux qui ont de petites exploitations ; souvent ils ne sont pas déclarés et on leur confie les articles les moins délicats comme le voile de viscose ou de nylon : les tisseurs des bourgs vont bientôt les accuser d'accepter des tarifs trop bas. Mais on trouve aussi des épiciers, des coiffeurs, des boulangers-tisseurs et même quatre garagistes, qui surveillent les métiers au milieu des moteurs ! Les ouvriers d'usine montent des métiers chez eux et ils relaient leur femme en rentrant du travail. Des jeunes s'installent : ce sont des fils de tisseurs, mais aussi d'agriculteurs ou de commerçants, qui généralement, après un temps de travail à l'usine, se mettent à leur compte quand ils ont acquis six métiers. On dénombre bientôt 400 artisans, avec 1200 métiers, soit autant que la dizaine de fabricants, dans les petites usines installées à Tarare et dans les villages du piémont ouest des Monts de Tarare. Saint-Just-la-Pendue est toujours le centre principal, avec 135 ateliers, mais ils se sont multipliés aussi très vite dans les communes voisines, jusqu'à la R.N.7. Entre 1942 et 1955, leur nombre est passé de 5 à 36 à Saint-Cyr-de-Valorges, de 11 à 33 à Sainte-Colombe, de 19 à 35 à Chirassimont et de 25 à 42 à Neulise.

Cependant très peu d'artisans profitent de ces circonstances exceptionnelles pour acquérir des métiers neufs en grande largeur, se faire construire un vaste atelier et prendre un ou deux salariés pour tourner en double équipe. Aussi la plupart des artisans vont-ils être à nouveau démunis après la crise de surproduction de 1951 : les prix de façon tombent à moitié de ce qu'ils étaient en 1948 (17) et les fabricants-usiniers, qui ont modernisé leur matériel ne les servent

plus qu'aux périodes de forte demande : aux surmenages, succèdent les "mortes" saisonnières, après la saison du blanc et de Pâques aux vacances.

La situation est différente au nord de la R.N.7., où on fait le voile d'Algérie broché et façonné. S'installer était plus difficile, car les métiers à armure et jacquard sont plus chers et plus délicats à mener. Le champ était libre pour quelques artisans entreprenants, dont le plus représentatif est Goujat. Après la guerre, il monte successivement quatre ateliers importants (un à Amplepuis, deux à Saint-Jean-la-Bussière, un à Cublize) et, en 1960, à Saint-Jean, sa propre teinturerie pour traiter les 300 à 400 000 mètres de tissus qu'il produit chaque mois. Mais la fermeture des marchés coloniaux allait bientôt condamner cette activité, alors que le secteur de Saint-Just connaissait une seconde flambée de prospérité grâce au voile tergal.

- Les débuts du tergal et la concentration progressive.
du tissage (18).

Vers 1948-1950, Rhône-Poulenc met au point les fibres synthétiques. Le nylon est trop cher pour les voiles algériens, mais le polyester "tergal", bien qu'il attire la poussière, finisse par jaunir et coûte plus cher, remplace avantageusement le rhodya, qui fuse à la lumière. Il fallut cinq à six années de tâtonnements pour trouver le matériel adapté. Les essais furent faits chez Godde-Bedin, importante usine de Tarare passée sous le contrôle du groupe Rhône-Poulenc (19), qui avait transformé en participations les créances pour la fourniture de fil. Mais la contribution essentielle vient finalement de "trucs" découverts par les tisseurs à domicile, propagés de bouche à oreille et qui se sont finalement incrustés. Peu à peu fut conçu le matériel adéquat : moulinage à forte torsion, ourdissoirs à grande vitesse pour chaîne de 2 000 mètres, métiers à changement automatique de cannettes, machines à tisser ou métiers unifil, munis d'un dispositif supprimant cannetières et canneteuses. En 1956, on en est au stade de l'échantillonnage, en 1957 commence le stade industriel.

Les années 58-62 sont un nouvel âge d'or pour les artisans-tisseurs les mieux équipés. Ils ont fait porter la largeur de leurs

métiers, qui était de 1,20 à 1,80 mètre, à des laizes allant de 2,40 à 4,20 mètres par un mécanicien de Saint-Just-la-Pendue, qui en a transformé plusieurs centaines. Les prix de façon atteignent à nouveau des niveaux records, jusqu'à 400 francs anciens le mètre en 4,20 m. de large en ¹⁹61-62. Le tisseur qui a six métiers se fait plus du demi-million net par mois !

L'artisan de la montagne saura-t-il en profiter pour entrer dans un milieu économique qui n'est pas le sien, celui de la progression industrielle et des investissements ? Certes, il abandonne la "boutique", c'est-à-dire une pièce de la maison, pour l'atelier de 100 à 300 m², qui prend le jour par les verrières du toit, où il peut loger 8 à 16 métiers larges : entre 1960 et 1965, rien qu'à Saint-Just, 40 ateliers de ce type ont été construits. Mais une dizaine d'artisans seulement passent au stade de *l'usinier-façonnier*, qui se dote d'un ourdissoir à grande vitesse et d'une cinquantaine de métiers qui travaillent en triple équipe, métiers anciens automatisés et métiers neufs qui coûtent 3,5 millions pièce. Avec le bâtiment qu'il faut agrandir, cela correspond en 1964 à un investissement de 150 millions de francs. Pour cela, il a dû emprunter, voire constituer une société avec son donneur d'ordres, alors que l'artisan a l'habitude de l'économie et apporte son argent à la Caisse d'Epargne (20). Il est curieux de constater que beaucoup d'artisans devenus usiniers-façonniers sont en quelque sorte étrangers au milieu des tisseurs à domicile : l'un d'eux est un fils de commerçants de Saint-Just, qui a fait des études secondaires et qui a d'abord été comptable dans une usine de soierie ; un autre est un dessinateur en soierie de Lyon, venu en 1950 par hasard à Saint-Just, pour raison de famille.

Comme le tergal s'accommode des métiers automatiques et de la grande série, et que la fermeture des débouchés des articles traditionnels contraint les fabricants de Tarare à s'orienter dans le voile, ils montent leurs propres usines. Ou bien elles ont la taille de celles des façonniers-usiniers, comme Meunier à Saint-Cyr-de-Valorges ou la Société Anonyme des Tissages Fantaisie à Saint-Symphorien-de-Lay et Fourneaux par exemple, ou bien elles comprennent 150 métiers ou plus, complètement

automatisés, puisqu'un ouvrier sur un chariot électrique peut en surveiller soixante. C'est le cas de Godde-Bedin, de Rocle et de Thivel à Tarare, de Linder qui a ajouté à l'usine-mère de Violay, celle de Bussièrès, de Monard-Guyot à Saint-Just-la-Pendue, de Giron-Démollière à Fourneaux et de Renaud à Chirassimont. La première a été construite par Rocle en 1962. La même année, une autre fut installée par des "négociants" associés dans la société Protexsil. Le rythme des investissements s'accéléra à partir de 1966, si bien qu'en 1967 les fabricants ont déjà près de quatre fois plus de métiers automatiques que les artisans ont de métiers ordinaires. Tant que la demande du voile dépasse la capacité de production et que les prix de façon ne tiennent pas compte de la productivité, le sort des artisans n'est pas remis en cause. Mais dès 1962, les prix de façon sont calculés sur la base du prix de revient des façonniers-usiniers qui deviennent les intermédiaires des donneurs d'ordres et prélèvent leur commission. L'artisan ne peut plus économiser, mais tout juste vivre en sécurité et, en cas de récession, il sera la première victime.

Le nouvel essor de Tarare.

La progression du tergal a été spectaculaire. La production qui débute en 1957 est passée de 1 000 tonnes et 18 millions de m² en 1960 à 3 000 tonnes et 57 millions de m² en 1966. La part de l'exportation est de 20 % dès 1960. La croissance a, en dépit d'un individualisme farouche, été favorisée par l'acceptation de disciplines et la création de groupements pour maintenir la qualité ou lancer une marque. C'est ainsi que la société Rhodiacéta, par l'entremise de la Chambre Syndicale des Fabricants de Voiles Tergal, effectue inopinément des contrôles afin de délivrer le label "Tergal". Une association de onze fabricants incluant Linder fait connaître la marque "Plein Jour". Enfin on a assisté à des groupements temporaires au niveau de la production, comme Protexsil, au niveau des achats et de la gestion, comme le Groupement Voile-Rideaux, ou au niveau de la prospection des marchés étrangers comme la S E A T S (Société d'Expansion des Articles et Tissus Synthétiques).

L'essor du voile de rayonne, puis de tergal, a permis le maintien de 5 000 emplois dans le ressort de la fabrique de Tarare, dont les autres fabrications n'assurent guère plus de 20 % de l'activité. La vitalité du tissage explique que les communes proches de Saint-Just-la-Pendue aient maintenu leur population entre 1946 et 1968, comme Violay et Saint-Cyr de Valorges ou l'aient vu augmenter comme Croizet-sur-Gand et surtout Saint-Just, qui passe de 1610 à 1810 habitants, alors que le reste du canton de Saint-Symphorien, en dehors de Régnay, perd 16 %. Mais c'est surtout Tarare qui a profité de l'essor du tergal. Bien que l'industrie textile continue d'assurer 80 % des emplois et du chiffre d'affaires de l'industrie et les deux tiers du total des emplois, pour la première fois depuis 1866, la population de la ville s'est remise à augmenter. Elle est passée de 10 142 habitants en 1946 à 12 130 en 1962, soit un gain de près de 20 %. C'est qu'à Tarare sont concentrés non seulement les services commerciaux et la transformation, mais aussi l'essentiel de la confection. Elle est intégrée aux grands tissages ou dispersée dans des ateliers familiaux qui travaillent à façon. Comme les voiles sont de plus en plus livrés aux dimensions indiquées par les clientes, la confection tend à se substituer comme source de valeur ajoutée à la broderie, qui était dispersée dans les campagnes.

*b) La substitution progressive de la bonneterie à la
cotonne à Roanne.*

Alors que le voile d'ameublement a assuré la conversion de la fabrique de Tarare, la bonneterie a pris à Roanne la place qu'avait tenue le tissage du coton.

- L'âge manufacturier (vers 1860-1922).

"La bonneterie est l'héritière directe de l'industrie roannaise d'avant 1870" (21). Elle a débuté suivant le système du capitalisme commercial. Au moment où la mécanisation du tissage prive les campagnes d'une ressource de complément et libère de la main d'oeuvre, beaucoup d'employés de grandes maisons roannaises, gagnés par l'esprit d'entreprise, au courant des méthodes commerciales, se lancent dans le lainage. La première fabrique serait celle de la Veuve Guyon en 1857.

Les fabricants font confectionner, dans des ateliers familiaux de trois à quatre personnes, des vêtements en utilisant du tissu des Pyrénées fabriqué mécaniquement, qu'ils font venir d'ailleurs. Sur-tout ils font tricoter aux femmes, à la ferme ou au pré, des pélerines et des fichus de laine noire. La laine, les crochets, la marche à suivre leur sont fournis par l'intermédiaire de contremaîtresses établies au bourg -ce sont souvent des commerçants-, qui distribuent et contrôlent le travail, souvent à plusieurs échelons. Paysannes et contremaîtresses apportent les tricots achevés, les jours de marché, en même temps que les produits de la ferme. Le prix de façon est peu élevé : quelques sous par heure. Les tricots sont finis et parés à l'atelier. Le fabricant a des voyageurs de commerce répartis dans toute la France, qui prennent les commandes, de janvier à la fin de mars. Les livraisons sont faites une fois par an, de septembre à novembre, ce qui oblige à stocker la marchandise pendant six mois. L'immobilisation de capitaux qui s'en suit explique que les fabricants ne soient plus que sept ou huit au début du siècle (22). Ils sont à la tête d'affaires considérables : l'un deux fait travailler 1 500 femmes et a des contremaîtresses réparties dans quinze localités. Ils sont groupés à Roanne, à l'exception d'un soyeux de Lyon, qui pressentant l'avenir de la bonneterie, s'installe à Saint-Martin d'Estreaux, parce que la main d'oeuvre y est moins recherchée. Le tricotage évite les zones de tissage, où le travail à domicile est mieux rémunéré. On le trouve au contraire à l'est du plateau de Neulise, dans les Monts de la Madeleine et dans la Côte Roannaise. On le trouve aussi au nord de la plaine de Roanne et dans le Brionnais. Là, les femmes utilisent le cadre, qui est une planche où des pointes disposées sur un canevas de papier dessinent le motif des articles fantaisie : couvertures de berceau, écharpes, coiffes en soie.

La tricot à la main dispersé à la campagne va peu à peu reculer devant le métier mécanique introduit à partir de 1880. Il disparaît dès 1922 pour la pélerine. Il subsiste plus longtemps pour la layette, au moins jusqu'au Front Populaire, qui impose un salaire minimum et le versement des charges sociales. En fait, l'Etat fermera les yeux pour les quelques vieilles personnes ou jeunes bergères, qui

continuent à se faire quelque argent avec des rémunérations très faibles, de l'ordre de 75 francs anciens de l'heure dans les années 60. Ces pratiques disparaissent en 1968 avec l'obligation d'appliquer aux travailleurs à domicile la législation générale. La layette au crochet est encore pratiquée à l'ouest du plateau de Neulise et au nord de la plaine de Roanne, par six maisons, dont les deux principales font travailler chacune plus de cent femmes

- Les débuts de l'industrialisation spontanée (1922-1954).

En 1880, deux fabriques importent d'Allemagne des métiers mécaniques Rachel. Ils comportent une chaîne comme le métier à tisser et font le tissu des Pyrénées, pour châles, peignoirs, robes de chambre, et la maille fantaisie de très belle qualité, dont on confectionne pulls et vestes. Les métiers Rachel sont peu à peu adoptés par les fabricants et des ouvriers se mettent à leur compte. En 1914, on dénombre 25 ateliers et une centaine de métiers. Après la crise de 1921, due à la réduction des commandes militaires, qui avaient provoqué un gonflement de la demande pendant la guerre, s'ouvre une période de prospérité : en 1927, on compte une cinquantaine de maisons, 300 métiers, 700 ouvriers en usine, pour une production de 1 200 tonnes de chandails, gilets, écharpes, chaussettes, dont le quart est exporté en Europe et Amérique du Sud. Le chiffre d'affaires, avec la fabrique, est de 150 millions de francs, soit déjà le quart de celui de la cotonne (23).

La bonneterie roannaise est entrée dans *la phase de croissance rapide*, dont elle ne sortira qu'en 1964. La demande, en effet, semble illimitée : l'évolution des mœurs favorise la maille, article souple, aisé à porter, qui convient au sport et à la détente, au détriment du tissu chaîne-trame. La production était restreinte par le prix de revient élevé des articles fournis par le métier Rachel, qui coûte cher, exige une longue préparation et une main d'oeuvre spécialisée. Or, quelques années avant la guerre de 1914, apparaissent les machines rectilignes à main, bon marché et faciles à faire fonctionner. La région de Roanne, plus riche de l'ingéniosité et de la dureté à la tâche de ses habitants que de leur formation technique et de leur

disponibilité en capitaux, va exploiter cette possibilité, dans la ligne du vieil atavisme textile. On commence dans un coin de la maison, à la ville ou à la campagne, puis les bénéfices réalisés sont réinvestis dans des métiers à moteur, rectilignes puis circulaires (24), non par nécessité économique, car les tarifs sont tels qu'ils dispensent de toute préoccupation de productivité, mais suivant un processus d'imitation, par souci de prestige et par désir de profiter plus largement encore de l'enrichissement général et de la chance offerte de monter sa propre affaire.

En 1925, le constructeur suisse Dubied installe une agence à Roanne ; il est suivi par les firmes allemandes Stoll et Terrot et, en 1928, par les firmes anglaises. Les nouveaux-venus s'installent à Roanne et dans les communes proches de Riorges et du Coteau, où les terrains sont moins chers et les impôts moins lourds. En 1926-27, court le slogan qu'acheter un métier c'est être millionnaire dans l'année. Bientôt et pour longtemps, la première affaire sera celle montée par un coiffeur de La Tuilière, dans les Monts de la Madeleine. On voit un boucher vendre son fonds de commerce pour acheter des métiers. L'opinion est frappée par les nombreux ateliers créés par les israélites polonais. Il s'agit d'abord de manoeuvres, arrivés en 1928-1930, pour travailler au Cupro-Textile, puis après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, d'ouvriers venus du centre cotonnier de Lodz. Ils commencent comme faconniers sur métier semi-automatique acheté à crédit, auquel se relayent les membres de la famille, puis ils se mettent à leur compte et acquièrent des métiers perfectionnés (25).

Cette phase de croissance rapide comporte des périodes d'euphorie, marquées par un gigantisme désordonné et des investissements supérieurs à la capacité d'absorption du marché dans un climat spéculatif. Elles sont interrompues par des crises de surproduction, où une cascade de faillites frappent les affaires les plus petites et les patrons les plus inexpérimentés. La crise la plus brutale est celle de 1929, avec deux rechutes en 1932 et en 1936. Elles entraînent la disparition des entreprises de moins de quatre à cinq métiers et un début de concentration : les dix premières firmes rassemblent la moitié des métiers en 1939. On compte alors 200 maisons, 1500 métiers et 5 000

salariés (26).

Le nombre d'entreprises a augmenté pendant la guerre, par la mise à leur compte de nombreux faconniers qui tirent profit de leur dotation en matières premières et, après la guerre, grâce à la facilité des ventes. En 1948, on compte dans la région de Roanne 150 entreprises familiales, qui travaillent surtout à façon, dites artisanales, et 150 entreprises dites industrielles (27). La moitié du chiffre d'affaires est réalisée par une vingtaine de maisons, dont trois seulement font plus de cent millions. Les plus nombreux tournent autour de 40 millions et occupent 50 ouvrières en usine et 30 à domicile ou vice-versa. Les ouvrières à domicile sont propriétaires de leur machine et font la confection et les finitions. Elles constituent la moitié de l'effectif total en 1952, où leur nombre atteint le maximum de 4 000, mais perçoivent moins de 20 % des salaires versés. Les services commerciaux sont réduits au minimum : on pratique largement la vente directe aux forains et aux grossistes. On voit bien l'avantage de ces structures préindustrielles pour une industrie qui se monte : réduction des charges fixes, souplesse de la production, faibles charges de main d'oeuvre. Mais déjà la bonneterie roannaise a pris un certain nombre de caractères qui s'imposeront par la suite : à côté de la layette qu'on a toujours faite et des sous-vêtements, à l'imitation de Troyes, elle s'oriente vers le *survêtement*, en l'occurrence la petite pièce, pulls et vestes, avec une prédilection pour l'article fantaisie féminin. C'est dans ce domaine que peuvent s'exprimer le flair, l'esprit de création et aussi la connaissance du métier et de la clientèle, le pragmatisme des patrons et des cadres, ainsi que le goût, l'habileté, le soin et la propreté des ouvrières en confection ; toutes qualités naturelles à un milieu pénétré de la tradition manufacturière et textile. C'est aussi une exigence économique que d'adopter une spécialité où la valeur ajoutée est forte, quand on ne dispose pas des réserves financières et de l'infrastructure commerciale qu'exigent la grande série et l'article de masse, à l'image de la bonneterie troyenne (28).

Il y a eu peu de modifications entre la Libération et 1954, année où prend fin la pénurie. Le matériel est resté ce qu'il était : prédominance des métiers rectilignes à grosse jauge (29). Il en va de

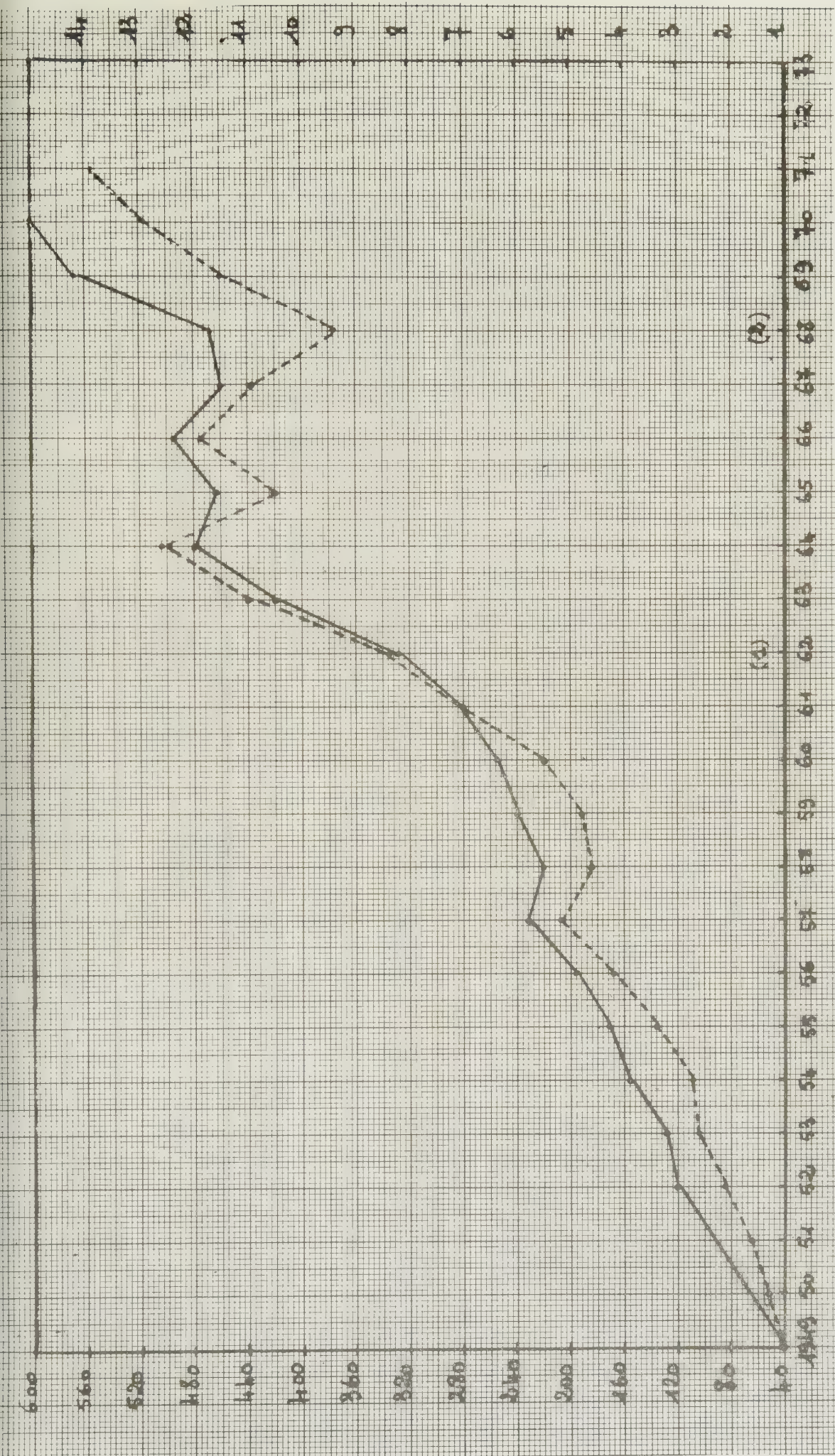
même pour les fibres utilisées : 75 % de laine, 15 % de coton, 10 % de fibranne et pour la gamme d'articles produits. La demande est telle qu'on n'a pas à se préoccuper de présenter des collections : quelques modèles, toujours les mêmes, suffisent. Les commandes des forains et la place croissante de l'Union Française, qui absorbe 10 % de la production en 1954, favorisent l'article de cavalerie. Il n'empêche que la bonneterie roannaise, qui a triplé par deux fois son chiffre d'affaires de 1946 à 1948 et de 1949 à 1952, réalise avec 15,5 milliards de francs, 10 % du chiffre d'affaires de la bonneterie française et se rapproche de celui de la cotonne qui ~~est~~ alors entre 18 et 20 milliards.

- Forces et faiblesses de l'âge d'or (1954-1964).

De 1954 à 1964, c'est toujours un temps de prospérité extraordinaire (30). Les affaires restent faciles, parce qu'il y a encore des droits de douane et que la concurrence étrangère n'est pas encore organisée. Cependant Roanne a su tirer son épingle du jeu, au moment où les règles normales du marché se rétablissent, quand prend fin la pénurie. Le chiffre d'affaires a triplé et atteint en 1964 12 % du chiffre d'affaires national. Alors qu'à Troyes, les effectifs ne s'élèvent plus que lentement, de 21 700 à 22 700, ils passent ici de 9 800 à 12 500 ou de 7 200 à 10 500 salariés effectifs, si l'on tient compte que le salaire, sinon la production, de l'ouvrière à domicile n'est que le tiers de celui de l'ouvrier d'usine. Le nombre d'entreprises n'a pas varié à une dizaine près, alors qu'en France, il a diminué de 30 %. C'est pour Roanne une période d'expansion, d'équipement, de spécialisation dans l'article de goût et de qualité, qui touche tous les types d'entreprise, quelle que soit leur taille.

* Les progrès de l'équipement et la spécialisation vers le prêt-à-porter fantaisie.

Le parc des métiers se transforme et s'accroît dans des proportions considérables. Aux métiers rectilignes, s'ajoutent les métiers circulaires unis et jacquards et les métiers cottons qui sont des métiers rectilignes de grande dimension et très perfectionnés (31). Leur acquisition, souvent par autofinancement, représente des sommes considérables : entre 20 et 80 000 francs nouveaux, selon la complexité,



Chiffre d'affaires en millions de francs

1 - rapatriement des Français d'Algérie
ouverture de Saint-Vallier

2 - crise du fully-fashioned
fermeture des ateliers de Marcigny et de Saint-Jodard

pour un métier rectiligne; entre 40 et 100 000 francs pour un métier circulaire; entre 150 et 300 000 francs pour un métier cotton. Pour ce dernier, vu sa cherté, les bonnetiers roannais ont d'abord fait tricoter à l'extérieur ; puis les plus grosses maisons se sont associées pour monter à Arras une usine de 600 salariés ; actuellement une vingtaine d'entreprises en sont dotées. Aux investissements pour le tricotage, s'ajoutent les investissements pour la confection. Ici, le progrès technique est peu sensible et les machines (piqueuses, surjeteuses, remailleuses) ne coûtent guère plus de 1 000 francs pièce, mais par leur nombre, elles représentent, dans une bonneterie intégrée, des investissements supérieurs au tricotage. Les fibres nouvelles représentent 30 % du tonnage traité, alors que la part de la laine est tombée de 75 à 40 %. Cette substitution a demandé de délicates mises au point, pour lesquelles les artisans-façonniers ont joué un grand rôle, car les fibres synthétiques qui possèdent une plus forte électricité statique se prêtent mal aux métiers conçus pour la laine et la fibranne.

La production progresse en goût et en fini. Certes l'article bon marché subsiste, en particulier pour l'Outre-Mer, qui absorbe encore près de 10 % du chiffre d'affaires. Mais dès 1955, la mode commence à influencer les formes et les coloris. Le fabricant parisien, qui fait exécuter le modèle en vogue par quatre ou cinq façonniers du Sentier, avec guère plus de cinq à huit salariés chacun, constitue l'idéal des petits entrepreneurs roannais, qui ont entre 20 et 50 salariés en 1964. Bien qu'éloignés du centre du lancement de la mode, ils recherchent eux aussi l'article "qui se fait". Ils sont imbattables sur le plan des prix, par l'insignifiance des charges fixes et grâce à leur souplesse d'adaptation. Les entreprises moyennes, qui avaient entre 30 et 100 salariés en usine en 1954 et que l'on retrouve avec des effectifs trois fois plus nombreux dix ans après, se sont dotées d'un atelier de création, en relation avec les stylistes parisiens, que l'on appelle volontiers les farfelus, mais dont on suit fidèlement les intuitions. Les modélistes préparent deux collections chaque année, une d'hiver conçue un an à l'avance et confectionnée de juillet à novembre, pour être livrée à partir du 15 octobre, l'autre d'été, con-

fectionnée de décembre à mai. Les marchés des pays industriels voisins sont prospectés de plus en plus activement, dès 1954 pour un pionnier, et l'article français par son originalité a beaucoup de succès en Allemagne. Des pourcentages de 25 à 50 % du chiffre d'affaires ne sont pas rares, ce qui explique que, dès 1961, les ventes à l'étranger dépassent les ventes à l'Union Française.

Le règne de la petite pièce va subir deux assauts : celui d'abord de l'Italie qui propose des prix de vente inférieurs de moitié aux prix français à partir de 1957 (32) ; celui ensuite de l'article diminué dit "fully fashioned", produit en grande série sur métier cotton à partir de 1962, qui paraît devoir éliminer le "coupé-cousu". Les roannais ont vite trouvé la réplique, en se lançant dans le prêt-à-porter féminin, c'est-à-dire la robe et le tailleur. Il est du type "beau-moyen", intermédiaire entre l'article populaire et ^{le} jersey de luxe, auquel se consacrent deux maisons qui ont acquis une renommée nationale et internationale et occupent une place à part : Desarbre et Goutille (33). La maison Desarbre, qui a été l'initiatrice, occupe le premier rang pour l'emploi (750 salariés) et le chiffre d'affaires. Créée en 1926 par un détaillant, elle s'oriente vers la couture, grâce à un personnel formé dans son école professionnelle, et à des tissus obtenus avec les plus fins filés d'Europe, sur des métiers lents à jauge fine. Elle vend uniquement à des détaillants, qui ont l'exclusivité de la marque, recherchée par une clientèle fidèle.

★ A la recherche de la main d'oeuvre féminine.

Même si le prêt-à-porter féminin se met à être fabriqué un peu partout en France, il est à Roanne le support d'un nouveau "boom" après la récession de 1958-1960, au point que la difficulté de recruter la main d'oeuvre limite l'expansion. Il s'agit d'une main d'oeuvre féminine à 88 %, employée pour la confection, car l'accroissement de la productivité des métiers limite le nombre des tricoteurs, emplois réservés aux hommes. La main d'oeuvre jeune est particulièrement recherchée pour sa rapidité et sa capacité d'adaptation. En usine, l'âge moyen est de 21 ans et les ouvrières restent en moyenne 8 ans. Le plus souvent, elles entrent à la sortie de l'école et quittent à la deuxième grossesse.

Retenues alors par les tâches ménagères, elles prennent volontiers du travail chez elles, comme les personnes âgées, mais le début de rationalisation fait qu'entre 1954 et 1964, la main d'oeuvre à domicile a diminué d'un quart. Quand les enfants sont élevés, elles peuvent reprendre leur poste à l'usine. L'exemple de la répartition par âges du personnel des établissements Desarbres, en février 1968 (763 salariés), est représentatif de la situation d'ensemble :

de 15 à 17 ans	: 22 %
de 18 à 20 ans	: 25,5 %
de 21 à 24 ans	: 16,5 %
de 25 à 29 ans	: 11 %
de 30 à 40 ans	: 13 %
de 40 à 65 ans	: 8 %

La main d'oeuvre jeune est d'autant plus difficile à recruter que 80 % des emplois sont concentrés dans l'agglomération roannaise. En dehors d'elle, il n'existe que les deux centres de Saint-Martin d'Estreux (510 emplois), où la fabrique du soyeux lyonnais a prospéré et a été imitée, et de Chauffailles, où en 1936 deux tissages de soie se sont mis à l'indémaillable. Bien que le taux d'activité de la population féminine de l'agglomération soit le plus élevé de France, celle-ci ne suffit pas. Aussi les bonnetiers sont-ils favorables à l'implantation d'industries à fort emploi masculin, pour attirer des jeunes ménages. Mais ils ne parviennent pas à faire partager leur point de vue à la Chambre de Commerce et ils sont amenés à recruter la main d'oeuvre de plus en plus loin. Des villages proches, les jeunes filles arrivent chaque matin par le car : la gare routière de Roanne créée en 1954, a été la première de France. Au-delà, dans un rayon situé entre 20 et 50 kilomètres, sont établies des annexes, qui ont de 20 à 50 ouvrières dans les bourgs (par exemple celles de Desarbres à Marcigny en 1964, de Robelin à La Pacaudière ou de Griffon à Saint-Germain-Laval), et 100 ouvrières et plus dans les petites villes (ainsi pour Piéron à Charlieu et Devernois à Paray-le-Monial). Ou encore on recourt au vieux système des contremaîtresses ou des façonniers, qui répartissent le travail à des petits groupes d'ouvrières à domicile, comme autour de La Pacaudière ou à Saint-Martin-La-Sauveté. Pour assurer le recrutement

de son école d'apprentissage, Desarbre crée en 1958 un foyer-internat, qui en 1964 accueille 104 jeunes filles, dont 32 du Bourbonnais et du Brionnais, 42 du Haut-Beaujolais et du plateau de Neulise, 15 des Monts de la Madeleine, 11 de la Côte Roannaise. Comme cela n'est pas encore suffisant, les bonnetiers sortent du cadre de la région et installent des ateliers d'une centaine d'ouvrières dans les centres industriels où il y a excédent d'emplois masculins, comme Devernois à Gueugnon, la ville des forges en 1968, et Pauporté à Saint-Vallier, près de Montceau-les-Mines en 1963.

* Des structures encore artisanales.

Après deux dizaines d'années de croissance continue, la bonneterie roannaise reste dans une phase de jeunesse, révélée par l'absence de spécialisation et le caractère peu élaboré des structures. Dans la griserie de la prospérité, comme la concurrence ne vient pas du prix, mais de la possibilité d'offrir de la marchandise, chaque entreprise a à coeur de mettre sur le marché une gamme étendue d'articles. On possède quelques machines de chaque type et on conserve le matériel vieilli, "qui peut toujours servir". On a en stock des matières premières d'une infinie variété, en particulier pour les fibres synthétiques, qui se renouvellent rapidement. On renonce difficilement à abandonner les fabrications anciennes (layette, sous-vêtement) et il n'est pas rare de trouver 150 modèles par collection pour une affaire de 80 personnes. Les séries sont limitées dans les meilleurs cas à quelques milliers de pièces. Dans les deux qualités dominantes : l'article bon marché pour forains ou pour les colonies, qui est le fait de petites ou de grosses affaires (de l'ordre de 30 ou de 300 salariés) et l'article distingué sans être luxueux, qui maintenant l'emporte, tout le monde fait la même chose, contacte la même clientèle. Et il n'est guère envisageable de penser que ceux qui ont fondé et vu prospérer leur affaire et qui tiennent toujours les rênes, puissent collaborer entre eux pour former des groupements d'achat ou de vente et élaborer des accords de spécialisation.

La structure de la bonneterie roannaise reste fortement artisanale. A vrai dire, il est difficile de connaître avec précision le

nombre d'entreprises. Beaucoup d'ateliers familiaux ne sont pas enregistrés ni à la Chambre Syndicale de la Bonneterie, ni à l'ASSEDIC.

Salariés entreprises	de 1 à 10	11-20	21-50	51-100	101-200	201-500	501-1000	T
1958	44	28	40	26	13	6	1	
1967 -aggl.Ro	24	13	28	22	23	9	2	121
-reste région	4	4	11	3	6	2	0	30
- total	28	17	39	25	29	11	2	

Source : Chambre Syndicale de la Bonneterie Roannaise. On n'a pas tenu compte des entreprises situées en dehors de la région étudiée.

Peu d'affaires sont véritablement à l'échelon industriel. Le critère du nombre de salariés est insuffisant, car de 1954 à 1964, il y a eu glissement dans la catégorie supérieure sans modification profonde des structures. Une cinquantaine d'entreprises compte entre 30 et 60 salariés. Cet échelon intermédiaire groupe encore entre 25 et 30 % de la main-d'oeuvre. Il s'agit d'ateliers familiaux qui ont grandi et qui pratiquent toujours la vente directe aux forains et aux grossistes. On n'y trouve guère que le patron en dehors du personnel de production. Les établissements sont vieillots : c'est souvent un ancien tissage qu'on s'est partagé.

Pour la trentaine d'entreprises entre 80 et 150 salariés, les apparences sont plus flatteuses. Elles présentent chaque année deux collections et on y trouve un personnel d'encadrement : employés, techniciens, surveillants et des bureaux dignes de ce nom. Mais la gestion est élémentaire : il est bien rare qu'on calcule un prix de revient et le Centre de Productivité de la Bonneterie du Sud-Est, dont le siège est à Grenoble, ne compte à Roanne que 10 à 15 fidèles, pour la cinquantaine d'affaires de plus de 80 salariés. Les décisions gardent un caractère empirique et familial, dont témoigne le grand rôle joué par les femmes : c'est souvent l'épouse du patron qui conçoit la collection et la secrétaire est le censeur au quotidien, l'éminence grise.

L'organisation commerciale reste élémentaire : certes, des représentants contactent les magasins spécialisés de détail, mais la part des ventes peu stables, aux grands magasins, aux centrales d'achat, est considérable. Ces caractères restent valables pour la dizaine d'entreprises de 150 à 250 salariés et même pour quelques-unes des six entreprises de plus de 300 salariés. Il n'y a donc qu'une poignée de véritables affaires industrielles : ce sont les deux maisons qui font l'article de luxe et deux maisons qui font le prêt-à-porter de qualité : Piéron et Anick Robelin. Elles se sont données les attributs des grandes entreprises : appareil de la réception, bureau des méthodes, gestion par ordinateur, politique de marques, tout un ensemble de services généraux qui pèsent lourd sur le prix de revient.

Le caractère artisanal d'ensemble est encore renforcé par la dispersion de la production. Nulle part en France, l'importance de la sous-traitance n'est aussi grande, tant pour le tricotage qui demande de gros investissements, que pour la confection. Les tricoteurs travaillent le plus souvent seuls^{avec} avec leur famille, sur les deux ou trois métiers qu'ils possèdent, mais il arrive que les bonnetiers en mettent en dépôt chez eux, car ils apprécient leur savoir-faire. Les confectionneurs peuvent avoir jusqu'à une trentaine de salariés, avec le personnel d'encadrement correspondant : directeur, surveillants, coupeuses. Tricoteurs et confectionneurs choisissent leurs donneurs d'ordres et s'entendent avec eux sur le prix de façon. Certains commercialisent directement une partie de leur production. En ces années d'expansion, ils ne souffrent guère des aléas de la conjoncture, alors qu'ils permettent aux bonnetiers une grande souplesse de fabrication et la limitation des coûts fixes en amortissements et main d'oeuvre, au minimum exigé par la demande régulière. En dehors de la sous-traitance, on a vu que le travail à domicile restait vivace et que la difficulté de recruter la main d'oeuvre avait conduit à ouvrir des annexes hors de l'agglomération. Cela rejoint aussi le souci de maintenir des unités " à taille humaine", 200 salariés paraissant à certains le seuil au delà duquel l'organisation syndicale devient puissante. Mais cela ne facilite pas la gestion, en multipliant les contrôles et en obligeant à des déplacements continuels pour la surveillance et le ramassage. Enfin le caractère artisanal est renforcé par l'organisation incomplète de la

place. Elle fait venir du Nord ou de la région lyonnaise les fibres texturées, doit s'adresser largement à l'extérieur, à Troyes et à Tarare notamment, pour la transformation et elle n'a pas de constructeurs de métiers. Toutes ces faiblesses sont sans conséquences tant que les marges bénéficiaires sont élevées.

4.- TISSAGE TRADITIONNEL ET ACTIVITES NOUVELLES

a) Stabilité de l'emploi et évolution de leur importance respective.

Il est difficile d'établir exactement l'évolution de l'emploi dans l'industrie textile. Pour la période antérieure à la seconde guerre mondiale, les recensements des Chambres de Commerce et des syndicats patronaux ne donnent que des ordres de grandeur, à cause du grand nombre de tisseurs à domicile et des petites entreprises familiales, dont on ne peut comptabiliser le personnel de façon sûre (34). Depuis 1961, on dispose des statistiques de l'ASSEDIC, mais ces chiffres doivent être soumis à examen. D'une part, les récapitulations, établies dans le cadre des rubriques à trois chiffres de la nomenclature de l'INSEE, représentent des réalités fort différentes : ainsi la rubrique 474 (industrie de la soie) recouvre aussi bien les tissages traditionnels que le moulinage du groupe Burlington d'Amplepuis et la teinturerie Texunion de Saint-Jean-La-Bussière. Donc une ventilation exacte exige une connaissance précise des entreprises, afin de dégager les cas particuliers et d'établir une classification qui serre de plus près la réalité. D'autre part, les salariés assujettis à l'ASSEDIC et les exclus sont placés sur un plan d'égalité ; or, ces derniers apportent un travail très variable. On l'a vu avec les tisseurs indépendants, dont l'activité est soumise à la conjoncture et avec les ouvrières ^{à domicile} en bonneterie, dont le salaire n'atteint pas le tiers de celui de l'ouvrier en usine. Les apprentis pourraient davantage se rapprocher des étudiants des C.E.T. Enfin, les représentants à cartes multiples peuvent être inscrits dans plusieurs entreprises différentes. En revanche, tisseurs indépendants et patrons, n'étant pas salariés, ne sont pas comptés. Ainsi proposons-nous pour 1963, qui fut la meilleure année avant la crise de 1965, des chiffres

rectifiés, ce qui rendra mieux compte de l'évolution de l'emploi entre 1927, 1938-39, pour la période de stabilisation après la crise, et 1963.

EVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE TEXTILE POUR LA CIRCONSCRIPTION
ASSEDIC DE ROANNE

	1927	1938-39	1 9 6 3	
			ASSEDIC	emplois effectifs
tissage du coton	18 000	11 000		6 500
tissage de la soie	8 000	8 000		3 000
tissage de la laine	2 500	2 000		2 000
transformation et préparation	2 700	1 700		1 500
fibres artificielles				900
total tissage et annexes	31 200	22 700	17 400	13 900
bonneterie	2 000	3 500	11 250	10 000
confection	1 000	1 000	3 150	2 500
total industrie textile	34 200	27 200	32 800	26 400

A ces données valables pour la circonscription ASSEDIC de Roanne, qui comprend, outre l'arrondissement, les quatre cantons de Saône-et-Loire et les cantons de Thizy et d'Amplepuis, on doit ajouter celles des autres cantons ou communes du Haut-Beaujolais, compris dans les arrondissements de Villefranche et de Feurs, qui font partie de notre étude. A partir des statistiques de l'ASSEDIC, on peut pour 1963 donner les estimations suivantes : 4 200 emplois pour la fabrique de Tarare, dont 1 300 pour la transformation (les 800 emplois du secteur de Saint-Just-la-Pendue étant comptabilisés avec l'industrie de la soie par l'ASSEDIC de Roanne) ; 700 pour le tissage de la soie dans les secteurs de Panissières et de Haute-Azergues ; enfin 350 pour le centre cotonnier de Grandris, maintenu à l'est de la chaîne des Mollières et converti dans la confection et 150 pour le travail du lín à Panissières. Ce qui conduit à la répartition suivante des 31 800 emplois effec-

tifs présumés pour l'industrie textile, dans l'ensemble de la région:

- industries traditionnelles

tissus plats (coton et lin)	4 600
tissage de soie (fabriques de Lyon et de Saint-Etienne)	2 900
transformation	500, soit 8 000 emplois (25 %)

- industries rénovées

tissage de la laine (en majorité)	2 000
tissage du coton-éponge	2 000
voile tergal et fabrique de Tarare	5 000
texturation et transformation des fibres nouvelles	1 000, soit 10 000 emplois (32 %)

- industries nouvelles

bonneterie	10 000
confection	2 900
production de fibres artifi- cielles	900, soit 13 800 emplois (43 %)

On remarque tout d'abord que l'industrie textile a juste conservé le niveau stabilisé à la veille de la guerre 1939-1945, sans retrouver les sommets d'avant la crise. On remarque ensuite que la stabilité de l'emploi cache de profondes transformations internes, les industries traditionnelles n'utilisant plus que le quart de la main d'oeuvre, contre 80 % avant la guerre. Certes leur recul apparaît moins considérable si l'on considère le chiffre d'affaires. On est réduit, ici plus qu'ailleurs aux estimations, car seule la Chambre Syndicale de la Bonneterie ^{celui de ses adhérents,} ~~le~~ publie. En 1964, en prenant pour base les 40 millions de salaires versés par l'industrie cotonnière (35), on peut penser qu'elle représente un chiffre d'affaires de 300 à 350 millions, coton-éponge inclus, soit encore près des trois quarts de celui de la bonneterie. En effet, les salaires forment 11 à 12 % du prix de vente du vichy (36), alors que les charges de main d'oeuvre représentent 20 % du chiffre d'affaires hors taxes de la bonneterie. La production du tissage traditionnel a été maintenue en quantité, en dépit de la réduction de main d'oeuvre des deux tiers par rapport à 1927 et de

moitié par rapport à 1938-39, bien que les progrès de la productivité aient été peu poussés.

La hiérarchie des secteurs d'activité a été bouleversée, sans que l'opinion en ait été pleinement consciente, car la pression a toujours été maintenue sur le marché de l'emploi. *Le déclin du tissage traditionnel* a été compensé par l'adaptation, ~~la conversion~~ d'industries existantes, comme la fabrique de Tarare, et l'apparition d'industries nouvelles, comme la bonneterie et la confection, développées indépendamment de la cotonne et pour lesquelles il y a eu substitution d'une industrie à une autre. Bonneterie et confection diffèrent du tissage traditionnel par la nature de l'activité, par leurs chefs d'entreprise, leur main d'oeuvre, leur localisation géographique, leur organisation et les caractères de leur croissance. Les industries qui se sont converties sont dans une position intermédiaire. Les unes ont modifié seulement leur fabrication, sans que le cadre de l'entreprise soit changé, comme dans le cas de la laine, passée de la couverture de traite à la couverture de laine pure ou de fibranne ou aux tissus d'entretien (toile à laver). Les autres se sont développées à un rythme proche des industries nouvelles et intègrent la confection comme dans le cas du tissu éponge. La fabrique de Tarare concilie traditions et mutations profondes. Cependant, industries converties ou industries nouvelles restent très proches du tissage traditionnel, dans la mesure où, comme toutes les industries textiles, elles emploient une main d'oeuvre à bas salaire, à formation technologique peu poussée et où elles sont peu exigeantes quant à l'environnement en services qu'elles requièrent.

b) De profondes transformations.

On ne connaît guère de cotonniers ou de tisseurs de soie qui se soient tournés vers les fabrications nouvelles, hors deux patrons de Chauffailles qui, au moment des grèves de 1936, se sont mis à l'indémaillable. La plupart des vieilles maisons de Tarare, au contraire, se sont remarquablement adaptées, sans doute grâce à l'agressivité commerciale permise par le système manufacturier et même, à partir de 1962, beaucoup de "négociants" deviennent, en partie au moins, industriels. Dans la confection et le tissu éponge, ce sont des cadres ou

des techniciens du tissage (gareurs, contremaîtres, voyageurs de commerce, dessinateurs...), qui ont su adopter la spécialité nouvelle et s'établir sur des bases modestes, avant d'atteindre la centaine de salariés pour quelques-uns. Mais les affaires les plus importantes (Olympic et Mavest pour la confection et surtout Boussac pour le coton-méponge) ont été montées par des industriels venus de l'extérieur, qui ont racheté des tissages fermés à la suite de la crise. Dans la bonneterie, les plus grandes entreprises sont aux mains d'hommes nouveaux. Certains sont issus du milieu cotonnier, manufacturier de Roanne, comme les fabricants qui se sont ensuite montés en métiers à Rachel au début du siècle. Puis des techniciens et des cadres de la bonneterie se sont mis à leur compte. Mais on trouve aussi des gens d'autres professions et d'autres régions, comme ce coiffeur de La Tuilière, et des étrangers, en particulier des israélites d'Europe Centrale, attirés par les profits faciles des premiers temps du métier rectiligne à bras et qui ont su en tirer parti. Cet apport de "sang nouveau" - et ce phénomène a joué en plus petit, nous l'avons vu, pour les tisseurs de voile du secteur de Saint-Just, d'où s'est dégageée une poignée d'industriels-façonniers - a été un facteur de concurrence et de dynamisme. Alors que la décadence de la cotonne s'explique par le fait que les dynasties, issues de la tradition manufacturière, ont connu leur apogée à peu près au même moment, les industries nouvelles ou adaptées ont vu apparaître à des époques différentes des générations de nouveaux capitaines d'industrie, dont la succession a assuré la permanence de l'industrie textile du Roannais et du Haut-Beaujolais.

Les industries en expansion se caractérisent par la place restreinte du tissage, au profit d'opérations annexes apportant une forte valeur ajoutée, la texturation, la transformation et surtout la confection. Dans le voile d'ameublement, le coton-méponge et la bonneterie, celle-ci est largement intégrée à la production de tissu. Son développement entraîne une forte demande de main d'œuvre féminine, dont la part atteint 88 % dans la bonneterie. On recherche une main d'œuvre jeune, parce qu'elle s'adapte facilement et que sa productivité est forte : l'acuité de la vision est une qualité très recherchée. Une firme importante de confection de Roanne n'embauche plus après 40

ans et on sait qu'en bonneterie, les jeunes filles de 18 à 25 ans forment la catégorie la plus nombreuse. Les industries nouvelles se révèlent conquérantes, bien qu'elles n'assurent pas des salaires plus élevés que le tissage traditionnel, Mais le travail apparaît moins rude qu'à l'usine, car il n'est pas bruyant et n'oblige pas à la station debout. Il est plus recherché car il correspond mieux aux affinités de la femme ; et l'emploi est stable, beaucoup moins à la merci des crises saisonnières et de conjoncture. On assiste ainsi à la masculinisation de la main d'oeuvre du tissage traditionnel. Les femmes ne forment plus que 42 % de la main d'oeuvre du tissage du coton en 1965, d'après l'ASSEDIC, contre 72 % à Roanne, avant la guerre (37). Il est vrai que ce pourcentage était moins élevé à la campagne et dans la région de Thizy où les possibilités d'emploi masculin étaient plus rares. La généralisation, même relative, du travail en double et en triple équipe renforce la masculinisation, car la législation interdit le travail de nuit aux femmes. On assiste enfin au vieillissement de la main d'oeuvre du tissage traditionnel, qui d'ailleurs n'embauche plus guère. En 1964, dans la région de Charlieu, 50 % des tisseurs de soie avaient 50 ans et plus, contre 28 % de moins de 35 ans et 22 % entre 35 et 49 ans (38).

Alors que les industries en expansion auraient pu se développer dans les secteurs d'industrie traditionnelle, on assiste à la juxtaposition de zones d'industrie homogène sans interpénétration, au contraste entre la vitalité des zones d'activités nouvelles ou converties et le déclin des zones de tissage traditionnel, au transfert de main d'oeuvre des secondes vers les premières, soit par migration alternante, soit par installation définitive. Il faut attendre les années qui précèdent immédiatement 1965 pour que la pénurie de main d'oeuvre oblige les entreprises dynamiques à se décentraliser en dehors de leur zone d'origine. Ce mouvement est limité aux fabrications qui ne demandent pas de tours de main particuliers, comme la confection ou le tissage sur métiers automatiques. La bonneterie roannaise installe des établissements à Charlieu et dans les petites villes de Saône-et-Loire à excédent de main d'oeuvre masculine ; Linder de Violay crée à Bussières, dans la zone de la soie, un tissage de voile et Delorme à Belmont une unité intégrée

de tissu ~~vé~~éponge. L'exemple avait été donné par Boussac, qui avait diffusé à partir de l'usine de Régny des ateliers de confection dans des tissages désaffectés.

c) Des industries similaires.

Le maintien de la correspondance entre la zone du tissage du voile tergal et l'ancienne zone du tissage des voiles de rayonne, l'absence de contagion des industries en expansion sur la zone cotonnière de Thizy, la concentration de la bonneterie dans l'agglomération de Roanne montrent que l'industrie textile régionale obéit encore de nos jours aux lois de localisation des industries de transformation, au moment de la première révolution industrielle, telles que les a exposées Paul Claval. Comme elle ne requiert ni connaissances technologiques poussées, ni fortes disponibilités en capitaux, "l'entrée dans la branche demeurait facile ; à la longue, tout ce que l'on pouvait équiper, dans un secteur donné, qui finit par se calquer sur des limites naturelles était utilisé" (39). La configuration de ces zones d'industrie homogène repose sur la propagation par imitation de tours de main, d'équipements spéciaux, de types d'unités de production, qui assurent de substantiels bénéfices. Le processus s'arrête, pour des raisons économiques, lorsqu'est atteint un équilibre entre l'offre et la demande, mais aussi lorsque l'atavisme qui s'est créé se heurte à un atavisme plus ancien, qui ne se laisse pas pénétrer.

C'est dire que traditionnelles, converties ou nouvelles, les industries textiles ont en commun une technologie simple, ce qui entraîne la prépondérance quasi exclusive des petites et moyennes entreprises familiales, une faible différenciation socio-professionnelle, la formation peu poussée de la main d'oeuvre, ainsi que les bas salaires. Ces caractères sont encore plus accentués dans la bonneterie et l'habillement, qui sont par excellence des industries de main d'oeuvre et aussi à cause de leur jeunesse, que dans le tissage et la transformation.

Les petites affaires y sont de loin les plus nombreuses. Pour la ville de Roanne, la répartition des entreprises suivant la taille est la suivante en 1966, d'après l'ASSEDIC :

	Nombre d'entre- prises	Nombre d'em- plois	moins de 50 salariés		de 51 à 200 salariés		plus de 201 salariés	
			(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
sage coton	34	2 733	56 %	9 %	30 %	38 %	14 %	53 %
nete-	133	6 639	72 %	19 %	25 %	50 %	3 %	31 %

(1) par rapport au nombre d'entreprises ;

(2) par rapport au nombre de salariés.

Quant à la structure socio-professionnelle, la part des ouvriers de production pour l'ensemble des industries textiles atteint 86,5 % des salariés, ce qui indique la faiblesse du tertiaire intégré. Le pourcentage varie peu d'un secteur à l'autre, comme le montre le tableau suivant, établi au 1er janvier 1965 par l'ASSEDIC pour l'arrondissement de Roanne.

% des salariés	tissage du coton	teinture et apprêts	bonneterie	confection
cadres supérieurs	2,9 %	4,5 %	2,2 %	2,1 %
cadres moyens	2,1	1,7	1,7	1,7
employés	8,8	9	9,5	8,4
total	13,8	15,2	13,4	12,2

Cependant, c'est dans la bonneterie et la confection que le pourcentage des cadres supérieurs et moyens est le plus faible, alors que c'est dans la transformation, essentiellement représentée par les établissements du groupe Gillet qu'il est le plus fort. La part des employés, essentiellement des employés de bureau, dépend de la taille et de l'organisation des entreprises. Elle est la plus élevée dans la bonneterie, où la fréquence des petites entreprises fait que, le plus souvent, une ou plusieurs secrétaires sont les seules auxiliaires d'un patron "Maître-Jacques".

Pour la masse des ouvriers, on constate certes des pourcentages d'ouvriers qualifiés supérieurs à ceux de l'industrie textile nationale, 42,2 % dans l'arrondissement de Roanne, au lieu de 34,8 %, et même à ceux de la métallurgie locale (38,3 %). Mais il s'agit le plus souvent de qualifications obtenues sur le tas, une fois pour toutes, après un court apprentissage (tisseurs, confectionneuses...) et qui n'ouvrent guère la possibilité de reconversions ou de promotions : ainsi le tisseur, qui apprenait son métier en quelques mois, à la sortie de l'école primaire, refaisait les mêmes gestes jusqu'à la retraite. La part de maîtrise et de techniciens est faible (5 % des salariés), plus encore dans la bonneterie et la confection (3,3 et 3,6 %) que dans le tissage du coton (6,5 %), où aux contremaîtres et chefs d'équipe s'ajoutent les gareurs, qui règlent et réparent les métiers (40). Aussi, alors qu'il y a en proportion plus d'O.P. parmi les femmes, à cause des métiers de la confection, y a-t-il parmi elles très peu de maîtrise: 0,8 % contre 4,9 % pour les hommes, pour l'ensemble des professions, dans les cantons de Thizy et d'Amplepuis, en 1962, d'après le recensement de l'INSEE.

De toutes façons, la qualification n'est pas garantie de hauts salaires. Ceux voisins du SMIG sont les plus nombreux. Au 31 décembre 1965, dans les entreprises de plus de 50 salariés, le salaire annuel moyen dans le ressort de l'ASSEDIC de Roanne, était de 7 370 francs pour le tissage du coton, 7 302 pour les teintures et apprêts, 7 292 pour la confection, 6 691 pour la bonneterie, soit entre 615 et 580 francs par mois. Encore les salaires avaient-ils augmenté de plus du quart depuis 1960. Ils varient avec le poste occupé, mais aussi avec la taille et la localisation de l'établissement : ils sont d'autant plus bas que l'entreprise est petite et que l'on s'éloigne de l'agglomération de Roanne, comme le montre le tableau suivant. Il faut toutefois considérer que le salaire moyen dans les entreprises de petite taille est certainement sous-estimé, car la proportion de salariés à temps partiel ou une partie de l'année seulement est plus importante que dans les autres catégories d'entreprises.

LES VARIATIONS DU SALAIRE ANNUEL MOYEN SELON LA
TAILLE ET LE SIEGE DE L'ENTREPRISE AU 1.1.1968

Salaire en francs :		Nombre de salariés			
		de 1 à 5	de 6 à 10	de 11 à 50	plus de 50
tissage de coton	1	6 503	6 401	8 422	10 105
	2	6 039	6 627	6 041	8 076
	3			7 775	7 717
tissage de laine	3			7 837	7 982
ind. de la soie	3		5 615		8 966
bonneterie	1	6 089	7 395	6 925	8 567
	2	5 245	5 931	5 974	7 708
confection	1	5 121	5 496	6 608	7 719
	2			5 000	6 015
	3	3 135	4 785	6 055	6 740

- 1 - agglomération de Roanne
2 - reste de l'arrondissement de Roanne
3 - cantons de Thizy et d'Amplepuis.

Or l'industrie textile est toujours l'industrie dominante. En dehors de l'agglomération de Roanne et du pôle métallurgique de La Clayette, elle fait toujours figure de monoindustrie, voire de mono-activité, compte tenu de la faiblesse du secteur tertiaire.

REPARTITION DE L'EMPLOI INDUSTRIEL DANS LA REGION DE
ROANNE ET LE BEAUJOLAIS TEXTILE

	Circonscription ASSEDIC de Roanne			Ensemble de la région étudiée	
	1938-39	1963		1963	
industrie textile	27 200 71%	26 400 60%		32 800	63 %
autres industries	11 200	17 500		19 200	
total	38 200	43 900		52 000	

Aussi par les infériorités structurelles qu'elle entraîne, peut-on parler de *tyrannie de l'industrie textile*. Avant d'en dégager les répercussions pour l'ensemble de la région, nous insisterons sur quelques conséquences particulières qui permettent d'achever le tableau de la main d'oeuvre. C'est d'abord l'importance de l'emploi masculin dans les zones de quasi monopole de l'industrie textile. Dans la région de Thizy, le pourcentage de femmes dans la population active est plus faible que dans l'arrondissement de Roanne (41,6 au lieu de 45,5 %), car faute de débouchés on réserve aux hommes le plus grand nombre d'emplois possible, dans le magasinage, mais aussi la coupe, la presse et même le repassage. C'est ensuite l'écart négatif par rapport à la moyenne des salaires nationaux, d'autant plus fort qu'ils sont les plus élevés : 15 % pour le tissage du coton ^{7% pour la teinture,} 3 % pour la confection, alors que les patrons de la bonneterie, pourtant à la tête d'affaires en expansion, versent les rémunérations les plus basses et appliquent strictement les accords nationaux. C'est enfin la carence de la revendication ouvrière, d'autant plus qu'il n'y a pas de véritable possibilité de choix sur le marché de l'emploi. La faiblesse de l'implantation syndicale dans le tissage s'explique par la tradition paternaliste du patronat et par la réduction constante de l'emploi. Les militants ouvriers courent le risque d'être les premiers licenciés et le mouvement revendicatif pour l'amélioration des conditions de salaire et de travail n'a guère de prise face à des entreprises en difficultés. Pourtant c'est là que l'implantation syndicale est la plus forte, au moins dans les villes : Amplepuis compte 35,7 % de syndiqués en 1962 (41). Dans la confection et la bonneterie, les taux sont très faibles, à cause de l'écrasante proportion de femmes. Non seulement elles sont accaparées par les tâches ménagères, mais il faut compter également selon les observations d'un militant, avec "la pesée de l'homme qui parle à des femmes et la rareté du succès dans les actions entreprises, car les réactions passionnelles l'emportent sur la préparation et la conduite méthodiques de revendications, sur des problèmes de fond, celui des cadences par exemple".

LA PERSISTANCE DE LA MONOINDUSTRIE TEXTILE

NOTES

- (1) C.J. GIGNOUX (151), L'Arsenal de Roanne et l'état industriel de guerre, 1920, p.
- (2) Il est difficile de trouver des séries statistiques cohérentes pour le tissage du coton. Celles qui m'ont été aimablement communiquées par le Syndicat de l'Industrie Textile de Roanne-Thizy et sa Région ne sont pas antérieures à 1938.

Pour la période antérieure, on a utilisé :

- pour 1900, les chiffres cités par Henri Déchelette, dans le Rapport sur l'Exposition Textile, in Charles Déchelette (88), p. 57

- pour l'entre-deux-guerres, le D.E.S. de Jeannine Christophe (106) L'industrie textile dans la région de Roanne, 1949 ; et Pierre Dumarest, L'industrie textile dans le Roannais in l'Illustration Economique et Financière du 8.10.1927 (95), p. 152.

Les statistiques fournies par le Syndicat de l'Industrie Textile de Roanne-Thizy ne correspondent pas toujours aux statistiques annuelles établies par la Revue de l'Industrie Cotonnière (74), devenue en 1967 la Revue de l'Industrie française du Coton et des Fibres alliées, et publiées dans son numéro de mai. Notons qu'à partir de 1965, les résultats ne sont plus donnés pour les régions de Roanne-Thizy et de Tarare, mais pour l'ensemble de la région Rhône-Alpes, ce qui inclut quelques producteurs de tissus lourds comme Lafuma-toiles de tente et articles de sport-. Il semble bien également que jusqu'en 1957, les chiffres de production communiqués par le Syndicat ne comprennent que les "tissus plats", à l'exception du tissu-éponge. Mis à part les établissements Guerry-Duperay (tissu pour vêtements ouvriers, entre 2 600 et 3 000 tonnes depuis 1968), ils comprennent la production traditionnelle : vichy, appellation qui tend à se restreindre aux articles populaires à carreaux, écossais fantaisie comme le zéphyr et croisé pour chemises.

- (3) Pour la situation dans l'entre-deux-guerres, voir : Jeannine CHRISTOPHE (106), p. 57-64

Marie-José BORIE (131), La C.G.T.U. dans le textile roannais entre les deux guerres, p. 1-31

André DENIS 8 4, L'industrie textile à Roanne, dactylographié, 12.12.1954

- (4) LAFERRERE (19), Lyon, ville industrielle, p. 225

- (5) Tissages Emile Grosse ~~2~~ ~~4~~, Notre cité, notre métier, l'entreprise, octobre 1957.
- (6) C. DEROCHE (109), tableau p. 105
- (7) Revue de l'Industrie Cotonnière (74), mai 1965, statistiques régionales, ~~2~~
- (8) Jean-Pierre ROUSSEL (154), Les petites villes textiles du Haut-Beaujolais, R.G.L. p. 168-169
- (9) L'Illustration économique et financière (95), p. 152
- (10) Monique REBOTIER (122), Enquête sur le tissage des soieries à domicile dans la région lyonnaise en 1955.
- (11) Dès 1958, il n'était plus que de 868. Renseignements communiqués par le Groupement des Employeurs des Cantons de Charlieu et de Belmont.
- (12) Jean MOLLIE (118), L'évolution du tissage dans la région Rhône-Alpes de 1955 à 1968, p.6
- (13) C.R.E.S.A.L. (53), Enquête sur les établissements de soierie de la région de Charlieu, février 1964, Cette étude a été menée dans 37 des 43 entreprises de fabricants et façonniers-usiniers des cantons de Charlieu et Belmont, des communes de Coublanc, en Saône-et-Loire, et de Cours. Les entreprises enquêtées représentent 95 % des métiers du secteur, à l'exclusion de ceux des tisseurs indépendants.
- (13 bis) Jean MOLLIE (118), p. 170-175
- (14) Parmi les voilages destinés aux fenêtres, on distingue le voile, qui a une armure simple de type toile, la gardisette, qui a une armure complexe avec révolution d'un fil autour d'un autre et la marquisette, qui est un tissu-maille produit sur métier Rachel.
- (15) La chaîne du voile tergal est ourdie avec un fil de 65 deniers, c'est-à-dire qui pèse 5 centigrammes au mètre.
- (16) Paul JOURDAN (114), D.E.S. 1958, voir surtout le chapitre sur la vallée du Gand, p. 27-39

et Monique REBOTIER (122), 1955, la région de Tarare, Saint-Just-la-Pendue, p. 13-15
- (17) 35 francs le mètre en largeur moyenne en 1946, 30 francs en 1948, 20 francs après 1951, in Paul Jourdan (114), p. 38-39
- (18) PLASSON (121), Tarare et sa fabrique de voiles d'ameublement
- (19) Le groupe Rhône-Poulenc détient 53,2 % du capital de Godde-Bedin, par l'intermédiaire de ses filiales Rhodiacéta et Norsynthex, in Rhône-Poulenc S.A., Assemblée Générale du 25.6.1970, Inventaire des titres de participation et de placement, p. 74.

- (20) Le bureau de Saint-Just-la-Pendue est le second bureau rural, après celui de Saint-Just-en-Chevalet, du ressort de la Caisse d'Epargne de Roanne, qui s'étend à tout l'arrondissement, moins le canton de Charlieu. Or il ne dessert pratiquement que la commune, car il y a des bureaux à Neulise, Violay, Saint-Symphorien-de-Lay. En 1962, la moyenne des dépôts par habitant est de 200 000 francs anciens. (Renseignements communiqués par la Caisse d'Epargne de Roanne).
- (21) J. LESOURD (145), 2ème partie, Chapitre II, non paginé.
- (22) Enquête orale auprès de Maurice LE GAILLARD, sur les origines de l'entreprise familiale, 1968
- (23) L'Illustration économique et financière (95), p. 152
- (24) Le métier rectiligne livre des panneaux commençant par la bordure en côte, conformes aux dimensions désirées et qu'il suffit d'assembler comme dans le tricot à main. Le métier circulaire livre un tube de tissu, dans lequel on découpe en suivant un patron, les pièces assemblées par la suite : c'est la technique du *coupé-cousu*. Sa productivité est au moins de douze chutes, c'est-à-dire douze rangées de mailles, par tour, au lieu de deux chutes seulement pour le métier rectiligne.
- (25) Renseignements communiqués par le président de l'Association Culturelle Israélite, bonnetier lui-même. Il y avait en 1939 une dizaine d'entreprises ayant entre 10 et 15 ouvriers, qui seront mises sous séquestre et confiées à des administrateurs français sous le régime de Vichy. Aujourd'hui, les israélites sont à la tête d'une vingtaine d'entreprises, dont six réalisent plus de cinq millions de chiffre d'affaires.
- (26) Chambre Syndicale de la Bonneterie Roannaise, archives non classées. On n'a pas tenu compte dans ces chiffres des trente entreprises extérieures à la région étudiée, qui forment 10 % de l'effectif salarié.
- (27) Chambre Syndicale de la Bonneterie, brochure rédigée à l'occasion de la 13ème foire de Roanne, 1960.
- (28) Sur les structures de la bonneterie troyenne et le mouvement de concentration des années 60, voir Raymond Lazzarotti, L'exemple de la bonneterie troyenne, Imprimerie la Renaissance, Troyes, 1972, 38 p.
- (29) La jauge est le nombre d'aiguilles contenues dans un inch. Plus la jauge est élevée, plus le tissu est fin.
- (30) On trouve un tableau de la situation en 1959, dans P. MAHUSSIER (146) La bonneterie roannaise
- (31) Le métier cotton sort un grand nombre de panneaux à la fois et son automatisation est telle qu'il n'y a pas besoin d'opératrice pour les motifs ni pour les augmentations et diminutions. On se borne à assembler les panneaux en confection : c'est le *fully-fashioned*.

- (32) C'est le début de l'industrie de la maille à Carpi, lancée par des fabricants qui distribuent le travail à la campagne. Voir à ce sujet : Jean Pierre Housset (16).
- (33) On peut ranger dans la même catégorie la firme Alex, qui continue la tradition du Rachel, pour les robes de chambre et peignoirs en tissu des Pyrénées, puis également pour la robe.
- (34) On a pris essentiellement pour bases l'estimation de 1927, telle qu'elle ressort de Pierre Dumarest, l'industrie textile dans le Roannais, in (95) p. 152, et celle de la Chambre de Commerce de Roanne, les industries et commerces de la circonscription en 1936, une page dactylographiée, Archives, non classées.
- (35) Revue de l'Industrie Cotonnière, mai 1965, statistiques régionales.
- (36) Tissage Emile Grosse (85), décomposition du prix de revient d'un article moyen, non paginé.
- (37) M.J. BORIE (111), p. 131
- (38) CRESAL (53), Enquête sur les établissements..., p. 17
- (39) Paul CLAVAL (6), Régions, nations, grands ensembles, p. 335
- (40) Voir CRESAL, Métiers et qualifications de la main d'oeuvre salariée dans le département de la Loire, 1966
- et J.M. NARBOUX (119), Le tertiaire industriel à Roanne, mai 1971, p. 23-35. On y trouvera en particulier une étude critique sur la correspondance des catégories de l'INSEE avec les emplois tertiaires intégrés aux entreprises industrielles, p. 25.
- (41) Anne-Marie DUPERRAY (110), La population ouvrière d'Amplepuis,
- et Jean-Pierre HOUSSEL (154), Les petites villes textiles du Haut-Beaujolais, p. 160-161.

D - LA SITUATION A LA VEILLE DE LA CRISE OU LES FAUX SEMBLANTS
DE LA PROSPERITE

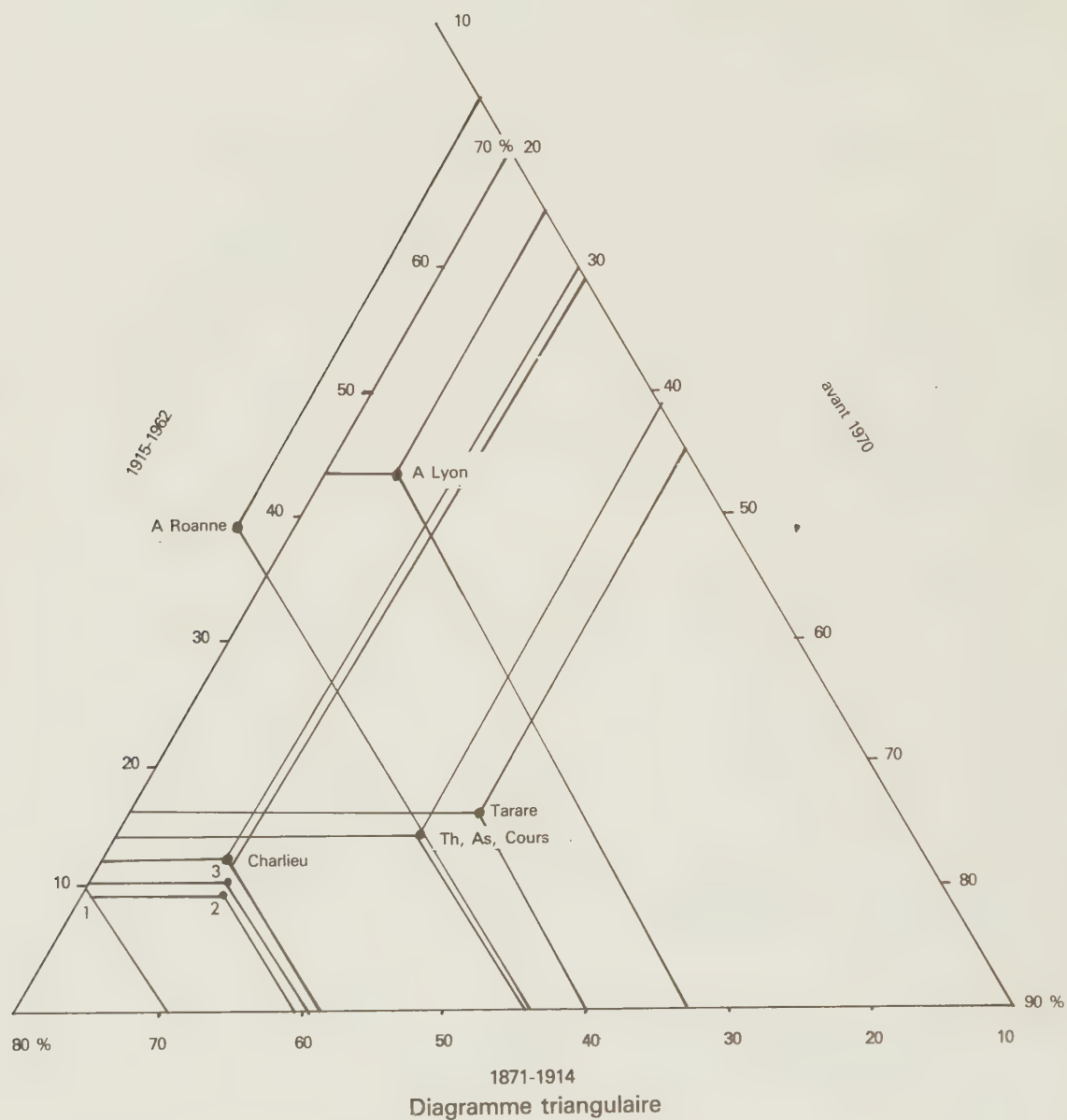
Pour les officiels et pour l'opinion publique, l'économie tourne, depuis la Libération, "comme une mécanique bien huilée". La préoccupation majeure est d'aménager l'expansion afin de maintenir ou de rétablir un équilibre harmonieux entre ville et campagne (1). La substitution progressive de la bonneterie et du voile d'ameublement, le développement de la métallurgie expliquent que la croissance de l'emploi soit aussi rapide que dans l'ensemble de la région Rhône-Alpes (2). Pour la première fois, depuis 1896, la population s'est stabilisée et elle recommence à augmenter dans les petites villes.

Cependant cette croissance est fragile, car elle ne remet pas en cause des structures économiques et un environnement de caractère rural, caractéristiques des régions développées à l'époque de la première révolution industrielle. L'expansion de l'agglomération roannaise, dont la population a augmenté de 40 % entre 1946 et 1962, se fait aux dépens des campagnes. Enfin, la prospérité apparente assure le maintien des cadres en place dans les organismes professionnels comme dans la plupart des communes. Or ils restent méfiants envers la modernisation et l'urbanisation.

1.- *DES STRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES CARACTERISTIQUES DE LA
 PREMIERE REVOLUTION INDUSTRIELLE*

Le déclin du tissage du coton et de la soie ne doit pas faire illusion. L'industrie textile continue à exercer sa tyrannie en employant près des deux tiers des salariés. Et nous avons montré que les activités converties ou nouvelles n'avaient pas d'exigences supérieures, sur le plan des structures, de la main d'oeuvre et des services, à l'ensemble de la branche. Bien plus, comme beaucoup ont été montées par d'anciens ouvriers et cadres, sans grands moyens, qui ont su s'adapter à la conjoncture, elles ont conservé un caractère artisanal, d'autant plus que l'euphorie des années faciles ne prédisposait pas à un effort de rationalisation. Ainsi ces nouvelles industries textiles, développées à partir

Fig. 23- DATE DE CONSTRUCTION DES LOGEMENTS. COMPARAISON ENTRE COMMUNES RURALES, PETITES VILLES, ROANNE ET LYON



Source : INSEE, Recensement de 1962

1. C.R. Rhône = communes rurales du Rhône.
 2. C^{on} St.G.L. = canton de Saint-Germain-Laval (à prépondérance agricole)
 3. C^{on} St.S.L. = canton de Saint-Symphorien-de-Lay (à tradition manufacturière)
- Th, As, Cours = Thizy, Bourg-de-Thizy, Amplepuis, Cours.
A. Roanne = agglomération de Roanne.
A. Lyon = agglomération de Lyon.
1871-1914 avant 1871 depuis 1915

d'initiatives locales, qui ne demandent ni de fortes disponibilités en capitaux, ni des connaissances technologiques poussées, s'apparentent aux *industries spontanées* telles qu'on peut les observer dans l'"Italie du Milieu" (3). Or nous retrouvons ces mêmes caractères dans la métallurgie, qui a connu sous les formes dominantes du décolletage et de la construction métallique, une progression considérable. En 1964, plus de 4 000 emplois avaient été créés tant dans l'agglomération roannaise qu'à la campagne, surtout autour de La Clayette. Au même moment, des réalisations du même type se font jour, dans un milieu encore plus nettement rural, dans le travail du bois et les industries agricoles et alimentaires. On assiste, dans tous ces cas, à l'extension en tache d'huile de tours de main ou de propension à telle activité, à partir d'une tentative qui a réussi. On le voit, les similitudes ne manquent pas entre les industries spontanées et les industries de transformation développées à l'époque de la première révolution industrielle.

Or elles continuent à être prépondérantes. L'examen de la date de construction des logements, qui est un fidèle reflet des étapes du développement, montre que dans les campagnes manufacturières et les petites villes textiles, l'expansion s'est arrêtée à la première guerre mondiale. Et le nuage de la répartition de leurs collectivités-témoins, sur un diagramme triangulaire, rejoint celui des campagnes agricoles. Seules s'en détachent les agglomérations de Roanne et de Lyon (voir figure 23).

a) La prépondérance des petites et moyennes entreprises familiales.

A défaut d'une statistique portant sur les entreprises industrielles, nous utiliserons les renseignements fournis par l'ASSEDIC, qui concernent l'ensemble des établissements affiliés, secteur tertiaire inclus.

Tableau 1 :

REPARTITION DES ETABLISSEMENTS AFFILIES A L'ASSEDIC
SELON LE NOMBRE DE SALARIES au 1.1.1965

Nombre de salariés	% des établissements		% des salariés	
	Région		Région	
	de Roanne	Rhône-Alpes	de Roanne	Rhône-Alpes
de 1 à 5	60 %	61,4 %	7,45 %	8 %
de 6 à 10	12,6	14,7	5,1	6,5
de 11 à 20	8,4	9,8	7,4	8,2
de 21 à 50	10	8,1	17,3	15
de 51 à 100	4,5	3,15	17,4	13,1
de 101 à 200	2,45	1,55	18,8	13
de 201 à 500	1	0,95	16,35	16
+ 500	0,05	0,35	10,2	20,2
total	2 883	56 187	52 263	980 187

Les indications données sont peu valables pour les basses tranches. Si elles laissent apparaître un plus fort pourcentage dans la région Rhône-Alpes, c'est que les commerces et les bureaux y sont relativement plus nombreux. Au contraire, la région de Roanne est caractérisée par un *pullulement de petites entreprises*, qui traduisent l'extrême dispersion de la fabrication et l'importance de la sous-traitance. Les statistiques de l'Inspection du Travail rendent bien compte de ce phénomène (4).

Tableau 2 :

REPARTITION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DANS
L'ARRONDISSEMENT DE ROANNE EN 1965 -

Nombre de salariés	nombre d'entreprises	indice base 100 sal.	
		%	en 1961
0	1 273	43	95
de 1 à 10	1 251	42,3	94
de 11 à 49	302	10,3	105,2
de 50 à 100	68	2,3	141,1
+ 100	64	2,1	118,6

La même source nous indique qu'en 1960, 43 % des établissements d'industries diverses, 70 % pour le tissage et la bonneterie, 90 % pour la confection, 93 % pour le travail des métaux (y compris, il est vrai, les mécaniciens), 95 % pour le bâtiment et les travaux publics, 97 % pour l'industrie du bois et de l'ameublement avaient moins de 10 salariés (5). Nous retrouvons là un fait ancien : l'existence des tisseurs à domicile, qui travaillent à façon, seuls, avec les membres de leur famille ou quelques salariés. Mais, alors qu'ils ont tendance à disparaître, on voit se multiplier les ateliers, en particulier dans la confection et la métallurgie. Cependant la rentabilité de ces petites affaires est aléatoire, si elles ne parviennent pas à une taille suffisante. Entre 1961 et 1965, le nombre d'entreprises de moins de onze salariés a diminué.

A l'autre bout de l'échelle, on constate qu'il y a dans la région ASSEDIC de Roanne, moitié moins de main d'oeuvre employée dans les établissements de plus de 500 salariés que dans la région Rhône-Alpes (cf. tableau 1). Si on fixe le seuil de la grande industrie à 500 salariés ou à 30 millions de chiffre d'affaires (6), selon la part de la valeur ajoutée, on ne dénombre qu'une vingtaine de firmes. Elles occupent 14 000 personnes, sur un total d'environ 52 000 pour l'ensemble de la région étudiée, soit seulement un peu plus du quart (voir tableau 3).

Tableau 3 : LA "GRANDE INDUSTRIE" DANS LA REGION DE ROANNE ET LE HAUT-BEAUJOLAIS A LA VEILLE DE LA CRISE DU TISSAGE (fin 1964)

branche	nom de la firme	Siège social ou ppal Etab.	C.A.H.T. (a) 1969	Effectif présumé 1964	dont établisst. intégrés	dont affaires régionales	emplois contrô- lés hors région
métallurgie	Arsenal	Roanne	471	2.700	2.700		
	A.R.C.T.	Roanne	378	1.700		1.700	
	Potain	La Clayette	?	1.500		1.500	500
	Demurger	Roanne	38	500		500	
textile	C.E.A. et Simo	St Priest Lapr.	?	450	450		
				6.850	3.150	3.700	500
	Boussac	Régny	38	1.200	1.200		
	Linder	Violay	53	500		500	
	Guerry-Duperay	Roanne	39	650		650	450
	et vét.Savo	Roanne	27	700		700	
	Desarbre	Roanne	34	500		500	
chimie (annexe textile)	Pieron						
	C.T.A.	Roanne	90	3.550	1.200	2.350	450
	Groupe Champier	Tarare	?	900	900		
Bât. T.P.	Gillet-Thaon	Roanne	?	1.400	500	1.400	450
				2.800	1.400	1.400	450
	Grangette et	Roanne	54	800		800	500
Divers	Passager	Roanne	22	600		600	300
	Leschel et						
	Millet						
Total	Papeteries	Roanne	86	1.400		1.400	800
	Navarre			1.200	1.200		
				15.800	7.550	8.250	2.200

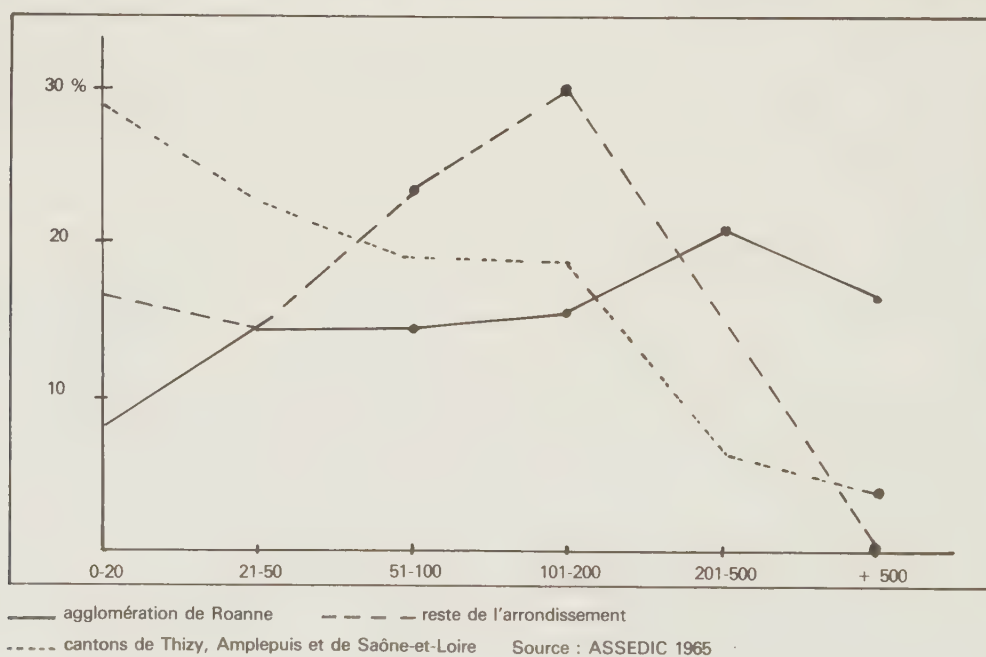
(a) C.A.H.T. = chiffre d'affaires hors taxes en millions de francs

La grande industrie apparaît comme étrangère au milieu local. Sa position est faible dans les branches les plus représentatives comme le textile, où elle n'intéresse que 15 % de la main d'oeuvre pour la production du tissu et la confection. Son implantation est récente : Avant la crise de 1930, elle ne concernait que quatre établissements : l'Arsenal, les papeteries Navarre, les Teintureries et Apprêts Roannais Réunis et une autre affaire de transformation, le groupe Champier de Tarare. Elle s'est étendue à un nombre limité d'entreprises "spontanées", dont le développement a été particulièrement brillant depuis la guerre : Linder pour le voile, Desarbre et Piéron pour la bonneterie, les A.R.C.T. et Potain pour la métallurgie et deux entreprises de bâtiment et travaux publics. Mais le Roannais est souvent pour elles un cadre trop étroit. Ainsi les entreprises de bâtiment doivent chercher au dehors leurs chantiers les plus importants ; les grues Potain se sont installées à Moulins, mieux placée sur les axes de communication et les affaires textiles établissent des annexes, là où la main d'oeuvre féminine est moins sollicitée.

Les firmes commandées de l'extérieur, pratiquement absentes de la moyenne et de la petite entreprise, contrôlent 40 % des effectifs de la grande industrie et encore, leur place serait supérieure, si l'on tenait compte des établissements métallurgiques décentralisés depuis peu et dont la progression sera très rapide à la faveur de la crise du tissage de 1965, comme Modern'Tube à Saint-Denis-de-Cabanne et Beka-France au Coteau. En 1965, elles sont de deux types. Il y a d'abord les établissements implantés pour des raisons stratégiques ou à cause des vicissitudes des guerres, comme l'Arsenal, France-Rayonne et Mavest, affaire repliée d'Alsace et qui s'est en quelque sorte "naturalisée". Il y a enfin les grands groupes nationaux, qui ont intégré des affaires locales en difficulté, soit au passage du stade de la moyenne à la grande entreprise, dans le cas des Papeteries Navarre, soit au moment de la crise de 1930, particulièrement dans le textile, pour Boussac et Gillet-Thaon. On se doute que fusions et absorptions se multiplieront à la suite de la crise du tissage de 1965.

Les entreprises moyennes qui ont entre une vingtaine et rarement plus de 300 à 400 salariés, occupent encore en 1965 les deux tiers des salariés de l'industrie. Une courbe de leur répartition par taille fait ressortir deux pointes. L'une concerne les entreprises entre 40 et 80 salariés; elle a connu une très forte progression de l'ordre de 50 %, entre 1961 et 1965, grâce à l'appoint des petites affaires "spontanées". L'autre concerne les entreprises comprises entre 150 et 250 salariés : les affaires "spontanées" les plus dynamiques ont rejoint le peloton de tête des tissages de laine et de cotonne, dont les effectifs se sont tassés. Alors que le tableau 1, établi au niveau de la région ASSEDIC laisse apparaître une répartition égale des salariés suivant la taille des établissements, la réalité est fort différente. La dispersion est plus accusée dans les villages que dans les petites villes, dans celles-ci que dans l'agglomération de Roanne, comme l'indique le diagramme suivant.

Fig. 24 - RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON LA TAILLE ET LE LIEU D'IMPLANTATION



Les contrastes seraient encore plus accusés, si les courbes concernaient les entreprises. Les unités de production principales, localisées dans les villes, dépassent rarement 200 ouvriers dans le tissage, entre 200 et 400 ouvriers dans la bonneterie. Les préoccupations politiques, dominantes dans l'esprit des tisseurs de la Belle Epoque, ont été relayées par la difficulté de recruter la main d'oeuvre dans l'agglomération roannaise et par les avantages économiques qu'offre la sous-traitance.

Un minimum de concertation pourrait corriger l'éparpillement de la production. Il n'apparaît guère en dehors du voile d'ameublement. C'est que l'individualisme de chaque patron, fier de l'affaire dont il a hérité ou qu'il a créée est profond. Ces petites et moyennes entreprises indépendantes, qui continuent de constituer l'assise industrielle de la région sont *familiales*, même si les plus importantes d'entre elles ou celles qui regroupent des associés, ont pris le statut de sociétés anonymes ou de S.A.R.L.

b) La faiblesse du secteur tertiaire et de la qualification professionnelle et leurs conséquences.

- un espace peu structuré par les activités de service

La répartition comparée de la population active entre les catégories socio-professionnelles dans la Région de Roanne et en France à partir des résultats du recensement de 1954 (7) fait apparaître un

Groupes socio-professionnels	Région de Roanne	France	Différence
Actifs agricoles	27,5 %	28,4 %	- 6,6 %
Patrons de l'industrie et du commerce, artisans	13	15,4	- 15,5
Professions libérales, cadres supérieurs	1,56	3	- 48
Cadres moyens	3,87	5,8	- 35
Employés	7,95	9,7	- 18
Ouvriers	42	29,7	+ 41,5
Personnel de service	3,18	6,1	- 46,2

très net excédent du secteur secondaire, accompagné d'un taux de population active agricole proche de la moyenne nationale. Les fonctions de production s'étendent en outre aux artisans et petits patrons travaillant en sous-traitance. Le secteur tertiaire est donc le parent pauvre. L'agglomération de Roanne, avec 38,3 % de population active employée dans ce secteur, connaît après Saint-Chamond, le plus faible pourcentage de toutes les villes moyennes de la région Rhône-Alpes. En effet il s'étage entre 47 % à Annecy et 62,2 % à Bourg-en-Bresse. Or l'étude de 1964 du Comité d'Expansion de la région Rhône-Alpes, qui évaluait la hiérarchie des villes suivant les fonctions de service, en les répartissant en cinq catégories, classait Roanne en catégorie II, et même en catégorie I pour le commerce de gros. Tarare n'apparaissait qu'en catégorie IV, Charlieu en catégorie V, alors que Thizy, Amplepuis et Cours n'étaient pas classées (8). La bonne position de Roanne qui n'a donc pas à redouter de concurrence n'est due qu'à la forte population de sa zone d'influence.

La faiblesse du secteur tertiaire apparaît déjà au niveau des services nécessaires à la vie courante : en 1962, le pourcentage de salariés employés dans le commerce de détail est à Roanne inférieur à la moyenne régionale, qui est de 80 pour mille. Elle est bien plus affirmée encore dans le tertiaire supérieur, dont l'importance reflète l'intensité et le haut niveau d'organisation des échanges, ainsi que l'utilisation de technologies avancées. Or Roanne occupe toujours le dernier rang des métropoles et villes moyennes de Rhône-Alpes, pour les différentes catégories de cadres moyens et supérieurs et pour les employés de bureau. La situation est plus médiocre encore dans les petites villes, à l'exception de Marcigny, qui reste un bourg-marché animé, à proximité des foires de Saint-Christophe-en-Brionnais.

Les services non économiques sont mal représentés. Les professeurs, les professions littéraires et scientifiques ne forment que 0,7 % de la population active à Roanne, contre 1,1 à Saint-Etienne, 1,2 à Annecy, 1,9 à Lyon, 2,9 à Grenoble. Au niveau des cadres moyens employés dans les services médicaux et sociaux, les chiffres correspondants sont 0,7 - 1, - 1,1 - 1,3 - et 1,6 %. La faiblesse de l'encadrement est particulièrement marquée au niveau des entreprises industrielles. Jean-Marie Narboux a comparé les résultats de l'étude menée en 1968 par deux organismes de recherche, la S O D I C et le C R E D O C

sur 200 entreprises françaises représentatives et ceux de l'enquête qu'il a effectuée sur 50 entreprises roannaises, qui occupent la moitié des salariés de l'agglomération (9).

REPARTITION DES SALAIRES SUIVANT LA FONCTION DANS
L'ENTREPRISE

fonctions	France	agglomération de Roanne
production	76,3 %	+ 80 %
(dont méthodes)	5,4 %	
commerciale	5,4	de 3 à 16 %
administrative	11,3	7 %
conception-recherche	7	de 1 à 4 %

L'écart est particulièrement accentué au niveau de la conception et de la recherche, qui n'occupent que 1 à 2 % des salariés dans la bonneterie et l'habillement, 2 à 3 % dans le tissage et 4 % au lieu de 9 % en France, dans la métallurgie, qui ne comprend pas de secteurs de pointe comme l'aéronautique et l'électronique. Ces fonctions ne tiennent une place importante, avec 10 % des salariés, qu'à l'usine de fibranne de Rhône-Poulenc, qui est la seule grande usine chimique. Les fonctions commerciale (marketing, vente, publicité) et administrative (direction, gestion générale, comptabilité, service du personnel) sont aussi sous-développées, tant à cause de la taille des entreprises que du peu d'intérêt qui leur est porté. On aurait pu croire que la faiblesse du tertiaire intégré était compensée par un recours plus large aux services aux entreprises (cabinets d'expertise-comptable, d'informatique, d'export-import, de publicité, de recherche et de contrôle technique...). Or c'est le contraire qui se produit et on constate même que l'écart s'accroît (10). Le pourcentage de population active employée dans les services aux entreprises, qui constitue la branche n° 81 de l'I.N.S.E.E., a plafonné de 0,5 à 0,6 % entre 1954 et 1962, dans l'agglomération de Roanne, alors que dans les agglomérations de Lyon, Grenoble et Chambéry, il a progressé respectivement de 1 à 1,3 %, de 0,8 à 2,9 % et de 0,7 à 1,7 %.

- la faiblesse de la qualification professionnelle

La faiblesse quantitative des fonctions non productives dans l'industrie se répercute sur le plan qualitatif. Sur ce point, les statistiques peuvent être trompeuses. Dans la région de Thizy, le pourcentage d'ouvriers qualifiés n'est inférieur que d'un tiers pour les hommes et est supérieur d'un quart pour les femmes à celui du département du Rhône, où le poids de l'agglomération lyonnaise est pourtant énorme (11). C'est que l'on classe parmi les professionnels, les tisseurs et les ouvrières en confection, dont l'apprentissage s'est fait sur le tas, dans un laps de temps relativement court. Le niveau d'instruction de la population non scolarisée de plus de quinze ans est beaucoup plus révélateur de la situation réelle. La comparaison entre Cours, dont 67 % de la population active sont formés d'ouvriers, ce qui constitue un maximum, et le département du Rhône est très éloquente à cet égard. En 1962, seulement 3,7 % des hommes et 2,9 % des femmes non scolarisés de plus de quinze ans ont un diplôme d'enseignement professionnel ou technique, alors que les taux correspondants pour le département du Rhône sont de 14,6 et 6,9 %. En ce qui concerne l'enseignement général, les pourcentages sont à peu près les mêmes. à Cours que dans le département, pour les hommes qui possèdent le certificat d'études primaires, comme diplôme le plus élevé (33 %). Mais pour les diplômes supérieurs, les taux sont respectivement de 5,7 et de 11 %. Ainsi, à Cours, 61 % des hommes et 67,5 % des femmes n'ont aucun diplôme, au lieu de 55 et de 58 % dans le département (12). La carte scolaire traduit ces constatations. En 1965, pour les 25 000 habitants de la région de Thizy, il n'y avait aucun lycée, seulement des cours complémentaires et des institutions religieuses à Cours, Thizy et Amplepuis. Les deux collèges techniques de Thizy, d'implantation récente, en particulier le collège départemental de garçons pour le bâtiment, sont mal intégrés à l'économie de la région.

Le niveau scolaire des ouvriers n'est pas plus élevé que celui des habitants de la campagne. Tout se passe comme si l'industrie régionale n'avait pas eu de besoins supérieurs à ceux de l'agriculture traditionnelle, tant pour les services que pour la formation

professionnelle. Cela va expliquer la faiblesse des revenus et le fort taux d'activité féminine.

- la sous-rémunération du travail et la nécessité du "double salaire"

La faiblesse des salaires dans l'industrie et le secteur tertiaire est aggravée par la faiblesse du revenu du plus grand nombre des agriculteurs, des petits commerçants et artisans. Or la part des revenus tirée directement de l'activité professionnelle est supérieure dans la région étudiée à la moyenne française.

Une statistique portant sur les salaires versés en 1965 par les entreprises employant plus de cinquante salariés dans l'agglomération de Roanne, donne les résultats suivants :

branche d'activité	Agglomération de Roanne	France	différence en %
industries			
métallurgie	10 720	12 210	- 14
papier	8 719	9 591	- 10
céramique, matériaux de construction	7 782	8 249	- 6
bâtiment	7 600	7 980	- 5
textile			
tissage coton	7 370	8 480	- 15
teinture	7 302	7 817	- 7
confection	7 292	7 511	- 3
bonneterie	6 901	6 892	+ 1
moyenne			- 8,5
secteur tertiaire			- 18

Les industries ayant les plus haut salaires moyens sont donc celles qui emploient une main d'oeuvre masculine, ayant acquis "sur le tas" une qualification, et qui sont le mieux adaptées à l'économie moderne. Mais soumis à la "tyrannie de l'industrie textile" qui commande le marché de l'emploi, ces salaires subissent des abattements importants,

d'autant plus forts qu'ils sont plus élevés (13).

Or, les salaires dans l'agglomération de Roanne sont plus élevés que dans le reste de la région. Toujours pour 1965, les statistiques de l'ASSEDIC font apparaître les disparités suivantes :

agglomération de Roanne :	8 288 f	
cantons de Thizy et Amplepuis:	7 642 f	(- 7,8 %)
moyenne région ASSEDIC	: 7 610	(- 8,2 %)
cantons de Saône-et-Loire	: 7 166 f	(-14 %)
reste arrondissement de Roanne	: 7 120 f	(-14,1 %)

Ces disparités s'expliquent aisément, car plus on s'éloigne de Roanne, plus les petites entreprises, qui versent les plus faibles salaires, sont nombreuses et plus l'industrie textile est prépondérante. Au 1.1. 1965, elle occupe 53,8 % des effectifs des établissements affiliés à l'ASSEDIC dans l'agglomération de Roanne, 58,1 % dans le reste de l'arrondissement, 60,9 % dans les cantons de Saône-et-Loire et 75,9 % dans les cantons du Rhône. Si l'on compare maintenant le salaire moyen de la région ASSEDIC de Roanne à celui d'une région en expansion, dotée d'un secteur tertiaire diversifié et d'industries de pointe, l'écart est encore plus sensible. Les chiffres sont en effet les suivants pour 1963 :

agglomération de Lyon :	9 000 f	
région ASSEDIC de Roanne :	6 700 f	(- 25,5 %)

On comprend l'attraction exercée sur le marché de l'emploi par Roanne sur sa région et par les grands foyers de développement, les métropoles, sur la Région Roannaise. Il faudra nous en souvenir quand on étudiera l'évolution démographique et les mouvements migratoires.

Le salaire de l'homme peut difficilement assurer la subsistance d'un ménage. Chantal Deroche a mené une enquête précise sur les salaires réels pratiqués en 1959-1960 dans diverses entreprises représentatives de Chauffailles, petite ville qui a su se reconvertir. Le salaire mensuel moyen s'établit à :

74 700 frs pour un chef d'équipe dans la métallurgie,
 59 000 frs pour un gareur (soie) et 48 700 frs pour un gareur (coton),
 46 600 frs pour un tourneur (métallurgie),
 38 800 frs pour un tisseur, aussi bien de coton que de soie,
 38 300 frs pour un soudeur (métallurgie) (14).

Or, à cette époque, le S.M.I.C. est de 1,55 frs l'heure, soit 24 800 frs par mois pour 40 heures par semaine, et l'on considère le seuil de la pauvreté à 40 000 francs par mois pour un ménage. On voit que le plus grand nombre des chefs de famille perçoit tout juste ce minimum.

Ce qui est vrai des salariés l'est aussi du plus grand nombre des chefs d'exploitation agricole, des commerçants et artisans. Or, avec leur famille, ils représentent un pourcentage de la population des ménages supérieur à leur part dans la population active, qui nous l'avons vu est importante, malgré la place prépondérante des ouvriers. Dans le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, ils forment 53,4 % de la population des ménages ordinaires dont le chef est actif, alors qu'on ne les trouve que pour 43,6 % dans la population active. L'écart est plus marqué dans les petites villes qu'à Roanne : à Charlieu, les artisans et petits commerçants sont à la tête de 23,4 % de la population des ménages d'actifs, pour 19 % seulement de la population active, alors qu'à Roanne, les chiffres respectifs sont 13,6 et 12,2 % (15).

La comptabilité départementale, effectuée par le Centre de Gestion des Exploitations Agricoles de la Loire pour l'exercice 1964-1965, transforme en quasi-certitudes, les appréhensions que l'émiettement des structures sociales et la force des traditions laissaient supposer sur la médiocrité du revenu des agriculteurs (16).

Région agricole	Plaine de Roanne	Monts de la Madeleine	Plateau de Neulise	Côte Roannaise
S.A.U. my par expl.	18 ha	15 ha	14,7 ha	9 ha
% nb.) exploit.	78 %	80 %	78 %	90 %
% S.A.U.) - de 20 ha	28 %	55 %	43,5 %	31 %
revenu ~~net~~ par ha.	408 f	344 f	432 f	444 f
revenu mensuel sur ne exploit. moyenne	612 f	460 f	530 f	308 f

Le revenu tiré d'une exploitation agricole moyenne est alors inférieur à celui du tisseur de coton. Dans la plaine de Roanne et la Côte Roannaise, où les petites exploitations sont très nombreuses, il est le plus souvent au niveau du S.M.I.C. Et pourtant, le pourcentage des chefs d'exploitation ayant une activité extérieure à l'agriculture, ne dépasse pas, si l'on exclut les exploitations-retraite, les 23 % observés dans la Côte Roannaise. Il est de 11 % dans les Monts de la Madeleine et de 15 % dans la Plaine de Roanne et le Plateau de Neulise (17).

Pour les commerçants et artisans, on ne dispose pas d'évaluation du revenu, mais d'un certain nombre d'indices. Pour la distribution de l'alimentation, l'étude menée par la Chambre de Commerce de Roanne en 1960 montre que la plupart des commerçants essayent de pallier le manque de clients par la polyvalence. Les "multiples ruraux" bien connus dans les campagnes se retrouvent dans l'agglomération de Roanne, où "tous les épiciers exploitent un rayon ressortissant à une autre profession : café, charcuterie, boulangerie, mercerie, bazar, etc...". Une seconde solution est la vente itinérante : "le nombre des camionnettes effectuant des tournées doit être estimé au quart des points de commercialisation fixes". Il s'agit de petites boutiques, puisque dix épiciers seulement de l'agglomération de Roanne sur 316 emploient un ou plusieurs salariés (18). La situation de la boulangerie n'est guère meilleure. Il y a en 1958, dans l'arrondissement de Roanne, 206 boulangeries et boulangeries-pâtisseries, dont plus de 40 % emploient un ou plusieurs salariés. Or il est admis qu'il faut 450 à 500 familles de 3 à 4 personnes pour rentabiliser une boulangerie sans salariés. Ces 206 boulangeries devraient desservir 300 000 habitants : l'arrondissement n'en compte que la moitié (19). Le malaise des commerçants est attesté par le succès des poujadistes aux élections à la Chambre de Commerce du 29 décembre 1959. Dans leur catégorie, la troisième, l'U.D.C.A. a obtenu 824 voix contre 490 à la liste sortante. La situation est surtout préoccupante dans les petites villes et les villages, dont la population a diminué ou est tentée d'aller s'approvisionner à Roanne. A Charlieu, et dans le canton de Saint-Symphorien-de-Lay, les petits commerçants et artisans constituent 15 et 13 % de la population active au lieu de 9 % dans les agglomérations de Roanne et de Lyon. L'âge moyen des épiciers est de

48 ans dans l'agglomération roannaise et de 53 ans 1/2 hors de l'agglomération (18). Pour sept communes rurales qui ont fait l'objet d'une enquête particulière, 15,7 % des commerçants déclarent ne pas pouvoir vivre de leur fond et 42 % des enfants présents ne pas vouloir le reprendre (20). Ces ordres de grandeur s'apparentent à ceux auxquels l'agriculture nous a habitués.

L'ouvrier ne peut vivre décemment que si son épouse et ses enfants devenus grands travaillent. Il en va de même pour le plus grand nombre des agriculteurs, commerçants et artisans : le revenu de l'entreprise "indépendante" doit être complété par les salaires des aides-familiaux, le plus souvent amenés à s'embaucher à l'extérieur. Le double "salaire", voire le triple ou le multiple salaire, quand à celui de la femme, s'ajoute celui des enfants avant le mariage, est la conséquence logique de la faiblesse des revenus.

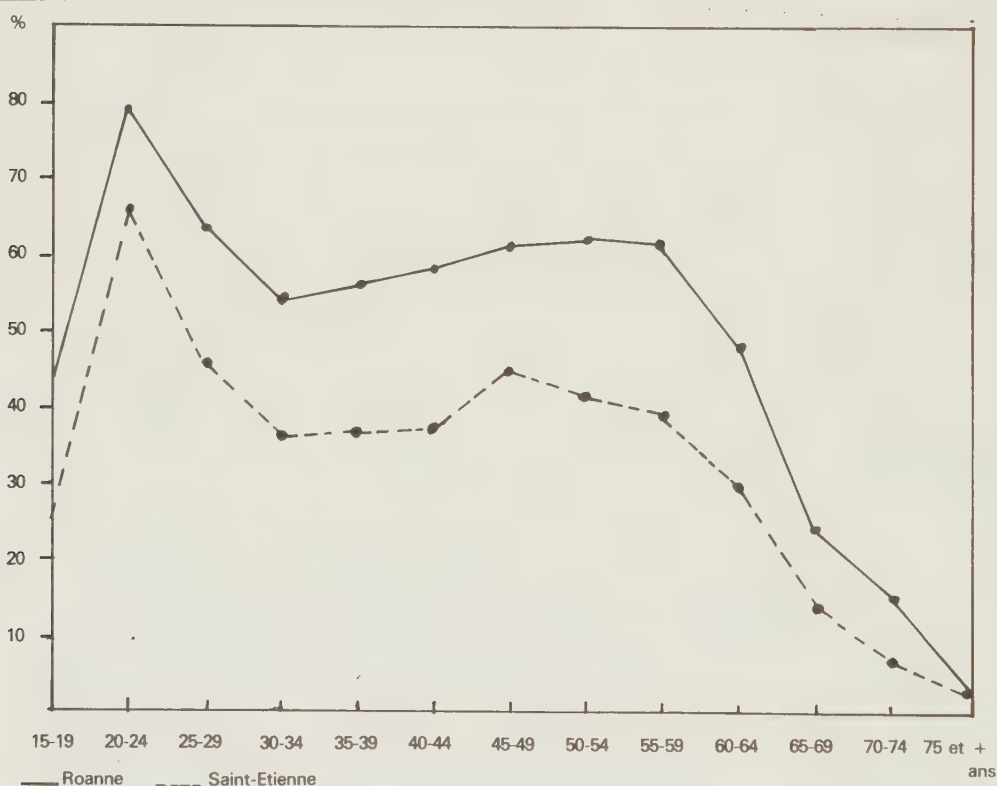
- des taux-records d'activité et d'emploi féminins.

Cela se traduit par un taux d'activité, qui en France n'est dépassé qu'à Troyes, la citadelle de la bonneterie (21). Il y a 47,5 % d'actifs par rapport à la population totale dans l'agglomération de Roanne en 1962, contre 48,7 % à Troyes, mais 43,2 % dans les villes françaises de plus de 50 000 habitants. Les jeunes quittent tôt l'école pour gagner leur vie, ce qui limite leurs possibilités de choix et de promotion. Les pourcentages comparés de jeunes poursuivant des études dans les agglomérations de Roanne et de Lyon, relevés par le recensement de population de 1962, sont éloquentes à cet égard (22).

Continuent des études	Agglomération de Roanne		Agglomération de Lyon	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
15 - 16 ans	67,7 %	67,7 %	72 %	80 %
17 - 19 ans	38,6	42,8	46,2	48,7
20 ans et plus	7,1	5,7	22	17

Surtout le taux d'activité féminine, c'est-à-dire le rapport entre le nombre de femmes qui exercent une profession et la population féminine totale, est exceptionnellement élevé. Avec 39,5 %, il n'est dépassé que par Troyes (41,5 %), mais il est bien supérieur au taux des villes françaises de plus de 50 000 habitants (30,9 %) et au taux national (28,5 %). Le taux atteint près de 80 % entre 20 et 24 ans, diminue pour les tranches d'âges qui correspondent à la première et à la deuxième grossesse, pour remonter après 30-34 ans, proportionnellement plus vite et plus durablement que dans les autres villes, comme le montre la comparaison avec Saint-Etienne (23).

Fig-25 TAUX COMPARÉS D'ACTIVITE FEMININE DANS LES AGGLOMERATIONS DE ROANNE ET DE SAINT-ETIENNE EN 1962



On calcule aussi un taux d'emploi féminin, qui est le pourcentage de main d'oeuvre féminine dans la population active totale.

Il est en 1962 de 47,5 % dans l'agglomération de Roanne, seulement dépassée par Troyes (48,7 %), alors qu'il est de 43,2 % pour les villes de plus de 50 000 habitants et qu'il n'est encore que de 35 % en France en 1968. Partout dans la région de Roanne, ce taux est soutenu, même s'il est moins élevé que dans l'agglomération. L'ASSEDIC donne, au 1er janvier 1967, 41,6 % dans le reste de l'arrondissement et les cantons de Thizy et d'Amplepuis, contre 46,4 % dans l'agglomération (24).

Les femmes qui travaillent sont affectées à des tâches qui ne demandent pas une formation scolaire et professionnelle poussée. Les membres des professions libérales et les cadres supérieurs constituent 6,1 % des actifs masculins, mais 1,7 % seulement des actifs féminins dans l'agglomération de Roanne. L'écart se retrouve au niveau des cadres moyens (8,4 et 7 %), des industriels et gros commerçants (2,3 et 1 %) et des contremaîtres (3,7 et 0,9 %) (25). Ce déclassement de la population active féminine est un fait général, mais il est plus marqué à Roanne que dans les autres villes moyennes. Les femmes fournissent 40,6 % des emplois d'ouvriers dans l'agglomération de Roanne, au lieu de 17,6 % dans celle de Chambéry, mais seulement 18,6 % des membres des professions libérales et cadres supérieurs, 39 % des cadres moyens, contre respectivement 21,5 et 43,2 % à Chambéry (26). Il y a beaucoup d'employées dans la population active féminine roannaise (18,3 %), mais elle est surtout ouvrière (53 %), comme à Troyes (54,1 %). Or les ouvrières sont presque toutes employées dans le textile, c'est-à-dire dans les postes les moins qualifiés et les moins bien payés. Au 31.12. 1963, dans l'arrondissement de Roanne, d'après l'ASSEDIC, les femmes constituent 8,40 % des effectifs dans la métallurgie, 25 % dans les industries diverses, mais 66,5 % dans le textile : si on les trouve à égalité avec les hommes dans le tissage, leur pourcentage passe à 80 % dans la bonneterie et 86 % dans la confection (27).

Le lien apparaît nettement entre la nécessité du "double salaire" et le développement des industries textiles de main d'oeuvre (bonneterie et confection). Les femmes fixées à Roanne ne cherchent pas à en partir, contrairement aux hommes qui, arrivés à un certain niveau de qualification et confrontés à une diversification de l'offre jugée insuffisante, sont conduits à rechercher satisfaction ailleurs.

Cela amène un déséquilibre dans la composition de la population : la proportion des femmes est plus élevée à Roanne que dans les autres agglomérations de la région Rhône-Alpes, d'autant plus qu'elles sont jeunes (26). En 1962, il y a dans l'agglomération de Roanne 120 femmes pour 100 hommes de 20 à 24 ans et 112 femmes pour 100 hommes de 25 à 64 ans. Ce déséquilibre entre les sexes et la difficulté pour l'épouse qui travaille d'élever des enfants expliquent des taux de natalité particulièrement faibles. Voilà un nouvel élément dont nous aurons à tenir compte pour l'analyse démographique.

LA SITUATION A LA VEILLE DE LA CRISE

NOTES Chapitre III, D

- (1) Voir à ce sujet les conclusions des travaux effectués, pour le compte du GROUPE DE TRAVAIL ROANNAIS DU COMITE D'EXPANSION DU DEPARTEMENT DE LA LOIRE, par Roger CAILLOT, directeur d'enquêtes à "Economie et Humanisme" :
 - La Région Roannaise (48), déc. 1958.
 - La Région Roannaise, 2eme partie (49), dec. 1961.

- (2) Entre le 1.1.1961 et le 1.1.1964, le nombre de salariés affiliés à l'ASSEDIC de Roanne a augmenté de 9,4 %, alors qu'il a augmenté de 10 %, entre le 1.1. 1962 et le 1.1.1965, pour l'ensemble des ASSEDIC de la région Rhône-Alpes (voir leur publication : L'emploi de 1962 à 1965, tableau 2, page 20).

Rappelons que jusqu'au 1.1.1968, où il y a eu extension du champ d'application, les employeurs de l'industrie et d'un certain nombre de services du secteur tertiaire, sont tenus à s'affilier afin de cotiser à l'assurance-chômage. L'ASSEDIC ne concerne pas le secteur public (état et collectivités locales). Aussi deux grands établissements industriels lui échappent : l'Arsenal de Roanne et la mine d'uranium du Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.) à Saint-Priest-Laprugne. Par commodité, nous donnerons sous la mention *région ASSEDIC de ROANNE* les statistiques de la circonscription, qui comprend l'arrondissement de Roanne, les cantons de Thizy et d'Amplepuis et, jusqu'en 1968 seulement, et encore à l'exclusion de la métallurgie, les quatre cantons de Saône-et-Loire (Chauffailles, La Clayette, Marcigny, Semur-en-Brionnais).

- (3) Jean-Pierre HOUSSEL (46), Essor des villes manufacturières et industrialisation spontanée dans l'Italie du milieu, R.G.L. 1972, p. 370-372.

- (4) Monique MARSAULT (47), L'emploi industriel dans la Région Roannaise, D.E.S. 1966, p.12.

- (5) Roger CAILLOT (49), La Région Roannaise, 1961, graphique n° 3.

- (6) Le chiffre d'affaires des principales entreprises a été publié pour la première fois en France, à partir de 1969, dans le département de la Loire. On le trouve dans CONNAISSANCE DE LA LOIRE (45), Le chiffre d'affaires des entreprises de la Loire, années 1969 et 1970, brochure spéciale, 50 pages.

- (7) Roger CAILLOT (49), La Région Roannaise, 1961, p. 20. La région considérée comprend l'arrondissement de Roanne, les quatre cantons de Saône-et-Loire, le canton du Mayet-de-Montagne dans l'Allier et le canton de Thizy.

- (8) COMITE REGIONAL POUR L'AMENAGEMENT ET L'EXPANSION ECONOMIQUE DE LA REGION RHONE-ALPES, Etude des emplois liés aux zones de peuplement, tome I, les fonctions des villes, 1964.

Ces cinq fonctions sont : commerces de détail et de gros, centre de transport et d'étape, services aux industries, services non économiques.

- (9) J.M. NARBOUX (119), Le tertiaire industriel à Roanne, mai 1971, p. 42-54 et SODIC-CREDOC, Localisation des activités industrielles et de leurs fonctions tertiaires, 4 tomes, 1967-68.
- (10) J.M. NARBOUX (119), p. 92 et ss.
- (11) J.P. HOUSSEL (154), Les petites villes textiles du Haut-Beaujolais, p. 159. La région de Thizy englobe les cantons de Thizy et d'Amplepuis et les communes de Thel et Ranchal du canton de Lamure.
- (12) I.N.S.E.E. (36), Recensement général de la population de 1962, département du Rhône, tableaux D 18 et D 19, et commune de Cours, tableaux DFP 3 et DFP 4.
- (13) Monique MARSAULT (117), p. 58.
- (14) Chantal DEROCHE (109), Etude des cantons de Belmont et de Chauffailles, D.E.S., 1962, p. 104-106, 127 et 133.
- (15) I.N.S.E.E. (36), Recensement général de 1962, département de la Loire, tableaux V 2 et V 3.
- (16) Daniel RODINSON (56), Essai de comptabilité départementale du secteur agricole en 1965, princ. tableau 1.
Les statistiques sur la taille des exploitations proviennent de l'enquête par sondage de 1963. On a calculé le revenu net ou valeur ajoutée par ha. sur la base de 60 % du produit brut : la différence représente l'acquisition de biens et de services intermédiaires, les charges salariales, les assurances, intérêts, fermages et amortissements (p.13-16). On n'a pas donné les résultats pour les "Monts du Lyonnais", qui englobent certes le canton de Belmont et l'est des cantons de Saint-Symphorien-de-Lay, Néronde et Feurs, mais s'étendent surtout sur les arrondissements de Montbrison et de Saint-Etienne, hors de la région étudiée.
- (17) D.D.A. DE LA LOIRE (41), Où en est l'agriculture de la Loire ?, 1966, tableaux p. 66-70, d'après l'enquête par sondage de 1963.
- (18) E. NEGRE, in C.R. (59), des Travaux de la Chambre de Commerce de Roanne, séance du 17.6.1960, annexe B.
- (19) Roger CAILLOT (49), La Région Roannaise, 1961, p. 44

- (20) Roger CAILLOT (49), idem, p. 32 et 26. Ces sept communes sont Saint-Just-la-Pendue, Saint-Symphorien-de-Lay, Bussières, Neulise, Marcigny, Saint-Christophe-en-Brionnais et Chenay-le-Châtel.
- (21) Les chiffres concernant Troyes sont tirés de R. LAZZAROTTI (20), L'exemple de la bonneterie troyenne, 1971, princ. p. 19.
- (22) I.N.S.E.E., Recensement général de la population de 1962, département du Rhône (36), tabl. GA 4, p. 34 et département de la Loire (36), tabl GA 4, p. 42.
- (23) I.N.S.E.E., 1962, Loire (36), tabl. GA 5 p. 34 et 42.
- (24) ASSEDIC DE LA REGION ROANNAISE (62), Statistique annuelle des établissements affiliés au 1.1.1968, tabl. E 1, p. 3.
- (25) I.N.S.E.E., 1962, Loire (36), tabl. G A 8 p. 44.
- (26) Par exception, ces chiffres sont ceux du recensement de population de 1968. On les trouve dans S.D.A.U. de ROANNE (60), Eléments d'économie de l'aire urbaine de Roanne, septembre 1971, où on trouve une bonne analyse de la population active féminine, p. 5-9.
- (27) ASSEDIC DE LA REGION ROANNAISE (62), Statistique au 1.1. 64, tabl. E.

2.- LE DEPEUPLEMENT RURAL ET LE PARASITISME DEMOGRAPHIQUE
DE L'AGGLOMERATION ROANNAISE.

Depuis 1946, la population a cessé de diminuer, mais elle a juste retrouvé le chiffre de 1936, alors que la population française a augmenté de 20 % entre 1936 et 1968. On peut mettre en effet entre paranthèses l'épisode de la seconde guerre mondiale. La diminution enregistrée de 1936 à 1946, égale pour la région de Roanne à celle de la France (2,5 %) et plus forte dans le reste du Haut-Beaujolais (5,8 %), a été compensée par la reprise de l'immédiat après-guerre.

a) Une démographie stabilisée, mais non guérie.

Par rapport au maximum de 1896, notre région a perdu plus de 65 000 habitants, sur près de 300 000, si l'on englobe les communes de l'Allier qui font partie de la zone d'influence de Roanne. S'il n'y avait pas eu croissance de l'agglomération roannaise, la diminution aurait été de plus de 100 000 personnes. Le dépeuplement a surtout porté sur la population rurale, qui ne retrouve pas la moitié du chiffre de 1866, l'année du maximum, et qui a continué depuis 1946, bien qu'à un rythme moindre. Sa densité, rapportée à la surface totale, est tombée entre 1866 et 1968, de 70 à 31, alors qu'en France elle est passée de 53,4 à 27,5. Jusqu'en 1946, le dépeuplement a porté aussi sur les petites villes textiles et les bourgs ruraux, dont la reprise récente a juste compensé les pertes antérieures.

Tableau 1:
EVOLUTION COMPAREE DE LA POPULATION SELON LA CATEGORIE
URBAINE-RURALE de 1896 à 1962

	1896 - 1936	1936 - 1962
ensemble de la région	- 20 %	=
pop. rurale	- 34 %	- 15 %
petites villes	- 10 %	+ 10,5 %
aggl. de Roanne	+ 40 %	+ 40 %

- Des courants migratoires qui se compensent

Tableau 2 :

EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE COMPAREE DANS LE REGION ET EN FRANCE
ENTRE 1954 et 1962, SELON LE LIEU DE RESIDENCE

	Région France		pop. rurale		agg.urb. de 20 000 hab.		agg.urb de 50 à 100 000 hab.	
			région	France	région	France	région	France
Mot. population	+0,25	+ 1,1	-0,4	-0,4	+ 0,4	+ 1,4	+ 1,4	+ 2,2
Mot. naturel	+0,3	+ 0,7	+ 0,25	+ 0,5	+0,35	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,9
Mot. migratoire	-0,05	+ 0,4	- 0,66	- 0,9	+0,05	+ 0,7	+ 1	+ 1,3

Le glissement qui se poursuit, des campagnes agricoles et manufacturières vers l'agglomération roannaise, n'empêche pas le maintien de l'archaïsme d'un taux de population rurale très supérieur à la moyenne nationale : 46 % au lieu de 30 %, en 1962. Les petites villes ne regroupent que 22 % de la population. Or les agglomérations entre 2 et 200 000 habitants, qui leur correspondent sur le plan national et constituent l'assise de l'armature urbaine en comptent 40 %. L'agglomération de Roanne, à elle seule, regroupe le tiers de la population, soit une plus forte proportion que les agglomérations de plus de 200 000 habitants en France. Or on a vu que la place prépondérante qu'y tiennent les industries de main d'oeuvre à faible salaire, fait d'elle au mieux une ville-relais entre les campagnes et les petites villes textiles d'une part et les métropoles d'autre part. Si le déficit migratoire est moins accentué, pour les communes rurales que dans le reste du pays- mais ce taux moyen masque des réalités différentes-, le bilan est pratiquement neutre pour les petites villes et l'excédent constaté pour l'agglomération de Roanne est inférieur à celui des villes, qui appartiennent à la même tranche de population. Le déficit minime qui résulte de ces mouvements compensatoires cache une perte de substance grave que le plan qualitatif.

- Un accroissement naturel deux fois plus faible qu'en France.

Mais la conservation de l'accroissement naturel rend possible la lente croissance de la population constatée depuis 1946. Comme il est inférieur de plus de moitié au taux français, la part de la région dans la nation continue de s'amenuiser. Paradoxalement, c'est depuis 1946 que la densité régionale est inférieure à la densité nationale. Alors qu'en 1896, les chiffres étaient de 91 contre 73,5 habitants au km² en faveur de notre région, ils sont aujourd'hui inversés.

L'accroissement naturel est inférieur au taux français, quel que soit le lieu de résidence. Dans la zone d'influence de Roanne, pour les années 1953-1957, le taux de natalité était de 15,9 ‰ contre 18,9 ‰ en France, et le taux de mortalité de 14,5 au lieu de 12,4 soit un accroissement naturel de 1,4 au lieu de 6,8 ‰. La situation s'est améliorée pour la période 1954-62, mais il faut tenir compte que les chiffres dont on dispose pour la région sont ceux du seul arrondissement de Roanne : la taux de natalité est de 16,7 ‰ et le taux de mortalité de 13,3, contre respectivement 17,9 et 11,1 en France. Le taux d'accroissement naturel est donc de 3,4 contre 6,8 ‰ en France.

Une explication partielle du faible taux de natalité est dans la sous-nuptialité. Elle est due à un déséquilibre entre les sexes, qui se pose en termes différents selon les zones. (voir tableau 3)

Dans les campagnes agricoles, il y a excédent de population masculine à cause du départ des jeunes filles. Dans le canton de Saint-Germain-Laval, il y a huit femmes pour dix hommes dans les tranches d'âge de 20 à 34 ans et le déficit de population masculine persiste jusqu'à 55 ans. La situation de la population agricole est plus grave encore, car la population non agricole a une composition par sexe et des taux de célibat de type urbain, comme le montre l'exemple du canton de Semur-en-Brionnais. Dans le canton du Mayet-de-Montagne, la situation est particulièrement catastrophique (29) et le père Daille a montré que les célibataires masculins forment le "groupe majoritaire". Ils rendent difficile, à cause de la masse qu'ils représentent, par leur inertie bien explicable puisqu'ils n'ont pas de responsabilités familiales, la propagation des innovations (30).

Tableau 3 :

NOMBRE DE FEMMES POUR 100 HOMMES PAR CLASSE D'AGE

Année	type	circonscription	de 15 à 19 ans	20 - 24	25 - 34	35 - 44	45 - 54	55 - 64	65 - 74	Total
1968	1	Côti Semur-en-Br ^s pop. agricole	86,3	66,3	98,5	95	86,7	81,2	92,7	90
		pop. non agricole	109	100	100	100	125	142	140	128
1954	1	Zone du Mayet de Montagne	96	63	81	86	88,5	121	132	-
1962	1	Côti Saint-Germain- Laval	97	80,1	82	93,6	94,3	106	157	101
"	2	Côti Néronde	60,1	92,6	98	94,2	99	108,5	156	100,6
"	3	Tarare	104,3	130	100	104,3	107,7	132	190	118,2
"	3	Aggl. de Roanne	105	120,5	121	109,7	113,4	121,8	178,4	115,7

type 1 - agricole (+ de 50 % de pop. active agricole)

type 2 - manufacturier

type 3 - ville industrielle avec prépondérance des industries textiles de main d'oeuvre

Source : I.N.S.E.E.

Dans les zones textiles, il y a excédent de population féminine, à cause du départ des jeunes gens. Il est beaucoup plus accentué pour les jeunes générations, là où la bonneterie et la confection se sont récemment développées, comme dans l'agglomération de Roanne et à Tarare, où l'essor récent de la confection des voiles explique la pointe de population féminine entre 20 et 24 ans. A Roanne, les femmes seules forment 17 % des ménages ~~d'une personne~~ et 41,5 % d'entre elles sont âgées de moins de 45 ans ; les chiffres correspondants pour la région Rhône-Alpes sont de 14 et 39 %. Les campagnes manufacturières, comme le canton de Néronde, où le tissage conserve une place importante, connaissent un équilibre entre populations masculine et féminine (31).

Le vieillissement est un facteur essentiel qui contribue au faible accroissement démographique. En 1954, pour la région de Roanne, le pourcentage des jeunes de moins de 20 ans est inférieur de 2 % à la moyenne française (28,2 contre 30,1 %) et celui des personnes âgées de plus de 65 ans supérieur de 1,7 % (13,8 contre 12,1 %) (32). Mais les différences sont très sensibles entre les campagnes agricoles à fort excédent de personnes âgées et souvent de jeunes ; les campagnes manufacturières et les villes textiles peu rénovées comme Thizy, à excédent de population adulte et âgée, et l'agglomération de Roanne, qui est typiquement "une ville d'adultes au travail" (33), (voir tableau 4).

S'il y a un lien étroit entre le vieillissement de la population et la mortalité, la situation n'est pas aussi simple en ce qui concerne la natalité. Nous avons obtenu des taux de fécondité brute, dont les bases de calcul ne sont pas pleinement satisfaisantes, mais qui permettent au moins des comparaisons (34). On constate qu'ils sont voisins de la moyenne française (80 ‰ en 1955) dans la quasi-totalité des cantons ruraux, où on les trouve entre 72,7 pour Saint-Just-en-Chevalet et 85 pour Semur. Compte-tenu du comportement démographique des campagnes, cela témoigne d'une sous-fécondité relative. Seul le canton de Monsols, avec 92,7 ‰, fait exception. C'est aussi celui où le pourcentage de population agricole est le plus élevé et l'on peut penser au maintien d'une plus forte fécondité dans les familles de paysans. Cette remarque est corroborée par les taux honorables du Brionnais, qui est pourtant la petite région à avoir le plus souffert du dépeuplement et du vieillissement.

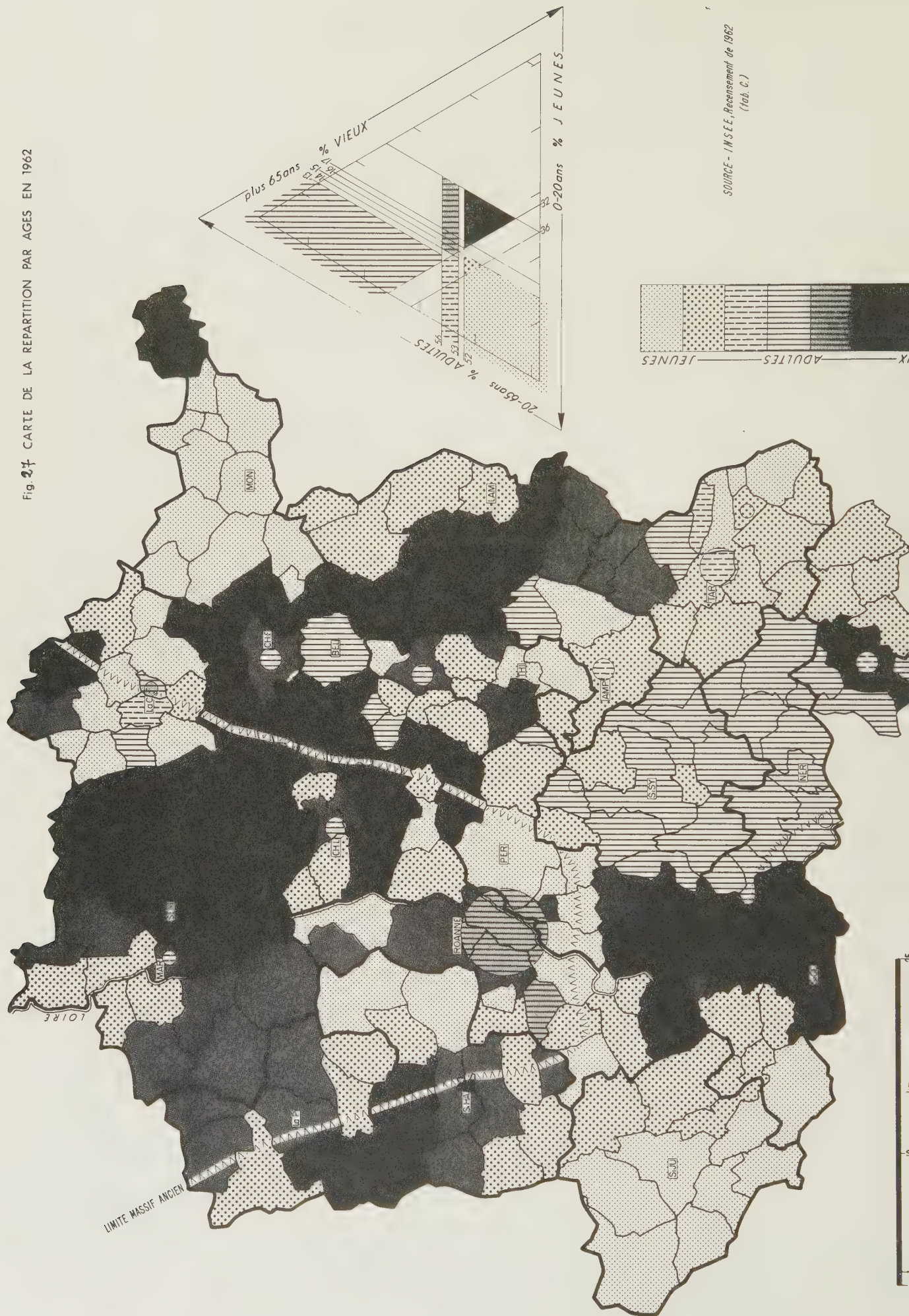
Tableau 4 :

REPARTITION DE LA POPULATION PAR GRANDS GROUPES D'AGES EN 1962 ET MOUVEMENT NATUREL EN 1954-62

Circonscription	type	moins 20 ans	20 à 64 ans	65 ans et +	N	M	A
Loire		32 %	56 %	12	17,7 ‰	12,3 ‰	+ 5,4 ‰
canton de Semur-en-Brionnais	1 A	31	51	18	16,3	16,9	- 0,6
"	1 B	32	52	16	18,3	15	+ 3,3
"	1 C	36	49	15	17,4	14,8	+ 2,6
"	2 B	30	55	15	16,9	14,4	+ 2,5
Thizy- Bourg- Th.	2 A	31,5	52,5	16	17,4	15,8	+ 1,6
Cours	2 B	31	55	14	18,6	13,7	+ 4,9
Tarare	2 C	34	54	12	19	13,4	+ 5,6
aggl. de Roanne	3	30	58	12	16	12	+ 4

- 1 - type agricole, 1 A vieilli, 1 B moyen, 1 C rajeuni
- 2 - type manufacturier 2 A vieilli, 2 B moyen, 2 C rajeuni
- 3 - type urbain, à prépondérance de population en âge de travailler.

Fig. 24 CARTE DE LA REPARTITION PAR AGES EN 1962



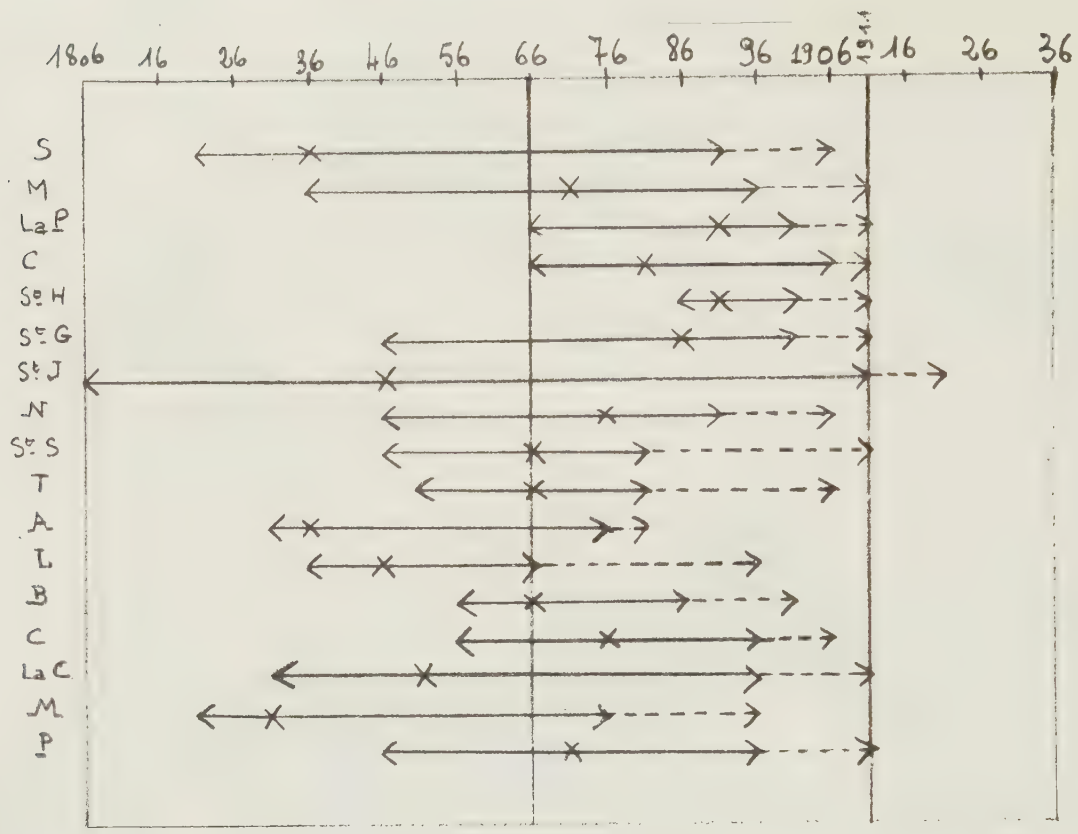
SOURCE - INSEE, Recensement de 1962
(tab. C.)

La situation des petites villes textiles n'est pas alarmante. Le taux de fécondité se tient autour de 76 à Thizy, Amplepuis et Cours et atteint 84 à Tarare. Le taux réel est supérieur, car les villages voisins, où s'installent les jeunes ménages qui se rapprochent de leur lieu de travail, connaissent des taux records : 121,7 et 123 ‰ pour les communes rurales des cantons de Tarare et de Thizy. A Marnand, commune-dortoir de Thizy, on trouve un taux de natalité de 27 ‰. Au contraire, la sous-natalité à Roanne est mise en évidence : si l'agglomération a le même taux de natalité que le canton de Saint-Germain-Laval (15,6 ‰), son taux de fécondité n'est que de 60 ‰ au lieu de 80 dans le canton rural. Même en tenant compte des communes limitrophes, pour lesquelles il atteint des valeurs appréciables (89 et 95,6 pour le reste des cantons de Roanne et de Perreux), le taux de fécondité ne paraît pas devoir dépasser 65 ‰. Le mouvement naturel apparemment favorable de la ville-centre est dû à l'apport de populations jeunes, venues des communes rurales et des petites villes, pour la plupart vieilles et peu fécondes, après trois quarts de siècle d'exode "rural".

b) Des campagnes et des petites villes, victimes d'une longue dépopulation.

On sait que le dépeuplement a commencé plus tôt et a été plus sévère, dans les campagnes manufacturières particulièrement surpeuplées de la rive droite de la Loire et dans le Brionnais, que sur la rive gauche, dont la mise en valeur agricole s'est achevée sous la Troisième République (35). Par rapport au maximum de population, qui se place avant 1846 dans les hautes vallées de l'Azergues, du Reins, du Sornin et des Grosnes et dans le Brionnais, la diminution de population était, en 1936, mis à part le chef-lieu, de 55 % dans le canton de Monsols, de 50 % dans ceux de Lamure et d'Amplepuis, de 45 % dans celui de Semur. On trouve des pourcentages voisins dans les cantons manufacturiers, qui ont connu leur maximum entre 1866 et 1876 : 53 % dans le canton de Belmont, 44 % dans celui de Chauffailles (compte non tenu du chef-lieu), 41 % dans celui de Saint-Symphorien-de-Lay (compte non tenu de Régnv), alors que le canton de Néronde, animé par le travail des tissus fins, ne perdait que 28 %. Pour les cantons de la rive gauche, La Pacaudière, Saint-Haon-le-Châtel et Saint-Germain-Laval, qui ont eu leur maximum de 1866 à 1891,

Fig.28.EVOLUTION DE LA POPULATION PAR CANTON A PARTIR DU MAXIMUM



X date du maximum

←X→ variations de population de 10% à partir du maximum

--> diminution de population de 10 à 20% par rapport au maximum

- Semur
- Marcigny
- La Pacaudière
- Charleval
- St-Haon-le-Châtel
- St-Germain-Laval
- St-Just-en-Chevalet
- Néronde
- St-Symphorien de Lay

- Tarare
- Amplepuis (1)
- Lamure
- Belmont
- Chauffailles
- La Clayette
- Monsols
- Perreux (1)

(1) communes rurales

la diminution est uniformément du tiers.

- La crise démographique de la fin du siècle et l'accentuation de l'exode rural entre les deux guerres.

Mais si l'on considère la diminution de population entre 1906 et 1936, les pertes s'égalisent entre 20 et 30 %, à l'exception des cantons montagnards de Monsols, Belmont et Amplepuis, où elle atteint de 33 à 40 %, et des communes rurales du canton de Roanne, réactivées par la croissance urbaine, qui gagnent 5 %. Quelle que soit la date du maximum, le véritable dépeuplement ne commence qu'avec la crise des campagnes qui s'ouvre dans les années 80, consécutive à la disparition du paysan-tisseur à main et à l'appel de main d'oeuvre vers les villes de tissage mécanique. La figure 28 montre bien que, à la seule exception du canton de Saint-Just-en-Chevalet, dont on a déjà évoqué le particularisme dû à l'isolement, tous les cantons ruraux ont perdu 20 % de leur population par rapport au maximum, dès 1911 : la période de stabilisation, très longue pour le Brionnais et les campagnes manufacturières, a été très brève pour les campagnes agricoles de la rive gauche. C'est que partout on est passé brutalement, comme l'a montré Gilbert Garrier, pour le département du Rhône, "de l'Ancien Régime démographique prolongé fort avant dans le dernier tiers du XIXe siècle au comportement anti-nataliste du premier tiers du XXe siècle" et que "l'émigration n'a pris les caractères d'un exode rural véritable que dans les premières années du XXe siècle" (36).

Semblable évolution se retrouve dans les petites villes textiles. La crise a été précoce à Tarare qui, entre le maximum de 1866 et 1886, a déjà enregistré la moitié de la perte qu'elle connaîtra. Le déclin se place entre 1866 et 1886 pour les autres villes manufacturières et les bourgs ruraux et, en 1896 pour Thizy et 1901 pour Bourg-de-Thizy, après que l'effort d'adaptation mené lors des difficultés de 1890 par les patrons de la cotonne ait cessé. Il faudrait évoquer aussi à cet égard, comme l'a fait Claude Crétin dans son étude sur Montagny, les "villes avortées", ces bourgs dont l'arrêt de l'expansion de l'usine a suspendu la transformation (37).

Tableau 5 :

EVOLUTION DE LA POPULATION DES PETITES VILLES

	Maximum date	pop.	Minimum 1946	Evolution Max - Min.	Evolution 1906 - 1936
Tarare - Pontcharra	1866	14 500	11 400	- 21,4 %	- 6,2 %
Pop. urb. Cantons Thizy et Amplepuis	1886	23 950	18 450	- 23	- 17,8
Thizy-Bourg-de-Thizy	1896-1901	9 450	6 500	- 30	- 19,4
Amplepuis	1886	7 300	5 300	- 27,4	- 21,8
Cours	1886	6 250	5 200	- 16,8	- 0,2
Charlieu-Pouilly (a)	1881	7 600	7 050	- 7,5	- 1
Chauffailles	1876	4 520	3 380	- 25,5	- 10
Panissières	1886	5 050	3 130	- 38,3	- 22,75
Néronde-Balbigny (a)	1881	3 050	2 400	- 21,3	- 11,7
Marcigny	1886	2 850	2 150	- 24,6	- 13

(a) La ville ancienne a été doublée d'une ville développée le long des voies de communications actuelles.

Entre la population à la date du maximum et le minimum de 1946, la diminution est de 20 à 25 %, donc inférieure à celle des campagnes. C'est d'ailleurs dans les communes étendues, qui comptaient beaucoup de paysans au genre de vie mixte, qu'elle est la plus forte : 38 % à Panissières, 27 % à Amplepuis. Autre différence avec la campagne, la diminution entre 1906 et 1936 n'est pas uniforme. Les villes les plus touchées, comme celles du pays de Thizy, qui perdent ^{et plus} 18 % sont celles où la fonction industrielle est quasi exclusive. Le maintien de fonctions régionales et la situation sur les voies de passage permettent un déclin moins marqué ^{notamment} : - 1 % à Charlieu, - 6 à Tarare, - 10 à Chauffailles.

C o m m u n e	I			II			III			M		
Mts TARARE et pl. NEULISE												
Tarare	1867	1859 - 1863	24,8	23,1	1869 - 1878	19	22,5					
Fourneaux	1869	1866 - 1875	23,4	20,4	1876 - 1900	18	18,8					
St-Just-la-Pendue	1879	1874 - 1878	24,5	18,5	1879 - 1888	20	21					
Joux	1884	1879 - 1883	26,5	24,2	1884 - 1893	22	22,5					
Panissières	1881	1872 - 1881	25,5	19,3	1882 - 1891	19,2	19,5					
HAUT - BEAUJOLAIS												
St Appolinaire	1898	1889 - 1898	27,4	21,2	1899 - 1908	20	22					
Chênelette	1901	1889 - 1898	25,8	21,8	1904 - 1913	20,5	21					
Ranchal	1901	1889 - 1898	27,4	19,7	1899 - 1908	20	22,4					
Thizy	1899	1894 - 1898	26,8	20,2	1899 - 1908	18,6	19					
COTE ROANNAISE												
St Alban-les-Eaux	1906	1896 - 1906	24	20	1906 - 1911	19,5	20,5					
MONTS DE LA MADELEINE												
St Romain d'Urfé	1911	1901 - 1911	23,6	21,7	1919 - 1939	16,8	20					

I année du renversement

II dernière période de mouvement naturel positif

III première période de mouvement naturel négatif

Partout, le renversement du mouvement naturel suit de très près la crise économique, comme le montre le tableau 6. L'effondrement de la natalité suit de très près la crise de la mousseline en 1866 à Tarare, la concurrence victorieuse des toiles d'Armentières à Panissières, l'arrêt du dynamisme de la cotonne à Thizy, les difficultés de la vigne dans la Côte Roannaise. Les communes de la montagne résistent plus longtemps. Fourneaux et Saint-Just-la-Pendue, sur le plateau, conservent un bilan naturel positif dix ans après Tarare ; Joux et Saint-Appolinaire, en plein massif, près de 20 ou 30 ans plus tard. Ranchal, le maintient après Thizy. Une fécondité élevée s'est maintenue plus longtemps dans les régions pauvres, alors que dans le Brionnais, riche terre d'embouche, les familles de trois enfants et plus ont été très tôt peu nombreuses. En 1885, un tiers à la moitié, selon les communes, des ménages ayant des descendants n'ont qu'un enfant. Par rapport à 1851, il y a 50 % de familles à enfant unique de plus à Saint-Christophe et Colombier-en-Brionnais, un tiers de familles de deux enfants de plus à Saint-Christophe (38).

L'artisanat textile a longtemps maintenu les hommes à la terre, alors que les jeunes filles partaient dans les "usines-internats" des petits centres textiles (39). Ce n'est qu'après la guerre 1914-1918, que l'exode rural prend les allures d'une catastrophe. Entre 1914^{et} 1944, Gilbert Garrier a calculé un solde migratoire annuel négatif de 5 ‰ pour quatre villages de montagne du canton de Tarare et de 8,6 ‰ pour cinq autres des cantons de Lamure et de Monsols (40). Pour les Monts de la Madeleine, nous avons trouvé 4,5 ‰ pour Saint-Romain d'Urfé, de 1919 à 1939, et 15 ‰ à La Tuilière de 1926 à 1936. Jusqu'à la grande guerre au moins, les déplacements courts dominant : des hameaux au bourg, où se concentrent les usines, de la montagne vers le vignoble aussi bien en Beaujolais que des Monts de la Madeleine vers la Côte Roannaise, des campagnes vers la ville voisine, puis des petites villes-mêmes vers Roanne. Le recrutement des petits centres textiles a été local. En 1911, sur 66 % des habitants de Thizy, qui n'étaient pas nés dans la commune, 8,4 % seulement étaient originaires des départements non limitrophes et la plupart venaient des communes voisines (41). Après la guerre, les départs sont plus nombreux sur Paris et Lyon, avec ou sans étape-relais, dans les villes de la région. Mais en consultant les cartes d'alimentation délivrées de 1941 à 1945, qui concernent tous les natifs de la commune, quelle que soit leur résidence, Gilbert

Garrier a trouvé que, dans les Monts de Tarare et du Beaujolais, les départs sur l'agglomération lyonnaise concernent moins du tiers des habitants établis au delà d'un rayon de dix kilomètres autour de leur village (42).

L'exode rural accélère la chute de la natalité. Elle est due davantage à la sous-nuptialité, liée au départ préférentiel des jeunes filles des campagnes, des jeunes hommes de la ville, et à celui des jeunes ménages, qu'à la diminution du nombre moyen d'enfants par famille, qui est inférieur à deux après 1911. Entre les deux guerres, le taux de natalité tombe à 15-16 ‰ dans les villages du Rhône et à 14 ‰ à Tarare. Le taux de fécondité tombe à 60 ‰. Au contraire, le taux de mortalité demeure supérieur à celui d'avant la crise, qui était pourtant très élevé. Entre 1929 et 1938, il est de 20,5 ‰ à Saint-Appolinaire, 21 ‰ à Saint-Just-la-Pendue, 21,2 ‰ à Ranchal dans les Monts du Beaujolais, 25 ‰ à Saint-Alban sur la Côte Roannaise et 20 ‰ à Saint Romain d'Urfé dans les Monts de la Madeleine. Il est particulièrement élevé à Tarare : 24 ‰. Il est légèrement inférieur à la moyenne française (15,6 ‰) à Chênelette et Joux dans les Monts du Beaujolais et à la Tuilière, dans les Monts de la Madeleine (43).

Jusqu'à la guerre de 1914, la forte mortalité est due à l'insuffisance de l'hygiène et de l'encadrement médical, surtout en montagne. En 1896, il n'y avait qu'un seul médecin pour le canton de Monsols et deux pour celui de Lamure. Le médecin le plus proche est à plus de vingt kilomètres de certains malades de la montagne beaujolaise. Un ménage sur dix est encore rompu par le décès de l'épouse au premier ou au deuxième accouchement. La mortalité infantile reste de 20,8 ‰ à Ranchal, entre 1880 et 1895 (44). Dans les villes textiles, la surmortalité est liée aux mauvaises conditions de logement en taudis et en "casernes", qui favorisent la tuberculose et l'alcoolisme, et à l'insuffisance des soins aux jeunes enfants. Encore en 1926, le docteur Lhéritier note qu'à Cours, "12 ‰ des décès sont dus à la tuberculose" et que "les jeunes mamans, obligées de travailler en usine, ne peuvent allaiter leur bébé et les confient à des nourrices, qui donnent le biberon de lait mal bouilli, quand elles ne les gavent pas de bouillies mal préparées, incompatibles avec un estomac et un intestin de quelques mois" (45). Après la guerre de 1914, il y a davantage de médecins

et les rudiments d'hygiène appris à l'école primaire commencent à être appliqués. Mais la mortalité reste forte, à cause du vieillissement de la population, accentué par le retour des retraités. La pyramide des âges à base large d'avant la crise est remplacée par un rectangle qui s'élargit vers le haut.

- Le sursis lié à la crise économique et à la longue période de pénurie due à la guerre (1936-1954).

Entre 1936 et 1954, la diminution de population des campagnes est deux fois moins rapide qu'entre 1921 et 1936 (0,5 au lieu de 1 % de moyenne annuelle) et les petites villes, qui ont connu leur minimum absolu en 1946, retrouvent ou dépassent en 1954 leur niveau de 1936.

En fait, il faut distinguer les années qui vont de la crise économique mondiale à la fin de la guerre et celles qui vont de la Libération à l'achèvement de la reconstruction en 1954-1955. Entre 1936 et 1946, la paralysie de l'industrie et des services autant que les difficultés de ravitaillement profitent aux campagnes agricoles. La perte annuelle de population s'y tient entre 0,45 % pour le canton de Saint-Just-en-Chevalet et 0,7 % pour les cantons de montagne du Mayet-de-Montagne et de Monsols. Ce déclin modéré s'explique par des retours au village et le ralentissement de l'exode, qui favorise le phénomène général de reprise de la natalité. Dans quatre des cinq communes rurales des Monts du Beaujolais et des Monts de Tarare étudiées par Gilbert GARRIER, le mouvement naturel redevient positif à partir de 1944. Le taux de natalité se retrouve à 17,4 % à RANCHAL, 18,6 % à CHENELETTE, 18,8 % à JOUX, entre 1944 et 1948. Ce sursis des campagnes agricoles sera de courte durée. L'exode reprend dès la fin de la guerre. Le solde naturel redevient négatif dès 1948 à Ranchal et dès 1952 à Chênelette et Joux(43). La diminution de population atteint à nouveau 1 % par an, dans l'ouest du plateau de NEULISE et les cantons du MAYET-DE-MONTAGNE et de MONSOLS, entre 1954 et 1962.

L'évolution est inverse dans les zones textiles. Pendant la guerre, l'industrie souffre de la difficulté de s'approvisionner en matières premières. Toutes les petites villes voient leur population diminuer entre 1936 et 1946 : modérément à Tarare et Charlieu qui perdent 2 %, de plus de 10 % à Thizy et à Cours. Quant aux campagnes manufacturières, elles perdent entre 9 et 10 % dans les cantons de Saint-Symphorien-de-Lay (moins Régny), Néronde et Belmont et jusqu'à 15 % dans les cantons de Tarare et de Thizy. L'exode continue ou s'accélère, ce qui explique le retard de la reprise de la natalité : à Saint-Just-la-Pendue, le taux ne dépasse pas 15 % entre 1944 et 1958 et le mouvement naturel n'est à nouveau positif qu'après 1958. Au contraire, l'après-guerre est une période prospère, tant que les stocks ne sont pas reconstitués, c'est-à-dire jusqu'en 1955. Tout se vend sans considération de productivité ni de prix de revient. Les usines tournent à plein et de nouveaux tisseurs à domicile s'établissent. La population des campagnes se stabilise entre 1946 et 1954 : ses variations sont comprises entre + 1 % pour le canton de Saint-Symphorien (moins Régny) et - 2 % pour celui de Belmont. Toutes les petites villes amorcent leur remontée. Charlieu-Pouilly et surtout Tarare-Pontcharra, qui augmente de 9 %, dépassent leur population de 1936. Panissières, Amplepuis, Thizy, Cours et Chauffailles, en dépit de gains de 3 à 5 %, ne la retrouvent pas : il s'en faut de 10 % pour Thizy. La croissance de Régny est exceptionnelle : le choix de l'usine JALLA par Boussac, pour en faire l'unité de tissus-éponge du groupe, la fait passer de 1526 habitants en 1936 à 2504 en 1954. Villes et villages sont à nouveau des pôles d'attraction de main-d'oeuvre et les naissances dépassent les décès. Pourtant le taux de mortalité à cause de l'âge moyen élevé des tisseurs est resté longtemps très élevé. Entre 1949 et 1953, il est de 17 % à Saint-Just-la-Pendue et de près de 19 % à Tarare, soit 4 et 6 points de plus que le taux national.

- Une évolution contrastée depuis 1954 : zones de croissance et zones d'abandon.

En 1954, les caractères démographiques des campagnes agricoles ^{des} et zones textiles restent marqués par un long passé indifférencié d'exode.

A - en valeur absolue

	1954 - 1962		1962	1962 - 1968	
	(a)	1954		(a)	1968
Zone de Roanne	21	77.594	87.054	22	92.919
Autres zones de croissance	42	72.381	78.064	59	88.796
• zones à prépond ^{ce} textile				26	56.815
• nouvelles zones				33	31.981
Zones d'abandon	180	96.690	86.190	162	71.739

(a) nombre de communes

B - en valeur relative

	1954 - 1962		en % et par an 1962 - 1968	% de la population totale	
	1954 - 1962	1962 - 1968		1954	1968
Zone de Roanne	+ 1,75	+ 1,1		31,5	36,8
Autres zones de croissance	+ 0,95	+ 0,4		29,3	35
• zones à prépond ^{ce} textile (a)		+		21,8	22,4
• nouvelles zones		+ 1,25		7,5	12,6
Zones d'abandon	- 1,3	- 1,4		39,2	28,2

(a) on a compris CHAUFFAILLES seulement en 1954.

Les soubresauts de la conjoncture depuis 1936, en facilitant la reprise de la natalité, les ont à peine modifiés. A partir de 1955, la confrontation à l'économie moderne, même feutrée jusqu'à la crise de 1965, va modifier l'atonie de l'abandon "rural", qui touchait à la fois campagnes et petites villes. Roanne ne va plus être le seul centre de croissance et de nouveaux pôles de développement vont se différencier des campagnes agricoles et des zones textiles restées traditionnelles, qui continuent à se dépeupler.

La distinction entre population urbaine et population rurale fondée sur le critère des 2 000 habitants agglomérés, même corrigée en 1968, par la définition d'unités urbaines incluant des communes rurales (46) est insuffisante pour rendre compte de l'évolution. Sur ces bases, on constate une diminution régulière de 0,45 % par an de la population rurale entre 1954 et 1968 et une augmentation de 0,40 % pour les petites villes. En fait, si on rassemble sous la notion de zones de croissance toutes les communes dont la population a augmenté entre les recensements, on constate l'essor et le rayonnement des pôles de développement indépendants de Roanne, la stagnation des petites villes textiles à partir de 1962 et l'ampleur du dépeuplement des zones d'abandon, comme l'indique le tableau 6 *bis*.

* Les pôles de développement indépendants de Roanne
(voir tableau 7).

Ils réunissent actuellement plus du tiers de la population, presque autant que "le grand Roanne". Leur essor tient aux industries nouvelles et rénovées, ainsi qu'à la multiplication des services. Les deux facteurs interfèrent : l'industrie précède ou relaye la croissance du secteur tertiaire.

TABLEAU 7

LES ZONES DE CROISSANCE DE 1954 A 1968 (a)

	1954 - 1962			1962 - 1968		
	Nombre C _{nes}	Pop. légale 1962	Augmentation absolue relative	Nombre C _{nes}	Pop. légale 1968	Augmentation absolue relative
Zone de Roanne	21	77.594	+ 9.540	22	87.388	+ 5.563
Zones à prépond ^{ce} textile						
Tarare	3	12.942	+ 1.265	7	15.764	+ 317
St Just-la-P., Violay	3	3.301	+ 83	3	3.373	+ 98
Charlieu	4	9.008	+ 657	5	10.979	+ 245
Thizy	3	7.422	+ 575	3	8.029	- 52
Cours	4	6.907	+ 538	4	7.471	- 537
Amplepuis	2	6.233	+ 167	2	6.521	- 16
Panissières	2	4.580	+ 120	2	4.791	- 170
Zones nouvelles						
La Clayette	8	4.154	+ 439	7	4.664	+ 627
Chauffailles	1	3.625	+ 397	1	4.083	+ 491
Marcigny	2	2.494	+ 78	5	3.780	+ 256
St Just-Ch ^t , St P. Laprugne	3	3.023	+ 1 140	3	4.237	+ 247
Néronde, Balbigny	-	-	-	4	3.461	+ 436
St Martin d'Estreux	-	-	-	2	2.386	+ 65
St Germain-Laval	1	1.488	+ 87	3	2.149	+ 153
Monsols	3	1.481	+ 64	4	2.045	+ 89
Lamure	1	993	+ 205	4	2.895	- 87
Le Mayet-de-Montagne	1	2.072	+ 115	1	2.244	+ 8

(a) Pour la délimitation des zones, voir figure 23A

Fig. 218 évolution de la population depuis 1954 : les zones d'abandon



La concentration du commerce permise par l'automobile favorise les petites villes textiles et entraîne le réveil des bourgs-marchés endormis, en particulier des chefs-lieux de canton suffisamment éloignés de Roanne : Le Mayet-de-Montagne, Saint-Just-en-Chevalet, Saint-Germain-Laval, Balbigny mieux placée que Néronde, Lamure, Monsols et Marcigny. Les magasins spécialisés de quincaillerie, d'électro-ménager, de produits du sol, les garages et ateliers de machines agricoles, les agences bancaires s'ouvrent ou se développent, ce qui anime les magasins d'alimentation et de vêtements qui se sont modernisés, au détriment de la boutique polyvalente des villages. La généralisation de l'enseignement secondaire et technique est un élément essentiel de renouveau. Sans la présence du collège départemental du bâtiment et du collège technique mixte, avec leurs 381 internes et la centaine d'emplois d'enseignants et de personnel de service ainsi créés, la population légale (47) de Thizy ne se serait pas maintenue. Que serait NERONDE sans le collège départemental du bâtiment ? Les internes forment 243 des 864 habitants et les emplois qu'il a amenés expliquent l'augmentation de 55 habitants entre 1962 et 1968, alors qu'elle avait diminué de 85 entre 1954 et 1962. A Saint-Just-en-Chevalet (2 189 habitants), on compte 400 élèves, dont 100 internes dans le C.E.G. ouvert en 1965 et 170, tous internes, dans le collège privé implanté de longue date. C'est à ses écoles que Lamure a dû son essor entre 1954 et 1962.

Mais c'est l'industrie qui fait les fortes croissances. Mis à part la mise en exploitation du gisement d'uranium de Saint-Priest-Laprugne et de rares cas de décentralisation, son développement résulte d'initiatives locales. Entre 1954 et 1962, le rôle du textile est toujours déterminant. Le voile assure la rapide remontée de Tarare et suspend le dépeuplement autour de Saint-Just-la-Pendue. Après 1962, c'est le tour des industries spontanées, avec en tête la métallurgie. La réussite de POTAIN est le moteur de l'expansion de La Clayette et, par ses filiales ou établissements de sous-traitance, elle assure la relance de Charlieu et de Marcigny. L'essor de Chauffailles est lié à celui des entreprises de métallurgie et d'indémaillable. L'industrie spontanée relaye le secteur

tertiaire, seule à Monsols, avec l'abattoir de volailles, et à Saint-Martin d'Estreaux, avec la bonneterie et la fabrique d'aliments du bétail, ou renforcée par la décentralisation d'affaires métallurgiques à Balbigny et Saint-Germain-Laval.

La croissance des petites villes textiles est lente : elle est en moyenne de 0,3 % par an entre 1946 et 1962 pour la population municipale, à l'exception de Tarare qui approche 1 %. Le bilan migratoire cesse d'être négatif. L'installation de jeunes ménages permet un solde naturel à nouveau positif, mais faible et guère supérieur à celui des campagnes manufacturières voisines. C'est que l'on part de collectivités vieilles. A Thizy, on compte en 1962 16 % de personnes âgées de plus de 65 ans. 1962 marque l'arrêt de la remontée, à cause du bilan migratoire qui redevient négatif (de - 0,4 % par an entre 1962 et 1968 à Thizy et Tarare, à - 1,3 % à Cours) et de la diminution des naissances. Le recul aurait été plus sévère sans l'installation dans les logements sans confort abandonnés par les français, d'étrangers qui occupent des emplois de manoeuvres dans le bâtiment, les usines de transformation et même les tissages. Le fait, particulièrement net à Thizy, explique que le taux de natalité soit passé de 18,1 à 18,6 ‰ pour les trois communes de l'unité urbaine.

En regard, les centres d'industrie nouvelle, dont La Clayette est le plus bel exemple, apparaissent comme des villes-champignons. L'augmentation, qui est de plus de 2 % par an est due autant au solde migratoire qu'au fort excédent naturel. Celui-ci traduit la forte proportion de jeunes parmi les actifs et le maintien d'une fécondité élevée parmi les nouveaux-venus des campagnes proches (voir tableau 8).

Entre 1962 et 1968, se généralise l'étalement de la ville-centre saturée, déjà constaté à La Clayette entre 1954 et 1962. L'exemple de Tarare est frappant : la ville ne gagne que 126 habitants et le reste de la croissance, soit 200 habitants, est réparti sur six communes. En dehors de l'agglomération de Roanne, le nombre de communes périphériques dont la population^a augmenté passe de 16 à 31. Elles sont elles-mêmes entourées

d'une auréole, où le dépeuplement est ralenti, car elles tendent à fixer les migrants quotidiens.

L'évolution du canton de Saint-Germain-Laval est révélatrice à cet égard. Pour un solde migratoire maintenu à - 0,7 %, sept communes voient améliorer le leur de 1962 à 1968. A l'exception du chef-lieu, c'était celles qui avaient le déficit le plus accentué de 1954 à 1962, à cause de la proximité des pôles attractifs : Roanne, pour Bully au nord du canton, où il est tombé de 1,7 à 0,8 ; Saint-Germain-Laval pour Saint-Julien d'Oddes et Grézolles, où il est devenu positif, et Nollieux où il est réduit de moitié ; Saint-Germain-Laval et Balbigny, pour les trois communes de la plaine du Forez, où de 1,3 à 2,1, il est passé de 0,6 à 1. Par contre, les communes du plateau de Saint-Martin-la-Sauveté et de la Côte, relativement protégées jusqu'alors par leur isolement, voient le déficit monter brusquement de 0,6 - 0,7^à entre 1,5 et 2,7.

* Les zones d'abandon

La campagne à l'écart des pôles de développement souffre à nouveau d'un dépeuplement accéléré. Le taux annuel de diminution se situe autour de 1,5 % et on atteint 2 %, et même 3 % pour certaines communes, dans les parties élevées au relief disséqué, comme le centre des Monts de la Madeleine, leur retombée sur le seuil de Neulise et les hautes vallées des monts du Beaujolais (48). Après 1954, la crise démographique limitée aux campagnes agricoles gagne à nouveau et de plus en plus gravement les campagnes manufacturières qui ne parviennent pas à s'adapter, celles de la cotonne, de la soie et du voile ^{pour l'} Afrique du Nord. Après les cantons montagneux du Mayet et déjà d'Amplepuis, le canton agricole de Semur-en-Brionnais avait été le plus touché entre 1954 et 1962, avec une perte de 1,1 %. Entre 1962 et 1968, avec le même taux annuel, il se trouve précédé par les cantons textiles d'Amplepuis (- 1,8 %), de Belmont (- 1,5), Chauffailles (- 1,4) et Lamure (- 1,2).

Fig. 29 A évolution de la population depuis 1954 : les ZONES DE CROISSANCE



TABEAU 8

EVOLUTION COMPAREE DU MOUVEMENT NATUREL DANS QUELQUES
TYPES D'AGGLOMERATION

	Types	1954 - 1962			1962 - 1968		
		N	M	A	N	M	A
C ^{nes} rur. arrond. ^t Roanne entre 100 et 199 hab. COURS CHAUFFAILLES La CLAYETTE Unité Urbaine de Roanne	I	17,5 %	13,9 %	+ 3,6 %	13,1 %	14,2 %	- 1,1 %
	II	18,6	13,7	+ 4,9	16,3	12,9	+ 3,4
	III	17,6	14,6	+ 3	19,5	12,1	+ 7,4
	IV	20,5	12,9	+ 7,6	23,1	9,8	+ 12,3
		16,1	12	+ 4,1	17,3	11,5	+ 5,8

Type I - Zone rurale d'abandon

Type II - Petite ville à prépondérance textile

Type III - Petite ville textile en forte reconversion

Type IV - Petite ville d'industrie spontanée

Le dépeuplement est dû à l'exode rural. De 1954 à 1962, le déficit naturel n'existe que dans trois cantons, et encore pour des valeurs absolues négligeables : 16 habitants pour le canton d'Amplepuis, 25 pour celui de Semur. De 1962 à 1968, il s'est étendu à sept cantons, mais là où il est le plus sensible (1,8 % par an dans celui de Belmont), la perte est près de quatre fois plus faible (101 contre 386) que celle entraînée par le déficit migratoire. Entre 1954 et 1962, on trouve des taux-records de 2 % par an au centre des Monts-de-la-Madeleine, en dehors de la zone minière de Saint-Priest-Laprugne. Ailleurs, on trouve un taux voisin de 1 % aussi bien dans les cantons agricoles (Semur, Marcigny, La Pacaudière, Perreux, Saint-Germain-Laval) que manufacturiers (Belmont, Saint-Symphorien-de-Lay et Néronde). Entre 1962 et 1968, le solde migratoire est devenu positif dans le canton de Roanne, nul dans ceux de Perreux, Saint-Haon-Le-Châtel, Charlieu et Néronde. Au contraire le déficit migratoire s'est accentué dans les zones d'abandon qui se resserrent : il atteint 1,6 % dans le canton d'Amplepuis, entre 1,4 et 1,1 dans les autres cantons manufacturiers de Chauffailles, Belmont, Thizy et Tarare, 1,3 % dans le canton de Semur(42)

En 1962, les effets de la reprise de la natalité et du ralentissement de l'exode rural dont avaient bénéficié tour à tour campagnes agricoles et manufacturières jusqu'en 1954, persistent encore. Le vieillissement de la population est certes accusé, mais il y a proportionnellement plus de jeunes de moins de vingt ans et moins de personnes âgées de plus de 65 ans, que dans les communes françaises de moins de 1 000 habitants, où ils seront 32,5 et 16,7 % en 1968. On compte en effet plus du tiers de moins de 20 ans et moins de 15 % de plus de 65 ans dans les Monts de Tarare, la vallée de l'Azergues, la plaine et la côte roannaises. On trouve même plus de 36 % de jeunes dans le canton de Monsols et le sud-est des Monts de la Madeleine, de Saint-Martin-la-Sauvété à Saint-Just-en-Chevalet, grâce ici à la présence d'enfants de l'assistance publique. La situation est déjà préoccupante dans les campagnes textiles autour de Panissières, Saint-Just-la-Pendue et Cours : il n'y a plus qu'entre 30 et 32 % de jeunes, mais le pourcentage de

personnes âgées n'est pas excessif (entre 14 et 15 %). Au contraire, elle apparaît fortement compromise avec moins de 30 % de jeunes et plus de 16 % de personnes âgées, et jusqu'à 20 et 25 % dans certaines communes, dans les campagnes manufacturières autour de Chauffailles, Charlieu, Belmont et Lamure, dans le centre des Monts de la Madeleine, le long des gorges de la Loire, dans la chaîne des Mollières, le Brionnais et la partie de Sologne Bourbonnaise (voir figure 27). A l'exception de cette dernière, c'est là que se localisent les 56 communes, dont le solde naturel est négatif entre 1954 et 1962, sur les 180 communes en déclin, ce qui ne fait encore qu'une sur trois. Nous avons vu que le déficit naturel ne représente pas grand chose en valeur absolue. Mis à part le canton du Mayet, le solde naturel oscille entre - 0,1 et + 0,1 % par an dans les sept cantons d'Amplepuis, Semur, Belmont, Chauffailles, Charlieu, Saint-Symphorien-de-Lay et Lamure, qui sont les plus touchés. Le vieillissement explique que le taux de mortalité soit élevé : 14,5 % dans l'arrondissement de Roanne (48) au lieu de 11,1 % en France. Il atteint 17,3 % dans le canton de Chauffailles, 16,9 dans celui de Semur et entre 15,8 et 15,3 dans ceux de Belmont, Charlieu, La Pacaudière, Saint-Germain-Laval, Saint-Symphorien-de-Lay et La Clayette. Au contraire, grâce à un taux de fécondité voisin de la moyenne française, l'écart du taux de natalité de l'arrondissement de Roanne et du taux national est faible : 17,1 % au lieu de 18,5. On trouve même 18,3 % dans le canton de La Pacaudière, 17,4 et 17,7 dans ceux de Monsols et de Chauffailles. On ne peut pas mettre en relation ces taux élevés avec la pratique religieuse, car les deux premiers cantons font exceptionnellement figure de pays de mission dans une région où elle est très forte.

Dix ans d'exode rural dans les campagnes manufacturières, vingt ans dans les campagnes agricoles ont eu raison de ce sursaut de vitalité. Pour la période 1962-1968, 68 communes présentent un solde naturel négatif. Comme pour 23 communes situées dans le voisinage des pôles de développement, en particulier autour de Roanne et de La Clayette, le solde naturel est redevenu positif, il y a eu renversement de tendance pour 30 autres, situées dans les zones textiles en crise et les campagnes

agricoles particulièrement vieilles du plateau de Neulise, des Monts de la Madeleine et du Haut-Beaujolais. Plus de la moitié des cantons ont maintenant un taux d'accroissement naturel négatif ou nul : tous les cantons du Rhône, ceux de Semur, Chauffailles, Belmont et Le Mayet-de-Montagne. Dans le canton de Lamure, homogène dans l'abandon, la détérioration du solde naturel passé de + 0,9 à - 1,7 % est moins due à l'augmentation du taux de mortalité de 14,4 à 14,7 % qu'à l'effondrement du taux de natalité de 15,3 à 13 %. Le fait est général. Dans le canton de Monsols, il est passé de 17,4 à 13,1. Dans douze communes contigües en déclin, des cantons de Belmont, Charlieu, Chauffailles et Monsols le taux de natalité était supérieur à 15 % et le solde naturel positif dans 8 d'entre elles, entre 1954 et 1962. Le solde naturel est partout négatif entre 1962 et 1968 ; le taux de natalité est inférieur à 10 % dans trois communes et compris entre 11,4 et 14,2 dans les neuf autres. La situation paraît irréversible. Peuplées de vieillards et d'adultes âgés, dont beaucoup de célibataires, les zones d'abandon ne pourront alimenter que des courants de migration de plus en plus ténus.

La diminution de population entrave le dynamisme économique. En montagne, on cotoie le minimum en-dessous duquel les équipements collectifs deviennent difficilement rentables. Dans les Monts de la Madeleine, en dehors de la zone minière et des chefs-lieux de canton, la densité est descendue à 17 habitants au km² dans le canton du Mayet-de-Montagne et à 24 dans celui de Saint-Just-en-Chevalet, où elle était de 30 en 1936. On retrouve les mêmes valeurs pour le canton de Monsols, dans le Haut-Beaujolais. Les plaines d'élevage charolais ne sont guère plus favorisées : la densité est tombée de 33,5 et de 38 dans les cantons de La Pacaudière et de Semur-en-Brionnais à 28,5. Certes les campagnes manufacturières restent plus peuplées, avec 60 habitants au km² dans le canton de Belmont et 62 dans celui d'Amplepuis, mais les densités étaient de 78 et 85 en 1936 et encore de 68 et 70 en 1962. Il devient difficile de recruter de la main-d'oeuvre jeune. C'est pratiquement impossible dans le canton de Lamure où la densité n'est plus que de 36,5. Deux usines parfaitement rentables sur les plans technique et commercial ont dû fermer pour cette raison : une teinturerie à Lamure en

1968, une confection d'articles de sports à Grandris, en 1973, qui a été transférée à Orange. A cela s'ajoutent les conséquences sur les comportements. Il faut beaucoup de force de caractère aux jeunes ménages pour construire leur avenir sur place comme agriculteurs ou à la tête d'une petite entreprise. Les initiatives sont difficiles à prendre et à maintenir dans ces communautés étiolées, où le dépeuplement est ressenti comme un échec, quand on est entouré de vieillards nostalgiques du passé, attachés à la tradition et qui conseillent la prudence, et de célibataires souvent sans ambitions ni responsabilités, qui deviennent vite réfractaires à toute nouveauté (49).

c) Roanne, ville de terroir et ville-relais

Roanne apparaît aujourd'hui comme une imposante ville moyenne. Son agglomération rassemble en fait plus de 90 000 habitants, ce qui en fait une tête quelque peu disproportionnée par rapport à sa zone d'influence, qui en a 220 000. Son poids n'a cessé de grandir : de 7 % de la population de l'ensemble étudié en 1866, elle en compte 15 % en 1911, 22 % en 1936, 37 % en 1968. Son développement est lié au dépeuplement du reste de la région. On peut dire qu'elle l'a accentué de deux façons : par son déficit chronique de naissances de 1901 à 1946, par son attraction insuffisante pour maintenir un solde migratoire global positif. Depuis la Libération, Roanne n'est plus l'unique pôle de croissance et l'hémorragie s'est atténuée. Mais elle continue à grossir par déplacement d'une population en léger déclin, sans parvenir à retenir durablement les plus jeunes et les mieux formés des siens.

- un mouvement naturel déficient

Jusqu'au boom du tissage mécanique qui, entre 1871 et 1890, a transformé Roanne en ville-champignon, au même titre que Roubaix ou Le Creusot, l'excédent des naissances sur les décès suffisait à alimenter une croissance modérée, qui la porte à 20 000 habitants en 1871. Depuis lors, on peut évaluer que les 47 000 âmes gagnées par l'agglomération l'ont été par excédent migratoire, le solde naturel se révélant nul. (voir tableau 9).

PART RESPECTIVE DES MOUVEMENTS NATUREL ET MIGRATOIRE DANS L'EVOLUTION
DE LA POPULATION ROANNAISE (50)

Circonscription considérée (51)	Périodes	Variation de la pop.		Mouvement naturel		Mouvement migrat.	
		absolue	en % par an	absolu	% par an	absolu	% par an
Commune	1872-1901	+ 14 864	+ 2,5	+ 2 854	+ 0,5	+ 12 010	+ 2
"	1901-1946	+ 9 617	+ 0,8	- 6 178	- 0,5	+ 15 798	+ 1,3
Agglomération	1901-1954	+ 20 300	+ 0,9			+ 28 000?	
Unité urbaine	1954-1968	+ 11 600	+ 1,2	+ 4 800	+ 0,45	+ 6 400	+ 0,75

De 1872 à 1901, période d'installation massive de jeunes ruraux, le solde naturel a été positif. Le taux de natalité d'abord très élevé, comme on peut l'attendre d'une population où les adultes de moins de 40 ans sont nombreux, s'abaisse rapidement pour être dès 1890 inférieur au taux national. Par contre, le taux de mortalité, longtemps exceptionnellement fort, descend à 18 ‰ entre 1896 et 1900, sous l'effet du rajeunissement, mais aussi de la réduction de la mortalité infantile passée de plus de 20 ‰ en 1886 à 11,4 ‰ en 1905.

TABLEAU 10

COMPARAISON DU MOUVEMENT NATUREL A ROANNE ET EN FRANCE

Périodes	Roanne			Différence avec les taux français		
	N	M	A	N	M	A
1872-1875	30 ‰	29 ‰	+ 1 ‰	+ 4 ‰	+ 5,3 ‰	- 1,3 ‰
1876-1880	29,2	24,7	+ 4,5	+ 4,7	+ 2,1	+ 2,6
1896-1900	20	18	+ 2	- 2,8	- 3	+ 0,2
1906-1910	16,6	20	- 3,4	- 3,4	+ 0,5	- 3,9
1921-1925	17,9	20,9	- 3	- 1,6	+ 3,7	- 5,3
1931-1935	18,7	20	- 1,3	+ 3	+ 4,2	- 1,2
1954-1962(a)	16,1	11,9	+ 4,2	- 2,4	+ 0,3	- 2,7
1962-1968(a)	17,5	11,5	+ 6	- 0,4	+ 0,6	- 1

(a) naissances et décès domiciliés dans l'unité urbaine.

A partir de 1901, le mouvement naturel va évoluer lentement et prendre les caractères qu'il conserve aujourd'hui : faible fécondité et forte mortalité. Il sera négatif jusqu'à la reprise nationale de la natalité, à la Libération. Le faible taux de natalité correspond au fort taux d'activité féminine. L'épouse qui travaille a rarement plus de deux enfants, d'autant plus que l'équipement social est pratiquement inexistant, en dehors de deux crèches, l'une dans une bonneterie, l'autre pour le personnel de l'hôpital. La tradition veut que les enfants soient confiés

aux grands-parents ou à des "nourrices" qui les gardent chez elles. La part très importante de jeunes femmes dans la population fait que le taux de fécondité n'est que de 60 %. ; il est inférieur d'un tiers au taux national, proche nous l'avons vu, de celui du reste de la région. Même en tenant compte au gonflement du nombre de décès enregistrés à l'état-civil par ceux de personnes non domiciliées, à l'hôpital et dans les hospices, le taux de mortalité a toujours été supérieur au taux national, bien que le pourcentage de personnes âgées de plus de 65 ans ne dépasse pas 12 % en 1962. Cela peut provenir de la forte population d'adultes âgés de 45 à 65 ans : on en compte 15 % seulement de moins que d'adultes de 25 à 45 ans, en dépit des classes creuses de la première guerre mondiale. Cela provient surtout d'une surmortalité due aux médiocres conditions d'existence, surmortalité qui s'atténue, mais subsiste néanmoins.

Depuis 1946, le solde naturel est redevenu positif, mais l'accroissement correspondant est moitié moindre (0,45 au lieu de 0,9 % par an entre 1954 et 1968) que celui observé dans les villes françaises de 50 à 100 000 habitants. Sans doute est-il plus favorable dans la périphérie, où les jeunes ménages sont plus nombreux. Le taux de natalité atteint 20,8 % et 18,9 % dans les communes rurales des cantons de Perreux et de Roanne, entre 1962 et 1968. Mais cela ne modifie pas fondamentalement les résultats d'ensemble.

- une croissance alimentée de l'extérieur

Avec un excédent migratoire voisin de 50 000 habitants depuis 1871, pour une population de 80 000 habitants, l'agglomération roannaise se classe, en valeur relative au moins, aux premiers rangs des foyers d'immigration. Un sondage portant sur 7 638 électeurs de Roanne en 1961 montre que 28,7 % d'entre eux seulement sont nés dans la commune et que 45 % sont nés dans sa zone d'influence. La proportion des autochtones augmente dans les électeurs de moins de 30 ans, donc nés à partir de la crise des années trente (52).

Jusque là, mis à part l'épisode de l'Arsenal, l'agglomération conserve la plupart des nouveaux venus et leur origine est étroitement locale. La zone de recrutement quasi exclusive comprend la plaine de Roanne, le Brionnais et la Sologne Bourbonnaise jusqu'à Lapalisse et au-delà ; les montagnes manufacturières de l'est de La Clayette jusqu'à Bussières ; le plateau de Neulise, au moins jusqu'au seuil ; les Monts de la Madeleine, la Montagne Bourbonnaise et même les Bois Noirs. La vague qui a amené un apport extraordinaire de travailleurs de toute la France et de l'étranger, lors de l'ouverture de l'Arsenal, n'a laissé que quelques éléments dans son reflux, dès la fin de la guerre.

Depuis 1930, la mobilité de la population se rapproche de la moyenne française. Entre 1962 et 1968, les changements de domicile concernent près de 30 % de la population métropolitaine. Arrivées et départs s'équilibrent. La région proche fournit encore 51,2 % des nouveaux venus, ce qui reste considérable, compte tenu de sa petitesse. Cependant, le recrutement à l'échelle du pays s'est étendu des fonctionnaires aux cadres moyens et supérieurs et aux ouvriers professionnels. Pour les catégories au niveau de formation moins poussé, il est plus rare et dépend de faits fortuits : un mariage ; un transfert d'usine à l'exemple des Aveyronnais d'Espalion qui forment le noyau primitif des usines BEHA au Coteau ; et aussi le recrutement pour les équipes sportives, qui a souvent fait boule de neige : c'est le cas avec les rugbymen du Sud-Ouest appelés autour de 1955, quand Roanne était champion de France de jeu à XIII.

L'excédent migratoire a diminué au point de ne pas dépasser 2 000 individus, soit un taux de 0,4 % par an, de 1962 à 1968. Encore n'est-il plus assuré pour l'essentiel par les mouvements de population métropolitaine : le sondage au quart de l'I.N.S.E.E. ne donne qu'un excédent de 764 arrivées sur les départs, sur 21 908 personnes qui auraient changé de domicile. En revanche, les étrangers qui étaient 1912 en 1962 sont 3 445 en 1968 et forment 4,5 au lieu de 2,6 % de la population totale ; il faut ajouter les algériens estimés à un millier (53).

L'accélération de leur implantation date de 1960. En 1870, on n'en compte que 125 ; en 1926, ils sont 955, en majorité des polonais, venus répondre au déficit de main-d'oeuvre. En 1960, ils sont 1 600, avec deux colonies d'égale importance, 700 pour chacune, les italiens et les espagnols. On trouve parmi ces derniers de nombreux réfugiés politiques venus entre 36 et 39, comme les juifs d'Europe Centrale. En 1968, il y a 1 150 espagnols, 1 050 italiens, plus de 700 portugais alors qu'ils n'étaient que 20 en 1960, 150 tunisiens et marocains et quelques turcs, dont le nombre a beaucoup augmenté depuis. Les étrangers assurent comme partout les emplois pénibles dans le bâtiment, les teintureries, les tanneries, les tuileries, où ils forment le quart de la main-d'oeuvre. La femme et les enfants suivent le chef de famille, quand il a trouvé un emploi stable. Le fort taux de natalité maintenu dans les colonies les plus récentes explique l'amélioration constatée dans le mouvement naturel de l'agglomération : les naissances étrangères, dont la moitié sont algériennes et portugaises, représentent 15 % des naissances domiciliées.

- des migrations à sens unique de la Région vers la ville-centre

L'apport régional demeure cependant le pilier de la croissance urbaine. Il a pris aujourd'hui des formes diversifiées et ne se limite plus à l'installation de ruraux dans l'agglomération. Ainsi se poursuit la dévitalisation qui semble irrémédiable des zones d'abandon, sans que soit arrêtée l'hémorragie à la fois quantitative et qualitative pour l'ensemble de la région.

* - des formes actuellement plus complexes

La diminution de la population rurale, qui ne vit pas dans la mouvance de la ville, est masquée aujourd'hui par l'étalement de la surface bâtie hors de l'agglomération et par l'augmentation des migrations pendulaires, qui sont passées de 4 000 à 4 500 entre 1962 et 1968. Aussi le recensement de 1968, qui laisse apparaître une atténuation de la

diminution de la population des communes rurales de l'arrondissement, avec un taux annuel de - 0,2 % pour la période 1962-1968, au lieu de - 0,4 % pour 1954-1962, et surtout une atténuation du déficit migratoire réduit à 0,4 % au lieu de 0,7 %, est-il trompeur. L'agglomération tend à englober la vingtaine de villages dont la population a augmenté depuis 1954 (voir figure 23A). Le Grand Roanne, limité aux communes limitrophes à l'est et au sud, se soude au nord à l'unité urbaine de Charlieu et s'étale largement à l'ouest jusqu'à la Côte Roannaise entre Changy et Villemontais, qu'il franchit même pour déborder sur les Monts de la Madeleine à Arcon. Le noyau urbain connaît, de façon modeste certes, le phénomène de "city" : entre 1962 et 1968, malgré 4,5 % d'immeubles en plus, la commune de Roanne a connu un solde migratoire négatif de 320 habitants. Les constructions nouvelles s'établissent au fur et à mesure de la réalisation des travaux de voirie, en particulier d'adduction d'eau. En dehors de la périphérie, la Côte Roannaise, pittoresque et abritée des vents d'ouest, se révèle particulièrement attractive. De 1962 à 1968, on relève 36 résidences principales supplémentaires à Renaison, 30 à Saint-André d'Apchon, 23 à Saint-Alban-les-Eaux, distantes de 12 km du centre de Roanne et même 8 à Arcon, alors que l'on en compte 10 de moins à Briennon à 14 km au nord, une de plus à Neaux à 12 km à l'est et trois de plus à Montagny à 21 km sur la route de Thizy (54). Le mouvement s'accélère depuis 1968. Les recensements complémentaires demandés par les municipalités indiquent qu'au 1er janvier 73, Commelle-Vernay a gagné 339 habitants, soit 37 %, Saint-Vincent-de-Boisset 126, soit 30 %, Mably 1 355, soit 24,2 %, Lentigny 144, soit 16,6 %, et, sur la Côte, Saint-André d'Apchon 231, soit 19 %. A l'extension du Grand-Roanne, se superpose celle de la zone d'origine des travailleurs migrants comme le révèle la confrontation des cartes établies d'après des données de 1956 et de 1968 (55). En 1954, elle correspond au Grand Roanne de 1968. En 1968, elle déborde largement au-delà d'un rayon de vingt kilomètres. Des effectifs non négligeables proviennent des cantons de La Pacaudière, Néronde, Saint-Symphorien-de-Lay et Charlieu. Charlieu, qui l'était déjà en 1954, et Thizy apparaissent en partie au moins comme des communes-dortoirs.

- Un bilan quantitativement lourd.

Entre 1866 et 1968, l'agglomération de Roanne a gagné 50 000 habitants, alors que la population de sa zone de recrutement préférentielle s'est effondrée de 195 000 à 105 000. On constate donc pour la zone d'influence de Roanne (56) une perte absolue de 40 000 habitants, soit 17,5 % en un siècle, alors que la population française augmentait de 22,5 %.

L'on sait bien que l'exode rural, portant avant tout sur les jeunes a contribué à la dégradation du mouvement naturel. Roanne a dû y avoir recours, non seulement pour assurer sa croissance, mais pour maintenir son capital humain. Entre 1901 et 1946, 40 % de l'excédent migratoire, soit 12 500 personnes, ont servi à compenser le déficit du solde naturel. Pour la période actuelle, on peut calculer que l'écart entre les taux de fécondité et de mortalité de Roanne et ceux des villes françaises entre 50 et 100 000 habitants, représente un manque à gagner de 350 et 130, soit près de 500 personnes par an, plus de 12 000 depuis la Libération. L'augmentation de 15 000 habitants depuis 1946, soit 6 000 par accroissement naturel, aurait pu être obtenue sans l'apport de la région proche. Il s'est traduit pour les seules communes rurales de l'arrondissement de Roanne par une perte de 2 000 habitants entre 1954 et 1962 et de près de 3 000 dans les zones d'abandon entre 1962 et 1968.

Le déficit migratoire de la région proche ne se rattrape pas dans l'excédent migratoire de l'agglomération. Ce n'est pas d'hier que beaucoup d'habitants quittent la région directement ou après l'étape de Roanne. Le sondage de l'I.N.S.E.E. sur les migrations définitives dans l'agglomération entre 1962 et 1968 permet d'étudier de façon précise ce dernier type de mouvements (voir tableau II).

TABLEAU 11

- Les migrations définitives au sein de la population métropolitaine dans l'agglomération de ROANNE de 1962 à 1968.

(1) LES FLUX AVEC LES AUTRES REGIONS FRANCAISES

	ARRIVEES	DEPARTS	SOLDE
Communes rurales limit.(a)	4816 (42,6%)	2 532 (23,5%)	+ 2 284
Petites villes limit.(b)	2104 (18,6%)	948 (9 %)	+ 1 156
Région proche	6920 (61,2%)	3 480 (32,5%)	- 3 440
Grandes villes voisines (c)	1320 (11,8%)	2 588 (24,5%)	- 1 268
Régions PARIS, PROV.COTE D'AZUR	688 (6%)	1 436 (13 %)	- 848
Reste FRANCE	2408 (21%)	3 068 (30 %)	- 660
TOTAL	11 336	10 572	+ 764

(a) Arrondissement de ROANNE, Cantons limitrophes Allier et Saône-et-Loire.

(b) Départements de la Loire, Allier, Saône-et-Loire et Rhône.

(c) Agglomérations de LYON, GRENOBLE, et SAINT-ETIENNE.

(2) STRUCTURES SOCIO-PROFESSIONNELLES

SOLDE ARRIVEES-DEPARTS	PROFESSIONS LIBERALES, CADRES MOYENS ET SUPERIEURS, EMPLOYES	OUVRIERS
Communes rurales limit.	+ 284	+ 1 324
Petites villes limitrop.	+ 172	+ 268
Métropoles (a)	- 372	- 320
Reste FRANCE	- 80	+ 78
TOTAL	- 104	+ 1 404

(a) Grandes villes voisines + région parisienne

(3) STRUCTURES PAR AGES

SOLDE ARRIVEES- DEPARTS		% de 15 65 ans	0 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 64 ans	65 et +
Comm.rur.limit.	+2284	18,5 %	+ 452	+ 924	+ 704	+ 228	- 34
Petites villes lim.	+ 964	42,5	+ 374	+ 48	+ 136	+ 264	+ 36
Métropoles	-1688	11	- 172	- 860	- 310	- 290	- 8
Provence-Côte d'Azur	- 492	45	- 136	- 68	- 112	- 92	- 84
Reste FRANCE	- 456	50	- 198	- 76	- 18	- 16	- 80
TOTAL	+ 764	22 %	+ 320	+ 120	+ 400	+ 84	- 160

Source : I.N.S.E.E., Recensement de 1968, sondage au 1/4.

* - Une sélection à rebours

Les migrations se décomposent en deux courants dissymétriques : l'un largement excédentaire entre le Roannais et l'agglomération, avec 61 % des arrivées et 38 % des départs, l'autre largement déficitaire entre l'agglomération et le reste du pays. Des communes rurales du Roannais, viennent une forte majorité de jeunes gens entre 15 et 20 ans et de jeunes adultes. Les quatre cinquièmes d'entre eux occupent des emplois qui ne demandent pas de formation technologique : ils sont le plus souvent ouvriers spécialisés dans le bâtiment et la métallurgie ou routiers, pour les hommes, ouvrières en bonneterie pour les femmes. Les autres, qui ont pu faire des études sont employés, fonctionnaires ou cadres. L'émigration venue des petites villes limitrophes (Charlieu, Marcigny, Lapalisse et les petites villes textiles de Chauffailles à Tarare) en est en quelque sorte le contre-point. On y voit dominer les actifs de plus de 35 ans et par conséquent les enfants, en ce qui concerne la structure par âges ; les cadres, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés sur le plan de la structure professionnelle. Les petites villes jouent à leur mesure, entre leur environnement rural et Roanne, le rôle de relais que Roanne exerce entre sa région et les aires métropolitaines.

Si un tiers des départs se fait vers la région proche, constitués au moins autant de retraités, de roannais qui établissent leur résidence hors de l'agglomération que de jeunes qui reviennent se fixer dans leur pays d'origine, un autre tiers se fait vers les aires métropolitaines. Le déficit est particulièrement accusé avec Lyon (608 arrivées pour 1 556 départs) et Grenoble (8 arrivées pour 220 départs). Il s'agit pour plus de la moitié de jeunes entre 15 et 24 ans. Munis de diplômes, ils vont exercer dans le tertiaire supérieur, les bureaux ou la maîtrise, les fonctions pour lesquelles ils ne trouvent pas de débouchés sur place. Aussi nombreux sont les techniciens et ouvriers professionnels, qui partent après le C.A.P. ou une formation "sur le tas", attirés par les possibilités d'emploi et les salaires supérieurs. Alors que les roannais de vieille souche dominant dans la première catégorie, la seconde est surtout constituée

de fils de ruraux venus à Roanne travailler dans la métallurgie et qui sortent des collèges et lycées techniques. Les échanges avec le reste de la France sont plus équilibrés, car les mutations de fonctionnaires et de cadres y tiennent une place importante. On observe cependant un déficit d'actifs d'âge mûr et de cadres et un excédent de jeunes et d'ouvriers. (57)

En résumé, Roanne recrute des ouvriers spécialisés et retient mal les actifs dotés d'une formation technologique et supérieure. Roanne vide sa région de la population la plus jeune et la plus qualifiée et envoie vers les métropoles beaucoup de ses éléments les plus jeunes et les mieux formés. La population vieillit et son niveau de qualification professionnelle s'éloigne de plus en plus de la moyenne nationale. Bref, la région de Roanne s'anémie.

NOTES CHAPITRE III, D,2. LE DEPEUPLEMENT RURAL ET LE PARASITISME
DEMOGRAPHIQUE DE L'AGGLOMERATION ROANNAISE

- (28) Roger CAILLOT (48), La Région Roannaise, 1958, voir en particulier le chapitre sur "les structures démographiques essentielles", p. 7-18 et ici, le tableau p. 9. Sur les limites de la Région Roannaise dans cette étude, voir note 7, p. 253.
- (29) Ibid, p. 14. La "zone d'emploi" du Mayet de Montagne comprend le canton du même nom et cinq communes du nord des Monts de la Madeleine, Arcon, Les Noes, Saint-Bonnet-des-Quarts et Arfeuilles.
- (30) Roger DAILLE (8), Enquêtes et pastorale, p. 89.
- (31) Le déficit particulièrement accentué de population féminine, entre 15 et 19 ans, dans ce canton (tableau 4), ne se retrouve pas dans les autres cantons du même type, comme Saint-Symphorien-de-Lay, Chauffailles et Belmont.
- (32) Roger CAILLOT (48), p. 12.
- (33) Roger DAILLE (8), p. 92.
- (34) On a rapporté le nombre de naissances entre 1954 et 1962 au nombre de femmes âgées de 15 à 49 ans en 1962, à défaut de la moyenne au cours de cette période. Nous l'avons cependant utilisée pour l'agglomération de Roanne, afin d'éviter de trop fortes distorsions. Pour la tranche d'âges de 45 à 49 ans, on a pris la moitié de la tranche d'âges de 45 à 54 ans, ce qui donne un taux inférieur à la réalité, car les femmes âgées de 45 à 49 ans, nées pendant la première guerre mondiale, sont moins nombreuses que celles nées entre 1907 et 1912. La répartition par âges est tirée du tableau VI des fascicules départementaux de l'I.N.S.E.E. (36).
- (35) Voir figures 13 et 14
- (36) Gilbert GARRIER (149), Paysans du Beaujolais et du Lyonnais, le renoncement démographique (1850-1914, tome I) p. 461-481 et le tableau XL, tome II. On y trouve le mouvement naturel de quelques communes-échantillons des Monts de Tarare et des Monts du Beaujolais : Tarare, Saint-Just-la-Pendue, Joux, Saint-Appolinaire, Chênelette et Ranchal.
- (37) Claude CRETIN, Montagny (107), compte rendu in Maurice Le Lannou "Le démenagement du territoire", Paris, Le Seuil, 1967, 249 p., princ. p. 69-74.
Montagny, Coutouvre et Saint-Victor-sur-Rhins, grâce à leur importante usine de cotonne, ont connu un maximum secondaire entre 1896 et 1901. Au moment de la prospérité, les municipalités se préoccupent de donner au bourg un aspect urbain, dont témoignent les places, la fontaine monumentale et les trottoirs.

- (38) Claudette VINCENT-BARDOLLET (134), La vie agricole en Brionnais de 1850 à 1903, p. 102.
- (39) La pyramide des âges de Tarare en 1851 montre un net excédent de femmes entre 20 et 30 ans. Dans Gilbert GARRIER (149), tome II, planche XII, p. 160.
- (40) Gilbert GARRIER (149), tome I, p. 630.
- (41) Jean-Paul PAYANT, Dossier de recherche démographique, Thizy de 1860 à 1914, 37 p. dactylogr., 20 p. de documents et graphiques.
- (42) Gilbert GARRIER (149), tome I, p. 634.
- (43) Pour les communes du Rhône, Gilbert GARRIER (149), tableau LII, tome II, p. 138-139.
- (44) Gilbert GARRIER (149), tome I, p. 474-477.
- (45) Docteur LHERITIER, Historique, p. 180-181, in Cours et sa région (103), 1926.
- (46) I.N.S.E.E., Recensement de 1968, Loire (37), Rhône (37) et Saône-et-Loire (37). L'unité urbaine de Roanne comprend en plus des communes de Roanne, Riorges, Le Coteau, Mably, comprises dans l'agglomération de 1962, Villereest, Pouilly-les-Nonains et Saint-Léger-sur-Roanne.

L'unité urbaine de Charlieu englobe Chandon et celle de Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Nizier-sous-Charlieu. L'unité urbaine de Thizy comprend Thizy, Bourg-de-Thizy, mais aussi Marnand.

L'unité urbaine de Pontcharra-sur-Turdine, comprend Saint-Forgeux.

L'unité urbaine de La Clayette comprend Baudemont.

Les autres unités urbaines ne comportent que la ville-centre.

On peut faire des réserves sur les limites retenues, ^{amérique} ~~et~~ sur la distinction entre les agglomérations de Charlieu et de Pouilly d'une part, de Tarare et de Pontcharra d'autre part, qui à notre avis, n'en font qu'une.

- (47) La population *légal*e, prise en compte pour les aides de l'^etat aux communes, comprend la population *comptée à part* (ou des ménages collectifs : internats, casernes, couvents...) et la population *municipale* (ou des ménages ordinaires), qui, depuis la définition de 1962, inclut les membres de la famille temporairement absents, comme les élèves internes et les soldats du contingent. Ces *doubles-comptes* ne sont pas recensés dans la population *totale* de la commune où est situé le ménage collectif.

- (48) Sauf notification particulière, les résultats par canton et arrondissement sont donnés pour l'ensemble des communes rurales, c'est-à-dire le cas échéant, à l'exclusion des unités urbaines définies par l'I.N.S.E.E. pour le recensement de 1968. Ils donnent une image atténuée de la réalité, car les communes rurales influencées par les pôles de croissance sont comptabilisées.
- (49) Roger DAILLE (8), p. 45-100.
- (50) La difficulté de distinguer les naissances et les décès domiciliés dans les naissances et décès enregistrés par l'état-civil, qui englobent en plus forte proportion que par le passé, les accouchements et les décès dans les cliniques et au Centre Hospitalier, de personnes habitant hors de l'agglomération, ne permet pas de donner la décomposition du mouvement de la population entre 1946 et 1954. D'autre part, on n'a pas relevé le mouvement naturel dans les communes de banlieue, comme on l'a fait à Roanne. Si on leur applique les taux de la commune-centre, on peut évaluer l'excédent migratoire de Riorges, Mably et Le Coteau à une fois et demie l'augmentation de population, qui a été de 7 000 entre 1901 (8 725 hab.) et 1946 (15 738 hab.), soit 10 000 environ. Entre 1946 et 1954, calculé sur la base des deux tiers de l'augmentation de population, on peut l'évaluer à 2 500 pour l'ensemble de l'agglomération.
- (51) L'agglomération (définition I.N.S.E.E. 1962) comprend les communes de Roanne, Le Coteau, Riorges et Mably. Pour l'unité urbaine (définition I.N.S.E.E. 1968), voir note 46.
- (52) J. WAZ⁽¹²⁷⁾ Géographie sociale de Roanne, juin 1962, D.E.S., I.E.R., 76 p., princ. p. 18.
- (53) Michèle SANDILLON⁽¹²⁵⁾ Les étrangers dans l'agglomération roannaise, D.E.S., I.E.R., déc. 1969, 102 p., princ. p. 4-15.
- (54) I.N.S.E.E. (37), Recensement de 1968, Loire, population légale et statistiques complémentaires.
- (55) Robert CAILLOT (48), carte n° 20.
et A.S.D.A.R. (60), Livre blanc, p. 12.
- (56) Elle se confond avec les circonscriptions administratives suivantes : arrondissement de Roanne, les quatre cantons de Saône-et-Loire, les cantons de Thizy et d'Amplepuis et le canton du Mayet-de-Montagne.
- (57) Notons l'existence d'un courant non négligeable de personnes âgées, qui vont prendre leur retraite dans le Midi. Le courant continue la tradition des riches industriels qui, dès le début du siècle, avaient une résidence sur la Côte d'Azur.

3.- LA PERMANENCE D'UN ENVIRONNEMENT ARCHAÏQUE

Les étudiants de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, venus en 1971-1972 étudier Roanne en tant que prototype de ville moyenne, n'ont pu cacher leur étonnement de se trouver en face d'un monde qu'ils croyaient disparu depuis longtemps. "Le cadre bâti est encore marqué dans des quartiers entiers, qui ne paraissent pas avoir changé autrement qu'en vieillissant, par l'imbrication de logements ouvriers et d'ateliers datant du début du siècle. Cette ville continuerait-elle à vivre pour l'essentiel dans un cadre presque inchangé, sur un mode qui lui a valu son expansion passée ? La lecture de son journal, les activités caractéristiques du théâtre municipal ou des nombreuses sociétés locales, le type de relations patronat-ouvrier dans la plupart des petites et moyennes entreprises contribueraient à le faire croire". Ils ont été frappés aussi par "l'absence de bulletin local de partis de gauche à parution régulière... dans cette ville fortement ouvrière" et par "la survivance jusqu'à une période récente tant au niveau des associations sociales ou culturelles que du débat politique, du traditionnel clivage entre laïcs et confessionnels" (1). On peut penser que ces étudiants, originaires d'une des villes françaises qui ont le mieux assumé la modernité, auraient été plus surpris encore, s'ils avaient séjourné dans une petite ville textile ou à la campagne.

Le décalage, dont les autochtones n'ont pas encore conscience avant la crise de 1965, vient bien sûr de l'arrêt de l'évolution économique et de la cristallisation des mentalités sur le mythe passéiste, pendant les trois quarts de siècle de stagnation. Cela a renforcé les comportements hérités d'origines rurales encore proches. La substitution progressive des industries rénovées et spontanées aux vieilles industries, l'apparition de pôles de développement au milieu de campagnes en voie d'abandon et de zones textiles en déclin que l'on constate depuis 1954 n'ont pas entraîné le renouvellement des conceptions d'ensemble, tant pour l'économie régionale que pour la gestion des collectivités locales.

a) Un milieu rural ?

On pourrait citer à profusion des exemples qui témoignent du retard du cadre bâti et des équipements collectifs. Le Roannais est un beau terrain pour l'archéologie industrielle. Les usines bâties comme des maisons, des châteaux ou des églises, souvent antérieures au Second Empire, abondent et beaucoup d'entre elles sont toujours en activité en 1965. Le parc des machines ne s'était guère renouvelé. Le "grand couvert", du nom de l'immense toit à quatre pans en tuiles romaines, a longtemps suffi pour abriter sous sa solide charpente, récoltes, bêtes et gens (2). On a déjà signalé l'ancienneté des logements tant à la campagne qu'à la ville (voir fig. ²³). La plupart de ceux-ci sont devenus des taudis surpeuplés. Une enquête effectuée à Tarare en 1954 établit que sur les 4 077 logements, 1 250 sont à démolir et à reconstruire, 600 peuvent se prêter à une restauration de fond en comble, 1 450 sont susceptibles d'être améliorés et 777 seulement présentent des qualités d'habitabilité suffisante (3). A Roanne, 35 % des habitants vivent en état de surpeuplement accentué. On n'a pas remédié à l'absence d'urbanisme qui a présidé à la croissance anarchique des villes textiles à l'époque de la prospérité. Le chroniqueur roannais de 1913, qui voyait s'esquisser "un centre de grande ville" à la faveur de l'élargissement de la Rue Nationale (4), l'aurait retrouvé inchangé. On aura une idée de l'état de la voirie à la Libération par ce rapport des services municipaux. "En 1944, la ville ne disposait que de seize kilomètres d'égouts anciens, les eaux usées circulaient à même les caniveaux ; 8 km. environ de rues pavées, les autres voies étaient en terre battue ; 300 foyers d'éclairage public, dont 159 becs de gaz ; un réseau d'eau à la limite de ses possibilités de distribution". On imagine l'état des équipements collectifs dans les villes mortes de la Côte et les centres textiles. L'inventaire des exploitations agricoles, entrepris en 1964 par la Chambre d'Agriculture de la Loire, permet de connaître la situation des campagnes. Dans le canton de PERREUX par exemple, 52 % des 508 exploitations ont un chemin d'accès goudronné ou empierré en excellent état, 26 % un chemin médiocre et 23 % mauvais. L'état d'ensemble est jugé "bon, compte tenu de la dispersion". 46 % des exploitations n'ont pas l'eau courante

dans la maison d'habitation, 20 % ont un branchement collectif et 34 % un branchement individuel, insuffisant pour le tiers d'entre eux. Toutes les exploitations ont l'électricité, mais 35 % n'ont que la lumière sans avoir la force. Quant au téléphone, pour le canton de Charlieu, 17 % des exploitants l'ont chez eux dans la plaine et 7 % dans les communes des Monts du Beaujolais. Un exploitant sur deux dans la plaine et trois sur quatre en montagne n'en disposent qu'à plus de cinq minutes de leur domicile (5).

Le retard des équipements collectifs rejoint les déséquilibres observés précédemment dans les structures socio-économiques. Elles sont caractérisées par l'insuffisance du secteur tertiaire et en particulier du tertiaire supérieur, la faiblesse du niveau scolaire et de la qualification professionnelle, la faiblesse des salaires et des revenus. Tout cela concourt à la médiocrité des conditions de vie. Le degré de confort du logement, tel qu'il apparaît dans les recensements de l'I.N.S.E.E., offre un bon critère quantitatif. Le minimum retenu repose sur des exigences qui paraissent modestes : construction en dur, eau courante, cuisine et cabinets d'aisances à l'intérieur. En 1962, si l'on considère les communes rurales, moins de 7 % des logements y répondent dans six cantons, moins de 13 % dans dix autres cantons et entre 17 et 22 % dans les trois cantons manufacturiers du Haut-Beaujolais. La situation apparaît meilleure dans les villes, mais elle n'est jamais satisfaisante : 28 % à Tarare, 31,4 % à Roanne, entre 18 % à Bourg-de-Thizy et 33,2 % à Chauffailles pour les petits centres textiles. Les pourcentages sont fort éloignés de ceux observés dans l'agglomération lyonnaise (61,3 %), si bien que la position de Roanne et des petites villes de la région apparaît plus proche de celle des campagnes que de celle des villes métropolitaines : 12,7 points de mieux à Roanne que la moyenne des communes rurales du Rhône, mais 30 points de moins qu'à Lyon (voir figure 30). Or nous avons trouvé des rapports semblables pour tous les critères rappelés ci-dessus.

Les inégalités de développement se manifestent dans le mouvement migratoire qui, nous l'avons vu, tend à entraîner hors de la région les éléments les plus jeunes et les plus qualifiés. Ceux qui quittent le village ou la petite ville pour Roanne et Roanne pour les métropoles

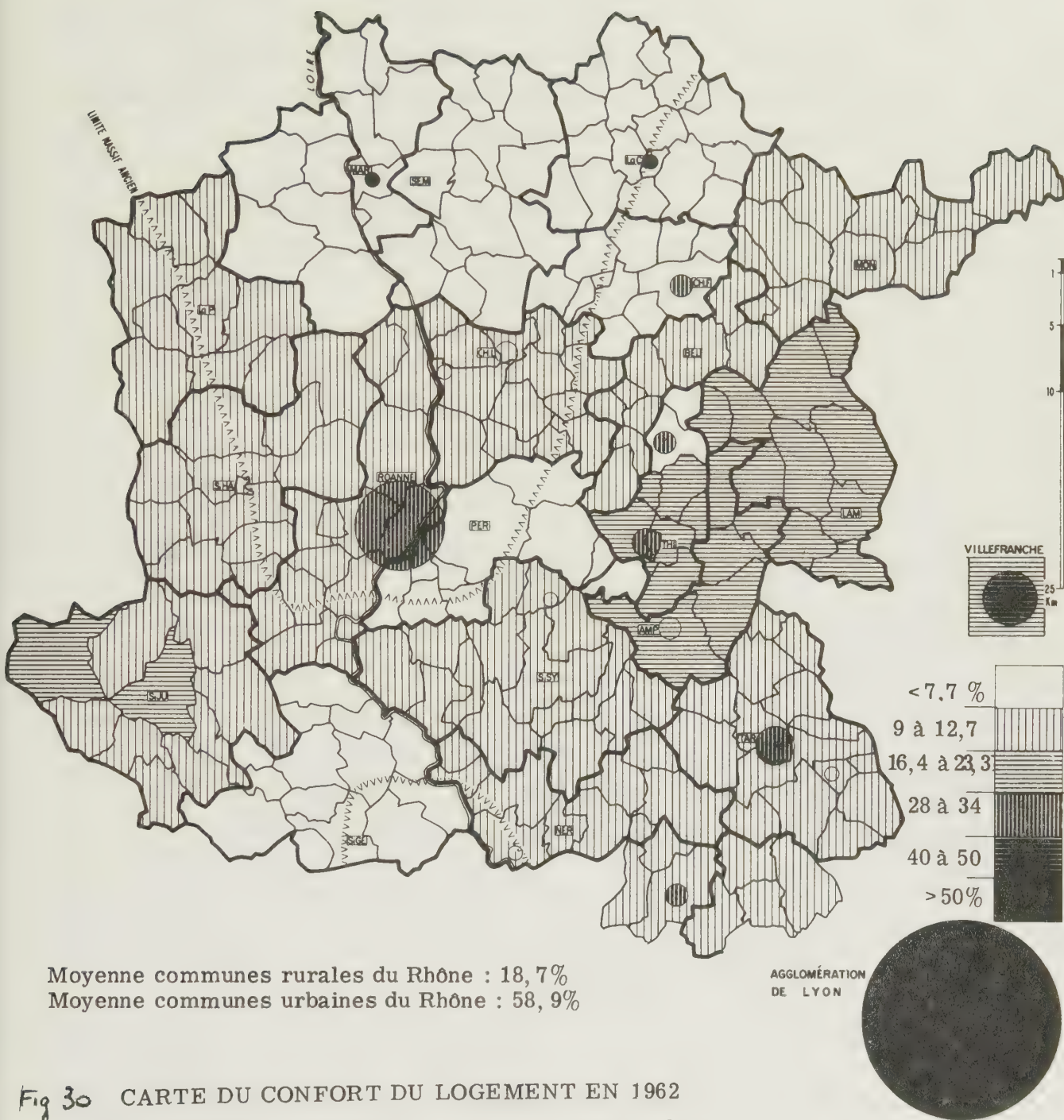


Fig 30 CARTE DU CONFORT DU LOGEMENT EN 1962

Pourcentage des logements ordinaires disposant des éléments minimum de confort définis par l'INSEE.

n'ont pas encore eu accès véritablement à la société de consommation. Le jeune ménage de Tarare cherche à gagner Lyon après le second enfant, pour accéder à des salaires plus élevés et parvenir au minimum de ressources qui paraît indispensable. Les jeunes d'Amplepuis et de Charlieu, parce qu'ils ne trouvent pas sur place les loisirs ou les possibilités de formation qu'ils souhaitent, ont envers l'habitant de Roanne, plus présent à leur yeux que le lyonnais, le complexe d'infériorité du paysan. Les insuffisances quantitatives prennent valeur qualitative et l'emportent lors du choix, sur les inconvénients que les gens aisés et cultivés découvrent à la grande ville polluée, trépidante et dépersonnalisante. Ce n'est pas encore le cas de Roanne, comme l'analyse fort bien ce passage du Livre Blanc. "La conscience des habitants d'appartenir à une société urbaine se manifeste peu. L'agglomération, de taille encore restreinte, reste intégrée à une région rurale, qui marque encore fortement le mode de vie. Il est encore facile, physiquement et psychologiquement d'échapper à la ville. La population tient apparemment à conserver cette possibilité dont elle a traditionnellement la pratique. On le constate dans le goût pour la maison individuelle qui constitue 30 % des logements récents, soit le double de la proportion enregistrée dans le département du Rhône. On le constate encore dans l'utilisation des deux roues pour se rendre à son travail, alors que le taux de motorisation des ménages est le même qu'ailleurs. Enfin le peu d'attractivité du centre, dès lors qu'il ne s'agit plus d'y satisfaire les besoins d'achat, l'empêche d'être appréhendé et vécu comme tel" (6).

Ainsi est-on fondé à dire que la région de Roanne et le Beaujolais textile s'apparentent à un milieu rural. Sans doute ne font-ils pas partie du monde rural, qui se définit par l'absence de villes, la faible densité de l'activité humaine, la prépondérance de l'agriculture. Cependant, les structures socio-professionnelles, l'état des infrastructures et des équipements collectifs, les conditions de vie apparentant l'ensemble de la région étudiée au monde rural. En fait, cette correspondance ne lui est pas particulière, mais caractérise la province, opposée aux zones métropolitaines.

L'étonnant est que jusqu'à la crise de 1965, la prise de conscience du décalage ne se soit pas faite. Au contraire, l'immobilisme et l'auto-satisfaction l'emportent, au point que l'image présentée à l'autorité préfectorale soit celle de "régions sans problèmes". Cela peut s'expliquer, pour la masse de la population, par le conditionnement du comportement rural et aussi par le découragement lié à la succession des crises, qui conduit à une sorte de fatalisme. Au niveau des représentants des intérêts économiques et des collectivités locales, cela vient du maintien en place de responsables imprégnés de malthusianisme et de particularisme.

b- Le pouvoir économique conservé par les vieilles familles du textile.

Les cotonniers continuent de dominer les Chambres de Commerce. Le représentant d'un grand tissage est président de celle de Roanne jusqu'en 1964 et un petit industriel de Cublize dirige celle de Tarare. Leur influence survit à leur déclin. Ils continuent à incarner la prospérité de la région. "C'est une hiérarchie moins industrielle que sociale :

les bonnetiers ne cotent pas auprès des financiers et des fournisseurs comme les cotonniers" écrit Jean Labasse en 1954 (7). Et puis ils peuvent se prévaloir de la croissance économique continue depuis la Libération. Avec eux, la bourgeoisie industrielle se présente comme garante de l'avenir économique et c'est aux Assemblées Générales de la Chambre de Commerce que sont entérinées, en présence du maire et du sous-préfet, les résolutions destinées à l'assurer. Enfin les cotonniers sont les arbitres entre les deux composantes du nouveau patronat : les bonnetiers qui ont intérêt à voir s'installer des entreprises venues de l'extérieur, à fort emploi masculin, pour remédier à l'insuffisance de main d'oeuvre féminine et les métallurgistes qui n'y tiennent pas, car ils craignent une concurrence qui gênerait leur recrutement.

Il n'est donc pas étonnant que les Chambres de Commerce ne fassent guère preuve de dynamisme novateur. Les délibérations portent largement sur des revendications corporatives : politique du crédit, réforme de la

taxe sur le chiffre d'affaires, demandes de compensation face aux difficultés de conjoncture généralement amplifiées. Lorsqu'on évoque la modernisation, une attitude de fermeture de la région sur elle-même prévaut. Si on n'ose déplorer publiquement que Roanne ne soit pas la préfecture d'un département qui coïnciderait avec sa zone d'influence, beaucoup pensent que ce serait la clé de bien des maux. Mais on ne s'interroge pas sur le déséquilibre croissant avec les équipements dont bénéficient les métropoles. Le conservatisme s'exprime particulièrement au sujet de la desserte par les moyens de communications modernes et de l'implantation d'industries extérieures.

Certes la question des transports préoccupe la Compagnie. Mais il ne semble pas que la situation soit jugée grave et le mot d'enclavement n'est pas prononcé. Surtout l'attention paraît polarisée par le canal au détriment de la route. Sans doute la voie d'eau a-t-elle eu le rôle historique que l'on sait dans la croissance de la ville et a permis la fixation d'industries lourdes et semi-lourdes, mais on pouvait prévoir que la fermeture annoncée des mines de charbon du bassin du Creusot amènerait l'effondrement du trafic. Pourtant de nombreuses études et concertations lui sont consacrées. Le 23 octobre 1967 encore, pour la préparation du 5ième plan, alors que le sous-préfet s'était borné à rappeler le faible tirant d'eau et la vétusté des installations, la Compagnie fait inscrire dans les propositions l'approfondissement du canal et le réaménagement portuaire, justifiés à ses yeux par les projets de réalisation d'une liaison navigable Paris-Lyon par le canal du Centre. Par contre, il ne semble pas que le projet de liaison de premier ordre Genève-Lyon-Atlantique, avec autoroute entre Lyon et Roanne (8) ait vraiment été examiné et considéré comme un objectif prioritaire. Pourtant, avec un tracé différent de la R.N.7, elle aurait présenté l'avantage supplémentaire de débloquer la zone de Thizy (9). En 1969, la décision de mise en chantier de l'autoroute Lyon-Clermont-Ferrand par Saint-Etienne, Feurs, Noirétable et Thiers passe pratiquement inaperçue et on se borne à rappeler le voeu de voir accélérée la transformation de la R.N.7 en voie express (10).

L'implantation d'industries extérieures a été à la fois le point le plus controversé et le plus secret, ce qui explique la floraison de versions voire de potins contradictoires, qui sont cependant des jalons utiles quand on s'efforce de reconstituer des faits. La région a encore une bonne image de marque dans les années 55, car elle apparaît comme riche d'une main d'oeuvre expérimentée et bien desservie en voies de communications. Mais toutes les propositions se heurtent à la réserve du patronat en place, soucieux de ne pas voir monter les salaires et de conserver une main d'oeuvre qui, à son avis, suffit à peine aux besoins locaux. Les négociations entreprises par Berliet en 1955, pour installer à Tarare une usine de pièces détachées échouent, à cause du refus du principal groupe de teinturerie de céder les terrains plats qu'il possède sur la partie amont de la vallée de la Turdine, du viaduc au pied de la montagne. On dit que, par la suite, Berliet porta ses recherches autour de Thizy, mais sans plus de succès. En 1957, Tréca transfère dans une usine désaffectée du "Grand Creux" à Bourg-de-Thizy, l'unité de literie industrielle créée à Lyon en 1947 et qui était trop à l'étroit pour se développer. A Roanne, aucune offre n'aboutit : on cite, à peu près au même moment, Michelin et, à coup sûr, Remington, qui finit par s'établir dans la banlieue lyonnaise...pour, il est vrai, faire faillite quelques années après. Par la suite, la Télémécanique prit des contacts en 1963. Le manque d'empressement constaté aurait fait pencher la balance en faveur d'une autre localisation envisagée, ce qui donna lieu à une question écrite à la Chambre de Commerce (10). Alors qu'en 1961, la diligence du maire du Coteau emporte la décision du groupe belge de tréfilerie Bekaerts, qui hésitait entre Roanne et Loudun pour implanter une unité de sièges métalliques, l'usine Beka-France, qui compte près de 600 ouvriers en 1974.

Il devenait indispensable dans les années 60 de présenter des structures d'accueil. L'aménagement de zones industrielles ne fut pas examiné, avant qu'un décret de décembre 1958 n'eût obligé les villes d'une certaine importance à présenter un plan d'urbanisme et leur réalisation ne fut vraiment poussée qu'à la suite de la crise de 1965. A Tarare, les initiatives sont prises par la municipalité et les contraintes naturelles pèsent très lourd. Le problème le plus épineux est celui de l'eau. Le barrage de Joux ne suffit plus à assurer les besoins de la

population et de l'industrie. La solution est obtenue par la surélévation du barrage en 1954 et, en 1958, le recours aux nappes de la Saône pour assurer l'eau nécessaire aux ménages pendant les périodes de sécheresse. Sans parler de la polémique entre "pompiques" et "barragistes", un conflit oppose en permanence la municipalité aux gros utilisateurs d'eau que sont les transformateurs. Ces derniers ont cherché en effet à limiter leur part dans les dépenses considérables entraînées par ces travaux et la construction d'une station d'épuration achevée en 1968. Le Plan d'urbanisme de 1966 prévoit des zones industrielles sur les rares espaces plats limités pour l'essentiel à l'étroite vallée de la Turdine. On a vu qu'à l'amont, ils appartiennent à un groupe qui ne veut pas s'en dessaisir. A l'aval, une zone industrielle de 12 hectares est établie non sans peine, grâce à des terrains laissés par la commune de Saint-Loup, à la suite d'une procédure d'exterritorialité. Elle ne sera totalement viabilisée qu'en 1969. Les terrains plats sont sur le plateau de Sarcey, mais la collaboration est difficile avec les communes périphériques, qui ne peuvent assurer seules les dépenses d'infrastructure, mais qui se méfient de la ville-centre (11).

A Roanne, les terrasses de la Loire sont facilement aménageables, mais les zones industrielles n'apparaissent pas comme un besoin (12), car les affaires de bonneterie et de métallurgie qui se créent trouvent des locaux disponibles et des terrains à construire dans les faubourgs, où les jardins maraîchers occupent une place considérable. Le plan d'urbanisme, déposé en 1966, prévoit 122 hectares répartis en quatre zones réalisables à assez court terme, ce qui est relativement faible car le Ministère de la Construction compte une moyenne de 50 emplois par hectares, et 250 hectares en zone d'aménagement différé. En 1965, seule la zone du Coteau a reçu un début d'aménagement et a accueilli une entreprise extérieure importante. Avec elle, deux autres zones, Arsenal-Sud et Riorges-Beauceuil, ont fait l'objet d'études préparatoires à la déclaration d'utilité publique, pour une surface qui ne dépasse pas 57 hectares (13). A la veille de la crise, les réalisations avaient donc peu avancé. La question des implantations extérieures n'en est pas moins posée et divise les responsables. Appuyés sur les métallurgistes, les cotonniers

conseillent aux bonnetiers d'établir les nouveaux ateliers hors de l'agglomération, pour ne pas avoir à créer les emplois masculins correspondants, et la Chambre de Commerce se déclare prête à favoriser les installations en zone rurale en aidant la construction de logements neufs (14). Cette position trouve sa justification dans les études commandées par le Groupe de Travail Roannais à l'équipe d'Economie et Humanisme (15). Elles conseillent la déconcentration de l'économie roannaise vers sa région, pour bloquer la désertification de l'arrière-pays et retrouver un nouvel équilibre villes-campagnes. Le rapport confié au CRESAL en 1963 conclut certes à l'intérêt d'implanter dans l'agglomération des industries de main d'oeuvre masculine et de haute technicité, mais en petites et moyennes unités. Pour en avoir le contrôle, la Chambre de Commerce revendique la maîtrise d'oeuvre des zones industrielles. Le maire de Roanne s'y refuse pour celles situées sur sa commune, car il craint une attitude dilatoire de la Chambre envers les offres extérieures. Il aurait souhaité aussi que leur gestion appartienne aux municipalités de l'agglomération, si elles avaient accepté de fusionner (16).

c) Les premiers efforts de modernisation entrepris par les collectivités locales.

L'entre-deux-guerres avait été caractérisé par une "sage" gestion des collectivités locales, soucieuse de conserver au mieux le patrimoine public et de présenter des budgets en équilibre sans augmentation des centimes additionnels ni endettement. Ces règles d'or étaient respectées aussi bien par les municipalités socialistes ou radicales de Roanne (17), des petites villes textiles et des bourgs de la Côte, que par les municipalités conservatrices des bourgs de la montagne et des villages, en accord avec l'opinion publique. La Libération n'apporte pas de changements décisifs, sans compter que jusqu'en 1954, les difficultés de l'après-guerre se prêtent mal aux grandes réalisations. La gauche qui a repris le contrôle de ses fiefs, est restée fidèle à la gestion traditionnelle. A Roanne, tant qu'elle domine le conseil municipal, la dette ne dépasse pas les dépenses d'investissement réduites au cinquième du budget et les centimes additionnels sont restés stables de 1948 à 1953 (18). De nouvelles conceptions sont apportées par quelques personnali-

tés issues de la Résistance comme Joseph Rivière, qui devient maire M.R.P. de Tarare en 1947 ; dans la Loire elles viennent souvent de l'U.D.S.R., dans le sillage de Claudius Petit, maire de Firminy. C'est le cas de Paul Pillet, qui fut membre de son cabinet au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme. Elu adjoint au logement en 1953 et maire de Roanne en 1957, il fit doubler le nombre des centimes additionnels de 1953 à 1957 et une nouvelle fois de 1958 à 1961. En 1963, 64 et 65, les investissements dépassent les dépenses de fonctionnement. La dette a été multipliée par six entre 1957 et 1965. Encore les possibilités d'emprunt ont été limitées, car elles sont liées aux subventions, que l'Etat et le Conseil Général accordent alors en priorité au sud du département. On voit que le mouvement commence par les villes les plus importantes. Il s'étendit par la suite à quelques petites villes, où des patrons du textile comprirent la nécessité de la modernisation, comme à Saint-Germain-Laval dès 1953 et à Amplepuis, où les premières H.L.M. se heurtèrent en 1962 au scepticisme général. Dans quelques villages, des agriculteurs passés par la Jeunesse Agricole Chrétienne furent choisis : ainsi, le jeune président du Centre d'Etudes Techniques Agricoles à Saint-Martin-la-Sauveté en 1959 et le secrétaire de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles à Coutouvre en 1961. Mais la véritable prise de conscience des transformations nécessaires ne se généralisera qu'après la crise.

Si bien qu'en 1954 et, souvent encore en 1964, les conditions de vie sont proches de celles de 1934. Bourgs et villes ont conservé l'aspect hérité des dernières années de la prospérité, il y a un siècle pour la mousseline, un demi-siècle pour la cotonne. Les quartiers vétustes subsistent ; les rues étroites se prêtent mal à la circulation moderne ; les équipements collectifs sont insuffisants, en particulier pour l'enseignement secondaire. Les efforts menés par les municipalités les plus entreprenantes n'ont pas encore en 1965 modifié profondément le cadre urbain. Tarare n'est pas encore sortie de l'étroite vallée de la Turdine, bien que 600 logements, dont 400 en H.L.M., aient été construits de 1954 à 1966, soit 15 % du patrimoine bâti de 1954 (3). La solution du problème de l'eau a eu la priorité, aussi la vieille école

Fig. 31A- ÉVOLUTION DES FINANCES COMMUNALES DE ROANNE DE 1945 A 1972

en millions de francs

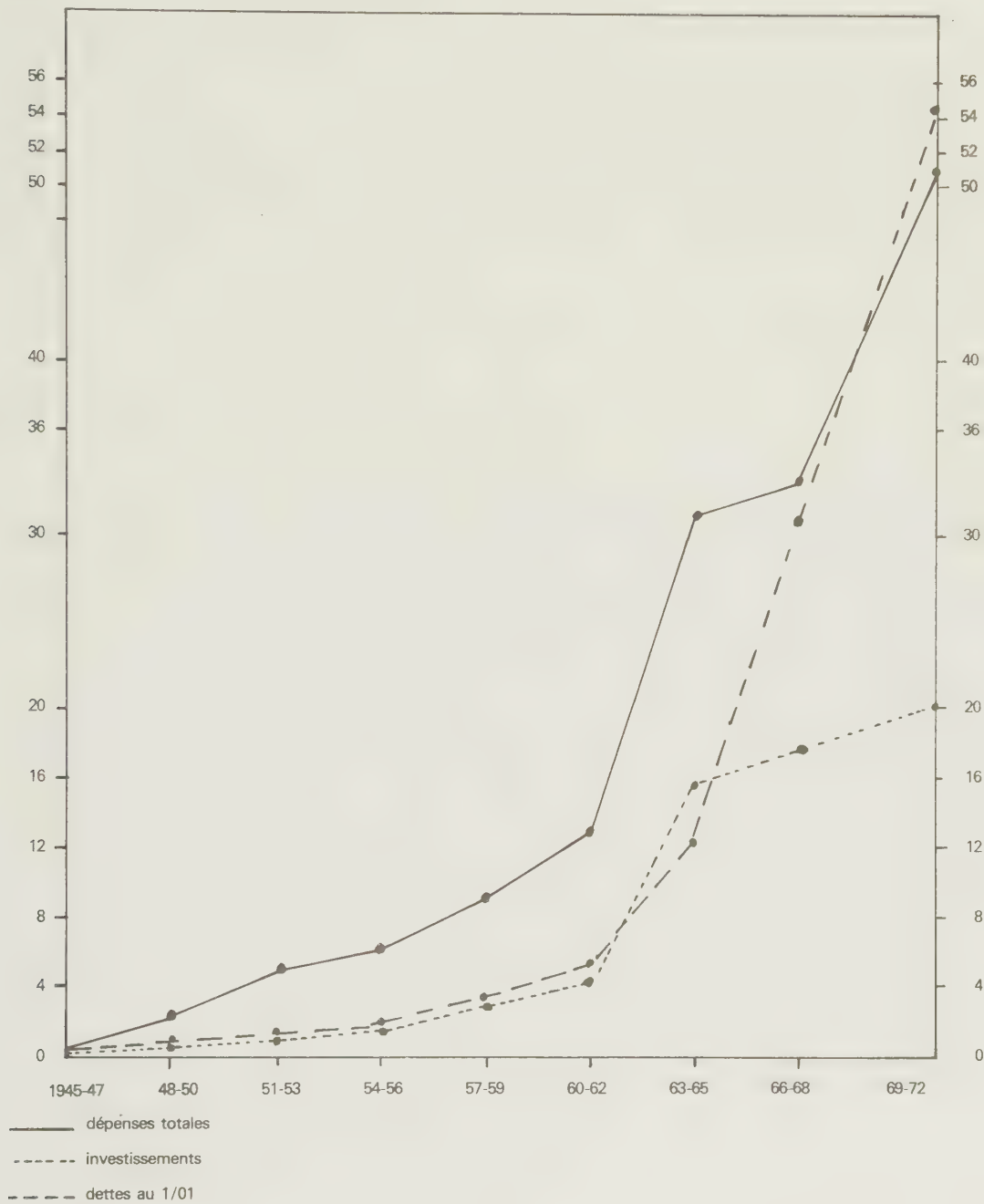
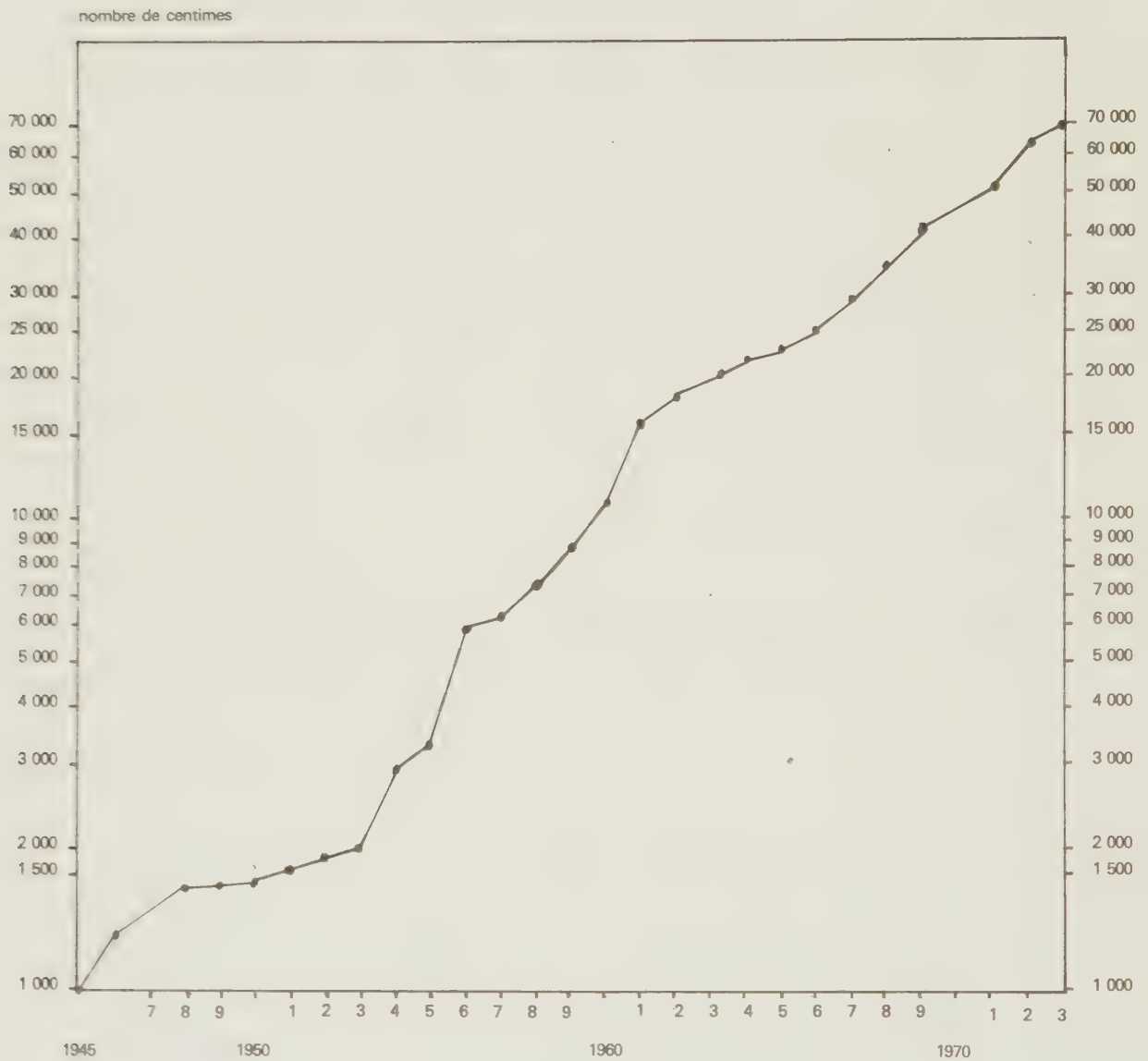


Fig. 31B- ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CENTIMES ADDITIONNELS A ROANNE DE 1945 A 1973



primaire supérieure de 1904, conçue pour 150 élèves, doit en abriter 600 en attendant le nouveau lycée. A Roanne, seul le nouveau quartier dû à l'opération de rénovation urbaine de la R.N.7, entre le pont du Coteau et le faubourg de Paris, avec 1300 logements achevés, a un aspect résolument moderne. La construction a atteint le rythme annuel de 500 logements, dont la moitié en H.L.M., entre 1957 et 1965, mais la liste d'attente à l'Office Municipal d'H.L.M. créé en 1956 compte toujours 3 000 demandeurs. Trois lycées ont été agrandis, deux groupes scolaires et deux stades construits. Pour la voirie, l'alimentation en eau et l'assainissement, on a paré aux besoins les plus urgents, sans pouvoir réaliser les équipements nouveaux nécessaires. La question posée par le travail des femmes reste entière: il n'y a ni crèches publiques ni maisons des jeunes. L'agglomération fournit au département 40 % des jeunes recensés comme cas sociaux.

C O N C L U S I O N

En 1965, le vieux monde construit lors de la première révolution industrielle paraît encore solide. Les grandes familles cotonnières, dont la fortune subsiste grâce aux marchés coloniaux, profitent de la croissance introduite par les bonnetiers et les métallurgistes, pour faire toujours figure de piliers de l'économie et de la société. Leur disparition brutale lors de la crise marquera pour la région l'heure de vérité. Elle se retrouve face à l'économie moderne avec des structures socio-économiques et un équipement anachroniques . C'est dans sa population, anémiée par trois quarts de siècle de stagnation et d'exode, mais forte de l'ingéniosité mûrie au cours des âges, par la nécessité constante de faire vivre de fortes densités dans des conditions ingrates, qu'elle trouvera les ressources pour s'adapter. Cette adaptation sera difficile, tant s'accroît l'écart entre la province et les zones métropolitaines, dont elle est exclue. Cette adaptation sera inégale, tant pèse le poids du passé dans certains milieux et certaines zones.

NOTES III D 3

LA PERMANENCE D'UN ENVIRONNEMENT ARCHAÏQUE

- (1) CENTRE DE RECHERCHE DE L'INSTITUT d'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE (140), p. 22
- (2) C'est la maison-type du Roannais. Au ⁿord d'une bande qui débute à La Pacaudière et Iguerande, commence la maison-cour à bâtiments dispersés avec toits de tuile plate. En altitude, le grand couvert cède la place à la maison à cour fermée, où le logis des hommes s'orne au premier d'un balcon de bois. Consulter Pierre Bonnaud { }, Observations sur les paysages ruraux du Massif Forézien, Revue d'Auvergne, n° 1, 1967, p. 1-24 .
- (3) D. VARAGNAT, l'évolution du logement tararien, p. 21, in Tarare en marche (66).
- (4) RODUMNA, Revue du pays roannais, n° 1 janvier 19¹73, Roanne grande ville, p. 59-60
- (5) CHAMBRE d'AGRICULTURE DE LA LOIRE, Inventaire des exploitations agricoles du canton de PERREUX, 57 p. princ. p. 32,55,56 et idem., canton de CHARLIEU, 62 p., p. 60 (54)
- (6) LIVRE BLANC de l'AGGLOMERATION ROANNAISE (60), p. 25-26.
- (7) Jean LABASSE (456), Quelques aspects de la vie d'échanges en pays roannais, 1954.
- (8) Choisi comme rapporteur pour la région Centre-Est, qui groupe les régions de programme Auvergne, Bourgogne, Franche-Comté et Rhône-Alpes, par le Conseil Supérieur de la Construction et de l'Aménagement, constitué à la demande du Ministère de la Construction et du Commissariat au Plan, Jean LABASSE exprime en 1962 sa préférence pour "les communications légères et rapides sur l'axe Nantes-Lyon". Il se borne à rappeler le projet de jonction au bassin de la Seine avec la voie fluviale Rhin-Méditerranée par le canal du Centre. Il insiste particulièrement sur l'axe routier Genève-Atlantique et préconise une route de première urgence Lyon-Genève, une autoroute Lyon-Tarare-Roanne, qui se poursuivrait sur Thiers et Clermont-Ferrand, et une route de première urgence Roanne-Nantes par Moulins, Bourges et Tours. Ce rapport a été publié dans la REVUE DE GEOGRAPHIE DE LYON, 1962, p. 131-152 et 225-250. Voir princ. p. 247 et fig. 2, p. 235 -

- (9) Voir le projet de tunnel routier sous les Sauvages présenté par le Docteur VINSON, député de Tarare, dans une conférence de presse en février 1968. La Chambre de Commerce de Roanne, par lettre du 6 mars 1968, donne une réponse circonspecte.
- (10) COMPTE RENDU DES TRAVAUX (53), séance du 27 novembre 1968
- (11) JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE (66), Tarare en marche, 1966
BULLETIN OFFICIEL MUNICIPAL (67), Tarare, 1er trimestre 1968.
- (12) Une enquête du Comité Interprofessionnel de l'Industrie en janvier 1961, auprès des entreprises de l'agglomération occupant ou susceptibles d'occuper rapidement 50 salariés, a relevé seulement neuf affaires qui souhaitaient changer de localisation. Les besoins en terrains nouveaux ne représentaient que 12 hectares 20. Cité dans CRESAL (54), p. 7.
- (13) CRESAL, La Région Roannaise, 4ème étude (51), Les besoins en équipements collectifs de l'agglomération roannaise, janvier 1965, 38 p. princ. p. 5 -11.
- (14) Voir par exemple le discours du président lors de l'Assemblée Générale du 3 octobre 1962, in COMPTES-RENDUS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE ROANNE (59)
- (15) Ce sont les études souvent citées de Roger CAILLOT de 1958 et 1961 (48) et (49). Le président du Groupe de Travail Roannais est un important métallurgiste.
- (16) CENTRE DE RECHERCHE DE L'INSTITUT d'ETUDES POLITIQUES de GRENOBLE (44e), p. 70 et 89-94.
- (17) A Roanne, le député-maire socialiste Albert SEROL, qui fut souvent ministre, confiait la gestion de la ville à un radical, directeur d'école en retraite, FRONTI. Les maires radicaux qui se succédèrent à Tarare de 1905 à 1947 se bornèrent à construire un établissement de bains et douches et le nouvel hôpital-maternité en 1928, et l'hôtel des postes en 1939.
- (18) Ce manque de réussite dans la gestion des collectivités locales est un élément d'explication dans la perte d'influence de la gauche, après la seconde guerre mondiale. Elle est particulièrement marquée aux élections municipales. Ainsi à Roanne, alors qu'elle avait recueilli 50 % des voix en 1947, la gauche passe à 46 % en 1953, 44 % en 1959, 38,5 % en 1962, ~~pour ne plus en retrouver que 26 % en 1971.~~

- (19) Le maire de Coutouvre, Louis MERCIER, fut un des premiers de l'arrondissement à instituer des commissions extra-municipales et à rédiger un bulletin. En 1964, il obtient l'installation d'un moulinage dans les locaux d'un tissage de coton fermé fin 1962.

oOo

P L A N C H E S

E T

T A B L E S

P1. 1 - LE CRUE DU RHINS AU COTEAU le 26.12.1968

1 - photo prise du pont de la route de Roanne à Thizy, vers l'amont.

Les rives sont marquées par les lignes d'arbres.

2 - Vue en amont, à gauche de la précédente.

Toute la plaine inondable actuelle est sous les eaux, en particulier les jardins ouvriers qui s'étendent jusqu'à la route établie sur une chaussée surélevée. Les jardins sont reconnaissables aux cabanes, qui abritent les outils. A l'arrière-plan, l'abrupt boisé qui conduit à la moyenne terrasse, sur laquelle est établi le domaine de Chervé.

3 - Vue en aval.

Le Rhins a envahi un bas quartier de guinguettes et de bâtiments industriels (usine de goudron).

Ces inondations ont provoqué des dégâts dans les usines établies en amont, où la vallée est resserrée, en particulier chez Jalla (Boussac) à Régný.



1



2



3



Le bourg de Lamure sur la
rive droite de l'Azergues



Les gorges de la Loire
vues du château de Saint-Maurice



La maison de la plaine (Vougy)

Le "grand couvert", appelé ainsi à cause du toit à 4 pans qui repose sur une solide charpente, fut d'abord l'unique bâtiment. Murs en pisé. Encadrement des portes et des fenêtres en pierre jaune.



La maison de demi-montagne (Perreux)

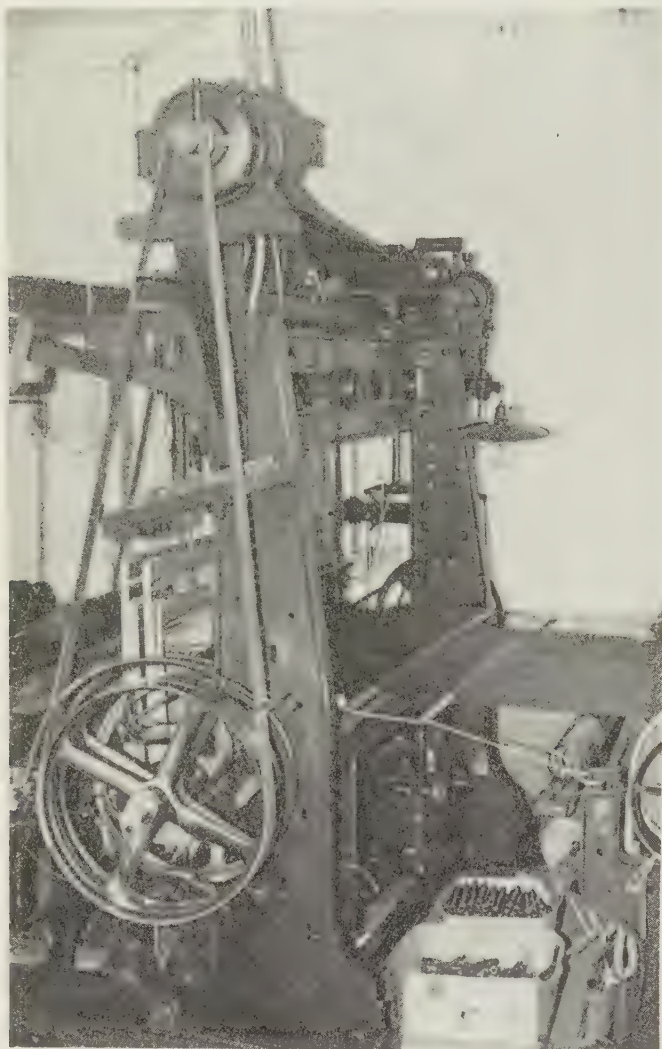
Maison-bloc en hauteur à galeries.

Cette ferme de 1760 sert maintenant de débarras à la maison neuve, construite à proximité par le propriétaire qui travaille à Roanne.

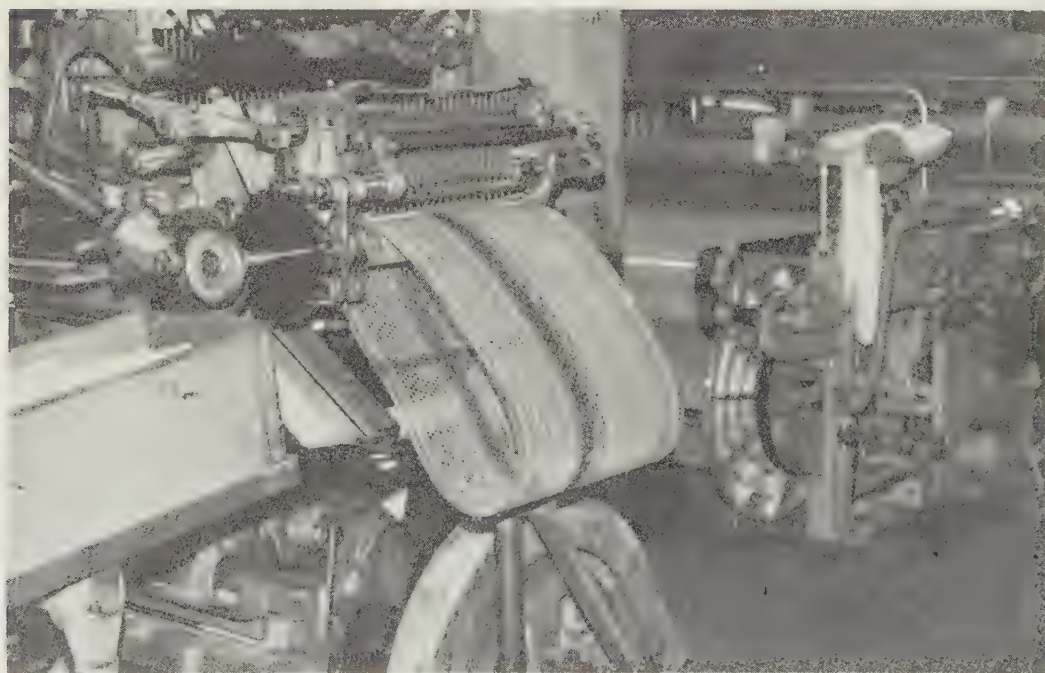
P1. 4 - PAYSAGES INDUSTRIELS ANCIENS DU PAYS DE THIZY.

- 1 - Des usines bâties comme des maisons.
Fabrique désaffectée entre Saint-Victor-Sur-Rhins et Amplepuis.
- 2 - La cabine du tisseur à domicile à Coublanc.
Atelier construit entre les deux guerres, en pierres du pays.
Il est abandonné ainsi que la maison d'habitation, à l'arrière-plan, et le jardin.
- 3 - La Cité Déchelette à Amplepuis.
Inspirée par le catholicisme social, à l'ombre de la chapelle et de l'usine, à l'écart du bourg.





Un des derniers ateliers de haute-nouveauté. Les métiers anciens à mécanique Jacquard sont dans une pièce de la maison.



Petite usine d'un fabricant lyonnais.

Juxtaposition de métiers anciens et de métiers japonais sans navette.

TABLE DES FIGURES

	Pages
1 - Le Roannais et le Beaujolais Textile : les limites (carte).....	12
2 - Nomenclature des communes (carte de repérage).....	13
& 4 - Relief et structures (cartes).....	21-22-23-24
5 - Coupe à travers les Monts de la Madeleine.....	28
6 - Le régime de l'Azergues.....	35
7 - Coupe-type d'une croupe dans le Bourbonnais.....	45
8 - Le terroir viticole de la Côte Roannaise.....	46
9 - Un casier du Brionnais.....	48
0 - L'évolution des voies de communication principales (carte).....	56
1 - Le trafic du charbon de Saint-Etienne au port de Roanne.....	63
2 - La manufacture à la veille de la guerre de Sécession (carte)...	86-87
3 - Date du maximum de population (carte).....	100
4 - Densité de la population à l'époque du maximum (carte).....	101
5 - Généalogie de la famille Déchelette.....	113-114
6 - Le réseau ferroviaire à son apogée (carte).....	124
7 - Evolution de la population dans le canton de La Pacaudière.....	129
8 - L'extension de la vigne à la fin du XIX ^e Siècle (carte).....	132
9 - Date de l'électrification publique (carte).....	170
0 - La diminution de population de 1911 à 1921 (carte).....	177
1 - L'évolution de la production de cotonne.....	190
2 - Croissance comparée de la bonneterie roannaise et d'une entreprise-pilote à partir de 1949.....	212
3 - Date de construction des logements. Comparaison entre communes rurales, petites villes, Roanne et Lyon.....	234
4 - Répartition des établissements selon la taille et le lieu d'implantation.....	240
5 - Taux d'activité féminine comparée par tranches d'âges à Roanne et Saint-Etienne.....	250
6 - Mouvement démographique de 1954 à 1962 et de 1962 à 1968 (carte en couleurs)	
7 - Répartition de la population par âges en 1962 (carte).....	262
8 - Evolution de la population par canton à partir du maximum.....	264
9 A - Evolution de la population depuis 1954 : les zones de croissance (carte).....	275
9 B - -d°- les zones d'abandon (carte).....	279
0 - Le confort du logement en 1962 (carte).....	301
1 A - Evolution des finances communales de Roanne de 1945 à 1972.....	309
1 B - Evolution du nombre de centimes additionnels à Roanne de 1945 à 1973.....	310



TABLE DES MATIERES

Tome I

Pages

INTRODUCTION	2
Problématiques, 3 - Les méthodes, 5 - Les limites de la région étudiée, 11	
Notes	16
PREMIERE PARTIE	
<i>L'EVOLUTION JUSQU'A LA CRISE DU TISSAGE DE 1965.....</i>	18
CHAPITRE I - LES DONNEES DE LA NATURE	19
A - Le cadre : une plaine d'effondrement entourée de massifs anciens	19
1 - La plaine de Roanne et ses abords	19
a) la plaine de Roanne	19
b) la Côte Roannaise	20
c) le Brionnais	26
2 - Les massifs anciens	26
a) le plateau de Neulise	26
b) les Monts de la Madeleine	27
c) les Monts du Beaujolais	29
B - Les privilèges relatifs à la montagne dans l'économie ancienne	32
1 - Une montagne ingrate et non répulsive	32
a) une moyenne montagne de petits céréaliculteurs	32
- le cas particulier des vallées du Reins et de la Trambouze	33
b) force motrice et pureté des eaux, atouts du travail manufacturier	34
c) une multitude de gîtes minéraux, mais une exploitation décevante	36
- les minerais, 37 - le charbon, 37, les sources thermales, 39	
2 - Une plaine inhospitalière :.....	40
a) une plaine répulsive	40
b) chambons et varennes	41
c) les difficultés du drainage	43
3 - Deux terroirs favorisés	45
a) la Côte Roannaise, pays de vignoble	45
b) le Brionnais, berceau de l'embouche	47
Notes du chapitre I	52
CHAPITRE II - LES DONNEES DE L'HISTOIRE	55
A - La constitution tardive du carrefour roannais	55
1 - Les passages à travers les Monts du Beaujolais et la Grande Voie Française	55

	Pages
2 - Roanne, tête de navigation sur la Loire et l'importance de la route de Tarare aux XVII ^e et XVIII ^e siècles	58
a) un carrefour que la nature n'impose pas	58
b) la modification des routes commerciales	58
c) le déclin de la fonction de transit et la reconversion à l'industrie	60
3 - Le transport par la Loire du charbon de Saint-Etienne et l'équipement du carrefour roannais au XIX ^e siècle	62
Notes du chapitre II A	65 bis
B - Une montagne manufacturière	66
1 - Des initiatives lyonnaises	66
a) l'intervention du grand négociant	66
b) l'introduction du travail du coton et le développement de la manufacture aux XVII ^e et XVIII ^e siècles	68
c) la fabrication des toiles de coton pour indiennes et la prospérité de la manufacture à la veille de la Révolution -Lyon et la fabrique des indiennes, 71 - prospérité et extension du tissage du coton, 71 - le développement du tissage du coton dans les villes du pourtour de la montagne, 73-	70
2 - L'affranchissement de la tutelle lyonnaise au XVIII ^e siècle	75
a) une industrie campagnarde	75
b) la complémentarité de l'agriculture et de la manufacture	76
c) la constitution d'une bourgeoisie locale	78
3 - De la Révolution au Second Empire, l'âge d'or de la manufacture	80
a) les "grandes heures" de la mousseline	80
b) le renouveau de la "cotonne"	83
-les difficultés de l'ancienne fabrique, 83 - les teinturiers de Roanne et l'introduction du vichy, 88 - les fabriques de Roanne et de Thizy, 89 -	
c) l'implantation de la soierie lyonnaise	91
d) un développement global	92
Notes du chapitre II B	95
C - L'apogée	102
1 - L'époque du maximum et la redistribution de la population	102
2 - Le développement de la grande industrie cotonnière	103
a) l'essor prodigieux de la "cotonne"	104
b) la "cotonne" entre la grande série et la qualité	106
-la spécialisation de Roanne dans l'article fantaisie, 107 - les marchands de tissus de Thizy, 110 -	
c) de grands capitaines d'industrie	111
d) un centre isolé, Villefranche-sur-Saône	117
3 - Le développement de Roanne, centre régional	118
a) Roanne, foyer d'appel de la main d'oeuvre	119
-d'énormes besoins en main d'oeuvre sans qualification, 119 - une ville grandie trop vite, 120 - une ville de terroir, 121 -	
b) le développement de la fonction régionale	123
-la constitution d'un réseau ferré d'intérêt local, 123 - le commerce de gros des pondéreux, 125 - un équipement bancaire puissant et largement autonome, 126 -	

4 - Les transformations des campagnes agricoles de l'ouest et du nord	127
a) la mise en valeur de la plaine de Roanne	127
- une plaine insalubre, 127 - les transformations (1840-1880), 128 - Plaine de Roanne et Bourbonnais, 130 -	
b) deux pays qui réalisent leur vocation	130
- l'âge d'or du vignoble, 131 - le Brionnais gagné par la prairie, 134 -	
c) les Monts de la Madeleine : une moyenne montagne isolée, qui s'ouvre au progrès	139
Notes du chapitre II C	143
CHAPITRE III - TROIS QUARTS DE SIECLE DE STAGNATION, DE LA FIN DU XIX ^e SIECLE A LA CRISE DU TISSAGE DE 1965	147
A - Le mythe passéiste et le refus de l'industrialisation et de l'urbanisation	148
1 - la peur sociale à l'origine du mythe	148
2 - la popularisation du mythe	150
3 - le mythe, facteur de stagnation	154
a) les comportements dans les milieux du textile et la question du tarif	154
b) le comportement des paysans et des collectivités locales	156
Notes du chapitre III A	159
B - La crise des campagnes	161
1 - le déclin des secteurs restés manufacturiers	161
a) deux fabriques en régression : Tarare et Panissières ...	161
b) les particularités de la fabrique lyonnaise	164
2 - la disparition du tissage à bras et la survivance du genre de vie mixte dans les campagnes textiles	166
a) la fin du paysan-tisseur	167
b) la reconstitution partielle de l'industrie textile	168
- une première phase de concentration, 168 - la diffusion de l'électricité et le retour à la dispersion du tissage, 172 - les nouvelles formes d'association du travail agricole et du travail industriel, 174 -	
3 - la crise démographique liée à la guerre 1914-1918 et l'extensification de l'agriculture	176
a) la crise démographique des campagnes	176
b) l'extensification de l'agriculture	178
- le déclin du vignoble, 178 - la plaine de Roanne gagnée par la prairie, 179 - l'introduction de l'agriculture à temps partiel, 180 -	
Notes du chapitre III B	181
C - La persistance de la monoindustrie textile	183
1 - les occasions manquées ?	183
a) l'Arsenal	183
b) la production des fibres artificielles	185
2 - la peau de chagrin du tissage traditionnel	186
a) la cotonne dans l'entre-deux-guerres : de la prospérité à la crise des années trente	186

b) la cotonne après la seconde guerre mondiale : des industriels désengagés ?	189
-le maintien des fabrications traditionnelles, 189 -	
-le retard technique, 192 - la confection et le tissu-éponge, un essor en marge de la cotonne, 192 -	
c) la soierie : un avenir compromis	195
-les belles années (1920-1930 et 1945-1954), 196 -	
-la petite nouveauté à l'écart de la révolution technique, 196 - la haute nouveauté abandonnée par les tisseurs à domicile, 198 -	
3 - La relève par deux industries en rapide croissance : le voile d'ameublement et la bonneterie	199
a) le boom du voile d'ameublement ou la fabrique de Tarare à la reconquête d'un monopole	199
-le temps des voiles de rayonne, 200 - les débuts du tergal et la concentration progressive du tissage, 202 -	
-le nouvel essor de Tarare, 204 -	
b) la substitution progressive de la bonneterie à la cotonne à Roanne	205
-l'âge manufacturier (vers 1860-1922), 206 - les débuts de l'industrialisation spontanée (1922-1954), 207 - forces et faiblesses de l'âge d'or (1954-1964), 210 -	
. les progrès de l'équipement et la spécialisation vers le prêt-à-porter fantaisie, 210 -	
. à la recherche de la main d'oeuvre féminine, 213 -	
. des structures encore artisanales, 215 -	
4 - Tissage traditionnel et activités nouvelles	216
a) stabilité de l'emploi et évolution de leur importance respective	216
b) les profondes transformations	216
c) les industries similaires	216
Notes du chapitre III C	219
D - La transition à la veille de la crise du développement de la prospérité	233
1 - Des structures socio-économiques caractéristiques de la première révolution industrielle	233
a) la prépondérance des petites et moyennes entreprises familiales	235
b) la faiblesse du secteur tertiaire et de la qualification professionnelle et leurs conséquences	241
-un espace peu structuré par les activités de service, 242 -	
-la faiblesse de la qualification professionnelles, 244 -	
-la sous-rémunération du travail et la nécessité du double salaire, 245 - des taux-records d'activité et d'emplois féminins, 249 -	
Notes du chapitre III D 1.	253
2 - Le dépeuplement rural et le parasitisme démographique de l'agglomération roannaise	256
a) une démographie stabilisée, mais non guérie	256
-des courants migratoires qui se compensent	257
-un accroissement naturel deux fois plus faible qu'en France	258
b) des campagnes et des petites villes victimes d'une longue dépopulation	263

-la crise démographique de la fin du siècle et l'accen- tuation de l'exode rural entré les deux guerres.....	265
-le sursis lié à la crise économique et à la longue période de pénurie due à la guerre (1936-1954).....	270
-une évolution contrastée depuis 1954 : zones de croissance et zones d'abandon.....	271
. les pôles de développement indépendants de Roanne.....	273
. les zones d'abandon.....	278
c) Roanne, ville de terroir et ville-relais.....	284
-un mouvement naturel déficient.....	284
-une croissance alimentée de l'extérieur.....	287
-des migrations à sens unique de la région vers la ville- centre.....	289
. des formes actuellement plus complexes.....	289
. un bilan quantitativement lourd.....	291
. une sélection à rebours.....	293
Notes du chapitre III D 2.....	295
3 - La permanence d'un environnement de type rural.....	298
a) un milieu rural ?.....	299
b) le pouvoir économique conservé par les vieilles familles du textile.....	303
c) les premiers efforts de modernisation entrepris par les collectivités locales.....	307
Conclusion.....	311
Notes du chapitre III D 3.....	312
Planches photographiques :	
Pl. 1 - La crue du Rhins au Coteau le 26.12.1968.....	317
Pl. 2 - Des vallées profondément encaissées.....	319
Pl. 3 - La maison rurale.....	320
Pl. 4 - Paysages industriels anciens du pays de Thizy.....	321
Pl. 5 - Le tissage de la soie à Coublanc.....	323
Table des figures.....	324
Table des matières.....	325

